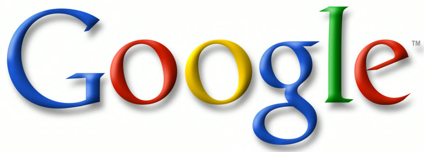
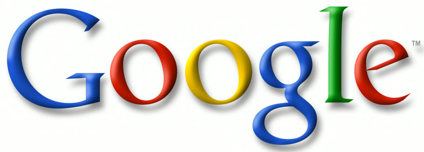
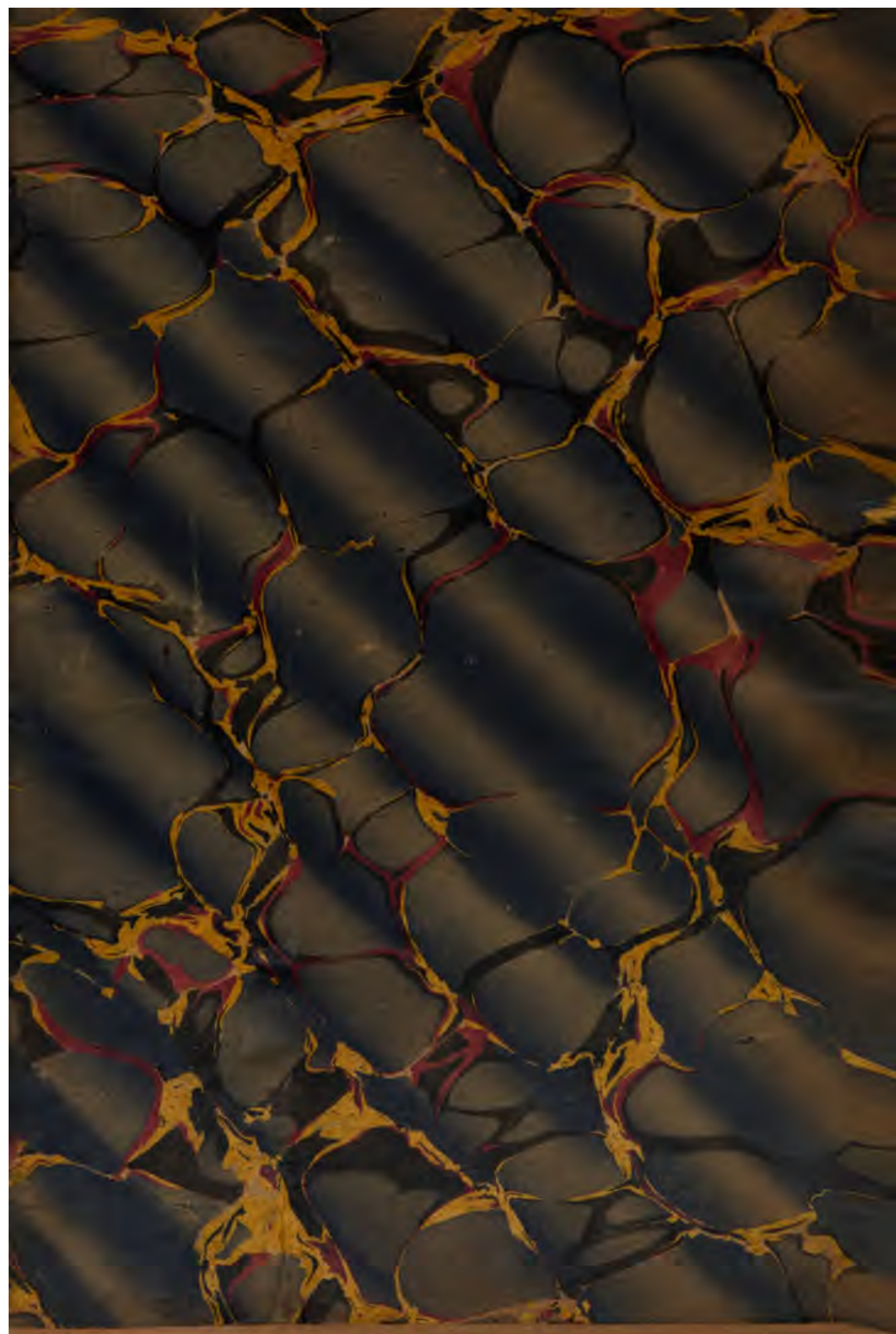
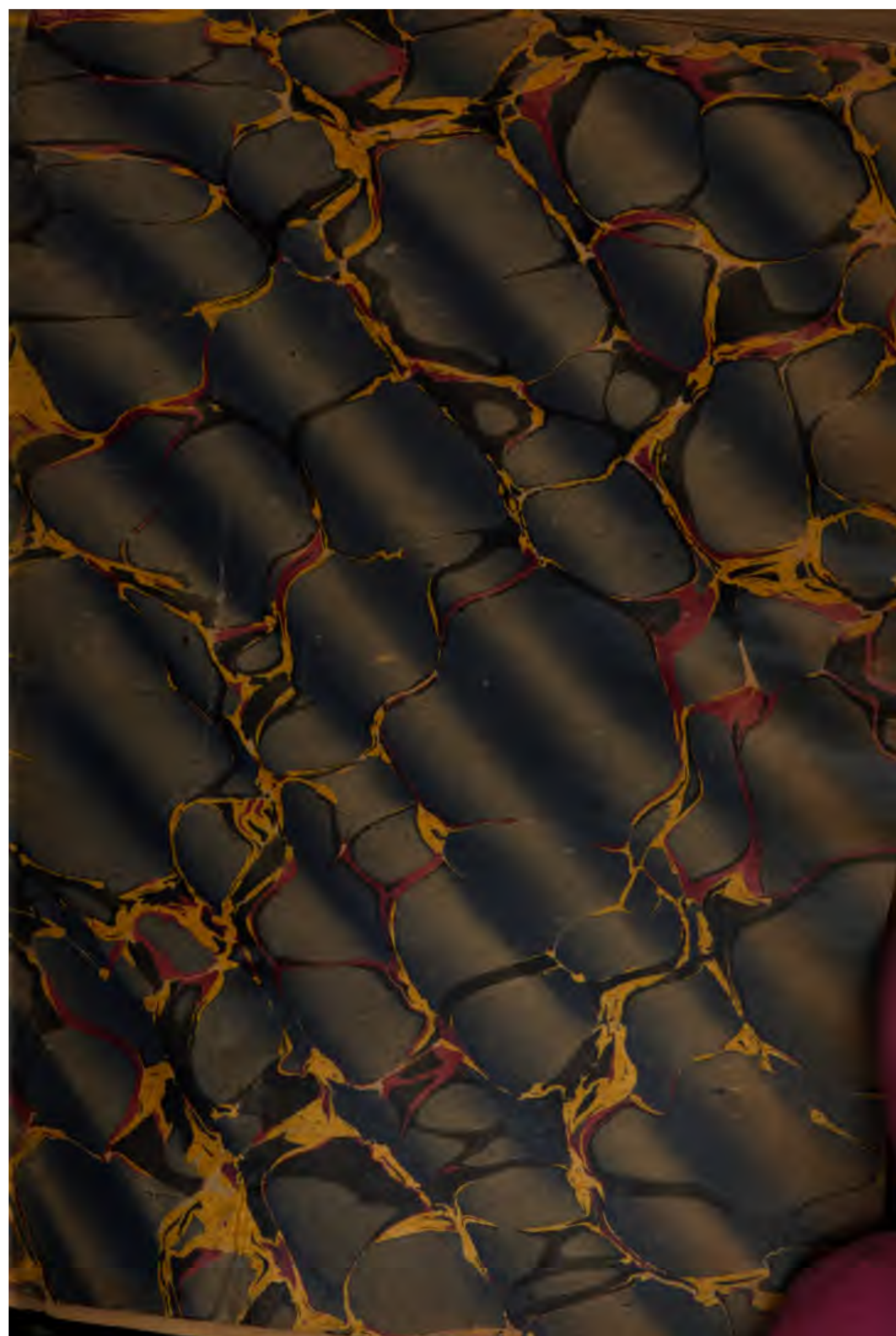

Google




BUHR A
a39015 01814727 5b


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



L'Espagne en 1897

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LÉLIO, poème en 1 acte et en vers, édition de luxe (troisième mille) . . . . 3 »»

L'AMOUR DE MARGUERITE, roman contemporain (huitième édition) 3 50

DEUX MOIS EN ANDALOUSIE ET A MADRID, édition de luxe avec gravure hors texte 7 50

L'HISTOIRE DU MEXIQUE, ouvrage précédé d'une lettre et du portrait de S. E. le Président de la République du Mexique (troisième mille). 3 50

LE MEXIQUE, avec préface de Ignacio Altamirano et une carte du Mexique (quatrième mille). . . . . . . 3 »»

GUILLAUME II A LONDRES ET L'UNION FRANCO-RUSSE (sixième édition) 3 50

LA QUESTION SOCIALE ET L'OPINION DU PAYS (Enquête du *Figaro*), quatrième édition 2 50

LES DROITS DE LA FRANCE SUR MADAGASCAR, un fort volume in-18, broché (huitième édition) . . . 3 50

NOS BONS MAITRES-CHANTEURS (comédie en 5 actes et en vers) huitième édition. 2 50

Sous Presse

LE DROIT D'AIMER, (comédie en 3 actes et en prose) avec une lettre de Jules Claretie, de l'Académie française. 3 50

BERLIN ET LES BERLINOIS (notes de voyage) . . 3 5

LE MARQUIS DE TOURNOEL (roman contemporain) 3 50

POURQUOI LE DIVORCE ? (Comédie en 3 actes et en prose) 3 50



S. M. la Reine-Régente Marie-Christine.

GASTON ROUTIER

L'Espagne en 1897

(Avec Sept Portraits hors texte et Cinq Tableaux Statistiques.)



PARIS
LIBRAIRIE H. LE SOUDIER
174, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 176
1897

A SON EXCELLENCE

LE DUC DE MANDAS,

Ambassadeur de S. M. Catholique

Très respectueux hommage d'un sincère ami de l'Espagne.

GASTON ROUTIER.

AVANT-PROPOS

En cherchant à faire connaître à mes compatriotes la situation politique et économique de l'Espagne à l'heure actuelle, mon seul dessein a été de détruire un certain nombre de préjugés, de réfuter beaucoup d'erreurs qui circulent encore chez nous et qui empêchent l'opinion publique de juger sainement les faits et gestes de nos voisins.

Tous ceux qui connaissent l'Espagne retrouveront dans ces pages l'écho de leurs propres sentiments, de leurs propres pensées ; ceux, qui n'ont ni visité ni habité ce grand pays ami, comprendront mieux, après avoir lu ce livre, l'état d'esprit des Espagnols, leurs légitimes prétentions, leur patriotisme sans borne. Et les sympathies, que dis-je ? la sincère amitié, qu'ont tous les Français pour ces frères latins, auxquels nous sommes unis par tant de liens, par tant de relations commerciales et d'intérêts financiers, ne pourront que s'ac-

croître encore d'une grande et véritable admiration pour leurs gigantesques efforts et leurs héroïques sacrifices.

Tout pour Dieu, tout pour la Patrie, *c'est la devise de toute l'Espagne : des Pyrénées à Gibraltar, c'est un même cœur qui bat, le cœur de tous les Espagnols, prêts à faire face à toutes les éventualités, sans peur et sans faiblesse, et par cela même supérieurs à tous les dangers.*

Ce n'est pas en France, où tout ce qui est noble, chevaleresque et généreux, soulève dans l'âme populaire un si puissant enthousiasme, qu'on blâmera jamais les Espagnols de vouloir rester dignes de leur glorieuse histoire.

Puissent-ils, avec l'aide de Dieu, triompher de toutes les difficultés de l'heure présente ! C'est mon vœu le plus chaleureux et c'est le vœu de tous les Français qui, j'en suis sûr, ne marchanderont jamais à l'Espagne leurs encouragements et leur amitié.

PARIS, 1er OCTOBRE 1897.

PREMIÈRE PARTIE

L'Espagne et les Espagnols. — Le patriotisme et la religion. — Les partis politiques. — La Reine-Régente et le Roi Alphonse XIII. — Une perte immense pour l'Espagne : Assassinat de M. Canovas del Castillo. — Biographie des trois grands hommes de l'Espagne contemporaine : Canovas, Castelar, Sagasta. — L'Espagne intellectuelle : l'enseignement universitaire et la presse. — Liens d'amitié de l'Espagne et de la France.

CHAPITRE I

L'État d'âme du peuple espagnol.

Puisque la psychologie est à la mode, faisons-en un peu ! Aussi bien, il serait tout à fait impossible de comprendre ce qui se passe à l'heure actuelle chez nos voisins, de s'expliquer les événements qui peuvent arriver d'un jour à l'autre, si l'on ne se rendait pas compte de l'état général des esprits dans la nation espagnole, si l'on ne sondait pas, pour ainsi dire, les replis les plus profonds de l'âme de ce grand peuple.

Il existe, dans la péninsule, deux opinions différentes, mais parfaitement définies, c'est-à-dire l'opinion individuelle et l'opinion collective, l'opinion privée et l'opinion publique.

Au sein de sa famille, à l'intérieur de sa maison, si aucun voisin ou aucun étranger ne l'entend, chacun maudit la guerre de Cuba, chacun demande qu'on la termine sans porter atteinte à la dignité de l'Espagne, pour ne plus y envoyer des soldats, et ne plus y dépenser de l'argent. Une dame d'une grande intelligence disait, ces jours derniers, dans son salon, où ne se trouvaient que des intimes: « Je ne passe pas une seule fois devant la statue de Colomb sans lui jeter un regard de haine. » C'est, il faut l'avouer, un sentiment bien humain et bien féminin surtout, et il est certain que toutes les femmes, toutes les mères espagnoles maudissent dans le fond de leur cœur la guerre de Cuba; mais n'allez pas croire que ces mêmes femmes espagnoles soient capables de faire montre, en public, du moindre sentiment de faiblesse. S'il le fallait, toutes les Espagnoles iraient faire une manifestation devant la statue de Colomb, mais non pour demander l'abandon de Cuba ; elles réclameraient toutes la guerre à outrance, et se déclareraient fières de donner leurs fils et leur fortune pour la défense du drapeau espagnol.

Prenez un Espagnol à part et raisonnez avec lui ; voici ce qu'il vous dira : « En échange des milliers d'enfants que l'Amérique a coûtés aux mères espagnoles, des milliards que nous avons dépensés, qu'avons-nous eu comme résultats et comme profits ? La satisfaction de voir de temps

en temps des fils de *bodejeros* (épiciers) et des garçons de peine, que nous envoyons là-bas par charité et à nos frais, venir nous éclabousser de leur luxe de parvenus, nous jeter de la poudre aux yeux en gaspillant des fortunes qu'ils ont eu très peu de peine à gagner. Franchement, nous pourrions nous priver de leur fastueuse *cursileria* (c'est l'équivalent, en Espagnol, de rastaquouérisme)! »

Parlez à un homme politique, et nous en avons vu beaucoup: en leur for intérieur, tous détestent la guerre et seraient prêts à sacrifier une partie de leur fortune personnelle pour la voir se terminer. Ils m'ont rappelé que le général Prim, vers 1869, fut en pourparlers avec les Etats-Unis pour leur abandonner Cuba, qui serait devenue un Etat de la grande République fédérale ; les Etats-Unis s'engageaient, en échange, à payer la plus grande partie de la Dette espagnole. Quelque populaire que fût alors le général Prim, il dut céder à un mouvement irrésistible d'indignation publique et abandonner ses projets: de tous les points de l'Espagne, on entendit alors quelque chose de semblable aux mots fameux : « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses. »

Aujourd'hui, tous ces hommes politiques voudraient trouver le moyen de faire cesser cette maudite guerre de Cuba, mais ils ne veulent le trouver qu'en conservant cette admirable

colonie et qu'en sauvegardant les droits séculaires de l'Espagne.

C'est d'ailleurs l'opinion unanime de tous les Espagnols. Dès qu'on leur parle de Cuba les voici instantanément les plus intransigeants, les plus fiers, les plus inflexibles des mortels; ils ont un langage de Romains prêts à vaincre ou à mourir: ils renouvellent tous la proclamation de Palafox à Saragosse: « Peine de mort à qui parle de se rendre ou de traiter avec l'ennemi! »

Au seul mot d'intervention des Etats-Unis, la presse la plus populaire demande la guerre avec la grande République américaine. Si vous insinuez en public que l'Angleterre pourrait offrir sa médiation, vous soulevez une explosion de colère et tout orateur espagnol répondra, au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, que la nation qui oserait se mêler d'une question qui ne regarde que le peuple espagnol, s'exposerait à une déclaration de guerre et à des hostilités immédiates.

Pour bien me faire comprendre cette singulière attitude d'hommes qui, individuellement prudents, ne veulent pas admettre le moindre raisonnement lorsqu'ils se trouvent réunis dans une assemblée, un Espagnol de mes amis me rappelait le fait suivant : En 1872, sous la République de Castelar, le port de Carthagène proclama son indépendance ; l'armée républi-

caine en fit le siège, investit la place et l'écrasa tous les jours d'une centaine de bombes. La vie était devenue impossible à Carthagène ; mais, croyez-vous que l'on pensât à s'y rendre aux forces républicaines ?

Loin de là ! Deux navires *cantonaux* (c'était le nom des indépendants de Carthagène) sortirent de ce port sous pavillon rouge et furent considérés par ce seul fait comme pirates et saisis par des vaisseaux de guerre allemands. Dès que cette nouvelle fut connue à Carthagène, le citoyen Roque Barcia, une sorte de dictateur du canton de Carthagène, prit sa plus belle plume, son encre la plus noire et, acclamé par ses concitoyens, adressa une déclaration de guerre à l'empereur et au peuple allemands. Il voulait sans doute imiter le fameux alcade de Mostolès, un village de 300 habitants, qui, au lendemain des rigueurs de Murat à Madrid, le 2 mai 1808, envoya un cartel au vainqueur d'Iéna et d'Austerlitz.

Cette susceptibilité extrême de l'orgueil castillan est-elle un bien ou est-elle un mal ? Doit-on la louer ou la blâmer ? Peut-on reprocher aux Espagnols d'aimer leur beau pays, d'être fiers de leur patrie, de la croire invincible et de la vouloir toujours invaincue ? Ne faut-il pas plutôt admirer leur enthousiasme naïf, leur patriotisme aveugle ? L'un d'eux, me disait, les larmes aux yeux : « L'Espagne est le pays des

beaux fleuves de Galicie, le paradis des bergers andalous, le siège des industries catalanes, le territoire sacré des anciens Ibères, des Basques, cette race primitive de l'Europe occidentale, le sol d'où surgissent ces immenses et merveilleuses cathédrales qui font l'admiration et l'étonnement des voyageurs par leur aspect grandiose et leurs vastes proportions. Cette Espagne, je suis heureux d'être son fils, elle est toujours pour moi aussi glorieuse qu'à l'époque de Charles Quint. Qui aime l'Espagne est mon ami, qui me vante mon pays me touche plus qu'en me faisant les compliments les plus flatteurs, et, par contre, qui dit du mal de l'Espagne en dit de moi, qui cherche à salir son manteau de gloire m'insulte et mérite d'être châtié par moi! Vous croyez que l'exaltation suprême de notre patriotisme nous rend aveugles; mais, ce qui fait la force d'une nation, n'est-ce point surtout sa force de volonté? Sous ce rapport-là, nous sommes et serons toujours invincibles. Napoléon Ier a trouvé chez nous un peuple d'entêtés glorieux qui ont épuisé ses forces et lui ont tué les meilleurs soldats de ses plus belles armées. L'Espagne restera toujours espagnole ; un contre vingt, un contre mille, nous défendrons toujours, quand même, l'Espagne contre le monde entier, s'il est nécessaire ! »

Et cet Espagnol traduisait bien le sentiment

public en Espagne : si les Espagnols sont des hommes, s'ils ont parfois des faiblesses humaines, dès qu'ils sont ensemble, dès qu'ils se réunissent, ils ont l'âme des Horaces de Corneille, ils sont les descendants du Cid et de Gonzalve de Cordoue.

Ici, n'importe quel citoyen, appuyé et encouragé par les journaux les plus répandus, qui cultivent et exploitent ce chauvinisme exagéré, n'hésitera pas à aller sur la grande place de son village et, nouveau Don Quichotte, à déclarer que quiconque ne reconnaît Dulcinée la plus éclatante beauté du monde est un lâche mécréant et le dernier des malandrins.

Vous riez ? Mais cet acte qui, de prime abord et de loin, peut sembler ridicule, est, à le bien considérer, aussi sublime qu'émouvant, car la Dulcinée de tous ces braves cœurs, c'est leur Espagne adorée, leur vieille Castille, foyer de tant de héros.

Il m'est doux, au contraire, de constater chez les Espagnols un pareil état d'esprit : le culte de la Patrie et le culte de Dieu ennoblissent l'âme humaine, la grandissent et la fortifient. Le peuple espagnol peut envisager l'avenir avec confiance : il ne désespérera jamais de sa patrie !

CHAPITRE II

La politique au pays du Cid

Plus on connaît l'Espagne et plus on l'aime ! Combien rares sont les pays dont on peut en dire autant.

Terre pittoresque, où les montagnes grandioses au sommet couvert de neige se dressent dans un ciel toujours sans nuage, un ciel d'un azur incomparable, où les *sierras* couvertes de forêts séparent les plaines fertiles de plateaux arides et désolés, véritables déserts de pierres énormes et de cailloux, l'Espagne nous offre le déconcertant spectacle du mélange de l'Afrique et de l'Europe, mélange et non mariage, car telle province ressemble à l'Algérie et à la Tunisie et telle autre à la Bretagne ou à l'Auvergne ; et rien ne saurait leur faire perdre leurs caractères distinctifs, leurs climats, leur

flore, les mœurs spéciales de leurs habitants. Toutes les races, qui ont pénétré en Espagne et y ont fait souche, ont laissé dans certaines villes, certaines provinces, des traces encore parfaitement reconnaissables de leur passage et leurs descendants gardent, sans s'en douter, les particularités ethnographiques de leurs ancêtres. Plus que partout ailleurs, la fusion des races semble avoir été incomplète en Espagne. Les Ibères, les Celtes, les Phéniciens, les Grecs, les Romains, les Vandales, les Wisigoths, les Arabes pourraient encore se reconnaître dans les traits et jusque dans le caractère de certains Espagnols. Je ne veux pas rechercher ici ces ressemblances physiques et ces affinités morales, cela m'emmènerait trop loin. Mais je tiens à les constater en passant, pour faire bien comprendre combien l'unité politique a eu de peine à s'établir en Espagne et combien il a fallu d'efforts pour faire des âmes des Basques et des Aragonais, des Catalans et des Andalous, des Castillans et des Gallegos, des âmes espagnoles ! A proprement parler, chacune des races dont on retrouve des descendants en Espagne, a gardé un certain caractère atavique, une certaine âme qui lui est propre ; mais, à travers les siècles, deux sentiments puissants, deux cultes, deux fanatismes, ont envahi toutes les âmes d'Espagne et les ont unies étroitement : ce sont la religion et l'amour de la patrie.

Si vous parlez de l'Eglise catholique, si vous parlez de la Patrie espagnole, ne vous trompez pas, il n'y a qu'une âme, des Pyrénées à Gibraltar : l'ame espagnole, et l'unanimité des vues et des pensées de tout ce peuple a quelque chose d'admirable et de touchant, d'imposant et de sublime !

Il faut connaître l'Espagne, pour l'aimer davantage ! Ce n'est qu'en la connaissant qu'on apprécie les qualités de ses habitants, leurs naïvetés respectables et aussi leurs défauts. Tout le monde a ses défauts et je ne sais pas un être humain qui fasse exception à cette règle. L'avantage de l'Espagnol, c'est que ses défauts c'est souvent l'exagération de certaines qualités. Mais l'exagération, dans un pays de soleil et de lumière éblouissante, n'est qu'un péché véniel: seulement, il ne faut pas confondre l'exagération inoffensive, tapageuse, prête à se moquer d'elle-même de nos bons Tartarins de Tarascon et l'exagération souvent convaincue et intransigeante des Espagnols. Le fond de l'âme des Espagnols est sérieux et grave : ils s'emballent vite, ont l'imagination prompte, aiment beaucoup à rire et à plaisanter ; mais, l'exagération des choses sérieuses, si elle est faite froidement et imperturbablement, peut parfaitement être crue des Espagnols et devenir dangereuse par l'importance qu'ils y accordent. En somme, il est en Espagne des choses dont on ne rit pas,

dont on ne doit pas rire: c'est tout à l'honneur de l'Espagne, et en France, où on rit de tout, on devrait imiter sur ce point l'exemple de nos voisins.

Ainsi, les Espagnols ne tarissent jamais en railleries inoffensives, en plaisanteries amusantes, en *galéjades* sur le compte les uns des autres : les Castillans rient des travers des Andalous et les Catalans des habitudes des Basques; tous ont pris comme cible les Gallegos qui sont nos Auvergnats : on les met en scène en Espagne, comme nous mettons en scène nos compatriotes du Puy-de-Dôme, avec humour, avec esprit, mais sans malice. Dans les plaisanteries de ce genre, l'exagération peut se donner libre carrière; elle n'est pas dangereuse. Mais, jamais on ne rira en Espagne des choses de la religion ou de la patrie: la moindre exagération sur ces sujets serait prise en mauvaise part et aurait des conséquences graves.



Rien n'est plus curieux que l'état d'âme de la masse du peuple espagnol et même de la bourgeoisie espagnole, sous certains rapports; il n'est pas de peuple plus romanesque et plus utopiste que ce peuple espagnol ! Aujourd'hui qu'il s'habille à la française, fait venir les modes de Paris, achète sa parfumerie à Paris et à Lon-

dres, lit les journaux français, vous le croyez devenu sceptique, blagueur, fin-de-siècle, sachant calculer les chances de succès de ses entreprises? Quelle erreur! La masse du peuple espagnol vit de sentiment et s'inspire de principes héroïques, elle rêve perpétuellement de gloire et de chimères, elle se nourrit de la moëlle du XIVe et du XVIIe siècle, elle n'est pas sortie, mentalement parlant, des épopées de l'âge d'or. C'est un peuple de paladins, de chevaliers, comme Gonzalve de Cordoue, d'imitateurs du Cid, épris de tout ce qui est beau, de tout ce qui est grand, prêt à toutes les folies glorieuses.

Il y a longtemps que l'immortel Cervantès a dépeint certains de ses concitoyens sous les traits de *Don Quichotte ;* mais l'admirable ouvrage de ce merveilleux penseur a placé, à côté du fou héroïque, un correctif plein de bon sens : le gros Sancho Pança! Et Don Quichotte et Sancho Pança font assaut de sages préceptes et de réflexions profondes, lorsqu'ils discutent posément des choses de la vie courante, du mariage ou des femmes, de la boisson ou des mœurs des hommes. Mais, s'agit-il de chevalerie ou d'exploits à accomplir? Alors, plus de causeries : Don Quichotte s'emporte en discours véhéments et pleins d'éloquence et Sancho n'ose contredire : il écoute de toutes ses oreilles, il admire son maître, même quand il le voit dérai-

sonner et, à la fin, il se laisse convaincre, il devient même tout à fait convaincu et il se précipite derrière ses pas pour l'assister dans ses folles entreprises.

De nos jours, les Don Quichotte sont rares : il en est pourtant, en Espagne comme en France, et le peuple Espagnol qui adore l'éloquence est prêt à faire comme Sancho Pança, à se jeter sur les traces des fous glorieux qui feraient appel à son patriotisme et, en présence d'une offense à la nation, feraient briller à ses yeux les splendeurs de son histoire et lui montreraient les devoirs qu'un semblable passé lui impose !

***

Un de mes amis me dit : « Si on approfondit un peu la manière d'être de ces esprits, il n'est pas difficile d'en trouver l'explication dans l'enseignement que reçoivent les nouvelles générations. En Espagne, un enfant, qui sait lire, sait parfaitement que 200 Espagnols ont pris le Mexique, qu'une poignée d'Extramaduriens ont conquis le Pérou, empire des Incas, et que 2.000 Catalans et Aragonais, les fameux Almojovarès, sont allés égorger des armées turques en Asie mineure. Et souvent leurs connaissances historiques ne vont pas beaucoup plus loin !

« Ce qu'ils connaissent encore de l'histoire, c'est la bataille de Las Navas de Tolosa, dans laquelle, selon le Pére Mariana, historien dont les livres sont dans les mains des écoliers, ont péri 120.000 Maures et seulement 18 Chrétiens, la bataille du Salado dans laquelle, suivant le même auteur, les Sarrasins perdirent 170.000 hommes et les Espagnols 24 soldats, la bataille de Lépante et quelques autres victoires mémorables qu'on raconte dans tous les *romanceros* populaires et dans toutes les poésies nationales. Mais, quant à s'expliquer comment la décadence est venue et comment les descendants de ces héros, dont la seule vue mettait l'ennemi en fuite, en sont arrivés à être vaincus en batailles rangées, par suite de quelles fautes et de quelles imprudences leur courage a été inutile contre la science et l'habileté militaires des vainqueurs, cela, les jeunes Espagnols ne l'étudient pas et ne veulent même pas l'écouter.

« Dans un des drames les plus populaires, qui s'intitule : *La Jura en Santa Gadea*, le Cid s'écrie : « J'ai lutté à Zamora, j'ai combattu quinze adversaires et je les ai tous vaincus. » Toute la salle applaudit et chaque spectateur est persuadé que c'est le moindre des devoirs d'un Castillan et la chose la plus naturelle du monde de combattre et de vaincre quinze ennemis. Aucun Espagnol n'envisage le danger ou ne se rend compte du péril : il ne discute

pas, il ne réfléchit pas, il ne songe pas à son infériorité numérique ou physique, il va droit à ses ennemis, il fond tête baissée sur l'adversaire. Cette fière conception du courage qui ne connaît point d'obstacle, ce culte de l'honneur se retrouve dans les âmes espagnoles, comme l'a si admirablement décrit Victor Hugo dans *Hernani* et ce sentiment est si général que tout boutiquier, épicier ou marchand de tabac d'Espagne est prêt à répéter le mot sublime du père des Horaces et à souhaiter la mort du champion espagnol qui ne pourrait vaincre quinze ennemis. »

Et mon ami, un homme politique de grande valeur, un des chefs du parti libéral, ajoutait : « Il est impossible de faire entrer dans la tête de ces hommes, qui sont moralement des fossiles de l'âge chevaleresque, les idées courantes, les principes de progrès qui régissent la société moderne ; on ne peut leur faire comprendre que le courage ne supplée pas au nombre, que l'on ne prête pas sur les sentiments, que les garanties sont la base du crédit et que, sans garanties, il n'y a pas de crédit. On ne peut leur expliquer que l'Europe ne raisonne pas comme eux et que l'Europe pense autrement qu'eux sur beaucoup de questions politiques et sociales. Si on ne leur prête pas de l'argent, ils croient que c'est le résultat des intrigues des banquiers juifs ; si l'armée réclame de grosses sommes, ils se

figurent que ce sont les généraux qui les dilapident et ils invoquent, sans rire, la mémoire de Cortez et de Pizarre qui ont conquis la moitié de l'Amérique sans budget de guerre. »

« En résumé, conclut mon ami, tel est l'état de ces esprits : s'il est des hommes qui raisonnent et sont prudents en leur for intérieur, ils se joignent aux autres en public pour demander la guerre à outrance. Dix-sept millions d'Espagnols demandent à tous les saints la paix à Cuba, la paix partout, le travail tranquille qui fait la prospérité de notre pays ; mais, tous ensemble sont résolus à vendre leurs maisons, leurs campagnes, leurs meubles, à envoyer tous leurs enfants au combat, à marcher eux-mêmes à l'ennemi, plutôt que de reconnaître qu'ils peuvent être vaincus ou de laisser souffrir à leur drapeau la moindre des humiliations. »

*
* *

Heureusement que s'il est tout à fait interdit de plaisanter de ces deux graves questions, la religion et le patriotisme, il n'en est pas de même de la politique intérieure. Certes, les convictions politiques des Espagnols sont fortes et sérieuses, mais la politique proprement dite ne passionne en Espagne qu'une très faible minorité composée de l'élite intellectuelle de la nation, avocats, docteurs, étudiants, habitants

de quelques grandes villes. Ce sont les politiciens, des politiciens très bruyants, voulant tous diriger leur parti, criant très haut, se livrant à toutes les exagérations possibles au milieu d'une indifférence complète de la masse du pays, qui ne demande qu'à travailler en paix, ne s'inquiète ni des libéraux, ni des conservateurs, salue la Reine et le Roi, ne sait pas la différence qu'il peut y avoir entre la République et la Monarchie et considère que le gouvernement ce sont les gardes civils et les alcades. En dehors de Madrid, de Barcelone, de Séville et de quelques autres grandes villes, et dans ces villes mêmes en dehors de quelques places et cafés où se réunissent les politiciens, on peut dire que la vie de l'Espagnol n'est pas troublée par les nouvelles politiques, par les polémiques des journaux et que le peuple Espagnol assiste en spectateur sage et impassible aux discussions des partis et ne songerait à s'émouvoir que s'il voyait compromettre les intérêts suprêmes de son pays.

Il convient de faire ici une observation sur les partis en Espagne. Tous les partis sont composés d'un nombreux état-major, et d'un personnel immense, aspirant à devenir ministres, sous-secrétaires d'Etat, directeurs, préfets, et disposé à occuper jusqu'aux plus infimes emplois de 1600 pesetas. Un personnel aussi nombreux, qu'on peut évaluer à 8 ou 10 personnes pour

chaque emploi, forme à chaque parti une armée de trois à quatre cent mille hommes, en y comprenant les Alcades et les Conseillers municipaux des villages ; mais, en dehors de *ces clientèles* de chaque parti politique, on peut dire que le reste du pays est neutre, mais d'une neutralité étrange. Il parle toujours mal du Gouvernement quel qu'il soit, se plaint toujours de tout et de tous ; mais il ne se dérange jamais pour voter, ne fait aucune démonstration, ne conspire pas plus qu'il ne résiste ; il se borne à exprimer en tous lieux et sans cesse, parfois d'une façon satirique et vive, son sempiternel mécontentement. C'est ce qui explique que, dans un parcours de 20 à 22 ans, il y ait eu successivement des majorités pour Amédée de Savoie, pour la République fédérale, pour la Restauration, pour Canovas et pour Sagasta. Tout parti qui gouverne obtient la majorité.

On peut ici citer un cas très original des mœurs politiques espagnoles. Les républicains de tout le temps de la Révolution de 68 furent fédéralistes ; il n'y eut qu'un seul républicain unitaire, M. Garcia Ruiz. Castelar, Pi y Margall, Salmeron, etc., étaient fédéralistes ou centralistes.

Quand le coup d'Etat du général Pavia, (2 janvier 1874), dans l'attente de ce qui allait remplacer la République, fit ministre de l'Intérieur (Gobernacion) M. Garcia Ruiz, tout le monde

s'étonna de voir donner un pareil portefeuille à un homme politique sans coreligionnaires. Mais, deux mois plus tard, M. Garcia Ruiz lui-même fut épouvanté de la quantité de partisans qui lui surgirent de tous côtés.

CHAPITRE III

Les divisions des partis politiques *

Il y a en Espagne deux grands partis, qui, depuis la Restauration, se sont à tour de rôle transmis le pouvoir et qui, loyalistes tous les deux, fidèlement dévoués à la monarchie et à la patrie, peuvent se comparer aux Whigs et aux Tories d'Angleterre. Ces deux partis ont eu jusqu'à ce jour une attitude très sage, une politique très habile; ils ont subordonné leurs propres intérêts aux intérêts supérieurs du pays et l'opposition qu'ils se sont faite mutuellement a été digne et courtoise. Il est à souhaiter que,

* — Ces lignes étaient déjà écrites lorsque s'est produit le soudain assassinat de M. Canovas; mais la mort de l'illustre chef des conservateurs n'a pas changé la situation des partis, ainsi qu'on le verra dans le chapitre sixième. — *(Note de l'auteur).*

malgré leurs divisions actuelles, malgré la violence des polémiques que suscitent certains ambitieux, ils sauront suivre ces nobles traditions et ne voudront pas déconsidérer, aux yeux des masses, par leurs querelles intestines, les grands principes d'ordre, de liberté, de justice et de gouvernement fort et respecté qu'ils représentent, chacun à leur manière.

Ces deux grands partis, tout le monde le sait, sont le parti conservateur, dont le chef était D. Antonio Canovas del Castillo, et le parti libéral, dont le chef est M. Sagasta. Ces deux hommes illustres ont eu jusqu'à ce jour la direction complète de leurs partisans et leur autorité a été très grande et très respectée. Ce sont deux hommes d'Etat, de caractère et de génie très différents, mais remarquables par leurs qualités opposées et tout à fait dignes de leur grande réputation d'habileté et de prudence. J'aurai l'occasion plus loin de parler longuement de chacun d'eux.

On constate toutefois aujourd'hui quelques signes d'indiscipline dans chacun de ces deux partis : les difficultés de la politique extérieure et surtout les embarras que causent la guerre de Cuba et des Philippines ont fait croire à certains hommes politiques que le programme de leurs chefs n'était pas suffisant, qu'il ne répondait pas aux aspirations du peuple. Ils se sont empressés alors de se prévaloir de pro-

grammes différents et ont déclaré bien haut qu'ils ne se solidarisaient pas avec leurs chefs. Ont-ils tort, ont-ils raison? Leur action, que je crois inspirée par leur patriotisme et leur clairvoyance politique, est-elle de nature à accroître leur prestige ou à créer seulement quelques difficultés de plus aux hommes qui gouvernent l'Espagne? C'est une question que l'avenir seul résoudra.

Ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui nous voyons dans le parti conservateur, qui reste pourtant le plus uni et le plus fidèle au programme de son chef, un des hommes politiques les plus connus, M. Silvela, faire un schisme et grouper autour de son nouveau programme quelques conservateurs, tels que M. Villaverde et d'autres moins connus. Nous voyons aussi M. Romero Robledo, dont la célébrité est grande comme homme politique, n'approuver qu'avec restriction la politique de M. Canovas et, sans vouloir faire de l'opposition à son chef de file dont il reste l'admirateur et l'ami, blâmer discrètement des mesures qu'il trouve trop libérales.

Dans le parti libéral, MM. Gamazo et Montero-Rios qui sont les plus influents, gardent un silence absolu; M. Moret, dont l'activité vertigineuse et l'éloquence vibrante et chaude ne peuvent se résoudre au silence et au repos, se livre à une campagne en faveur d'un pro-

gramme très libéral, plus libéral même que celui de M. Sagasta, qui n'a rien affirmé très catégoriquement, quant à ses intentions futures, et qui est entraîné malgré lui par les impatiences de ses jeunes partisans. A l'imitation de M. Moret, plusieurs chefs moins célèbres du parti libéral veulent briller par leur ardeur et cherchent à agiter les masses fusionnistes afin de prendre une position plus avancée que celles de leurs émules du parti libéral: ils courent après la popularité.

Mais, il faut noter une divergence d'opinions qui est beaucoup plus grave entre le chef même du parti libéral, M. Sagasta et une importante fraction de son parti : M. Sagasta, pressé par les députés libéraux de définir sa formule d'autonomie, a déclaré qu'elle était pareille à celle du parti autonomiste cubain, c'est-à-dire une espèce de home rule avec une Chambre insulaire et un gouvernement local responsable nommé par le gouverneur de la colonie ; seulement, il y aurait assimilation complète entre les habitants des Antilles et de la métropole, au point de vue des droits politiques et civils. Le budget et les tarifs coloniaux seraient laissés à l'initiative de la Chambre insulaire.

En présence de cette déclaration et de l'intention qu'elle révèle de concéder l'autonomie complète à Cuba, un des chefs les plus autorisés et les plus influents du parti libéral, M. Canalejas,

a exprimé son profond mécontentement et son intention de renoncer dans ces conditions à la politique active, car il ne peut approuver l'idée de donner l'autonomie à Cuba. Il a commencé ensuite, dans son journal *El Heraldo*, une campagne contre l'autonomie de Cuba, qui fait sensation, et beaucoup de bons esprits du parti libéral commencent à se grouper autour de lui. Pas d'autonomie à Cuba, voilà le mot d'ordre d'une nouvelle fraction du parti libéral qui grossit chaque jour et dont le programme politique est radicalement opposé à celui qu'on attribue à M. Sagasta et que développent, avec amplifications, M. Moret et les autres chefs du parti dont l'ardeur ne s'éteint jamais.

Auparavant, les Républicains avaient pour eux les masses du peuple, les travailleurs ; aujourd'hui, ces derniers sont devenus socialistes et anarchistes. C'est ce qui fait que le Docteur Ezquerdo, l'héritier de Ruiz Zorilla, Salmeron, qui dirige le parti républicain centraliste en cherchant à caresser les classes conservatrices par sa modération et les classes populaires par son socialisme, et Pi y Margall, le patriarche de la Fédération, se sont placés dans le même cas que les partis monarchiques ; ils n'ont qu'un état-major d'aspirants aux emplois. Les idées intransigeantes de chacun d'eux par rapport aux autres, l'abstraction de leurs dogmes, formulés comme des thèses théologiques et

développés pour ainsi dire dans un style scholastique, constituent aujourd'hui la principale défense de la monarchie.

Celui qui devrait être le plus populaire, parce qu'il est le plus avancé, Pi y Margall, prêche un dogme républicain pour l'intelligence duquel il est indispensable aux masses populaires de savoir le grec, le latin et toutes les profondeurs du Droit politique. Il soutient la thèse que la nation doit être fondée par un pacte synalagmatique, bilatéral et commutatif. Aussi, y a-t-il des gens du peuple qui traduisent à leur manière : *commutatif*, par le partage des biens des riches entre les pauvres, et prétendent que *synalagmatique* veut dire : République.

En somme, je le répète, en bien étudiant le pays, par leur manière de procéder, les Républicains sont à l'heure actuelle la véritable force de la Monarchie !

En face de ce tableau de l'opposition, il n'est pas difficile d'apprécier les forces dont dispose le ministère conservateur.

M. Canovas del Castillo était une personnalité hors ligne, un véritable homme d'Etat, qui avait plus qu'aucun autre le talent de savoir s'entourer d'hommes modestes mais d'une grande compétence et d'une valeur considérable.

La grande majorité du public, en Espagne, est fatiguée de la politique et lasse de tout ce qui ressemble à de l'agitation : elle est pleine de

bon sens et comprend que critiquer les actes d'un gouvernement quand, on est dans l'opposition, et gouverner, quand on est au pouvoir, sont deux choses bien différentes. Elle a vu M. Canovas del Castillo et les membres de son cabinet travailler sans bruit, améliorer l'administration, accroître les forces maritimes et terrestres de l'Espagne, développer ses ressources financières et économiques, veiller avec sollicitude au respect de ses droits et de son drapeau dans le monde; elle ne peut que se louer de cette politique prudente et sage, qui ne transige pas avec les principes de l'honneur castillan et de la gloire espagnole et qui sait être à la fois énergique et sereine.

Et la confiance de la nation dans la politique de M. Canovas del Castillo était telle que le parti car liste dont la force est très grande et dont la discipline est merveilleuse, ce parti qui est en Espagne, malgré le régime actuel, fortement organisé et enrégimenté sous la direction d'un chef de grande valeur intellectuelle et morale, M. le marquis de Cerralbo, le parti carliste, dis-je, comprend parfaitement que l'heure n'a pas sonné de sortir de son recueillement et de son calme, qu'il ne doit pas entraver par une opposition virulente la marche des affaires de Cuba et des Philippines. Les carlistes eux-mêmes sont trop patriotes pour vouloir nuire au succès des négociations extérieures de leur

pays et ne songent pas à plonger l'Espagne dans les horreurs de la guerre civile, alors que 300,000 de ses enfants combattent au-delà des océans pour la défense du drapeau, la sauvegarde des intérêts et des droits de la nation espagnole.

CHAPITRE IV

Sa Majesté la Reine-Régente et le jeune Roi

Dans mon livre « *Deux mois en Andalousie et à Madrid* » * j'écrivais les lignes suivantes à propos de L. M. la Reine-Régente et le jeune Roi Alphonse XIII :

« ... De taille moyenne, l'air modeste et bon, le regard humide et doux, avec parfois un sourire furtif, qui illumine sa figure toujours attristée, telle est la reine Marie-Christine d'Espagne. Elle affecte une simplicité touchante ; sans cesse vêtue de noir ou de gris, elle est et demeure la veuve inconsolée d'Alphonse XII, la mère chaste et pleine de tendre affection du petit roi, Alphonse XIII.

« Entre son fils chéri et ses doux et lamenta-

* — Un volume in-8, avec quatre gravures hors texte, chez H. Le Soudier, éditeur, 174, boulevard Saint-Germain, à Paris — *(Note de l'éditeur)*.



S. M. le Roi Alphonse XIII.

bles souvenirs, elle vit comme une sainte et un peu comme une recluse. Pas de distractions : les fêtes lui sont à charge. A Huelva, à Séville, plus récemment à Madrid, on sentait à la voir qu'elle n'assistait aux cérémonies et aux réceptions que pour accomplir son devoir de reine et que sa couronne de diamants pesait à son front. Au théâtre, elle aspire au dernier acte. Son bonheur est d'élever son fils et ses deux filles, loin du bruit, loin de la pompe royale.

*
* *

« Tous les cœurs battent à l'unisson pour ce frêle et gentil enfant, dont la petite tête bouclée respire l'intelligence et l'espièglerie. Dire que ce sera un grand roi, lui prédire une destinée moralisatrice pour l'Espagne, ce serait peut-être beaucoup. Il faut lui souhaiter de vivre en bonne santé le plus longtemps possible ; sa mort serait un grand malheur pour l'Espagne.

« Mais, sa santé délicate est une cause constante d'appréhensions et la monarchie espagnole ne tient qu'à un fil. Quoi qu'il arrive, un enfant de six ans et demi est toujours sympathique et le petit roi d'Espagne est, comme tous les enfants, malicieux et charmant. »

*
* *

Ce double portrait est toujours vrai, mais

grâce au ciel, la santé du jeune roi Alphonse XIII n'inspire aujourd'hui plus d'inquiétude : la monarchie espagnole est plus solide que jamais et les patriotes espagnols peuvent fonder les plus grandes espérances sur l'intelligence, le bon sens et les qualités morales du gentil enfant qui est appelé à présider un jour aux destinées de la nation espagnole.

Né à Madrid, le 17 mai 1886, cinq mois après la mort de son auguste père, Alphonse XIII est aujourd'hui dans sa douzième année ; sa santé est aussi bonne que celle de tous les autres enfants de son âge et, tendrement élevé par sa pieuse mère, le jeune roi grandit et se fortifie de jour en jour en suivant les sages conseils et les précieux exemples de vertu qu'il a sous les yeux. Tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, sont unanimes à rendre hommage à sa politesse, à sa gentillesse, à la douceur et à l'égalité de son caractère, à la bonté de son cœur. Chaque fois qu'Alphonse XIII passe dans les couloirs ou les escaliers du Palais Royal et qu'il rencontre quelqu'un, il le salue courtoisement; on remarque qu'il est d'humeur tranquille, pas bruyant et très sérieux pour son âge. Son esprit est cultivé, son ardeur au travail très grande pour un enfant ; il cherche à s'instruire et il veut toujours se rendre compte de tout. Il aime à questionner beaucoup et à demander le pourquoi de toutes choses.

Sa Majesté la Reine-Régente a su se concilier de plus en plus non seulement le respect et l'estime de son peuple, mais son affection : elle est très sympathique aux Espagnols, populaire même par les preuves de patriotisme et de charité qu'elle a données. Les élans de son cœur toujours disposé à participer à toutes les bonnes œuvres, à se réjouir et à s'attrister de tous les événements bons ou mauvais qui surviennent pour la nation espagnole, ont profondément touché les Espagnols et ont fait oublier son origine étrangère. Il est rare d'ailleurs de voir une princesse aussi intelligente, aussi circonspecte, aussi habile à se tenir au-dessus des partis politiques, à ne manifester que son amour pour la patrie espagnole, son culte pour la religion catholique et son désir de toujours faire respecter les volontés de son peuple et sauvegarder ses intérêts. Et tout ce que fait la Reine-Régente est inspiré par les plus nobles sentiments, tout est réfléchi, étudié, mûri et sa conduite comme reine est un modèle aussi parfait et aussi digne d'admiration que sa conduite comme épouse et comme mère.

On ne saurait trop féliciter l'Espagne d'avoir la bonne fortune de posséder à sa tête, dans les moments critiques qu'elle traverse, une reine aussi sage, aussi prudente et aussi éclairée, dont la régence et les vertus pourront

être comparées par les historiens futurs à celles de Blanche de Castille, mère de Saint-Louis.

CHAPITRE V

Don Antonio Canovas del Castillo

Le Président du Conseil des Ministres est né à Malaga le 8 février 1828 ; ses parents le destinaient à l'étude des sciences exactes, mais, comme cela arrive souvent, il préférait l'étude des grands historiens et des classiques espagnols qu'il devait égaler un jour. A dix-huit ans, il fonde son premier journal, *la Joven Malaga ;* mais cette feuille obtint un insuccès complet, au milieu de l'indifférence de ses concitoyens. Irrité de cet échec, D. Antonio Canovas vint chercher fortune à Madrid à la suite de la mort de son père et, grâce à l'influence de son oncle, D. Sérafini Estebanez Calderon, surnommé *El Solitario*, alors Conseiller d'Etat, il obtint un emploi dans les bureaux de la direction du chemin de fer de Madrid à Aranjuez et put

subvenir ainsi aux premières dépenses de sa carrière d'avocat. Mais, ne renonçant pas à ses aspirations et soutenu par la conscience de son grand talent, il ne tarda pas à se faire un nom comme écrivain et à gagner de l'argent avec sa plume. En 1849, il se lança dans la politique militante comme rédacteur de la *Patria*, journal fondé par Joaquim Francisco Pacheco et auquel il collabora jusqu'à sa disparition en 1851.

Après de nombreux articles dans les journaux, il publia une nouvelle : *La Campana de Huesca* et une *Histoire de la Décadence de l'Espagne, de l'avènement de Philippe III jusqu'à la mort de Charles II;* ces deux œuvres furent le début de la renommée que possède Don Antonio Canovas del Castillo comme historien.

Mais, les événements de 1854 se préparaient en Espagne et D. Antonio Canovas, déjà connu comme journaliste, ne pouvait y rester indifférent ; il entra à dater de ce jour dans la vie politique.

Une des causes des événements de 1854, fut la publication d'un journal satirique, clandestin, intitulé *El Murcielago*.

Il n'en parut que cinq numéros, mais ils étaient tellement mordants, ils attaquaient si ouvertement les personnages, sans respecter leur vie privée et en dénonçant leurs tripotages, qu'il

n'y a pas d'exemple d'une publication ayant obtenu une si grande influence sur l'opinion publique et ayant osé se montrer aussi peu respectueuse des hommes au pouvoir et même de la famille royale.

On attribua à M. Canovas, sans aucune preuve absolue, d'avoir été le principal auteur de cette nouvelle *Némésis* en prose. Toujours est-il que, lorsqu'éclata la révolution de Juillet 1854, M. Canovas se trouva à la tête du mouvement.

Il faut protester contre l'attribution de la paternité de ce pamphlet à M. Canovas. A aucune époque de sa vie, M. Canovas n'a attaqué la vie privée de ses adversaires ; il n'y a donc aucun motif pour lui attribuer la rédaction du Murcielago de 1854.

Lors de cette mémorable révolution, peu de personnalités attirèrent autant l'attention publique que M. Canovas qui fut l'auteur du fameux *manifiesto de Manzanarès*, document signé par le général O'Donnell après la bataille de Vicalvaro. *

* Il est arrivé pour le petit et cependant très important combat de Vilcavaro ce qui eut lieu lors de l'importante bataille de Toulouse : Soult coucha sur le champ de bataille et O'Donnell de même. Soult continua le lendemain sa retraite, O'Donnell aussi. Là cesse l'analogie : Soult ne fut pas rejoint par Suchet, tandis que O'Donnell vit surgir les évènements de Valladollid et de Barcelone qui rétablissaient beaucoup sa situation, sans parler de ce qui se passa à Saragosse et qui fut encore plus décisif.

Du reste, il n'y eut à aucun moment dispersion des forces d'O'Donnell. — *(Note de l'auteur).*

Après le triomphe de la révolution libérale, Canovas accepta une haute charge au Ministère d'Etat; il fut élu député des Cortès Constituantes. Depuis cette époque, il a figuré, presque sans interruption, dans toutes les assemblées législatives.

Ses services au Ministère furent si remarqua-ales qu'après la chute d'O'Donneli (1856), le ministre Marquis de Pidal le pria de conserver ses fonctions. Cette même année, il fut nommé sous-directeur du Ministère d'Etat, et l'année suivante, il accepta la charge de Préfet (*Gobernador*) de Cadix.

En 1858, Directeur d'Administration; en 1860, sous-secrétaire du Ministère de l'Intérieur, et enfin, en 1864, il fut nommé Ministre de l'Intérieur dans un Cabinet de conciliation, à côté de *modérés* et *d'unionistes* tels que Mon, Salaverria, Pacheco, Mayans, Ulloa et d'autres hommes politiques remarquables.

Canovas inaugura son entrée au Ministère en annulant la réforme constitutionnelle introduite par la réaction en 1857, dont les chefs étaient le maréchal Narvaez et M. Nocedal; il s'en tint à la Constitution de 1845. Il ne changea les dispositions relatives à la presse que dans un sens libéral. Seulement quand il s'agit de la compétence des tribunaux civils ou militaires dans certains cas, il soumit la question à la Cour de Cassation. Du reste le texte légal resta



S. E. Don Antonio Canovas del Castillo,
Ancien Président du Conseil des Ministres.

le même pour ces cas-là quand la Révolution triompha, ce qui prouve bien que sa rédaction n'avait rien d'anti-libéral ; il fut signé et promulgué par le Maréchal Prim.

En 1865, le Cabinet Gonzalez Bravo fut remplacé par un autre tout à fait *unioniste* et M. Canovas fut chargé du Ministère des Colonies, et passa, l'année suivante, au Ministère des Finances.

Peu de temps après avoir occupé ces hautes charges, il les perdit lors des événements du 22 Juin et, dans la même année 1866, il fut exilé.

Loin de pousser à l'extrême son opposition aux derniers gouvernements de la Reine Isabelle II, il s'écarta quelque peu de l'*Union libérale*, son parti, parce qu'il le voyait pactiser avec la révolution ; l'Union libérale s'en tint à l'abstention, même à la retraite à Alcolea ! Canovas se renferma dans l'opposition purement légale et franchement parlementaire..

Après la chute de cette Reine, Canovas adopta une attitude d'attente, n'acceptant pas les charges qu'on lui offrit, car le Cabinet fut formé, presque en entier, par ses anciens amis politiques.

Aux Cortès Constituantes de 1869, il défendit éloquemment ses principes doctrinaires, si différents des principes radicaux et démocratiques proclamés par la révolution.

A la célèbre séance du 16 Novembre 1870,

après être intervenu dans les débats constitutionnels, très habilement et éloquemment, après un brillant discours pour réhabiliter la reine Cristina, Isabelle II, et toute la famille des Bourbons, il vota en blanc lors de l'élection du roi d'Espagne, le Duc d'Aoste, Amédée I[er].

M. Canovas expliqua son vote dans un discours fameux en disant qu'il n'avait pas voté pour le prince Alphonse (plus tard le Roi Alphonse XII), parce qu il ne soumettait pas le droit héréditaire à un bulletin de vote.

Dans les Congrès suivants, il prononça des discours très admirés sur le mauvais état des Finances, sur le projet de Constitution de Porto-Rico, sur *La Internacional*, etc. ; il manifesta ensuite un léger penchant en faveur du nouveau régime de la monarchie révolutionnaire, et il conseilla à ses amis de faire partie des Cabinets de cette époque.

Il est certain que M. Canovas aurait pu occuper de hautes charges pendant le règne d'Amédée, mais toujours fidèle à ses idées, il exposa au prince de Savoie ses opinions. Il crut même devoir dissoudre le groupe, dont il était le chef, quand il vit que quelques-uns de ses coreligionnaires se faisaient les trop serviles instruments du nouveau roi, conservant ainsi sa liberté d'action.

On peut sans doute affirmer que, s'il autorisa certaines personnalités du parti des Bourbons à

figurer dans les Cabinets de ce règne, ce fut seulement parce que, le retour au trône de la famille des Bourbons étant encore très éloigné à cause de la minorité d'Alphonse XII, Canovas voulait permettre à ses partisans les délices du pouvoir pour calmer leurs impatiences.

En 1872, il se montra désappointé quelque peu, en expliquant sa future conduite aux Cortès de cette époque, pendant la discussion du Message de la Couronne, comme les chefs des autres groupes politiques ; il déclara qu'elle dépendrait des concessions qu'à l'avenir le gouvernement ferait à l'opinion conservatrice.

La proclamation de la République lui rendit toute sa liberté d'allures et sa foi dans la monarchie des Bourbons, et, depuis lors, il travailla pour accélérer le triomphe d'Alphonse XII.

De grandes controverses ont eu lieu depuis cette époque, pour bien fixer le rôle que joua M. Canovas.

Quelques-uns lui attribuent toute la gloire du succès ; d'autres, au contraire, affirment qu'il y prit une part minime en favorisant la rapide élévation de Martinez Campos aux plus hauts grades de l'armée.

Ce qui ne fait pas de doute, c'est que M. Canovas avait les pleins pouvoirs de la famille royale, et qu'il était son délégué en Espagne.

A la suite du désaccord qui survint entre les

éléments civil et militaire, M. Canovas ignora le nombre de ceux sur lesquels il pouvait compter.

Il dirigea ses efforts, après les événements du 3 janvier 1874, vers le seul chemin qui pouvait amener en Espagne la proclamation par les Cortès de Don Alfonso XII. Aussitôt que fut connue à Madrid le soulèvement de Sagrinto, M. Canovas fut conduit en prison, mais, quelques heures après, la Restauration avait triomphé et Canovas présentait les pouvoirs qui l'accréditaient comme représentant du monarque acclamé, et, depuis ce jour (31 décembre 1874), il eut la plus haute destinée politique.

Alors, commença la partie la plus intéressante de sa vie publique.

Il forma à Madrid un ministère de régence, dont il fut le président, et dans lequel il fut le dictateur jusqu'à l'arrivée en Espagne de Don Alphonse XII (Janvier 1875).

Quand le roi prit possession du trône, Canovas continua à présider le cabinet, et convoqua une assemblée de notables pour rédiger une Constitution qui fut approuvée par les Cortès de 1876, la première législature de la Restauration.

Il continua à diriger les destinées du pays jusqu'en 1881, sans autre interruption que les éphémères ministères du général Jovellar (septembre 1875 au 2 décembre de la même année) et de Martinez Campos.

Pendant cette période de sa vie politique, il ramena à la légalité et à son parti les carlistes les moins passionnés, il appliqua avec rigueur la théorie fameuse des partis légaux ou illégaux, soumit la presse à une législation spéciale, gagna à sa cause les principaux politiques révolutionnaires, s'opposa à la grâce des régicides Oliva et Otero qui avaient tenté d'assassiner le roi ; en somme, il donna au parti dont il était et continua à être le chef une nuance à la fois libérale et conservatrice. Il eut à vaincre la résistance du vieux parti conservateur *(moderado)* qui prétendait rétablir l'*unité* catholique et il fit sanctionner la liberté de religions malgré une opposition très vive et redoutable. De plus, lui, adversaire franc et loyal du suffrage universel, il ne l'abolit pas dès son arrivée au pouvoir comme le réclamait le parti *moderado*, mais il fit faire les élections des premières Cortès de la Restauration par le suffrage universel.

Tels sont les faits ; les principes qui régirent sa conduite ont besoin de quelques explications.

Connaissant parfaitement toute la responsabilité qu'il assumait, M. Canovas appliqua avec énergie les décisions de sa politique.

Comprenant aussi que le parti ultra-conservateur était mort avec la chute de la Reine Isabelle II, et que son fils, s'il voulait prolonger son règne, avait besoin du concours des hommes mêmes qui exilèrent sa mère, M. Cano-

vas forma rapidement le parti libéral-conservateur, — qui n'existait pas la veille de la Restauration — avec les restes du parti *modérado* et avec tous ceux qui ayant pris part à la Révolution voulurent contribuer à l'œuvre nouvelle. Il confia le Ministère de l'Intérieur à un révolutionnaire, M. Romero Robledo.

La connaissance profonde de l'histoire d'Espagne depuis 1812, avait persuadé à Canovas que le militarisme a été toujours le principal perturbateur de la politique espagnole; aussi éloigna-t il de toutes les fonctions les militaires, sans craindre leurs colères.

Il est vrai, qu'en échange, pour ne pas compromettre l'avenir du trône, il entoura le Roi d'un groupe de généraux, les plus fidèlement attachés à la couronne.

Le prestige du triomphe était aussi indispensable à la Monarchie. Le pays, après six ans de continuelle agitation, voulait la paix. Canovas alors s'efforça de la conquérir et de terminer les deux guerres civiles, celle de Cuba et celle des Carlistes.

L'argent, les honneurs, la force, tout fut prodigué pour réussir.

Canovas fut si habile qu'il put faire attribuer au Roi la gloire de ces événements, et, quelques mois après, il se retira de la présidence du Conseil, qu'il laissa, d'abord au général Jovellar, et ensuite à Martinez Campos.

M. Canovas vit alors avec plaisir la formation du parti constitutionnel, qui venait signifier la reconnaissance de la Monarchie d'Alphonse XII par de nombreuses et importantes forces de la Révolution.

Mais ce parti défendait la Constitution de 1869 et Canovas garda le pouvoir jusqu'au jour où M. Sagasta accepta la Constitution de 1876.

Il arriva que les éléments commandés par Sagasta menacèrent d'aller à la Révolution si on ne leur confiait pas le pouvoir, et M. Canovas abandonna alors le ministère (février 1881).

Vers la fin de 1883, il occupa de nouveau le pouvoir qu'il garda jusqu'au décès d'Alfonse XII. La vie de ce cabinet fut très agitée. Durant ce ministère, l'Allemagne voulut s'emparer des Carolines.

L'attitude énergique des Espagnols imposa le respect des droits de l'Espagne au gouvernement allemand ; M. Canovas fut le premier homme d'Etat de l'Europe qui tint ouvertement et victorieusement tête au prince de Bismarck ; c'est un beau titre de gloire !

La déclaration officielle du choléra à Madrid produisit une émeute générale qui fut dominée par les forces de gendarmerie, et de même furent dominées les émeutes des étudiants, qui voulaient manifester trop bruyamment leurs sympathies à un professeur de l'Université très connu pour ses idées avancées.

Deux officiers de l'armée furent fusillés pour avoir été soupçonnés de vouloir proclamer la République.

A la mort du Roi, M. Canovas fit un acte peut-être aussi grand que la Restauration ; il sut oublier sa propre personnalité et s'effacer devant les besoins de la Couronne.

Avec une admirable hauteur de vues, il indiqua la vraie solution de la crise politique, solution qui devait consolider la monarchie. Il alla trouver sa Majesté la Reine-Régente et lui dit très franchement : « Madame, quelles que soient les difficultés de l'heure présente, je suis complètement sûr de les vaincre toutes. Je pourrais donc rester au pouvoir. Néanmoins il me semble préférable pour le jeune Roi, pour la Régence, que les amis les plus récents de la Restauration arrivent au pouvoir et que l'opposition soit constituée par les amis les plus éprouvés. » Et ce fut M. Canovas del Castillo qui indiqua très nettement le choix de M. Sagasta, comme Président du premier Conseil des Ministres de la Régence. Ce fut là un bel acte de désintéressement politique, une preuve éclatante que M, Canovas faisait toujours passer les intérêts du pays et de la Couronne avant les siens, avant ceux de son parti.

En 1887, il se maria avec la fille du marquis de Sotomayor, une belle et très intelligente

jeune femme, qui fut la digne compagne de son illustre époux.

Comme la plus part des politiciens espagnols, M. Canovas a cru que l'Espagne devait exercer une plus grande influence que toute autre nation au Maroc.

Voici ce qu'il a écrit lui-même :

« L'Espagne peut encore être une grande puissance continentale et maritime, en s'unissant par la paix, au Portugal, sa sœur, en achetant ou conquérant Gibraltar, tôt ou tard, et en étendant davantage son pouvoir sur la côte dAfrique. »

***

Je trouve dans mon livre : « *Deux mois en Andalousie et à Madrid* » les lignes suivantes écrites en 1892 et qu'on ne saurait accuser, par conséquent, d'être inspirées par un autre désir que celui de dire la vérité, rien que la vérité. Je crois que ce portrait de l'illustre homme d'Etat complètera la courte biographie que je viens de donner ci-dessus.

« — Que pensez-vous de M. Canovas, mon cher Maître ? demandai-je un jour à Castelar.

« — C'est un convaincu, me répondit-il, mais un ennemi du progrès en politique. Il est partisan de la forme monarchique, il ne voit que la forme monarchique ; pas d'autre gouver

nement ne lui semble possible. Il veut le bien de l'Espagne ; mais il ne voit pas toujours la lumière. Au demeurant, un homme de très grande valeur que j'estime fort ; un seul défaut : c'est de vouloir tout faire par lui-même, de se surmener et de se fatiguer beaucoup plus qu'il ne devrait à son âge. C'est un orateur admirable ; pour réfuter des arguments, démolir un discours hostile qui a impressionné, pour changer l'opinion des auditeurs, M. Canovas del Castillo m'est supérieur. »

Certes, en Espagne, plus que partout ailleurs, la critique est aisée, et si l'on songe aux nombreuses difficultés morales et matérielles que M. Canovas devait surmonter à chaque instant, on comprend bien vite combien grande a été la tâche de cet homme d'Etat, et quel énorme talent il lui a fallu dépenser sans compter, pour arriver à se maintenir, parmi tous ces appétits déchaînés, dans un équilibre malheureusement instable.

Il y a deux hommes en M. Canovas : le savant et l'homme politique. Il suffit de l'avoir aperçu, affairé, inquiet, dans son grand salon du palais de la présidence du conseil des ministres; pour comprendre cet homme d'une activité fébrile, entre les mains duquel ont été les destinées de l'Espagne. M. Canovas voyait tout, connaissait tout dans son gouvernement ; pas un ministre ne pr[illegible] décision, ne signait un décret sans

le consulter; rien ne se faisait sans lui, tout se faisait par lui. D'où, pour cet homme déjà âgé, un travail énorme, une fatigue inouïe!

De taille plutôt petite que grande, les cheveux gris, la moustache courte et grise, toujours vêtu d'une redingote noire qui avait l'air trop large, on sentait, en le regardant, que les pensées assiégeaient son front soucieux. Tout respirait chez lui une grande lassitude et une immense volonté. Ses yeux se sont usés à lire; car il tenait à tout lire lui-même : ils étaient voilés, ternes. Il lui fallait se servir d'un lorgnon pour parcourir le moindre écrit.

Mais, ôtez cet homme d'Etat de ses affaires, ne lui parlez plus politique, entretenez-le de littérature, d'art oratoire, d'histoire et de philosophie, l'œil s'allume, la figure s'éclaire. L'homme transfigure : il parlait et vous restiez sous le charme. Même en français, même en cette langue qui n'était pas sa langue maternelle, il s'exprimait avec une pureté, une correction remarquables.

La science historique, l'éloquence, voilà ses seules amours; dans un somptueux hôtel, qui fait le coin du *paseo de Recoletos* et de la calle Serrano, il s'était fait construire une magnifique bibliothèque qui comprend tout un corps de logis isolé, divisé en deux grandes salles aux murs couverts de volumes, qu'une galerie

circulaire permet d'atteindre aux rayons les plus élevés.

Là sont classés, catalogués vingt-huit mille volumes; il y a là la plus belle collection d'ouvrages historiques que possède l'Espagne. M. Canovas a réuni, pour écrire l'histoire de Philippe II et de Philippe III, une foule de documents d'une rareté extrême. Il possédait aussi des manuscrits merveilleux, entre autres les livres d'études de Pedro le Cruel, enrichis d'enluminures que l'on dirait faites d'hier. Sur une table, au centre de la première salle, se dresse un bronze représentant Alphonse XII, dont il fut le ministre le plus habile et le meilleur ami.

Mais, je ne veux pas décrire les chefs-d'œuvre artistiques, les curiosités anciennes éparses dans la bibliothèque, dans la serre, dans les grands salons de ce véritable palais. Tableaux, statues, armures authentiques, tapis, meubles, tout est admirable, tout est éblouissant. La maison de M. Canovas est un des plus riches musées du monde.

CHAPITRE VI

Infâme assassinat de Don Antonio Canovas del Castillo

Les lignes qui précèdent étaient déjà composées, quand le 9 août les journaux ont publié la nouvelle suivante :

Les anarchistes italiens viennent de faire encore une victime.

M. Canovas del Castillo, président du conseil des ministres d'Espagne, a été assassiné, hier, à onze heures, dans la galerie de l'établissement des bains de Santa Aguada, où il se trouvait en villégiature.

L'assassin est un anarchiste napolitain. Il avait demandé à parler à M. Canovas et, dans la galerie de l'établissement, il a déchargé sur lui son revolver à bout portant.

Le ministre a été atteint par trois balles à la tête, à la poitrine et au cœur.

M. Canovas est tombé mortellement frappé devant sa femme.

Tous les soins qui lui ont été prodigués ont été inutiles : il a succombé à deux heures de l'après-midi.

Au moment où il a été frappé M. Canovas s'est écrié : « Infâme ! Vive l'Espagne* ! »

L'explosion de douleur et d'indignation causée par un aussi lâche assassinat a été formidable en Espagne comme à l'étranger : toute la presse, dans le Nouveau Monde et en Europe a été unanime à manifester ses sentiments de douleur et ses regrets. Si les anarchistes ont tenu à s'attirer une fois de plus la réprobation générale, à soulever le dégoût des honnêtes gens pour leurs procédés barbares, ils ont réussi au-delà de leurs désirs.

Le lendemain, j'écrivis dans le *Journal* les lignes que je reproduis ici :

Indignatio fecit versus, a dit le poète, mais la douleur empêche d'écrire et la nouvelle de l'infâme assassinat commis par un anarchiste italien m'a plongé dans une véritable stupeur.

* — Il paraît qu'au moment où il fut frappé, M. Canovas ne cria rien, il tomba mort, sans un geste, à peine quelques pulsations. Mais l'information des journaux mérite d'être retenue. Si M. Canovas ne cria pas : Vive l'Espagne, sa dernière pensée fut sans doute pour ce pays qu'il aima tant. — *(Note de l'auteur).*

Comme l'a fort bien dit, hier, mon excellent confrère M. Saissy, c'est un grand patriote et un grand homme d'Etat qui vient de mourir, victime de son dévouement à son pays et à la monarchie espagnole ; c'est une des plus grandes figures politiques de la fin du dix-neuvième siècle que le revolver d'un misérable vient de faire entrer dans l'histoire ; mais je ne puis oublier aussi que D. Antonio Canovas del Castillo m'honorait de son amitié et c'est l'homme de cœur, l'homme de bien que je pleure aujourd'hui.

Il y a cinq ans que D. Antonio Canovas del Castillo me fit l'honneur de m'accorder, pour la première fois, une longue entrevue dans un des salons du palais de la présidence et, depuis lors, j'ai eu souvent l'occasion de me retrouver avec le grand homme d'Etat qui avait bien voulu m'accorder sa confiance et son amitié. Autant le président du conseil des ministres pouvait sembler de mauvaise humeur, d'abord difficile, sombre, peu disposé à parler, lorsqu'il se trouvait en face d'inconnus ou de personnes qui lui inspiraient quelque méfiance, autant il était aimable, beau parleur, plein d'esprit et de charme, lorsqu'il causait avec un de ses intimes et qu'il s'abandonnait sans arrière-pensée à développer ses opinions dans une langue toujours correcte et toujours éloquente.

C'était un grand esprit, c'était aussi un noble

cœur; rien de ce qui était beau, de ce qui était admirable ne le laissait froid; il savait s'enthousiasmer pour toutes les œuvres du génie humain. S'il avait le sens pratique, la lucidité, la prudence, le sang-froid des plus grands politiques, il avait aussi l'âme généreuse et tendre, les effusions du poète.

Historien de premier ordre, il a laissé des chefs-d'œuvre qui ont enrichi la littérature espagnole; ses poésies, ardentes et inspirées, sont moins connues, à cause de tout le bruit qui a été fait autour de sa personnalité politique, mais elles méritent l'admiration de tous ceux qui aiment les belles pensées et les vers harmonieux et sonores.

*
* *

D. Antonio Canovas del Castillo était loin d'être cet homme que les anarchistes se plaisent à dépeindre; il souffrait plus qu'aucun autre d'être obligé de se montrer sévère envers les fauteurs de désordre. Vis-à-vis des anarchistes comme vis-à-vis de tous, M. Canovas a été obligé de faire montre d'une énergie extrême; mais c'était là une de ses plus grandes qualités d'homme d'Etat: il voulait un gouvernement fort, et il savait faire respecter les actes de ses ministres et les volontés des représentants du peuple. Il voulait la légalité en tout, il était le

premier à respecter la Constitution, mais il ne pouvait souffrir qu'on cherchât à faire naître le désordre dans la rue ou le trouble dans les esprits.

Comme orateur, M. Canovas était merveilleux d'habileté et de clarté; son illustre ami, Emilio Castelar, dont le nom est synonyme de génie et d'éloquence, me disait un jour : « C'est un orateur admirable; pour réfuter des arguments, démolir un discours hostile qui a impressionné, changer l'opinion des auditeurs, M. Canovas del Castillo m'est supérieur. » Il est rare d'entendre ainsi parler d'un orateur, et ce jugement de Castelar prouve sa modestie et son amour de la vérité. M. Canovas était le modèle des orateurs politiques; il n'avait pas l'éloquence entraînante, fleurie, poétique de Castelar, il avait l'éloquence des faits, des chiffres accumulés, des preuves, l'éloquence nette, concise, irréfutable de l'homme d'Etat.

*
* *

Et c'est ce grand homme, dont l'Espagne portera tout entière le deuil, qu'un assassin a traîtreusement frappé pendant qu'il lisait les journaux dans une des galeries de l'établissement de bains où il était allé se reposer. Un de mes amis et confrères, M. Luis Torrès, qui se trouvait près de là, a assisté à ce drame terrible

et si soudain qu'il n'a pu que se jeter sur l'assassin et, au péril de sa vie, aider à le capturer. Je suis heureux de féliciter M. Torrès de cet acte de courage, mais je ne comprends pas le manque de surveillance exercée par la police autour du président du conseil des ministres.

Sa mort est une grande perte pour l'Espagne et je m'associe à la douleur de sa charmante et digne épouse, de tous ses parents ; je vois d'ici l'inexprimable tristesse de ceux qui, comme Castelar, malgré des divergences d'opinions politiques, étaient les intimes amis de l'homme privé. M. Canovas del Castillo était entouré de l'affection de tous ceux qui vivaient dans son intimité et qui pouvaient apprécier ses grandes qualités de cœur ; c'était un homme vertueux, le modèle des honnêtes gens et, durant toute sa vie, amis et ennemis, tous, en Espagne, ont eu le plus profond respect pour le caractère de ce grand homme.

Il est triste de songer qu'il faut toujours dans la vie crier comme les anciens courtisans des rois de France : « le roi est mort, vive le roi ! » La mort d'un homme d'Etat, quel qu'il soit, ne peut arrêter la marche des affaires, ni le gouvernement d'un pays. Il y a encore en Espagne, parmi les hommes politiques de cette grande nation, des esprits éminents dignes de prendre la succession de M. Canovas del Castillo.

Tous, j'en suis sûr, suivront les traditions de cet homme d'Etat clairvoyant et fort : sa politique est trop ancrée, trop conforme, dans ses grandes lignes de prudence et d'énergie, aux vrais intérêts de l'Espagne, pour qu'elle ne soit pas continuée par ses successeurs. M. Canovas laisse, d'ailleurs, dans le cabinet qu'il présidait, des hommes de grande valeur, surtout deux ministres qui l'ont puissamment secondé et qui, chacun de son côté, ont accompli des miracles : le général Marcel Azcarraga, en réorganisant l'armée, en envoyant 260,000 hommes au-delà des Océans sans affaiblir l'armée de 70,000 hommes de la péninsule, et M. Navarro Reverter, en arrivant, malgré les guerres coloniales et les mauvaises récoltes, à rétablir dans les finances de l'Espagne, pour le dernier exercice de 1896-1897, un supéravit de 10 millions de pesetas dans les recettes.

Certes, ce serait faire injure aux hommes politiques espagnols de dire que M. Canovas del Castillo était le plus grand patriote ; tous, en Espagne, Sagasta, Castelar, Gamazo, Moret, Reverter, tous, ils aiment l'Espagne par-dessus tout, et tous prendront pour modèle ce grand homme d'Etat, qui a consacré toute sa vie, tout son génie, toutes ses forces à son pays et dont on peut affirmer bien haut que l'unique pensée fut de contribuer le plus possible au bonheur, à

la prospérité, à la grandeur de sa patrie bien-aimée.

*
* *

Mes espérances n'ont pas été trompées ; de tous les coins de l'Espagne les assurances de dévouement et de sympathies ont afflué chez la Reine-Régente : l'assassinat de M. Canovas, au milieu du deuil universel de la nation, n'a provoqué aucun désordre, n'a amené aucune manifestation qui se puissent intérpréter comme hostiles à l'ordre de choses établi.

Politiquement, la situation resta la même. Tout le monde fut d'accord, et dans le camp conservateur et dans le camp libéral, pour affirmer que l'attentat ne devait et ne saurait être exploité en vue d'une orientation nouvelle.

MM. Sagasta, Castelar, Moret, Gamazo et les représentants des Antilles même, furent d'avis que le général Azcarraga, avec le concours des ministres actuels, l'appui de M. Pidal et la neutralité bienveillante de M. Silvela, pourrait tenir tête aux difficultés, en Espagne et dans les colonies.

Quand je cite ici le nom d'Emilo Castelar, dont les opinions étaient bien loin de concorder avec celles de M. Canovas, — en dehors de la vieille amitié personnelle qui unissait les deux

hommes, — c'est pour vous faire mieux sentir combien les rivalités de partis se sont, à cet instant évanouies.

Castelar a abandonné, depuis longtemps, la politique militante, mais, pas plus que lui, des républicains, cantonalistes ou autres, Py y Margall ou Salmeron, par exemple, ne songeraient à profiter des circonstances présentes pour susciter un mouvement.

On a parlé des carlistes dont l'organisation est plus complète, presque militarisée.

On agite à l'étranger le spectre carliste, si je puis m'exprimer ainsi, mais on oublie que les carlistes sont Espagnols avant d'être carlistes, et que le prétendant lui-même y regarderait à deux fois avant que de risquer une échauffourée — dût-elle réussir, — en face des difficultés résultant de la guerre de Cuba et des Philippines.

Il n'y a donc, à mon sens, rien à redouter, quant à présent.

Les Cortès étaient alors en vacances prolongées, et, sans doute, malgré ces vacances, un grand nombre de députés séjournaient à Madrid. Je n'oserais pas dire qu'après l'effroi, l'indignation de la première heure, — et la réflexion venue, certaines revendications ne se soient fait jour. Tout cela fut superficiel ;

aucune opposition n'arborerait franchement aujourd'hui son drapeau. *

Madame Canovas, malgré sa douleur, n'a rien perdu de son énergie et s'est refusée à abandonner une minute le corps de son mari. Elle a tenu à le veiller durant les deux dernières nuits. Emilo Castelar, lo ministre des colonies et quatre sœurs de charité sont demeurés à ses côtés, témoins muets de sa douleur.

La malheureuse femme a appris de la bouche des médecins légistes, après l'autopsie, que les trois blessures avaient été mortelles. Par la première, — celle du crâne, — M. Canovas avait perdu connaissance.

Point n'eût été besoin de la seconde pour entraîner la mort.

Avec cet admirable esprit de charité et ce grand sens politique qui se manifestent dans tous ses actes, Sa Majesté la Reine-Régente Marie-Christine a adressé, dès qu'elle a appris l'horrible nouvelle par le duc de Tetuan, la lettre autographe suivante à Madame Canovas del Castillo :

« Affectée et désolée par l'horrible malheur, je ne trouve pas de mots pour exprimer ma douleur. Je voudrais vous envoyer une consolation et je ne sais que pleurer avec vous l'être

* Ces lignes ont été écrites au lendemain de l'assassinat de M. Canovas ; elles réflétaient l'opinion publique à ce moment. *(Note de l'auteur)*.

cher que vous avez perdu et qui vous aimait tant.

» Moi aussi, j'ai beaucoup perdu. J'ai perdu le conseiller loyal qui m'aidait et dont j'avais tant besoin. Les services éminents qu'il rendit à mon époux, Alphonse XII, lui donnaient droit à tout mon respect, et de nouveaux sacrifices faits pour le trône l'unissaient à moi.

» La patrie, le pays, l'histoire lui rendront justice.

» Mes enfants s'unissent à moi dans ce deuil de la couronne et de la nation.

» Toutes nos prières sont pour lui.

» Que le ciel vous accorde la résignation nécessaire. »

Emile Castelar qui, dès qu'il a appris la mort de son intime ami, s'est rendu à Santa-Aguada pour veiller son cadavre et porter à sa veuve inconsolable des paroles de réconfort et d'espérance, a dit à un journaliste :

« En ces derniers temps, Canovas portait à lui seul la croix de tous les Espagnols, et sa mort lui ouvre l'immortalité. »

Il a ajouté ces quelques mots, par lesqels je terminerai ce chapitre douloureux : « On peut remplacer des souverains, on ne remplace pas un Canovas. »

CHAPITRE VII

Le général Marcel Azcarraga.

Lorsque l'assassinat de M. Canovas del Castillo eut si brusquement privé l'Espagne de son premier ministre, l'opinion unanime de ce pays désigna hautement pour lui succéder à la Présidence du Conseil des ministres, le général Marcel Azcarraga. S. M. la Reine régente s'empressa d'écouter la voix de ses conseillers et appela à cette haute fonction ce général aussi modeste que populaire.

Le 1er novembre 1892, j'avais pour la première fois l'honneur d'être présenté au général Marcel Azcarraga, alors Ministre de la Guerre.

Dans sa redingote noire, avec son large front, ses cheveux blancs, sa moustache et sa barbiche également blanches, le général évoque le souvenir d'un général français, tant il a de



S. E. le Général MARCEL AZCARRAGA,
dent du Conseil des Ministres et Ministre de la Guerre.

rondeur et de franchise dans son allure et tant sa physionomie est agréable et sympathique. Tout de suite d'ailleurs il me mit à mon aise :

— « Je suis bien heureux de vous voir, me dit-il, car je suis un ami sincère de la France : je suis allé quelquefois à Paris et votre pays me charme infiniment. Je voudrais le connaître mieux encore. Il y a tant de choses à voir et à admirer chez vous.

« Vous avez un gouvernement sage et sérieux et la paix est votre meilleure arme. Votre richesse tend à augmenter sans cesse, et vous remportez par votre seul travail la plus belle des victoires. Une seule ombre à ce tableau : les récents attentats anarchistes !

« Leur action est à la fois insensée, antihumanitaire et sauvage. Ils veulent nous ramener à la barbarie, et il importe de réagir avec la plus grande énergie et de les châtier comme ils le méritent. Pas de pitié pour ces gredins ; il faut que les nations civilisées s'unissent pour leur faire une guerre sans merci. Puisqu'ils veulent nous tuer, pourquoi ne pas les détruire ? Nous sommes tous dans le cas de légitime défense.

« Et tenez, votre gouvernement aurait raison de vouloir restreindre la liberté de la presse, en ce qui concerne l'excitation au crime et à l'attentat. Il faut que la société se défende contre ceux qui veulent la renverser ou la désorganiser. Les

petits journaux, répandus dans les centres ouvriers et qui sont rédigés souvent par des gens sans aveu, devraient être interdits, et tout anarchiste avéré devrait être déporté dans les colonies lointaines.

« Malheureusement, il est difficile de faire voter une pareille loi, car elle a l'air de toucher à la liberté de la presse, quand, au fond, elle n'en réprime que la licence. Mais encore une explosion et tout le monde, sans exception, la réclamera à cor et à cri.

« Quant à l'armée, elle doit combattre les ennemis du pays à l'étranger et ceux de la société à l'intérieur. Les anarchistes ne sont pas les représentants d'une opinion politique : ce sont des malfaiteurs au pire sens du mot.

— Il y a en effet, mon général, ai-je dit alors, une chose au-dessus de tout éloge en Espagne ; c'est l'armée ! Et à vous en revient l'honneur.

— « A mes prédécesseurs et à moi, interrompit le général avec un sourire, et surtout au soldat espagnol, qui est admirable sous tous les rapports, sobre, patient, énergique, endurant et d'un courage à toute épreuve ; on peut tout demander au soldat espagnol. Aujourd'hui, d'ailleurs, il a fait ses preuves, et si nous n'avions pas eu toute cette série de guerres civiles, nous serions bien plus en progrès encore.

« En France, au moins, vous n'avez plus à

craindre la guerre civile; vous êtes bien heureux!

— « Le soldat espagnol a, en vérité, une très belle tenue et, si vous aviez autant d'hommes que l'Allemagne, vous pourriez jouer un bien grand rôle dans le monde.

— « Oui, mais nous n'en serions pas plus riches, ajoute notre éminent interlocuteur avec une pointe de malice et un aimable sourire. Ce que je puis dire, c'est que depuis deux ans et demi bientôt que je suis ministre, je n'ai rien négligé pour doter notre armée de tous les progrès réalisés par la France et l'Allemagne; j'ai voyagé en France, en Allemagne, en Angleterre, étudié tout ce qui se rapporte à l'armement et à l'instruction perfectionnée des troupes, et j'ai appliqué chez nous ce qui m'a paru le meilleur. Nos soldats sont très entraînés, très habiles à la manœuvre et rompus à toutes les difficultés du métier des armes; ils sont encadrés par des officiers dont l'instruction est aussi étendue que possible, et leur armement et leur équipement sont excellents; ce qui prouve, ajoute alors le général, qu'un ministre modeste qui demeure au pouvoir vaut mieux que deux brillants ministres qui ne font que passer.

« Les ministères de la guerre et de la marine ne devraient pas être politiques et ne pas être soumis au bon plaisir des Chambres. L'armée

n'a rien à voir avec les politiciens... Mais il nous faut subir le sort des autres ministres, tomber avec le ministère pour des questions qui nous sont étrangères. C'est tout à fait anormal, mais ainsi le veut le régime parlementaire. »

Ainsi me parla en 1892 le général Marcel Azcarraga ; depuis ce jour, j'ai eu l'occasion de le revoir plusieurs fois et je l'ai toujours trouvé aussi aimable, aussi simple, aussi modeste que la première fois ; ses opinions n'ont jamais changé. Lui, l'adversaire résolu et inconciliable des anarchistes, des perturbateurs de la paix publique, il s'est trouvé appelé brusquement à succéder à M. Canovas del Castillo, victime d'un de ces mêmes anarchistes. Sa douleur a dû être bien profonde et je suis sûr que ce n'est que sur les instances de la Reine-Régente que le général Azcarraga a fait taire sa modestie pour accepter une si lourde tâche.

Né à Valence, le général Azcarraga s'est toujours distingué comme officier de valeur ; il a fait la guerre contre les Carlistes et tout dernièrement il vient de montrer des qualités d'organisateur de premier ordre. Il a fortifié la Havane au point d'en faire une place imprenable, pourvue de canons de 34, fournie de munitions et de vivres pour lutter contre n'importe qui. Par ses soins, Porto-Rico est également fortifié ; grâce à lui, l'Espagne a pu équiper,

discipliner, encadrer une armée de près de 300.000 hommes et l'envoyer au-delà des océans, aux Antilles et aux Philippines, sans effort et sans peine. En même temps, il a su conserver en Espagne une armée de 70.000 hommes prête à faire face à tous les évènements. Le général Azcarraga s'est attiré ainsi l'admiration des généraux et officiers de tous les pays.

Pour donner un exemple du noble caractère du général Azcarraga, je citerai le fait suivant qui s'est passé au mois de novembre 1896, où on a été en Espagne à deux doigts d'une crise ministérielle qui n'a été évitée que grâce à l'admirable désintéressement dont il a fait preuve.

La mort du marquis de Novaliches ayant laissé vacante une place de capitaine-général, il y a eu, paraît-il, autour de cette succession, une très âpre et très ardente bataille d'ambitions. Une place aussi importante que celle de capitaine-général semblait devoir revenir de droit au plus méritant et au plus digne des généraux en activité de service : la voix unanime du peuple espagnol avait désigné le général M. Azcarraga, ministre de la guerre, auquel on doit le relèvement de l'armée espagnole, pour succéder au marquis de Novaliches. Des dépêches, des votes des municipalités des grandes villes, réclamaient pour le général Azcarraga

le titre de capitaine-général, que tous ses collègues du conseil des ministres le priaient d'accepter. Si, en effet, il y a une chose digne d'admiration à cette heure en Espagne, c'est bien l'état actuel des forces militaires espagnoles : en très peu de temps, le général Azcarraga, qui avait, lors de son premier passage au ministère de la guerre, déjà réorganisé l'armée, a pu mettre sur pied plus de trois cent mille hommes de bonnes troupes, bien équipées, bien armées et suffisamment instruites ; c'est un tour de force dont le général Azcarraga était seul capable et qu'il a accompli sans bruit, modestement, fuyant la réclame et refusant les récompenses. Ce général est avant tout un soldat qui estime que la discipline est la première vertu d'une armée et qui ne veut même pas être soupçonné de laisser commettre dans l'armée espagnole un semblant d'injustice ou de passe-droit.

Lorsque la rumeur publique lui eut ainsi attribué la succession du capitaine-générat marquis de Novaliches, son premier soin fut de faire prier les journaux de déclarer qu'il n'accepterait jamais une nomination de ce genre, étant ministre de la guerre ; lorsque, ensuite, des démarches pressantes furent faites auprès de lui par M. Canovas del Castillo et tous les membres du conseil, le général Azcarraga se montra intraitable et sourd à toutes les sollici-

tations. Il déclara, tout en manifestant à S. M. la Reine-Régente son immense reconnaissance pour l'offre si flatteuse qu'elle lui faisait faire par le Président du Conseil, qu'en présence de la situation à Cuba et des efforts de tous genres en hommes et en argent demandés et restant à demander au pays, il estimait que le moment était mal choisi pour créer un nouveau capitaine-général et qu'il y avait mieux à faire dans l'intérêt général du pays et de l'armée. Cette attitude désintéressée et patriotique du général Azcarraga lui a fait dans le peuple espagnol, une popularité extraordinaire.

Mais il m'est assuré, de sources dignes de foi, que l'attitude du général Azcarraga ne fut pas imitée par tout le monde et que des intrigues nombreuses ont été ourdies autour de ce poste de capitaine-général. Si ce haut grade devait être donné d'après l'ancienneté, il est certain que le général Palacios serait tout indiqué ; mais ce titre de capitaine-général n'est pas de ceux auxquels on a des droits simplement sur le tableau d'avancement : il est, surtout, une récompense éclatante des services rendus à l'Espagne, et il faut le mériter. On devrait le réserver au général qui reviendra vainqueur de Cuba, et les autres généraux espagnols devraient suivre le noble et bel exemple de celui qui en serait le plus digne, du général Azcarraga. Il

paraît malheureusement qu'il n'en a rien été, que les compétitions ont été telles et que les droits prétendus de certains auraient été revendiqués avec une telle arrogance, qu'on a pu craindre un instant à une crise gouvernementale. On ne saurait trop, dans ce cas, féliciter encore le général Azcarraga de son attitude patriotique, qui a tout concilié.

* Certes, personne ne méritait mieux que le général Azcarraga la confiance de la Reine-Régente et il vient de le prouver pendant son court séjour à la Présidence du Conseil des Ministres; il s'est révélé homme d'Etat plein de tact et de sang-froid. Ayant accepté une lourde charge pour rendre service à la monarchie espagnole et à son parti, il s'en est démis dès qu'il a cru pouvoir le faire sans danger, afin de permettre au parti libéral de revenir au pouvoir et au parti conservateur de se reconstituer dans le calme et loin du pouvoir. On ne peut que le féliciter de sa conduite très habile et on peut être persuadé que sa popularité en sera encore accrue.

Le général Marcel Azcarraga sera une des plus grandes ressources de la monarchie espagnole au moment du danger ; il en devient à

* — Ce livre était sous presse, lorsque la démission du général Marcel Azcarraga et des membres du Cabinet conservateur a été connue. — (*Note de l'auteur*).

l'heure actuelle un des soutiens les plus fermes avec le général Martinez Campos et l'Espagne peut être fière de tels généraux.

CHAPITRE VIII

Emile Castelar

Mal définie encore, hésitante, peu sûre d'elle-même, la démocratie espagnole, née de la veille, faisait en 1854 ses premiers pas. Dans ce pays de races fières mais simples, où les nobles et le peuple se considèrent comme des hommes et où les différences sociales sont moins sensibles en apparence que dans les autres pays d'Europe, les idées démocratiques avaient besoin d'être expliquées, synthétisées, vulgarisées par un grand talent pour être comprises et applaudies par les masses des prolétaires. Beaucoup d'orateurs, dans une contrée où tout le monde sait parler avec éloquence, briguaient cet honneur, sans être encore parvenus à donner une forme définitive aux idées démocratiques.

Dans une réunion publique, tenue cette même année, au Théâtre-Royal de Madrid, par le parti démocratique, on avait déjà prononcé force discours, lorsqu'un jeune homme inconnu de tous se leva et demanda la parole. Grande fut la surprise que causa cette hardiesse, plus grand encore fut l'enthousiasme que suscitèrent dans la salle les paroles de Castelar, qui, avec sa superbe éloquence, ses pompeuses périodes, formula d'une manière générale les dogmes de la démocratie républicaine. D'unanimes applaudissements éclatèrent de toutes parts; la salle entière fut conquise par l'éloquence de ce jeune homme et, instinctivement, tous comprirent que le grand orateur attendu, le Mirabeau de l'Espagne venait enfin de se révéler. Le nom d'Emile Castelar courut de bouche en bouche; cet inconnu une heure auparavant était célèbre à la fin de son discours et la foule des admirateurs le porta en triomphe jusqu'à son domicile.

Le lendemain tous les journaux publièrent ses paroles; tous les grands organes se disputèrent sa collaboration; le génie de Castelar venait de se révéler dans toute sa splendeur.

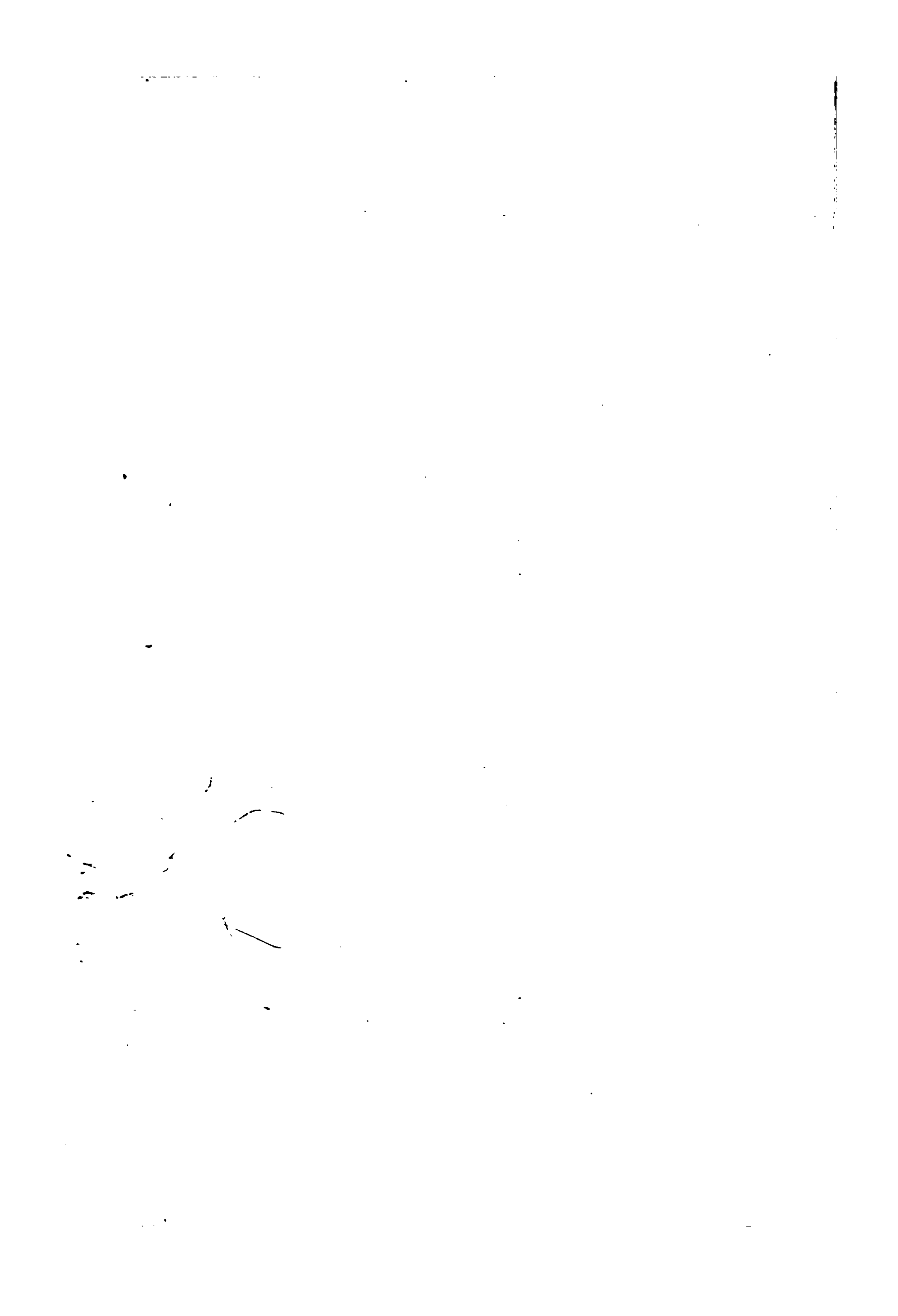
Dans les lignes que je consacre à la biographie de ce grand homme, je serai souvent obligé d'abréger et je n'ai point la prétention de tout conter de son existence si remplie. Orateur, écrivain, homme d'Etat, Castelar a toujours travaillé sans relâche; c'est le plus fécond des hommes et toujours sa pensée est d'une profon-

deur admirable, d'une merveilleuse netteté. C'est l'esprit le plus actif et le génie le plus infatigable ; on ne sait ce qu'on doit le plus admirer en lui, car il connaît tout, car il se souvient de tout, car il semble sans effort dominer tous les sujets, être supérieur à toutes les questions : jamais être humain n'a été doué par Dieu de plus grandes facultés de mémoire et d'éloquence.

Il est né à Cadix, le 8 septembre 1832 et a fait ses premières études chez les Pères d'Elda et Sar (Alicante) qui admirèrent la prodigieuse mémoire de leur élève, capable de réciter par cœur des chapitres entiers des classiques latins. De 1845 à 1848, il alla finir ses études et passer son baccalauréat à l'Institut d'Alicante, où il se distingua par les discours qu'il improvisait lors de l'ouverture des classes. Le latin, la littérature, l'histoire, la philosophie et l'ètude des classiques furent, dès son jeune âge, ses plus agréables occupations.

Venu à Madrid pour faire son droit, il obtint dans un concours une place d'élève à l'Ecole normale de philosophie, section de littérature en 1853, et c'est à cette occasion qu'il lut son discours sur : *Lucain, sa vie, son génie, son poëme.*

Ce fut en 1854, qu'il entra dans la vie politique par son retentissant discours au Théâtre-Royal :





A mi amado amigo y excelen-
te compañero Gaston Routier
en muestra de afecto á su perso-
na, de aprecio por su ingenio, de
culto á su patria. Emilio Castelar

EMILE CASTELAR.

le lendemain de ce jour mémorable, il débuta dans la presse au journal *El Tribuno,* où il ne resta que peu de temps, car ce journal, d'abord républicain, devint monarchique lorsque les Cortès votèrent pour Isabelle II. A cette époque, il fut candidat à la députation sur une liste libérale à côté de San-Miguel, Dulce et Calvo Asensio, et sur une liste tout à fait démocratique avec Oronse, Guerra, Olovarria et Cervera. Il ne triompha pas, mais obtint un grand nombre de voix.

En 1855, il collabora avec Sixte Camara, à *La Soberania Nacional*, puis il passa à la *Discussion*, journal fondé par Nicolas Maria Rivero, dont il fut le principal rédacteur, jusqu'au jour où il trouva le journal trop peu énergique et fonda, en 1863, *La Démocracia*, consacrée à démolir la maison de Bourbon et la royauté.

Le premier numéro de son journal parut le 1er janvier 1864 et le dernier le 21 juillet 1866; il combattit vigoureusement dans son journal le projet d'emprunt de Barzanallana, intervint dans la discussion entre les socialistes et les démocrates en faveur de ces derniers et réussit à faire prévaloir sa politique, lors de l'organisation de ses coreligionnaires, en faisant reconnaître la suprématie du Comité central démocratique. L'écrivain anglais Grant-Buff a écrit que : « son opposition au socialisme est la plus

éloquente et la plus profonde qui ait été faite en Europe. »

Mais Castelar menait de front le journalisme et le professorat : il expliqua pendant trois années, de 1855 à 1858, à l'Athénée : *l'Histoire de la Civilisation pendant les cinq premiers siècles du Christianisme*. En 1858, il concourut pour la chaire d'*Histoire d'Espagne*, à l'Université de Madrid et fut admis à l'unanimité. Tandis que, dans la presse, il faisait rude campagne contre le gouvernement, il prêchait son idéal politique à son cours, tout en expliquant l'histoire de l'humanité.

En 1865, la reine Isabelle II fit cadeau à l'Etat de tout son patrimoine et conserva seulement un petit tant pour cent : ce fait fut très loué par les royalistes. Au plus fort de leur enthousiasme, Castelar publia son fameux article : *El Rasgo*, où il démontra que tout cela n'était qu'une pure blague et que l'on ne cherchait qu'à faire à la Couronne un cadeau de quelques millions. Le Cabinet eut peur d'un si grand acte de courage, poursuivit le journal et décida, pour punir Castelar, de ne permettre à aucun républicain d'être professeur. On lui retira donc sa chaire d'histoire et on lui fit un procès. C'est alors que Castelar prononça ces fameuses paroles : « Assis à ma chaire, j'attends que de malpropres mains arrachent de mes épaules ma robe honnête. »

Les professeurs-adjoints Salmeron et Morayte

renoncèrent à leurs charges pour ne pas succéder à Castelar dans sa chaire et les étudiants prirent ce prétexte pour se livrer à des émeutes qui donnèrent lieu aux scènes sanglantes de la nuit de San-Daniel (10 avril 1865) qui furent comme les prodromes de la révolution.

A la suite des évènements du 22 juin 1866 auxquels Castelar prit une part active en conspirant, le conseil de guerre le condamna à mort par le *garrote vil.* Castelar, déguisé, put heureusement gagner la frontière de France et alla s'établir à Paris, où il subvint à ses besoins en écrivant pour diverses maisons éditoriales et pour quelques journaux d'Amérique.

Ses principaux ouvrages, pendant cette époque, furent: un volume de *Semblanzas* (Portraits) des célébrités contemporaines d'Europe et d'Amérique, *Une année à Paris (un ano en Paris) Souvenirs d'Italie (Recuerdos de Italia) Vie de Lord Byron, introduction à l'étude de l'Histoire (Vida de Lord Byron, introduccion al estudio de la historia).*

Mis en relation avec les principaux chefs qui préparaient la révolution de septembre 1868, il collabora avec eux pour atteindre ce but tant désiré. Lors du triomphe de la révolution, Emile Castelar retourna en Espagne où il reprit d'abord possession de sa chaire d'Histoire et occupa ensuite une place aux Cortès constituantes en qualité de député de Saragosse. Il obtint

dans cette Assemblée degrands succès oratoires, en faisant une brillante campagne en faveur des idées républicaines. Plusieurs de ses discours de cette époque sont encore cités comme des modèles d'éloquence.

Il combattit énergiquement toutes les candidatures au trône d'Espagne, qui se succédèrent pendant 18 mois et, notamment, celle du duc d'Aoste, présentée par le général Prim, demandant aux Cortès un vote de blâme et ne comprenant pas qu'il y eût des monarchistes pendant la guerre franco-allemande. Sa proposition fut repoussée par 122 voix contre 44, le 3 novembre 1870, quelques jours avant le débarquement du nouveau roi, Amédée Ier, à Carthagène.

Mais, juste retour des choses d'ici-bas, lorsque le 11 février 1873, on annonça aux Cortès l'abdication d'Amédée de Savoie, Emile Castelar soutint de toutes ses forces qu'il ne fallait plus de roi et le Congrès le chargea par des acclamations unanimes de répondre au *Message royal*.

La République acclamée, Emile Castelar fut nommé ministre d'Etat (affaires étrangères) et il sut, malgré l'adoption de la forme républicaine par l'Espagne, maintenir les plus cordiales relations avec les gouvernements étrangers. Durant les derniers jours de son ministère, il dicta, entre autres dispositions, le décret abolissant les Ordres militaires de Santiago

Calatrava, Alcantara, Montesa, San Juan de Jésusalem et ensuite les Décorations royales de Charles III, d'Isabelle la Catholique et de Maria-Louisa. Le 9 juin de la même année, il se retira du Cabinet, lorsque la *République Fédérale* fut acclamée aux Cortès, et il fit partie de la Commission constitutionnelle. Ses discours furent dignes des circonstances et excitèrent l'admiration de tous. Le 6 septembre, il fut élu *Président du Pouvoir Exécutif*, poste qu'il occupa jusqu'au 2 janvier 1874, où ses amis présentèrent un vote de confiance qui fut rejeté par cent vingt voix contre cent, ce qui détermina Emile Castelar à donner sa démission.

Lorsque Castelar fut appelé à occuper la plus haute fonction de son pays, l'Espagne traversait une crise des plus graves et tous les actes du grand orateur eurent pour but de rétablir les principes d'autorité, alors méconnus, et de faire cesser l'état d'anarchie où se trouvait le pays. Son énergie et sa fermeté lui valurent de la part de ses ennemis le surnom de: Dictateur. Cela seul suffirait à prouver qu'il y a dans Emile Castelar un homme de gouvernement, capable de ne jamais craindre les critiques quand il s'agit de faire son devoir et de travailler au bonheur de son pays.

A cette époque, l'Espagne eut avec les Etats-Unis le conflit nommé *Cuestion Virginius*,

Cette méchante affaire fut réglée à l'amiable, grâce au prestige personnel de M. Castelar et à son amitié avec les ministres des Etats-Unis et de l'Angleterre. Lors du coup d'Etat du 3 janvier 1874, par le général Pavia, Castelar protesta et partit pour la France, où plus tard il termina son « Histoire du mouvement républicain en Europe » (*Historia del movimiento républicano en Europa*), écrivant aussi la seconde partie de ses « Souvenirs de l'Italie » (*Recuerdos de Italia*). Il publia alors la seconde édition de son poème, en prose, « La rédemption de l'esclave » (*La Rédencion del esclavo*) et sa magnifique œuvre allégorique : *El ocaso de la Libertad*. Lorsque, à la suite du *pronunciamento* du général Martinez Campos, Alphonse XII, fils de la reine Isabelle II, fut proclamé roi, Castelar prit part aux nouvelles réunions des Cortès, comme député de Barcelone et plus tard d'Huesca ; il organisa alors le parti possibiliste, affirmant sa conviction que la République pourrait venir par les moyens légaux, mais jamais par la force.

Il protesta contre la formule du serment qu'il avait dû prêter pour prendre possession de sa charge de député, défendit la liberté des cultes et le service obligatoire.

Parmi les actes de Castelar, pendant la République, il faut citer spécialement ses écrits et ses discours pour l'abolition de l'esclavage à

Porto-Rico; c'est grâce à son éloquence merveilleuse, que ce projet fut voté par les Cortès, le 22 mars 1873, après une opposition acharnée, pendant les derniers jours de la monarchie de Savoie.

Depuis le coup d'Etat du 3 janvier 1874, Castelar a parcouru la France et l'Italie et a reçu partout un accueil enthousiaste.

La liste des œuvres de cet éminent orateur occuperait trop de place. En plus de celles déjà citées, voici les principales :

La Revolucion Religiosa ; Perfiles de personages y bocetos de ideas ; Estudios historicos sobre la Edad Media ; La formula del progreso ; La Cuestion de Oriente ; Cuestiones politicas y sociales ; Cartas sobre politica europea ; Recuerdos y esperanzas ; La redencion del esclavo ; La hermana de la caridad ; Historia de un corazon ; Discursos politicos y litérarios ; Fray Filippo Lippi ; Tragedias de la historia ; El suspiro del Moro ; Discurso de reception en la Academia Espanola y respuesta al Sr. Balaguer en la misma corporacion sobre literatura catalana ; Discurso de la coruna sobre litteratura gallega ; Discurso de Orense sobre regimen colonial europeo ; Galeria historica de mugéres celebres, etc., etc.

Sa gloire comme professeur et publiciste justifie l'invitation qu'il reçut, pour donner des conférences à l'Université d'Oxford : en 1888, il

reçut une pareille invitation des États-Unis, mais le grand homme, trop modeste, déclina un tel honneur.

En 1871, il fut élu membre de l'Académie espagnole; en 1881, membre de l'Académie de l'Histoire et il est aussi membre de l'Académie des Beaux-Arts d'Espagne et de l'Institut de France.

Castelar est, actuellement et de l'avis de tous, le plus grand orateur espagnol ; comme écrivain, il n'est ni moins célèbre ni moins apprécié. Son génie lui a valu l'admiration de tous, même de ses ennemis politiques les plus acharnés; son caractère noble et généreux lui vaut le respect de ses adversaires, l'amitié dévouée et fidèle de ses amis. C'est le plus fier des honnêtes gens et le cœur le plus haut que je connaisse.

Emile Castelar n'a qu'une passion: sa patrie; qu'un dessein: concourir à la grandeur, à la prospérité de l'Espagne. Toute sa vie est une preuve admirable d'abnégation patriotique : il a sacrifié au bonheur et à la tranquillité de l'Espagne toutes ses ambitions. Il a secondé tous ceux qui, sans partager ses opinions républicaines, lui ont paru travailler comme lui, au relèvement de son pays, à la consolidation de ses finances, à sa splendeur dans le monde.

J'ai eu souvent l'occasion de parler de Castelar avec son intime ami Canovas et rien ne m'a plus fortement touché que le spectacle de l'inaltérable et sereine amitié de ces deux

grands hommes l'un pour l'autre. Et pourtant tout les séparait : il y avait un monde entre eux. Autant Castelar, toujours prêt à proclamer les avantages de la République, à faire vibrer sa parole enflammée en faveur de la Liberté, est un démocrate qui ne voit le progrès que dans les usages et les mœurs des Républiques, autant M. Canovas del Castillo, libéral à sa manière, était un conservateur prudent du passé, désireux de rendre la forme monarchique plus forte, tout en assurant au peuple un maximum de libertés sous la sauvegarde d'un pouvoir royal respecté. Mais ils ne discutaient jamais des questions de forme politique : M. Canovas se plaisait à dire en riant à Castelar qu'il devait le traiter comme un roi, parce qu'il avait été chef de l'Etat, et Castelar répondait parfois, sur le même ton, qu'il comprenait la royauté de cette manière.

C'étaient deux vrais, deux bons, deux intimes amis ; s'ils n'approuvaient point leurs idées politiques, ils disaient de leurs talents, de leurs génies, de leurs caractères, autant de bien l'un que l'autre. Jamais je n'ai entendu mieux louer Canovas que par Castelar ni mieux louer Castelar que par Canovas. Ils avaient su s'apprécier et se connaître et ils avaient une religion commune, une passion commune : le culte de la patrie. Canovas ne trouvait qu'un défaut à Cas-

telar et il me le confiait avec un sourire : *il est trop bon !*

Mais la bonté de Castelar, si elle s'étend sur tout et sur tous, si elle le fait compatir à toutes les infortunes du peuple, si elle l'émeut en faveur des déshérités et le fait combattre sans cesse pour l'amélioration de leur sort, la bonté de Castelar, dis-je, ne ressemble en rien à de la faiblesse : Castelar veut le bien de son pays, il le veut obtenir par l'obéissance des lois, par l'ordre, par la fermeté ; il saurait toujours faire respecter le principe gouvernemental. L'Espagne peut compter sur Castelar : son dévouement à la patrie saura s'affirmer dans toutes les circonstances.



S. E. Don Praxedes Mateo Sagasta,
Ancien Président du Conseil des Ministres.

CHAPITRE IX

Don Praxédès Matéo Sagasta

Je suis heureux de pouvoir rendre un public hommage à l'illustre chef du parti libéral et donner quelques notes rapides et brèves sur sa vie publique. M. Sagasta a trop souvent tenu les rênes du gouvernement espagnol et est trop justement célèbre, pour qu'il soit utile de faire son éloge et de vanter ses qualités de prudence, de modération, de sagesse : il a fait brillamment ses preuves et cet homme d'Etat, qui a toujours combattu pour le triomphe des idées libérales, a su montrer qu'il avait toutes les qualités d'un homme de gouvernement de premier ordre, qu'il savait à l'occasion être d'une fermeté inébranlable et faire respecter l'autorité du Pouvoir. On doit dire, toutefois, que M. Sagasta excelle à cacher sa main de fer sous un gant de

velours et qu'il a déployé souvent des trésors inappréciables de ruse, d'habileté politique pour calmer les esprits et faire accepter de bonne grâce par tous des choses qui auraient fait bondir, si une parole moins experte et moins adroitement flatteuse n'avait su les expliquer et les faire applaudir. M. Sagasta connaît à merveille le cœur humain ; il sait le secret de gouverner les hommes, en les prenant par leurs côtés faibles ; c'est un merveilleux politique, un Mazarin qui n'est pas cardinal.

Né à Torrecilla de Cameros (Logrono) le 21 juillet 1827, il étudia à l'Ecole des Ingénieurs civils de Madrid. En 1848, tandis qu'il était encore étudiant, éclata la Révolution française ; la direction de la susdite école, imitant d'autres corporations, rédigea à la Reine un message d'adhésion, signé par tous les professeurs et élèves. M. Sagasta fut le seul qui ne voulut pas signer. Ayant fini ses études, il exerça sa profession à Valladolid et Zamora : dans cette dernière ville, il était déjà chef d'ingénieurs, lorsque survint la Révolution de Juillet 1854, à laquelle il prit une part active comme membre de commission directrice des révolutionnaires. Il fut nommé ensuite président du parti progressiste de cette région.

La même année, il fut élu député de Zamora. Ses discours à la Chambre pendant deux années furent très éloquents, opportuns, et d'un grand

effet. Ses aspirations étaient de réorganiser le parti progressiste, en lui donnant pour base une monarchie constitutionnelle entourée d'institutions démocratiques. Il défendit les mêmes idées au journal *La Ibéria*, dont il fut rédacteur dès la fondation. Dans cette feuille, il prit éloquemment la défense des idées libérales, soit en répondant au message de la Couronne, soit en soutenant les libertés municipales et des provinces contre les abus administratifs, ou bien en traitant d'autres problèmes. Il s'opposa à l'idée de la liberté des cultes, mais il faut dire qu'il ne suivait alors que les ordres de ses électeurs. Le premier de ses principes était la souveraineté nationale et il l'exprimait ainsi : « Les trônes ne sont autre chose que des institutions politiques appelées à satisfaire les besoins des peuples. » Quand se séparèrent ces *Cortes*, Sagasta était déjà populaire en Espagne, bien plus comme orateur fougueux et polémiste, que comme philosophe. Il était franc dans l'attaque, de parole énergique, beau dans la forme, et possédait une âme enthousiaste et une intelligence fort claire.

Lorsque fût établie la Milice Nationale, Sagasta fut nommé commandant des *Milicianos* de Madrid, où il s'était fixé définitivement depuis 1854. Il occupa sa place, à côté de ses camarades d'armes, de même qu'à la Chambre des députés, lorsque le général O'Donnell vint

les dissoudre à coups de canon. Tout près de la place que M. Sagasta occupait aux Cortès vint tomber un morceau de grenade qu'il ramassa et garda, et, saisissant cette occasion, il prononça alors un discours très violent (Juillet 1856). Le triomphe d'O'Donnell força M. Sagasta à se réfugier en France, d'où il ne tarda pas longtemps à revenir en Espagne en profitant d'une amnistie.

Peu de temps après il fut nommé professeur de l'Ecole des ingénieurs. Ami intime de Calvo Asensio, fondateur de *La Ibéria* (Juin 1854), Sagasta continua à collaborer au journal, organe des progressistes, dont il devint propriétaire et rédacteur en chef, à la mort de M. Calvo. Réélu député en 1856, il fit une brillante campagne contre O'Donnell, et se montra très agressif (1859 à 1863).

Lorsque le gouvernement unioniste se montra inconséquent à propos de la liberté de la presse, il s'écria : « Ces gens, qui viennent implanter le contraire de ce qu'ils ont combattu dans l'opposition, oublient leurs serments, manquent à leur parole, trompent le gouvernement, et renient leur histoire ».

C'est à M. Sagasta qu'on a dû le long *manifeste : « A la Nacion »* publié par le parti progressiste, le 5 septembre 1863, pour annoncer sa retraite.

Lorsque O'Donnell fut de nouveau président

du Conseil, il entama des négociations pour faire sortir les progressistes de leur retraite, mais il ne réussit pas, car M. Sagasta travailla alors énergiquement pour faire échouer les plans d'O'Donnel, en défendant dans les colonnes de « *La Ibéria* » le système révolutionnaire.

Il était à côté de Prim, lorsque celui-ci se souleva à Vicalvaro, le 3 janvier 1866. Sagasta coupa le pont de Fuenteduena pour se préserver des poursuites. Avec Prim vaincu, il entra en Portugal, mais ils furent expulsés de ce pays, comme tous les révolutionnaires espagnols. Du Portugal ils passèrent à Londres et ensuite en France où ils se consacrèrent avec beaucoup d'ardeur aux travaux de conspiration. Sagasta se chargea alors de s'entendre avec les sergents d'artillerie en garnison à Madrid, à la caserne de San Gil. Pour réaliser son projet, il vint à Madrid, exposant sa vie, mais il parvint le 22 Juin 1866 à décider les sergents d'artillerie à se lever au cri de l'insurrection et avec eux beaucoup de bourgeois : ils furent mis en déroute et Sagasta fut condamné à mort. Il se cacha pendant quelques jours, et réussit à se sauver.

Il partit de nouveau pour la France où il prépara une autre révolution plus heureuse. Il écrivit alors de violents articles contre la personne et la dynastie d'Isabelle II, il recruta des gens, et organisa des plans révolutionnaires, de 1866 à 1868. A Londres, Ca cajarès lui fi

des offres (5 décembre 1867) au nom du prétendant D. Carlos ; Cascajarès lui disait que D. Carlos acceptait la souveraineté nationale et qu'il donnerait de l'argent pour détrôner Isabelle II. Sagasta refusa d'avoir une entrevue avec D. Carlos, mais entra en pourparlers avec le général carliste Cabrera, sans arriver à se mettre d'accord. L'année suivante, Sagasta attendit à Gibraltar l'arrivée du bateau qui conduisait le duc de la Torre (Maréchal Serrano) et d'autres généraux. Il alla avec eux à Cadix en septembre 1868, commençant là la révolution et se chargeant de la préfecture de la province (*Gobierno civil de la provincia).*

Une fois que le gouvernement provisoire fut organisé sous la présidence du Duc de la Torre, Sagasta fut nommé Ministre de l'Intérieur. Lors des élections pour les *Cortès constituantes* de 1869, il fut élu député par Madrid, Logrono et Zamora. Confirmé au pouvoir après la démission sans succès de M. Serrano, il fit les élections par le suffrage universel. Il perdit cependant un peu de sa popularité par ses poursuites contre les républicains, et par ses ordres aux Préfets des provinces, limitant les droits d'association et de réunion, car il montrait ainsi des tendances aux idées conservatrices. En 1870 il passa au Ministère des Affaires étrangères, lorsque le général Prim fut Président du Conseil.

M. Sagasta, dans ce département, fit de grands travaux et réorganisa le corps diplomatique.

Il vota la candidature de D. Amadeo pour le trône d'Espagne, en proposant (le 17 décembre) la dissolution des *Cortès* après le serment du Roi. Il continua à diriger le Ministère des Affaires étrangères *(Estado)* jusqu'à l'arrivée à Madrid du Roi Amadeo Ier (2 janvier 1871). Le nouveau Roi confia au Maréchal Serrano la formation d'un nouveau cabinet ; Sagasta eut le Ministère de l'Intérieur. Il fut aussi, provisoirement, Ministre des Finances et des Travaux Publics. Vers le milieu de la même année, il abandonna le Ministère, lorsque Ruiz Zorilla fut Président du Conseil. Les Cortès avaient suspendu leurs séances ; à leur rentrée, en octobre, le Ministère présidé par Zorrilla fut battu pour l'élection du Président de la Chambre, car le gouvernement voulait ce poste pour M. Ribero, tandis que presque tous les députés donnèrent leurs votes à Sagasta.

Depuis lors, Sagasta fut publiquement adversaire de Ruiz Zorrilla et chef du parti constitutionnel.

A la fin de Décembre 1871, Sagasta fut président du Conseil des Ministres, et, fermant les Chambres, il décréta le 2 avril suivant pour les élections générales.

A ces élections il eut à lutter avec les radicaux, les républicains et les carlistes qui s'étaient

unis. Et, lors de l'ouverture de la session, il présenta sa démission.

Il resta dans l'opposition jusqu'au coup d'Etat du général Pavia (3 janvier 1874).

Le 13 Mai 1874, M. Sagasta fut nommé Ministre de l'Intérieur et Président du Conseil avec un caractère provisoire, jusqu'au 4 août où il le fut définitivement. Son ministère dura jusqu'à la proclamation d'Alfonso XII, par le général Martinez Campos, le 29 décembre. Lorsque arrivèrent à Madrid ces nouvelles, M. Sagasta et ses ministres les firent connaître au peuple par *la Gaceta*, en des termes assez violents et M. Sagasta remit le pouvoir au général Primo de Rivera qui à son tour le remit entre les mains du représentant de D. Alfonso XII, M. Canovas del Castillo. Une fois le nouveau monarque sur le trône, M. Sagasta se retira de la politique jusqu'en 1875 où il se rallia au Roi Alphonse XII et organisa le parti constitutionnel.

En 1879, il fut élu député de Zamora et aux Cortès il fit une rude opposition aux conservateurs. Il forma alors, avec Alonso Martinez et Martinez Campos, le parti dit *fusioniste* dans lequel se groupèrent tous les constitutionnels. Il accepta la constitution de 1876, tout en faisant la déclaration que la dite constitution pourrait être interprétée dans le sens de celle de 1869.

Il fut appelé au ministère par Alphonse XII, de 1881 à 1883; à cette époque éclata la révolu-

tion républicaine de Badajoz, Urgel et Santo Domingo de la Calzada. Martinez Campos était ministre de la Guerre. Ils parvinrent à étouffer cette révolution, en fusillant beaucoup de sergents, mais ce *pronunciamiento* précipita la chute du ministère Sagasta.

Depuis lors jusqu'à la mort d'Alphonse XII, M. Sagasta et son parti restèrent dans l'opposition.

Appelé aux Conseils de la Couronne à la mort du Roi, le 25 novembre 1885, il forma un ministère qui dura jusqu'en juillet 1890. Il fut par conséquent le premier président du Conseil du règne d'Alphonse XIII. Sous son ministère, les Chambres votèrent des lois très importantes, telles que le suffrage universel, le jury et l'incorporation des Instituts à l'Etat.

Dans la nuit du 19 septembre 1886, les républicains se soulevèrent de nouveau avec d'importants éléments mlitaires, mais le gouvernement les réprima bien vite, et condamna à la prison perpétuelle le général de brigade Villacampa.

Le 11 décembre 1892, à la démission du ministère Canovas, M. Sagasta fut chargé de former un ministère qui dura jusqu'au 18 mars 1895 où il présenta sa démission, à la suite de certaines bagarres provoquées à Madrid par les lieutenants et sous-lieutenants contre les journaux *El Resumen* et *El Globo*.

C'est pendant son ministère qu'il y eut la guerre dite de *rifenos* dans les possessions espagnoles d'Afrique, et que commença la révolution de Cuba qui dure encore.

Il est membre de l'Académie des sciences exactes, physiques et naturelles depuis le 4 juillet 1883.

Don Praxedès Mateo Sagasta, dont ces lignes ont fait connaître brièvement les principaux actes depuis son entrée dans la vie politique, a toujours su mériter par l'élévation de son esprit et la droiture de son caractère l'estime et l'admiration de ses adversaires aussi bien que de ses amis. C'est un grand homme d'Etat qui a rendu et qui rendra encore d'immenses services à son pays, une des plus nobles figures politiques de l'Espagne; il jouit comme chef incontesté du parti libéral d'une popularité considérable. C'est un ami du progrès qui saura défendre la Constitution tout en faisant bénéficier le peuple de toutes les réformes démocratiques.

M. Sagasta possède la confiance de S. M. la Reine-Régente et, dans l'opposition comme au pouvoir, la Reine Marie-Christine sait qu'Elle peut toujours compter sur le dévouement, le patriotisme et les services de celui qui a été le premier Président du Conseil de la Régence.

A l'étranger comme en Espagne, Don Praxedès Mateo Sagasta est entouré de la plus grande considération et du plus profond respect.

CHAPITRE X

L'enseignement supérieur en Espagne

Mon excellent ami M. H. Le Soudier a résumé dans le *Mémorial de la Librairie française* une étude très documentée, extraite d'un travail plus étendu que doit faire paraître prochainement M. Paul Melon et qui donne un aperçu général de l'enseignement supérieur en Espagne. * Ce travail est fort intéressant au point de vue de l'édition des œuvres françaises et du commerce de la librairie en Espagne, aussi chercherons-nous à en donner une analyse aussi complète que possible, et seulement dans les limites des intérêts de notre industrie.

---

* L'étude de M. Paul Melon, analysée par M. H. Le Soudier, a été publiée dans une excellente publication : *la Revue Internationale de l'Enseignement. (Note de l'Auteur).*

L'auteur commence en recherchant ce que fut l'enseignement en Espagne au xvie siècle, qui marque en ce pays l'apogée du mouvement universitaire, lorsqu'après s'être consacrée exclusivement au métier des armes, la noblesse de Castille, sous l'influence de la Renaissance italienne, se détournait des exercices violents où jusque-là elle avait mis son orgueil et entretenait un commerce suivi avec les muses.

Le goût des lettres et des arts devient alors général dans la péninsule, et Isabelle la Catholique, prêchant d'exemple, prouve qu'elle attache une grande importance aux questions d'éducation, en appelant pour ses fils les maîtres les plus fameux de l'étranger. C'est alors que se construisent de fastueux édifices qui sont encore admirés de nos jours et que l'Espagne, si célèbre jadis par ses capitaines, le devient par ses érudits, ses littérateurs et ses artistes : on sait combien sut briller au premier rang l'Université de Salamanque, qui compta 7.000 étudiants et plus de 18.000 personnes vivant sous son patronage. Elle fut l'école où se formèrent les esprits les mieux trempés de la péninsule : le cardinal Ximenès de Cisneros, le philanthrope et le jurisconsulte de las Casas, le célèbre capitaine Fernand Cortès, le théologien Suarez, que les Espagnols considèrent comme le prédécesseur de Grotius, y passèrent leur jeunesse.

C'est là qu'étudia le fils des rois catholiques ;

c'est là qu'enseignèrent Arias Montano, le restaurateur de la théologie dogmatique, Pedro Monzo, Pedro Ponce, qui créa en Espagne, dès le XVIe siècle, l'enseignement des sourds-muets, et tant de théologiens, d'humanistes, d'orateurs, de juristes, qui s'illustrèrent dans les travaux du Concile de Trente.

Aujourd'hui encore, malgré son abandon et ses ruines, Salamanque étonne et force l'admiration ; la réunion sur un espace aussi étroit de si vastes monuments prouve l'importance de cette université dont la renommée est universelle. Bien d'autres universités brillèrent en Espagne ; aucune ne put éclipser celle de Salamanque ; cependant, il faut citer celles d'Alcala, de Séville, d'Osuna, d'Osma, d'Onate, etc.

L'auteur du travail qui nous occupe suit le mouvement universitaire dans toutes ses phases depuis le XVIe siècle jusqu'à nos jours, et explique le pourquoi de la décadence de ces belles institutions, tuées par le fanatisme qui amène nécessairement l'ignorance par l'abaissement des caractères.

C'est de 1845 que datent les réformes et l'Enseignement nouveau en Espagne ; cette date marque une date capitale dans l'enseignement public espagnol, l'Etat se substitue à l'ancienne corporation et avec ses puissants moyens introduit l'ordre, la discipline, la régu-

larité, là où n'existaient plus, depuis la décadence, que le désordre, la confusion et la routine.

Après avoir possédé plus de trente Universités, l'Espagne n'en compte plus que dix : Madrid, Saragosse, Salamanque, Valladolid, Barcelone, Valence, Séville, Grenade, Oviedo et Santiago. Celle de Madrid est la plus importante ; Salamanque ne compte guère plus de six cents étudiants et cinquante professeurs.

Examinons le fonctionnement actuel de l'enseignement supérieur en Espagne, au point de vue qui nous touche plus spécialement.

A la tête de chaque université se trouve un recteur choisi parmi les professeurs. Depuis 1845, il est l'agent et le représentant du gouvernement, non seulement dans l'Université, mais auprès de tous les établissements d'instruction qui sont dans son ressort académique. Par une anomalie bizarre cependant, les bibliothèques, ces instruments de travail par excellence, sont dans le service d'un corps spécial formé par les élèves des écoles des Chartes et échappent à sa direction.

« D'après le plan d'étude de 1857, les cours et programmes devraient être rigoureusement réglés par l'autorité administrative, mais en fait, la loi n'a jamais été appliquée, et les professeurs sont, dans la pratique, tout à fait libres d'établir le programme de leur enseignement.

« L'enseignement oral du professeur est complété par le livre de texte dont le choix est laissé à son libre arbitre. Malheureusement, il n'est pas rare de voir l'autorité centrale vouloir exercer un contrôle, en se laissant guider par d'autres considérations que des considérations scientifiques, et repousser, à la requête de telle ou telle influence, des ouvrages dont les principes ne cadrent pas tout à fait avec ceux des évêques ou de la congrégation de l'Index, à Rome. Les ouvrages de textes employés sont généralement ceux des professeurs eux-mêmes, mais dans les cours scientifiques, vu l'insuffisance des publications espagnoles, on a recours de préférence aux ouvrages français; nos livres de médecine, de physique, de chimie, de mathématiques, de physiologie sont très répandus parmi les étudiants espagnols, et seuls les professeurs, et, parmi eux, ceux qui se piquent d'être au courant du mouvement scientifique, font une place importante, dans leurs bibliothèques, aux publications allemandes et anglaises. »

La constatation de la prédominence du livre scientifique français sur les ouvrages allemands et anglais est satisfaisante, elle s'explique par la presque parité des langues et aussi parce que tout Espagnol instruit parle français; peu connaissent sérieusement l'anglais ou l'allemand.

« Nul ne peut entrer à l'Université, s'il n'est

bachelier ou s'il n'a fait du moins les études nécessaires pour obtenir ce grade. Le diplôme peut s'obtenir alors plus tard, après l'immatriculation. Ce grade de bachelier, dont nul ne peut se dispenser, car sans lui on ne peut subir les examens obligatoires de *prueba de curso*, était autrefois conféré par l'Université ; aujourd'hui, il se passe dans les établissements d'enseignement secondaire. L'examen a un caractère purement oral et ne porte ni sur le grec ni sur les langues vivantes, *à l'exception du français.* »

On remarque, dans l'étude de M. Paul Melon que, même dans l'enseignement supérieur, les langues vivantes, à l'exception du français, semblent ainsi que nous l'avons déjà constaté, presque bannies des études universitaires. En tout cas, les jeunes gens sortent des lycées avec un bagage scientifique des moins suffisants. « Le bachelier, en effet, qui sort de l'*instituto* ne connaît pas un mot de grec, très peu de latin, à en juger par les explications que l'on peut entendre à l'Université, même à la fin d'une année d'étude..., il ignore absolument l'histoire contemporaine. »

C'est chose absolument curieuse et qui n'existe peut-être dans aucun autre pays, l'instruction de la jeunesse adolescente se borne aux généralités ; la science pure n'attire pas l'Espagnol : *Nadie estudia por punto general, sino que ha de servir le para subsistir.*

Dans cette idée, un peuple ne peut grandir, son influence décroît, et « l'Université, malgré la valeur des hommes et l'ampleur des programmes, n'est pas ce laboratoire de recherches où l'effort tend surtout à enrichir la science, mais un établissement où se transmet la science acquise et où se continuent les études pédagogiques de l'enseignement secondaire ; l'étudiant y demeure un écolier sans liberté scientifique, prisonnier du programme et soumis au joug de l'examen. Suffisantes peut-être pour former des professionnels, les Universités n'ont pas le caractère de haute culture qui ouvre constamment des horizons nouveaux à l'esprit d'investigation, et fortifie l'intelligence et la volonté par une discipline rationnelle. »

Si, dans le travail de M. Paul Melon, nous avons constaté ce fait heureux pour nous que l'étude de la langue française est obligatoire en Espagne et qu'il en résulte que le livre français est le plus, disons presque le seul demandé, il ne faudrait pas en conclure que nous n'avons qu'à nous croiser les bras et en attendre les demandes. Déjà quelques Universités, celle d'Oviedo surtout, tendent à prendre une physionomie spéciale. En opposition aux Universités de Salamanque et de Barcelone, elle accuse, chaque jour davantage, une tendance franchement moderne et la volonté d'appliquer à l'Espagne les méthodes pédagogiques importées

soit d'Allemagne, soit d'ailleurs.

« Eclectiques dans leur choix, les maîtres de l'Université d'Oviedo cherchent à emprunter tour à tour aux trois grands pays qui donnent à la culture européenne sa physionomie et sa signification à l'heure présente, leurs moyens et leur méthode. L'Angleterre leur enseigne ce qu'il faut faire au point de vue du ***self help*** et des exercices physiques, c'est-à-dire le pouvoir de l'énergie morale ; ce qu'ils demandent à la France, c'est le secret de sa fonction dans le monde comme agent de culture universelle, ainsi que le sens si fin, si mesuré, si délicat qu'elle apporte dans les choses de l'esprit ; ce qui, pour les Espagnols portés par leur tempérament parfois au gongorisme, apparaît comme un idéal désirable.

Ce qu'ils sentent le besoin d'emprunter à l'Allemagne, c'est la patience scientifique qui permet de mener à bien ces grandes investigations, l'honneur de ses écoles, ainsi que l'esprit de système qui sert aux vastes constructions synthétiques. »

Le mouvement étant donné, il est bon, croyons-nous, d'en suivre la marche. L'Espagnol ayant une certaine appréhension de l'étude des langues dont le génie s'écarte de la sienne, il est fort probable que les traductions françaises des ouvrages anglais et allemands auraient des chances de succès en Espagne.

Les Bibliothèques des Universités sont importantes ; celle de Madrid compte plus de 205,000 volumes, 3,000 manuscrits et 13,000 liasses de documents inédits. En 1893-94, elle a été visitée par 39.941 lecteurs, qui ont demandé 872 ouvrages de théologie, 7.846 ouvrages de droit, 20.103 ouvrages de sciences, 3.219 ouvrages de belles-lettres, 7.485 ouvrages d'histoire et enfin 775 revues périodiques. Une statistique curieuse, surtout au point de vue qui nous retient dans l'analyse de l'article de M. Paul Melon, puisqu'elle donne le degré d'influence des littératures et sciences étrangères dans la Péninsule, est celle qui nous fait connaître le nombre d'ouvrages étrangers demandés. Sur 40.501 volumes donnés en lecture en une année, il y en avait 31.945 en langue espagnole, 5.352 en langue française, 1.811 en latin, 200 en grec, 165 en langues orientales, 90 en italien, 152 en anglais, 91 en allemand et 135 en dialectes espagnols.

Ici, les ouvrages français tiennent la première place et le nombre des ouvrages consultés en notre langue est considérable, 5,352, si on le compare au nombre 91 indiqué pour les œuvres allemandes.

« Presque toutes les Universités espagnoles ont de riches bibliothèques, mais le nombre de leurs volumes ne doit pas faire illusion sur leur valeur réelle. Trop souvent la bibliothèque n'est qu'un asile où l'on recueille de vieux fonds qui

s'étaient accumulés dans les couvents, et il n'est pas rare de rencontrer de grands centres d'études, comme Barcelone par exemple, dont le catalogue contient 150,000 volumes et presque pas de livres de science moderne. »

En somme la meilleure place est réservée aux ouvrages français dans le programme des études en Espagne, nos livres sont les plus consultés dans les blibiothèques universitaires, nos éditions sont en bonne posture vis-à-vis des éditions étrangères dans la péninsule, et la langue française est pour ainsi dire la seule langue étrangère qui soit pratiquée au-delà des Pyrénées.

C'est, comme le dit fort bien M. H. Le Soudier, le devoir des éditeurs français de ne pas négliger leur clientèle espagnole et de chercher à l'ac croître chaque jour. Ils seront facilités dans cette tâche par les sympathies et la faveur dont jouissent nos écrivains chez nos excellents amis d'au-delà des Pyrénées.

CHAPITRE XI

Quelques mots sur la presse espagnole

Parler d'un pays et ne pas parler de la presse de ce pays, c'est-à-dire de ceux qui le représentent intellectuellement, de ceux qui font son opinion publique, qui reflètent et traduisent ses pensées, ce serait une insigne folie. Je ne la commettrai pas et c'est avec un réel sentiment de plaisir que je dirai ici tout le bien que je pense de la presse espagnole, où je ne compte que des amis.

La presse espagnole est digne du respect et de l'estime de tous ; elle s'accorde à merveille avec le caractère même du peuple espagnol. Elle en a toutes les qualités et tous les défauts.

Ses qualités sont une grande honnêteté, un profond sérieux, le dédain des grivoiseries et

des histoires légères, la préoccupation d'instruire les masses des lecteurs, de leur donner de saines lectures.

Ses défauts sont nombreux aussi : c'est une extraordinaire nervosité, une impatience sans pareille, un abus de l'information sous toutes ses formes et des informations même oiseuses et insignifiantes.

Mais, si les défauts sont visibles, ils ne sont pas bien graves, et les qualités sont de premier ordre. Et ce qu'il faut admirer aussi dans la presse espagnole, c'est la conscience avec laquelle tous, du plus grand au plus petit rédacteur, s'efforcent d'accomplir leur tâche. A la tête de tous les grands journaux se trouvent des hommes du plus haut mérite, écrivains distingués, hommes politiques en vue, orateurs éloquents ; et ils sont secondés, aidés, renseignés par une légion de jeunes et vaillants confrères, toujours prêts à courir aux nouvelles.

Les polémiques dans la presse espagnole qui se respecte — c'est-à-dire la grande presse de Madrid et des provinces — sont toujours aussi courtoises que vives et animées. Dans la chaleur de la lutte politique, les journalistes espagnols restent polis et ne se laissent point aller à s'invectiver mutuellement ou à se dire des sottises. Certes, en Espagne comme ailleurs, les partis politiques se servent un peu de tous les arguments pour se combattre ; il me semble

pourtant qu'en Espagne la calomnie est moins en usage qu'ailleurs et qu'un journal qui a avancé des propos inexacts s'empresse toujours de les rétracter et de faire son *mea culpa.*

Les agences de renseignements, comme l'*Agence Havas*, sont nombreuses à Madrid : il en est deux de premier ordre qui rivalisent de zèle. L'une est dirigée par Don Nilo Maria Fabra, écrivain et journaliste très connu et très distingué ; l'autre par mon excellent ami Don Francisco Peris Mencheta, le roi des reporters espagnols, l'activité en personne, qui a su se créer une grande place dans la presse et qui dirige et possède, en outre, de son agence, *El Noticiero Universal*, à Barcelone, *la Correspondencia*, à Valence, sa ville natale, *El Noticiero Sevillano*, à Séville, journaux quotidiens importants. Don Salvador Mencheta, son frère, dirige l'agence de Madrid avec beaucoup de talent et une activité comparable à celle de son célèbre frère.

L'agence Almodobar est aussi, quoique plus jeune, une agence très populaire et très bien dirigée par Don José Miguel Almodobar, secondé par une pléïade d'écrivains et de reporters de talent.

Les grands journaux sont très nombreux : le plus ancien quotidien est la *Correspondencia de Espana*, qui fut fondée par le marquis de Santa-Ana et qui est dirigée par son fils le

vicomte de los Asilos, secrétaire du Sénat et homme politique très influent.

Le rédacteur en chef de la *Correspondencia de Espana* est un des plus célèbres écrivains espagnols, Don Andrès Mellado, député, ancien vice-président des Cortès, un des chefs les plus écoutés du parti libéral et un des hommes de gouvernement de demain. Les articles de M. Mellado font toujours sensation, car ils sont absolument remarquables par leur clarté, leur bon sens et leur style correct et éloquent.

Sous la direction de cet homme de valeur, la *Correspondencia* compte une élite de journalistes et de reporters ; je ne peux les citer tous, mais je ne puis cependant omettre de dire un mot de mon ami Ricardo Blasco, le dévoué secrétaire du journal, dont les correspondances parisiennes étaient autrefois si remarquées et qui depuis son retour à Madrid consacre tous ses efforts à la prospérité de la *Correspondencia*. Ses efforts, ceux de tous les rédacteurs, de MM. Jenaro-Alas, Don Blas Aguilar, Don José Faraldo, Don Moisès Garcia Munoz, Don José Luis Torrès, etc., sont d'ailleurs couronnés de succès, car la *Correspondencia* voit son tirage qui est énorme s'accroître chaque jour.

Les deux journaux du matin les plus lus sont : l'*Imparcial*, dirigé par Don Eduardo Gasset y Chinchilla, dont le tirage atteint 123.000 exemplaires et dont l'influence est grande : c'est ce

journal qui, toujours prêt à se signaler par son patriotisme, a pris l'initiative d'une souscription en faveur des soldats blessés de Cuba qui s'est élevée à plus d'un million de pesetas; le *Libéral*. journal qui a la plus grande circulation en Espagne, organe du parti libéral, très bien fait. très bien dirigé par un journaliste et homme politique très sympathique, Don Miguel Moya Ojenguren, sénateur.

Ces deux journaux ont une rédaction anonyme de premier ordre et comptent comme collaborateurs en vedette la plupart des hommes éminents de la politique espagnole.

Un journal du matin qui prend une grande importance et une grande circulation, c'est le *Nacional*, organe du parti conservateur et monarchique, dirigé par Don Adolfo Suarez de Figueroa et qui est inspiré, dit-on, par M. Romero Robledo.

Le journal du soir qui se compare à notre grand journal *Le Temps*, c'est *La Epoca*, un des plus anciens journaux de l'Espagne, très considéré à cause de la sûreté de ses informations prises aux meilleures sources. *La Epoca* a une excellente rédaction ; c'est un journal très littéraire en même temps que politique des plus influents, surtout quand le parti conservateur est au pouvoir, car il est l'organe officieux de ce parti. Son directeur est un homme du grand monde, célèbre comme écrivain, le marquis de

Valdeiglesias, une des plus intéressantes figures de l'Espagne contemporaine.

Mais *La Epoca* est un journal aristocratique et cher ; comme en France, en Espagne, l'avenir et le présent appartiennent aux journaux à un sou et le soir on n'entend crier dans les rues de Madrid que la *Correspondencia* et le *Heraldo de Madrid :* ce dernier journal, tout nouvellement créé, a obtenu un immense succès, son tirage est aussi considérable que celui de ses devanciers et sous la direction éclairée de Don Augusto Suarez de Figueroa et l'administration habile de Don Ramon Mandly, il a su se faire une belle place dans la presse madrilène. C'est l'organe d'un des chefs les plus connus du parti libéral, de Don José Canalejas y Mendez, ancien ministre, avocat renommé et homme politique d'avenir.

Un grand journal des plus importants, c'est aussi *El Tiempo*, très bien renseigné et dirigé par un excellent journaliste Don F. Rancès : c'est l'organe de M. Francisco Silvela, le chef fameux d'une fraction importante du parti conservateur et qui est appelé à jouer un très grand rôle en Espagne.

Il me faut citer aussi *El Globo*, l'ancien journal de Castelar, dirigé avec succès par Don José Francisco Rodriguez ; *El Correo Espanol,* dirigé par Don Juan Velasquez de Mella ; la *Correspondencia Militar*, dirigée parDon Diego

Fernandès Arias, député : *El Siglo*, dirigé par Don Juan Nido y Segalerva : l'important journal carliste *El Correo*, dirigé par le sénateur Don José Ferreras Toro et inspiré par le marquis de Cérralbo : les journaux républicains *El Païs* et *La Justicia*. D'autres journaux quotidiens, *El Dia*, *El Ejercito Espanol*, *El Estandarte*, etc., méritent une mention.

Mais je ne puis me souvenir de tous et je demande pardon pour ma mémoire incomplète : je me bornerai à citer pour finir les journaux illustrés et comiques les plus connus. D'abord la *Illustracion Espanola y Americana*, excellent journal qui peut se comparer à l'*Illustration* et au *Monde Illustré* de Paris : le *Blanco y Negro* et *El Nuevo Mundo*, dont la vente et la circulation sont très grandes. Puis les feuilles amusantes, *El Gedeon*, le charivari espagnol, dont les crieurs vous brisent les oreilles sur la Puerta del Sol, *Madrid Comico*, *El Toreo Comico*, etc.

N'oublions pas le journal sportif le plus spécial et le plus franchement espagnol : *El Enano*, organe des toreadors et des courses de taureaux, qui fait autorité pour les *afficionados*.

Il existe à Madrid une infinité d'autres journaux et revues périodiques politiques, scientifiques, littéraires, religieuses : les provinces ne sont pas moins bien partagées et, si on juge du mouvement intellectuel en Espagne par le nombre et la valeur des journaux et revues, on

peut affirmer que le peuple espagnol ne reste pas indifférent aux choses de l'esprit.

Un journaliste de valeur, Don Francisco Santomé a entrepris de doter l'Espagne d'un *Annuaire de la Presse espagnole* et on ne peut reprocher à l'édition de 1897 qu'un peu de confusion et un manque de classification. Son œuvre est très intéressante et digne d'encouragement. Elle gagnera d'année en année et obtiendra certainement beaucoup de succès : je suis heureux d'en féliciter M. Santomé,

CHAPITRE XII

Les relations franco-espagnoles

Comme on vient de le voir dans nos précédents chapitres, non seulement l'étude de la langue française est très répandue en Espagne, mais encore les idées, les modes, les coutumes françaises sont chaque jour davantage vulgarisées et propagées dans ce pays par la presse espagnole.

Depuis presque un siècle en paix, la France et l'Espagne ont vu leurs relations commerciales et financières devenir plus grandes et plus intimes chaque jour; l'échange constant des produits du sol et de l'industrie a été suivi d'un échange de visites et de bons procédés qui ont fait naître entre nos deux peuples non seulement de sérieuses sympathies, mais une cordiale et franche amitié.

Et cette amitié est d'autant plus significative et remarquable qu'elle n'a jamais été provoquée par une arrière-pensée politique : l'Espagne, isolée à une extrémité de l'Europe, s'est trouvée pendant presque tout ce siècle à l'écart et en dehors des luttes des puissances européennes, étrangère aux compétitions, aux ambitions, aux jalousies des nations du centre du continent. Entre les Espagnols et les Français, la voix du sang seule a parlé ; nos compatriotes ont reconnu chez les Espagnols les qualités et les défauts de notre race, ils ont appris, en fréquentant les Espagnols, à les considérer comme des frères latins et non comme des étrangers. L'admiration, que leurs riches campagnes, que les superbes monuments de l'art arabe, gothique et moderne si nombreux dans les grandes villes d'Espagne ont suscitée chez les voyageurs français, a été accrue encore par les qualités morales que nous avons pu observer chez ce peuple ; les Espagnols ont mérité l'estime de tous ceux qui les ont approchés, qui ont eu avec eux des relations d'affaires ou de pure courtoisie. Nos voyageurs de commerce, nos négociants et industriels sont unanimes à vanter l'honnêteté scrupuleuse des négociants et marchands espagnols, leur bonne foi, la valeur de leur parole, leur fidélité aux engagements pris.

Ceux d'entre nous, que leurs plaisirs ou des besoins de voyager ou de s'instruire ont amené

en Espagne comme touristes sont toujours revenus charmés de l'accueil cordial des Espagnols de toutes les classes de la population, de la politesse sans affectation et si franche de tous ceux qu'ils ont eu l'occasion de connaître.

Beaucoup sont revenus d'Espagne avec le seul regret de quitter de sincères amis qu'ils s'étaient faits pendant leur séjour au pays si vivant, si bruyant, si enchanteur que les Pyrénées sont aujourd'hui impuissantes à séparer de nous.

Les relations franco-espagnoles, j'entends les relations politiques, ont suivi la même voie que les relations privées des deux peuples : elles sont devenues de plus en plus cordiales et on peut dire qu'elles n'ont jamais été meilleures qu'aujourd'hui.

Il faut nous en féliciter et en féliciter aussi les hommes distingués qui président de chaque côté des Pyrénées aux relations diplomatiques des deux pays.

Le ministre d'Etat ou des Affaires Etrangères d'Espagne, le duc de Tétuan, est un diplomate accompli, connaissant à fond toutes les questions qui s'agitent entre les nombreuses nations du globe ; c'est un des chefs incontestés du parti conservateur, un intime ami du maréchal Martinez Campos et son influence est très grande dans le monde politique.

J'ai l'honneur de connaître le duc de Tétuan ;

c'est un grand seigneur aux manières affables; il parle avec une grande pureté la langue française. Il est considéré comme un des bons orateurs de son pays qui est la terre classique de l'éloquence. Tout le corps diplomatique à Madrid est unanime à citer le duc de Tétuan comme un modèle de correction et de courtoisie.

Le duc de Mandas est, lui aussi, un des *prohumbres* du parti conservateur; l'ambassadeur d'Espagne à Paris est trop bien connu et trop aimé chez nous pour qu'il soit nécessaire d'insister sur la précieuse collaboration qu'il n'a cessé de donner au duc de Tétuan pour maintenir les bonnes relations qui existaient entre nos deux pays et les améliorer sans cesse.

C'est au duc de Mandas que l'Espagne et la France sont redevables du traité de commerce réciproquement le plus avantageux établi au mois de Mai 1892.

Le duc de Mandas est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de Madrid et a publié des ouvrages très appréciés sur l'histoire de l'Espagne. C'est un orateur de grande valeur, souvent applaudi aux Cortès.

Brièvement, je résumerai les principaux faits de la vie de cet homme d'Etat appelé certainement à jouer encore un grand rôle dans la politique de son pays.

M. Firmin de Lasala, duc de Mandas, après

avoir fait son droit à l'Université de Madrid, entra très jeune aux Cortès comme député de Saint-Sébastien, ville que son père et plusieurs membres de sa famille avaient déjà représentée.

Elu vice-président de la Chambre, il y siégea de 1856 à 1876 et devint ensuite sénateur. Il a été ministre de Fomento et, en 1891, fut nommé ambassadeur à Paris pour la première fois ; il y resta jusqu'en 1893 et y revint en 1895.

Le duc de Mandas est un diplomate dont je n'ai plus à faire l'éloge. On ne saurait trop applaudir au choix heureux qu'a toujours su faire le gouvernement espagnol quand il s'est agi de nommer les représentants de cette grande nation en France : le duc de Mandas a su se concilier toutes les sympathies et il est entouré à Paris du respect et de l'estime de tout le monde.

Il était un des plus intimes amis de M. Canovas del Castillo, qui était heureux d'être son hôte chaque fois qu'il venait à Saint-Sébastien, où le duc de Mandas le recevait dans son magnifique palais. Le duc de Mandas entourait M. Canovas del Castillo de la plus grande sollicitude : pendant les séjours que M. Canovas faisait chez lui, il avait organisé une police secrète qui surveillait sans cesse les immenses jardins où M. Canovas aimait à se promener. Il avait toujours caché ce fait à M. Canovas qui était très insouciant pour lui-même.

Cette intime amitié de M. Canovas del Castillo pour le duc de Mandas est une des choses dont le duc de Mandas s'est toujours montré le plus fier ; et il avait parfaitement raison, car M. Canovas n'était pas prodigue de son amitié ; il n'accordait ses sympathies qu'à bon escient et il fallait qu'il aît reconnu toutes les grandes qualités de diplomate du duc de Mandas pour l'honorer d'une aussi complète et absolue confiance et pour l'avoir appelé à deux reprises au poste le plus envié de la diplomatie espagnole.

M. le duc de Mandas est très habilement secondé à Paris, pour toutes les affaires intérieures de l'Ambassade par le premier secrétaire, M. le marquis de Novallas, qui appartient, lui aussi, à une grande famille de la noblesse de son pays et qui ne compte à Paris que des amitiés. Le marquis de Novallas appartient à l'Ambassade d'Espagne à Paris depuis 1886 ; il a succédé dans les fonctions de premier secrétaire au duc d'Almenara-Alta et à M. Silva. Je ne puis m'empêcher ici de donner un souvenir ému à M. le duc d'Almenara-Alta, dont j'avais l'honneur d'être l'ami : c'était un gentilhomme de race, écrivain et orateur distingué, doué d'une âme de poète un peu mélancolique ; le duc d'Almenara-Alta avait quitté la diplomatie en 1891 pour se consacrer à la politique, il était député aux Cortès et tout lui présageait le plus bel avenir, lorsque la mort l'a brusquement emporté.

Il n'a laissé que des regrets et le souvenir d'un homme de bien et d'un noble cœur.

Le marquis de Novallas, qui est depuis si longtemps parmi nous, est un vrai parisien, capable par ses nombreuses relations de rendre beaucoup de services à son pays et dont tout le monde, au Ministère des affaires étrangères et dans le corps diplomatique à Paris, apprécie très-hautement le caractère et le talent.

Je ne dirai que peu de mots de notre Ministre des affaires étrangères M. Gabriel Hanotaux : tout le monde se plaît à reconnaître en lui le premier ministre des affaires étrangères de la République française ; nous lui devons Madagascar, l'alliance franco-russe, sans compter nombre d'autres succès diplomatiques moins bruyants, mais très importants.

M. Gabriel Hanotaux est jeune, étant né en 1853; il est entré aux affaires étrangères comme archiviste-paléographe. Ses très fortes études historiques, sa belle histoire de Richelieu, qui est un monument dont les deux premiers volumes font l'admiration des écrivains et des penseurs, ont mené M. Gabriel Hanotaux à l'Académie française, après l'avoir rendu digne de diriger la politique étrangère de notre nation.

Un de nos plus grands hommes d'État, celui auquel l'histoire rendra une justice aussi éclatante que fut aveugle et inique l'opposition de

ses contemporains, Jules Ferry, avait su discerner toutes les grandes qualités d'homme d'État de M. Gabriel Hanotaux et en fit son chef de cabinet : ce fut le début de l'influence heureuse de M. Hanotaux sur la politique étrangère de la France, influence qui, nous l'espérons, durera encore longtemps !

La France a toujours été dignement représentée à Madrid : au moment où ce livre s'imprime, j'apprends que le marquis de Reverseaux de Rouvray, notre ambassadeur à Madrid, vient d'être nommé à Vienne. M. le marquis de Reverseaux s'était conquis toutes les amitiés à Madrid ; il s'était montré dans ce poste élevé aussi habile diplomate, aussi parfait gentilhomme que pendant son séjour au Caire, où il a rendu de grands services à notre pays.

Le marquis de Reverseaux est un diplomate de carrière qui ne peut manquer de se faire très apprécier à Vienne : c'est un esprit très élevé et d'une clairvoyance absolue.

Il a beaucoup fait pour rendre plus étroites les relations franco-espagnoles et son séjour à Madrid a été très profitable à notre pays. A Vienne, il sera sur un autre terrain, il aura besoin de toute son habileté, de toute sa science diplomatique : il réussira certainement à seconder très activement les desseins de la politique française et il comptera des succès de plus.

Son successeur à Madrid est aussi un diplo-

mate de carrière M. Patenôtre, qui a fait ses preuves et laissé d'excellents souvenirs partout où il a passé. Comme M. Roustan, M. Patenôtre vient à Madrid, après avoir occupé le poste de représentant de la France à Washington. Dans les circonstances présentes, son choix ne peut être que très heureux, car M. Patenôtre connait à fond la politique américaine et il pourra être mieux que personne en état de rendre des services à Madrid.

Les intérêts français sont donc en bonnes mains et nous sommes sûrs que les relations diplomatiques de la France et de l'Espagne ne feront qu'y gagner.

DEUXIÈME PARTIE

Quelques mots sur Cuba — Prospérité de cette île sous le régime espagnol — La politique de l'Espagne exposée par D. Antonio Canovas del Castillo — Son opinion après la mort de Macéo et le Message du Président Cleveland — Déclarations d'Emile Castelar —Les réformes à Cuba, leur esprit libéral — — L'autonomie de Cuba — Les frais des guerres coloniales — Une entrevue avec M. Silvela.

CHAPITRE I

Précis géographique de l'île de Cuba

Tout le monde connaît l'île de Cuba et je n'ai point l'intention de faire ici un cours de géographie physique; il est cependant utile de résumer brièvement les connaissances géographiques que nous possédons actuellement sur cette grande île et qui feront mieux ressortir encore son importance économique et son immense valeur pour l'Espagne.

Entre les deux Amériques, nous dit mon excellent collègue M. A. Crescent, dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Lyon*, sont jetés les divers archipels désignés sous le nom d'*Antilles*, s'étendant du golfe de Paria au sud, jusqu'à la Floride au nord, et au Yutacan à l'ouest, archipels admirablement placés pour le commerce, baignés par des mers tièdes et pro-

fondes, desquelles s'échappe le *Gulf Stream*. Parmi ces îles, qui toutes appartiennent aux Européens, *Cuba* est la plus considérable et la plus riche; ce fut la première terre importante de l'Amérique découverte par Christophe Colomb, qui y aborda le 27 octobre 1492. Depuis ce jour elle n'a jamais cessé d'appartenir à l'Espagne.

Vaste de 118.000 à 119.000 kilomètres carrés, elle est située à 145 kilomètres du Guatémala, à 80 kilomètres d'Haïti, dont elle est séparée par le canal du Vent, tandis que les canaux ou détroits de la Floride, de Santarem et de Bahama la séparent des Etats-Unis et des îles Lucayes. Elle décrit une courbe de 1.450 kilomètres du cap Maisy au cap Saint-Antoine; sa largeur moyenne varie de 75 à 160 kilomètres; ses côtes ont un développement de 3.500 kilomètres, c'est-à-dire la distance qui sépare en ligne droite Paris de Bakou. L'intérieur est accidenté, doucement ondulé, traversé par une ligne de hauteurs presque continue; mais ces hauteurs ne se dessinent en véritables montagnes que dans la partie orientale. La *Chaîne maîtresse* (Sierra Maëstra) commence au cap de Crux, atteint vite 1.000 m: à la *Source du Taureau*, présente une suite de sommets granitiques et âpres, est escarpée du côté de la mer et s'appuie à l'intérieur sur un large plateau raviné; la partie la plus élevée est la Sierra du Cuivre (*del Cobre*)

où le pic de *Torquino* (la montagne bleue) atteint 2.582 mètres et le *Grand Piedra*, 1.580 mètres; cette partie de l'île est sujette à de violents tremblements de terre. A l'extrémité orientale, à partir du cap Maysi, est un massif distinct, découpé par des rivières en groupes secondaires formant en maints endroits des taillantes (*Cuchillas*) et où l'*Enclume de Barracoa* s'élève à 1.000 mètres. Dans la région centrale, vers Trinidad et le district des Cinq Villes, la chaîne atteint 908 mètres au *Potrerillo*. A l'ouest, entre Matanzas et La Havane, les collines n'ont que de 390 à 587 mètres, malgré leur nom de *Sierra los Organos*. Ces montagnes, couvertes de belles forêts, renferment de nombreuses grottes calcaires, dont les labyrinthes s'étendent sur des lieues, et qui ne sont pas encore toutes connues. Les lacs y sont assez nombreux, mais n'ont pas une très grande surface.

Les fleuves, d'un faible cours et d'un bassin étroit, sont relativement abondants ; on en compte environ 150 remarquables par leurs cascades et leurs cours souterrains, beaucoup se perdent dans des marécages pestilentiels, sur le long de la rive méridionale et sont souvent infestés de caïmans ; en général, ils promènent leurs sinuosités dans de riches prairies qu'ils égayent et fécondent. Le plus considérable est le *rio Cauto*, long de 212 kilomètres, finissant dans la baie de Manzanillo et

navigable pour les petites embarcations (jusqu'à 50 tonneaux). Les côtes, comme sous toutes les latitudes tropicales, sont coupées de marais sur lesquels s'élève une vapeur d'eau chargée de germes fiévreux ; elles sont basses, formées de roches de coraux, couvertes de manguiers, d'îles et d'îlots qui rendent très difficiles leurs abords et sont les ouvrages avancés de ces fortifications naturelles ; ce n'est qu'à une certaine distance du rivage qu'elles forment des éminences couvertes de palmiers, de cocotiers, de tamarins et d'orangers. Sur certains points, ces *cayos* constituent une zone médiane entre la terre et la mer, mais s'ouvrant en maints endroits et présentant un grand nombre de baies et d'excellents ports. Parmi ces baies, il en est d'une étendue et d'une sûreté telles, qu'elles peuvent être comparées aux plus belles et aux meilleures du globe, surtout *les baies de la Havane, de Nipe, de Nuévitas, de Guantanamo, de Jaqua....* Les rochers et îlots qui entourent l'île (plus de 1,300) s'étendent principalement le long de la partie convexe que tracent les côtes méridionales. La plupart sont habités, couverts de jardins fleuris et odorants (d'où leur nom de *jardinillos*), embellis encore par des nuées d'oiseaux au brillant plumage, surtout les *jardins du Roi*, entre Nuévitas et Rémédios, les *jardins de la Reine* et l'*île des Pins,* dont la surface excède quatre fois celle

de la Martinique et est remarquable par sa fertilité, l'abondance de ses mines. de ses bois précieux, ses pêcheries, son climat bienfaisant; son altitude est de 4 à 500 mètres.

CLIMAT, FLORE, FAUNE. — Cuba, située à l'extrémité de la zone torride, a un climat généralement peu favorable à l'homme, beaucoup à la végétation ; elle a trois saisons qui durent chacune quatre mois ; la température moyenne est de 20 degrés ; les extrêmes oscillent entre 17 et 32 degrés. Le climat est sain et agréable à l'intérieur, mais sur les bords des cours d'eau, dans le bas pays et les savanes règne souvent la fièvre intermittente, le *vomito négro* et les villes du littoral sont souvent désolées par la *fièvre jaune* ; les mois d'août et de septembre sont les plus malsains de l'année ; ceux de décembre à mars, sont, au contraire, les plus agréables. En somme, le climat, sec et chaud par la position de l'île, est tempéré par les brises de mer qui la traversent dans toute sa largeur, et la chaleur est inégalement répartie entre les saisons ; les vents du nord soufflent surtout pendant l'hiver et les pluies tombent en plus grande abondance pendant la saison d'été ou hivernage ; les orages sont fréquents, moins violents cependant que dans les autres Antilles. Ordinairement la rosée suffit pour entretenir l'humidité nécessaire à la végétation. Les Espagnols s'y sont parfaitement acclimatés.

La *perle des Antilles*, l'*île de l'Eden* (d'apres Longfellow), mérite ce nom par la richesse, la beauté, la variété de sa végétation. La partie la plus riche est la région orientale où la nature déploie toutes ses richesses et ses contrastes, où se trouvent les mines, où coulent les eaux les plus abondantes, où l'on rencontre les paysages les plus ravissants et les plus frais, des forêts immenses, des vallées ombreuses à travers des monts superbes, où l'air est pur et salubre. On trouve à Cuba plus de trente espèces de *palmiers*, le *caoba* (acajou), le *ceïba* un des colosses de la flore tropicale, tous les grands arbres de la côte mexicaine, remarquables par la majesté de leur port, la beauté de leur feuillage, l'éclat ou le parfum de leurs fleurs, tous les bois d'ébénisterie et de construction des régions tropicales, sans compter le *bois jaune* et le *latanier*, plus de 3,350 espèces de phanérogames. Mais les forêts du centre ont été dévastées et sont remplacées par des fourrés de plantes basses, de lianes et d'épines devenus impraticables et formant la *manigua*, la brousse ou la prairie. Cuba comprend donc toutes les espèces végétales de la mer des Antilles et des tropiques, depuis le majestueux palmier, le puissant ceïba au feuillage épais, l'élégant jobo, l'aguacate verdoyante, le manici pyramidal, jusqu'à la tendre yaya et l'humble rose des savanes qui émaille les prairies de l'ouest, jusqu'à la frêle

lobelée penchée au bord des ruisseaux, qui cache sous un air de candeur l'âcreté d'un suc vénéneux, et les arbres de notre zône, tels que les pins. Le littoral nord est d'une extrême, d'une exceptionnelle fertilité, grâce à une couche de terreau inépuisable ; là sont les champs de canne qui font la renommée de l'île, les plantations de tabac, d'admirables jardins, des bouquets de palmiers, de bois d'orangers et de citronniers ; la région marécageuse du sud est peu fertile, la culture du cocotier y domine.

Malgré la richesse du sol, l'agriculture a été longtemps négligée à Cuba ; elle n'a fait de réels progrès qu'à partir du commencement du XIX[e] siècle, et aujourd'hui encore un quart seulement du sol est en culture. D'après Louis Rousselet, on compte 10 pour 100 de la superficie en cultures, 7 pour 100 en terrains vagues, 4 pour 100 en forêts, le reste n'est pas exploré. Dans les terrains vagues, c'est-à-dire les savanes ou prairies naturelles, vivent de grands troupeaux de bêtes à cornes et de chevaux.

Actuellement, on évalue à cinq milliards de francs l'ensemble de la richesse agricole. La principale culture est celle de la *canne à sucre*, dont les plantations (plus de 2,000) couvrent 3,400 kilomètres carrés, principalement dans les provinces de Matanzas, Cardenas, Cinq Villes, Guantanamo. Les planteurs ont su s'assimiler avec une rapidité surprenante tous les

progrès accomplis dans cette industrie et ont fait de leur île le premier centre producteur du monde. Les sucreries, admirablement outillées, pourvues des machines les plus perfectionnées, sont concentrées à Guantanamo, Manzanillo, Santiago, Gibara ; elles ont donné, dans la campagne de 1892, 1,054,214 tonnes de sucre dont 1,023,719 ont été exportées (965,524 tonnes aux Etats-Unis). Aux revenus du sucre s'ajoutent ceux de la mélasse, du tafia, du rhum (9,308 barils dont 2,756 ont été envoyés dans l'Amérique méridionale et centrale). C'est à la disparition de Saint-Domingue que Cuba dut de sortir de sa léthargie séculaire ; le vide que laissa dans les marchés de l'Europe notre opulente colonie lui révéla qu'elle était appelée à prendre cette place vacante, et, depuis, sa prospérité, malgré les crises économiques, malgré les révolutions et les guerres civiles, ne s'est plus arrêtée.

Après la culture de la canne à sucre, la plus importante est celle du *tabac* dont Cuba enseigna l'usage aux Espagnols et aux Européens. Cette culture s'est également considérablement accrue depuis un siècle. Sous ce rapport l'île se partage en deux parties inégales, la *Vuelta de Ariba* et la *Vuelta de Abajo*, l'une à l'ouest et l'autre à l'est de la Havane, division correspondant exactement aux deux grandes qualités que la culture a développées. Le tabac de la section

orientale est noir, brûle bien et donne une cendre blanche, on en fait peu d'estime à la Havane où les connaisseurs lui reprochent de manquer de goût et de finesse. On le récolte aux environs de Santiago et de Yara ; il s'exporte aux Etats-Unis et vaut rarement plus de 20 piastres, tandis que l'autre qualité se vend de 50 à 100 francs le tercio. Les tabacs fins et recherchés, les vrais tabacs de la Havane proviennent de 30 à 40 lieues de cette ville, d'une contrée montagneuse, coupée de petites vallées dont le sol, généralement sablonneux, fertilisé par l'inondation des rivières, est éminemment propre à cette culture. Entre ces deux variétés principales se place un tabac intermédiaire cultivé dans le rayon de la Havane, connu sous le nom de *tabaco de partido* ; c'est une feuille médiocre et dédaignée dont une forte partie se convertit en cigares et se débite en France à un prix passablement élevé. Il faut d'ailleurs pour apprécier la nature d'un tabac havanais plus de tact qu'on ne le croit généralement. Les types de cigares les plus appréciés sont les *régalias*, *les panatellas*, *les millarès*, cigares qui sont l'idéal des fumeurs de tous les pays. L'exportation du tabac a été de 227,865 balles en 1893, celle des cigares qui atteignait 259 millions en 1889 est tombée à 135 millions en 1894, le prix moyen est de 120 francs le mille ; celle des cigarettes est montée à 39,581,000 paquets. Les

habitants de l'île sont des fumeurs effrénés qui consomment de 1,800 à 1,850 millions de cigares par an.

Le *café*, qui fut un instant la deuxième culture, ne rapporte guère aujourd'hui, que de 8 à 9,000 tonnes, mais de qualité supérieure; puis viennent le *cacao*, de 2 à 3,000 tonnes et, consommés dans l'île, *l'ananas, le manioc, l'indigo, le chanvre, le riz, le maïs, le sagou, la patate douce, le yucca, les fruits et les légumes*, car le sol se prête admirablement au jardinage et est propre à recevoir presque tous les genres de culture des Antilles. Semez-y des cailloux, dit un proverbe espagnol, et vous y récolterez de l'or !

Le bétail est nombreux ; l'île compte environ 585,000 *chevaux* d'origine andalouse, sobres et vifs ; 2,500,000 *bêtes à cornes* ; beaucoup *d'oiseaux* (129 espèces), 78,000 moutons, 571,000 chèvres ; des tortues, chevreuils, chiens havanais, porcs et chiens sauvages ; *l'apiculture* y est très importante ; les ruches sont enlevées tous les mois et donnent près de 3,000 tonnes de cire blanche ; beaucoup de poules et de pintades. Il n'y a point d'animaux féroces ni de serpents venimeux ; mais un grand nombre *d'insectes malfaisants*, à la piqure souvent dangereuse (moustiques, mille-pieds, ravets, fourmis, chique, scorpions, araignée velue, scarabées phosphorescents). Les poissons, mol-

lusques, crabes et huîtres des manguiers y abondent.

Les mines sont assez nombreuses, appartiennent en général à de grands spéculateurs nationaux ou étrangers (Anglais surtout), mais sont peu exploitées. On en compte 296, seulement dans le province de Santiago, 138 *mines de fer*, 88 *de manganèse*, 53 *de cuivre*. Les plus productives sont les mines de cuivre d'*El Cobre;* les mines de fer de *Juraguay* (donnant 231,000 tonnes de minerai); celles de bitume de *Puerto-Padre et de Guanabacoa*; *sables aurifères* de Sagua-la-Grande, *guanos* des Cayos très recherchés par les Etats-Unis. On y trouve aussi de l'aimant, de l'alun, du quartz, du feldspath, des marbres, des jaspes, des gisements houillers. Les eaux minérales sont nombreuses : *eaux hydrosulfureuses* de San Diego, de Madruga, de Guanabacon, de Camujiro, etc. Quant aux mines d'or qui furent exploitées au XVI[e] siècle on ignore même où elles étaient situées ; importantes *salines*.

L'industrie manufacturière n'existe pas à Cuba ; presque tous les objets manufacturés nécessaires à la consommation des habitants ou à l'agrément de la vie lui viennent de l'étranger. Le commerce y a au contraire une grande importance. En 1893, le mouvement des différents ports a été de 3.181 navires jaugeant 3.538.539 tonnes. Les exportations en 1894 se

sont élevées à 448.263.070 francs, dont 425 pour les produits végétaux ; l'importation s'est élevée à 281,325.000 francs, dont près de 92 millions pour l'Espagne, 81.231.000 pour les Etats-Unis, 61.255.000 pour l'Angleterre.

Malgré les révolutions, les guerres et les épidémies, *la population s'accroît régulièrement ;* elle était de 171.622 habitants en 1774, de 1.368.752 en 1846, actuellement elle dépasse 1.700.000 habitants. L'émigration forcée a cessé; l'accroissement provient aujourd'hui de l'émigration libre que le Gouvernement encourage par des concessions de terres et de l'excédent des naissances. Les premiers émigrants furent des *Castillans* et des *Andalous ;* de nos jours, surtout des *Biscayens*, des *Catalans*, des *Galiciens*, des *Asturiens*, des *Chinois* (depuis 1847) des *Canariens*, des *Açoriens*. Les Blancs sont au nombre de 946.000 dont 850.000 créoles. Le reste est formé de mulâtres et de nègres dont l'importation commencée en 1521 n'a cessé que ces dernières années. Pendant cette longue période de la servitude, les Noirs* furent moins durement opprimés à Cuba que partout ailleurs. La législation espagnole leur avait garanti les quatre droits (quatre consolations), qui étaient autant d'adoucissements à leurs peines et que

* L'esclavage est aboli à Cuba depuis la loi du 13 février 1880, d'une manière complète et définitive. *(Note de l'auteur).*

la politique étrangère leur a constamment refusés : droit de se marier à leur convenance, de se chercher un nouveau maître quand le premier était trop dur, de racheter leur liberté par le travail et d'acquérir une propriété leur permettant, au cas échéant, de libérer leur famille. La loterie leur est à ce point de vue très favorable ; de là le nombre considérable de *nègres libres* qu'il y a toujours eu dans cette île : en 1876, on comptait 220.000 noirs libres contre 235.000 nègres esclaves. Mais l'esclavage, ici comme ailleurs, produit les mêmes résultats : l'oisiveté de la race blanche, le prix inabordable de la main d'œuvre, l'abondance excessive des bras pour l'agriculture, le manque d'artisans et d'industrie, le besoin des produits étrangers. En somme, population insuffisante pour activer le développement des ressources multiples de cette île qui pourrait nourrir de 12 à 15 millions d'habitants ; actuellement, l'intérieur est peu habité ; les populations sont installées de préférence le long des côtes, dans le voisinage des ports.

Les principales villes sont : *La Havane* (c'est-à-dire la Savane), la Capoue du nouveau monde, dont les premiers colons avaient fait une nouvelle Cythère, qui avec sa banlieue compte 250.000 habitants ; ville admirablement placée pour le commerce, port vaste et bien abrité au milieu de la grande Méditerranée américaine ;

au point de départ du courant Golfier, de la route naturelle des Antilles à l'Europe, au lieu de convergence de toutes les lignes de navigation du golfe, en face des Etats-Unis, sentinelle avancée du continent latin, véritable clef des archipels qui s'étendent entre les deux Amériques, aujourd'hui fortifiée par les ordres du général Marcel Azcarraga, de telle sorte qu'elle est imprenable.

Son aspect pourtant n'a rien d'imposant, ses rues sont étroites, ses maisons sont basses, peintes de couleurs vives, avec des toits plats en terrasses à la manière de l'Orient; mais elle a des quais magnifiques, de vastes places ornées de palmiers. de belles promenades comme le *Paseo de Isabel*, voie de 3 kilomètres bordée de somptueux édifices, le *cours Alameda* où avant le coucher du soleil les dames vont se promener en *Volantes*, voitures spéciales qui sont une des curiosités de la ville; la *place d'Armes*, avec la statue de Ferdinand VII et le palais du Gouverneur général, d'aspect vraiment royal, entouré de palmiers et d'arbres à pain magnifiques, sous lesquels le beau monde, le soir, se donne rendez-vous pour jouir de l'haleine embaumée des brises et de la vue des splendeurs du ciel. La cathédrale, d'une architecture simple, mais grandiose, renferme les restes de Christophe Colomb. Sa rade, vaste et bien abritée, peut contenir plus de 1,000 navires;

trois lignes de chemin de fer vont chercher les produits agricoles et répartir les marchandises étrangères dans toute l'île ; des câbles l'unissent à Key-West (Etats-Unis), à l'Europe et à la Vera-Cruz. En somme, le premier port de commerce et la première ville d'industrie des Antilles (cigares et chocolats), siège des autorités et place forte, bien pourvue d'eau potable ; mais ville malsaine et ville de plaisirs où pullulent les marchands d'oranges et les marchands de billets de loterie.

Dans la banlieue, sont *Guanabacoa* remplie de villas et de parcs et 30,000 habitants (son nom indien signifie ville des eaux), *Guanajay* entourée de belles caféteries. A l'ouest, *Pinar del Rio*, 23,000 habitants, dont les environs donnent le café le plus renommé du monde entier ; *los Organos* qui a des eaux minérales réputées. A l'Est, *Cienfuegos*, 70,000 habitants, dont le havre n'a pas son pareil dans le monde après celui de la Havane, ville toute américaine et un des centres les plus importants du commerce de l'île ; elle s'est développée surtout à partir de 1819 par l'arrivée d'une quarantaine de familles françaises venues de Louisiane. *Puerto-Principe*, 47,000 habitants, siège de la haute cour de justice et grande fabrique de cigarettes, elle a pour débouché *Nuevitas*, port de 148 kilomètres carrés. *Trinidad*, 30,000 habitants, qui fut ravagée en 1642 par les Hollandais, en 1654-75

et 1702, par les corsaires anglais John Springer et Ch. Gay. *Santo-Spiritu*, 35,000 habitants, prise par les Anglais en 1667. *Matanzas*, (c'est-à-dire les tueries), 90,000 habitants, datant de 1695, ville exclusivement vouée au commerce, résidence de l'aristocratie et des grandes familles, cité cosmopolite où toutes les races de l'ancien monde et du nouveau se coudoient dans un mélange où dominent cependant les Allemands et les Yankees; là fut fusillé le poète Placido pour avoir voulu soulever les nègres en 1844. De Matanzas à Cardenas, s'étend la partie la plus fertile de l'île, les sucreries et les raffineries les plus importantes, qui appartiennent surtout à des Américains, à *Cardenas*, 17,000 habitants, qui exporte les sucres et les mélasses; à *Santa-Clara*, 23,000 habitants; à *Santo-Morena*, à *Sagur-la-Grande*, sur la rivière de ce nom qui y est navigable.

Dans la partie orientale, *Santiago de Cuba*, 95,000 habitants, défendue, comme la Havane, par des forts avancés, une des blus belles cités des Antilles, mais insalubre, où les Français dominent et descendent de planteurs de Saint-Domingue ; merveilleuse rade qui pourrait abriter toutes les flottes de guerre de l'Europe ; archevêché dont la cathédrale est une des plus riches de l'Amérique ; c'est à la Philarmonica de cette ville que la *Patti* enfant s'est fait ntendre pour la première fois. *Xagua*, remar

quable par son immense baie au fond de laquelle jaillissent des sources d'eau chaude. *Barracoa*, 15,000 habitants, qui après avoir joué le premier rôle fut entièrement oubliée jusqu'au jour où sa position en fit un port d'asile pour les réfugiés d'Haïti (1791-1803), elle expédie aujourd'hui beaucoup de bananes, cacaos, fruits. *Bayamo*, *Guaimaro*, où la République fut proclamée en 1869 ; *Manzanillo*, 25,000 habitants, qui exporte du tabac, du sucre, de la cire et du miel, où en 1792 une escadre française brûla 14 batiments espagnols ; le 8 octobre 1819, des insurgés de l'Amérique espagnole y débarquèrent en vain pour pousser Cuba à la révolte ; *Holguin*, 40,000 habitants, *Guantanamo*, 20,000 habitants.

« Ainsi Cuba, dit M. Elisée Reclus, remplace pour l'Espagne les trésors du Mexique et du Pérou ; cette reine, *cette Perle des Antilles*, est devenue un des grands centres de commerce du monde ; tous les pavillons flottent dans ses ports et chaque année 3.000 bâtiments y abordent, venant de tous les points du globe apporter les produits manufacturés en échange des siens. L'importance de Cuba, *disait déjà Humboldt en 1826*, n'est pas seulement fondée sur l'étendue de la surface, sur l'admirable fertilité de son sol, sur ses établissements militaires et la nature de sa population, mais encore sur les avantages de sa position géographique. Ses revenus,

dès à présent, la mettent au-dessus de la Suède, du Portugal, du Danemark, de la Suisse. On peut dire que nul pays n'a fait aussi vite fortune dans le commerce que Cuba. Du jour où elle est entrée dans la voie du progrès, sa marche a été rapide; depuis 1809, époque où la liberté du commerce y a été proclamée, tous les éléments de richesse et de prospérité y ont suivi une progression ascendante. Plusieurs causes se sont réunies pour cela. Il y a cent ans, Cuba était une pauvre ferme qui n'avait à exporter que du cuir et des bois; aujourd'hui, elle répand son sucre et son tabac, elle forme la plus opulente colonie qu'il y ait jamais eue dans le monde. »

CHAPITRE II

Cuba sous le régime espagnol

On pourrait croire à lire les articles et les écrits des partisans des rebelles cubains, que cette grande île a toujours été pour le gouvernement espagnol une possession peuplée d'esclaves et devant, bon an mal an, fournir au trésor espagnol et aux fonctionnaires affamés qu'y envoyait la métropole, d'énormes revenus. D'après les Cubains rebelles, Cuba n'aurait jamais été qu'une colonie d'exploitation, une source de recettes de tous genres, obtenues par tous les moyens, grâce à la tyrannie barbare et implacable des Espagnols. Il suffit de lire l'histoire pour se convaincre de la fausseté de ces allégations, pour reconnaître que le gouvernement des Espagnols à Cuba est, depuis plus de trente ans, devenu de plus en plus libéral et

que les Cubains jouissaient en ces dernières années, non d'un régime d'exception, mais du régime commun à tous les Espagnols, qu'ils étaient protégés par les lois et pouvaient se livrer sans crainte à l'agriculture et accroître chaque jour leurs fortunes.

Il y a bien longtemps que les fameuses *lois des Indes*, édictées jadis pour régir des populations encore dans l'enfance et primitives, ont été transformées ; la capitulation de Zanjon en 1878, accorda à Cuba le même régime libéral qu'à Porto-Rico et la seule condition qui fut imposée aux autonomistes Cubains, fut le respect de la souveraineté de l'Espagne. Peu de temps après, le gouvernement espagnol proclama l'abolition de l'esclavage, donna à l'île une organisation politique, aux Cubains des droits électoraux ; les Cubains purent, comme les habitants de la métropole, envoyer des députés et des sénateurs les représenter aux Cortès et au Sénat de Madrid. On leur accorda encore le droit de réunion et d'association, la liberté de la presse.

Sous le titre : *Espana y Cuba*, il a été publié l'an dernier à Madrid un ouvrage des plus intéressants qui réfute admirablement tous les détracteurs de la politique espagnole à Cuba ; et ce livre n'est point une œuvre de rhétorique, il ne fait pas de phrases, il se borne à donner des chiffres officiels, des documents irréfutables,

à citer les textes des lois. Cette éloquence des faits est plus grande que celle des plus admirables écrivains et la lecture de ce livre convaincra les plus incrédules, comme deux et deux font quatre.

Dans l'épilogue de cet ouvrage, je trouve les lignes suivantes que je traduis littéralement : « De la sincérité avec laquelle le gouvernement espagnol et l'illustre soldat qui commandait nos armées (Martinez Campos) ont procédé durant vingt ans de tranquillité inaltérable dans l'île de Cuba, sont témoins ceux-là mêmes qui, violant aujourd'hui des promesses solennelles, n'ont pu formuler une plainte bien définie contre la métropole ni alléguer un seul grief contre les Pouvoirs publics, car ces derniers, loin d'étouffer leur personnalité, les ont entourés de toutes sortes de protections et de stimulants pour les élever progressivement jusqu'au niveau des races les plus prospères et les plus civilisées.

« La *tyrannie* et le *despotisme* de l'Espagne les ont dotés des *libertés politiques*, d'une aussi large manière que tous les autres citoyens espagnols, sans aucune difficulté ni entrave ; des *libertés civiles*, qui leur assurent le commode et facile exercice de tous les droits; des *libertés économiques*, à l'abri desquelles naissent et se développent les sources de richesse dans ce pays privilégié par la fécondité de ses campagnes et son commerce universel.

« *L'absorbant égoïsme* de l'Espagne a confié la vie locale des Antilles au zèle et à l'initiative de ses propres fils et leur a ouvert largement les portes de tous les emplois de l'Administration de l'Etat ; en arborant enfin sur son sol le glorieux pavillon national, tant de fois victorieux dans le Vieux et dans le Nouveau Monde, le seul *dessein égoïste* de l'Espagne a été de protéger les intérêts des Cubains, de veiller sur leurs vies et de leur indiquer les voies les plus sûres pour accroître les bienfaits d'une paix, pour la consolidation définitive de laquelle elle n'a jamais épargné et n'épargnera jamais toutes les concessions légitimes qui prouvent son amour pour Cuba ni tous les sacrifices de sang et d'argent que l'obligent à faire ceux qui se lèvent en armes contre la mère-patrie, « sans lien ni discipline, sans misérable hameau ni humble bourgade pour les abriter, portant leur tente flottante de monts en monts et de vallées en vallées, comme les campements errants des tribus sauvages, sans autre doctrine que le pillage et le vol, sans autre gouvernement que l'incompatibilité des volontés de ses *cabecillas* improvisés, en lutte perpétuelle avec les lois de la morale, de la loyauté et de l'honneur ».

Ainsi s'exprimait en Juin 1870, le Président Grant dans son Message au Parlement des Etats-Unis ; l'insurrection actuelle ne mérite pas d'être autrement appréciée que l'était celle

de 1868 par le Président des Etats-Unis et on ne peut qu'approuver le raisonnement très logique de Don Antonio Canovas del Castillo, déclarant à un journaliste américain :

« Nous ne pouvons admettre qu'il existe le moindre fondement pour reconnaître la belligérance des insurgés, dont le soi-disant Président et les autres membres de l'Exécutif sont des nomades, toujours en mouvement, comme les bandes des révoltés... »

*
* *

Les chiffres ci-dessous prouvent la prospérité croissante de l'île de Cuba sous le régime de paix que lui a donné le gouvernement espagnol de 1878 à 1894.

	Années	Tonnes
Production du sucre	1878	530.598
	1879	680.700
	1880	547.089
	1881	483.945
	1882	500.357
	1883	484.976
	1884	560.934
	1885	630.414
	1886	705.403
	1887	610.171
	1888	630.311
	1889	526.439
	1890	645.894
	1891	819.760
	1892	976.789
	1893	815.894
	1894	1.018.028

La production du tabac qui monte en 1889 à la somme de 17.560.000 pesos, s'est élevée en 1894 à celle de 20.820.000.

MOUVEMENT DU COMMERCE GÉNÉRAL

	Importation	Exportation	Total
	—	—	—
Année 1850.	28.900.000	25.600.000	54.500.000
— 1859.	40.100.000	34.200.000	74.300.000
— 1878.	96.951.000	66.836.000	212.986.000
— 1894.		116.035.000	

NAVIGATION
Année 1894

BATEAUX ENTRÉS		BATEAUX SORTIS		TOTAL	
Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
3.748	4.358.555	3.713	4.050.488	7.461	8.409.044

CHEMINS DE FER

		Kilomètres.	
		—	
Concédés depuis 1834 jusqu'à la fin de 1879.	De caractère général....	1.648	2.755 kms.
	De id. particulier......	107	
Concédés depuis 1879 jusqu'à 1896	De caractère général....	296	747 kms.
	De id. particulier......	451	
Total des kilomètres concédés...			3.502

On peut considérer qu'il existe actuellement à Cuba près de 3.000 kilomètres de chemins de fer en exploitation tant publics que privés.

MOUVEMENT DE LA POPULATION

	1857	1879	1887
Blancs.........	579.490	984.632	1.102 889
De couleur.....	444.510	482.211	528.798
Total.....	1.024.000	1.466 843	1.631.687

IMPOT SUR LA PROPRIÉTÉ RURALE

En 1867........	10 pour 100.
Période de la campagne..........	L'impôt s'élève successivement jusqu'à 35 0[0 sur les objets d'utilité.
Budget de 1880-81.	10 pour 100 pour les cultures de sucre et de tabac. 16 pour 100 pour les autres.
Idem de 1882-83...	2 pour 100 pour les champs cultivés en sucre et tabac. 8 pour 100 pour les autres cultures.
Depuis 1883-84...	2 pour 100 pour toutes les cultures.

DÉPENSES BUDGÉTAIRES
DEPUIS LA PAIX DE ZANGON

1878-79.....	46.594.688 pesos
1880-81.....	44.035.840
1882-83.....	35.860.249
1883-84.....	34.170.880
1885-86.....	31.169.653
1886-87.....	25.959.734
1888-89.....	25.596.441
1890-91.....	25.446.810
1891-92.....	25.214.645
1892-93.....	23.074.594
1893-94.....	26.037.394

EXPORTATION DU SUCRE

Jusqu'en 1880-81.........	Payaient 1 pour 100 toutes les cannes à sucre qui s'exportaient, plus 10 pour 100 de surcharge.
Budjet de 1880-81. — Loi du 5 Juin 1880.......	Réduit de 15 pour 100 le droit d'exportation générale des cannes.
Art. 5. — Loi de 1883....	Réduit à 5 pour 100 la surcharge sur l'exportation.
Art. 4. — Loi du 5 Août 1886.......	Autorise l'abaissement des droits d'exportation de 20 pour 100.
Loi du 30 Juin 1892.......	L'article 14 établit un *impuesto* de fabrication de 10 centavos par 100 kilogrammes de sucre blanc ou centrifuge et de 5 centavos par 100 kilogrammes de sucre mascabado, concentré ou mélasses.
Loi du 6 Août 1893.......	Art. 13. Réduit de 50 pour 100 les types de cet impôt et libère les mélasses.
Loi du 20 février 1895.	Supprime l'impôt précité.

DROITS DE CHARGE ET DÉCHARGE

Les rétablit l'art. 7 de la loi du 20 Juillet 1882.

Loi du 29 Juin 1888.......	L'art. 10 fixe ces droits à un peso par 1.000 kilos de marchandises qui se chargent ou déchargent
Décret royal du 7 Août 1891	Octroie la franchise de ce droit aux marchandises de provenance nationale dans le cas où les marchandises étrangères de même catégorie seraient exemptes de paiement en vertu des traités.

Loi du 20 février 1895..	Art. 2. Abaisse de 25 pour 100 le droit de charge sur les sucres de toutes catégories et les mélasses.

***

L'importance des transactions commerciales de l'Espagne avec ses colonies montre l'intérêt puissant qu'a cette nation à conserver sous sa dépendance directe ses plus belles possessions, Cuba et les Philippines. En 1895, les importations de Cuba en Espagne ont été de 37.182.000 francs et les exportations d'Espagne à Cuba de 136.261.000 francs, soit 99 millions en faveur de ces dernières. Tout ce trafic, à 150.000 francs près, s'effectue sous pavillon espagnol. L'Espagne reçoit de Cuba 16.472.000 francs de tabacs et cigares, 10.782.000 francs de sucre, 2.754.000 francs de cacao, etc. Les exportations espagnoles à Cuba consistent surtout en chaussures (19.692.000 francs), en tissus de coton blancs (15.842.000 francs), en farine de blé (11.862.000 francs), en vins, tissus de coton, huiles, conserves alimentaires, armes à feu, savons, sacs, futailles.

A Porto-Rico, l'Espagne a acheté en 1895, pour 30.180.000 francs et vendu pour 44.417.000 francs. L'Espagne a acheté surtout à Porto-Rico le café (13.631.000 francs), le sucre (5.500.000 francs), le tabac, etc. Les exportations espa-

gnoles dans l'île sont les tissus de coton (7.332.000 francs), les chaussures, les huiles, le riz, les savons, etc.

Aux îles Philippines, l'Espagne a acheté, en 1895, pour 24.971.000 francs et vendu pour 25.770.000 francs. Les achats de la Métropole consistent en tabacs et cigares (16.251.000 fr.) puis en sucre, graines oléagineuses, etc. Les ventes de l'Espagne consistent en tissus de coton (11.192.000 francs), coton filé, armes à feu, sacs, etc.

Pour l'île de Fernando-Po, le commerce a été de 1.519.000 francs pour les importations en Espagne et de 527.000 francs pour les exportations de l'Espagne dans la colonie.

Au total, les importations des colonies espagnoles dans leur Métropole ont été, en 1895, de 93.852.000 francs et les exportations de l'Espagne dans ses colonies de 206.977.000 francs, soit une différence de 113 125.000 fr. en faveur du commerce espagnol. Ce sont là de beaux chiffres que l'on ne rencontre pas dans les colonies françaises, l'Algérie exceptée.

Voici maintenant des *Tableaux officiels* des aliénations de biens immeubles, des prêts hypothécaires et des radiations d'hypothèques correspondantes, effectuées dans l'île de Cuba en l'an 1894 et qui démontrent l'essor de la richesse et le crédit de l'île.

Tableau du nombre des hypothèques aliénées dans l'île de Cuba en 1894

BUREAUX D'ENREGISTREMENT	Pro priété rural	Propriétés urbaines	Valeur des Ventes — Pesos. Cts.
Habana	26	1.222	1.489.927
Guanabacoa	176	396	644.082'14
Guines	132	105	571.692'64
San Antonio de los Banos	80	234	246.376
Jaruco	226	32	382.465'55
Pinar del Rio	211	58	818.080'79
Guanajay	94	98	514.208'15
San Cristobal	59	19	214.672'35
Baracoa	37	54	252.270
Puerto Principe	218	483	1.030.360'65
Bayamo	196	101	514.027'28
Manzanillo	128	197	616.996'01
Santiago de Cuba	292	425	1.221.588'10
Matanzas	113	518	761.881'95
Cardenas	31	291	1.467.565'75
Colon	86	96	496.468'59
Cienfuegos	105	341	1.362.657'77
Alphonso XII	96	68	321.124'48
Sagua la Grande	123	179	838.114'06
Santa Clara	57	129	543.100'30
Remedios	100	280	537.336'11
Trinidad	26	70	312.101'43
Sancti-Spiritus	128	153	508.184'94
Holguin	8	55	217.682'24
Bejucal	108	143	731.004'82
	2.856	5.764	16.613.989'10

Prêts hypothécaires conclus dans l'île de Cuba en 1894

BUREAUX d'Enregistrement	SUR HYPOTHÈQUES RURALES		SUR HYPOTHÈQUES URBAINES	
	Nombre des prêts	Montant des capitaux prêtés Pesos. Cts.	Nombre des prêts	Montant des capitaux prêtés Pesos. Cts.
Habana	19	72.400	181	283.200
Bejucal	15	60.840	2	3.500
Guanabacoa	7	9.880'50	12	21.598'80
Guines	39	312.248'02	4	6.752'50
San Antonio de los Banos	13	58.365'50	6	4.360
Jaruco	9	129.275'27	»	»
Pinar del Rio	23	97.547'45	11	20.647'70
Guanajay	9	18.657'58	3	7.280
San Cristobal	3	27.300	2	7.537
Trinidad	1	1.000	»	»
Remedios	»	»	»	»
Santa Clara	7	54.686	20	13.900
Sagua la Grande	15	111.339'92	20	59.132'60
Alfonso XII	17	490.828'97	9	21.720
Holguin	3	55.000	3	10.540
Cienfuegos	20	321.000	48	158.168'65
Colon	13	214.356	7	20.200
Cardenas	13	168.089'87	31	78.990'75
Matanzas	22	134.067'40	41	152.471'09
Santiago de Cuba	26	277.962'10	34	93.080
Baracoa	45	150.219'16	»	»
Sancti-Spiritus	11	14.945'75	8	22.500
Manzanillo	»	»	6	12.903'60
Bayamo	3	8.900	1	2.000
Puerto Principe	28	63.308'80	27	24.235'93
	381	2.851.218'29	476	1.024.718'62

Radiations d'hypothèques vérifiées dans l'île de Cuba en 1894

BUREAUX D'ENREGISTREMENT	Nombre des hypothèques annulées		Montant des capitaux rembonrsés — Pesos. Cts.
	Legales	Volontaires	
Habana	5	242	282.625
Bejucal	»	20	37.412'38
Guanabacoa	»	35	34.334'56
Guines	7	27	163.016'03
San Antonio de los Banos	»	20	21.959'87
Jaruco	1	15	58.625'29
Pinar del Rio	9	14	104.009'70
Guanajay	3	29	522.431'59
San Cristobal	5	4	15.915'85
Puertó Principe	»	67	148.928'87
Bayamo	»	2	72.000
Manzanillo	»	5	59.002'45
Sancti-Spiritus	»	21	31.356'93
Baracoa	»	6	22.480'27
Santiago de Cuba	»	67	122.860
Matanzas	1	52	186.872'59
Cardenas	10	65	198.871'80
Colon	»	39	214.604'11
Cienfuegos	»	54	550.838'18
Holguin	1	6	7.251'23
Alfonso XII	5	32	190.508'80
Sagua la Grande	»	57	317.686'23
Santa Clara	»	17	274.934'68
Remedios	»	13	36.682'68
Trinidad	»	3	1.320
	47	902	36.777.528'08

Ces chiffres sont trop éloquents pour qu'il soit nécessaire de les accompagner de longs commentaires; la prospérité de Cuba sous le régime pacifique et l'administration habile de l'Espagne augmentait chaque jour d'une manière régulière et il est certain que, sans la folle et criminelle tentative insurrectionnelle qui éclata sans raison et sans provocation sous le ministère libéral, l'île de Cuba, en développant ses ressources de tous genres et en acquiérant légalement et sagement toutes les réformes politiques et administratives que le Parlement espagnol était déjà résolu à lui accorder, n'aurait pas tardé à devenir un des plus riches pays du globe et à mériter son beau surnom de: Perle des Antilles.

CHAPITRE III

La politique de l'Espagne à Cuba. — Une interview sensationnelle de Don Antonio Canovas del Castillo, Président du Conseil des Ministres.

Le « *Journal* », ce grand quotidien fondé par un de nos plus éminents et de nos plus honorables confrères parisiens, M. Fernand Xau, m'avait chargé en novembre 1896 d'aller faire en Espagne, auprès des hommes politiques les plus influents, une enquête impartiale sur la situation politique et économique de ce grand pays ami. Le 17 novembre, j'envoyai par dépêche à mon excellent directeur l'article suivant, contenant des déclarations extrêmement importantes de M. Canovas. Toute la presse en Europe et en Amérique a reproduit et commenté cet article.

Les lecteurs du *Journal* connaissent déjà, par la description que je leur en ai faite en 1892, le palais de la Huerta, demeure de M. Canovas del Castillo, magnifique musée où sont accumulés les œuvres d'art, les statues, les tableaux de maîtres, et aussi cette admirable bibliothèque, isolée dans un corps de logis spécial, qui, avec ses 30,000 volumes, forme la véritable retraite de ce grand homme d'Etat, à la fois poète de génie et historien de premier ordre !

Cette fois, c'est dans son cabinet du palais de la Présidence que j'ai eu l'honneur de causer pendant plus d'une heure avec M. Antonio Canovas ; je l'ai retrouvé mieux portant qu'en 1892, faisant tête au plus formidable labeur qu'ait jamais connu homme d'Etat ; M. Canovas ne s'effraie pas des situations les plus graves de la politique, il les résout froidement ; dévoué à la défense de son pays, il retrouve pour le diriger d'une main sûre, au milieu des écueils, toute l'activité de sa jeunesse, toute la puissance de travail de l'âge mûr.

Je n'ai pas la prétention de rapporter ici le mot à mot de notre longue conversation ; M. Canovas parle le français avec une grande facilité : il m'a tenu pendant une heure sous le charme de son éloquence. Ce n'est donc qu'un résumé, mais un résumé consciencieux, précis et exact de ses importantes déclarations que

j'apporte aux lecteurs du *Journal*, en m'efforçant d'employer autant que possible les propres expressions du président du conseil des ministres :

— ... Je suis charmé de vous revoir parmi nous. Je sais que vous êtes un véritable ami de l'Espagne ; je le savais déjà depuis longtemps, car j'ai suivi toutes vos conférences sur mon pays et j'ai lu votre excellent livre : *Deux mois en Andalousie et à Madrid*, dont je tiens particulièrement à vous féliciter. C'est donc avec plaisir que je vais vous donner tous les renseignements que vous désirerez.

Immédiatement, j'ai un mot sur les lèvres : Cuba ? C'est la grande question ! M. Canovas del Castillo s'enfonce dans son fauteuil et me répond :

— Ah ! oui, Cuba ! C'est mon plus grand sujet de tristesse, car cette guerre féroce n'est que le résultat d'ambitions inavouables ; le plus grand grief que les révoltés cubains aient contre l'Espagne, c'est de n'avoir pas permis à tous les déclassés de cette grande île de donner libre carrière à leurs appétits et de mettre ce beau pays en coupe réglée. Pas assez de liberté ?... Mais les Cubains avaient plutôt trop de libertés ! Ils jouissaient du même régime que la métropole ; la liberté de la presse était sans limite. A tel point que certains journaux prêchaient ouvertement la séparation de la colonie

d'avec la mère-patrie : les tribunaux ne sévissaient pas, au contraire ! Quand les autorités publiques traînaient les journalistes séparatistes devant la justice, les tribunaux de l'île déclaraient que leur cas ne constituait pas un crime. Bien plus encore, les tribunaux de la Péninsule approuvaient et ratifiaient ces jugements ! Ainsi, à Cuba, on a impunément prêché pendant de longues années l'indépendance et préparé la révolte contre la patrie. Et tout cela, parce que, théoriquement, les Universités de tous genres d'Espagne avaient continué à enseigner depuis le moyen âge que le fait de demander la mort d'un mauvais prince ou d'un tyran n'était pas un crime, que le régicide ou tyrannicide pouvait avoir raison... Quelle rhéthorique ! *

En France, depuis la Ligue, on a abandonné cette manière de voir, parce que chez vous on est passé de la théorie à la pratique, et que les pouvoirs publics s'en sont émus... ; mais en Espagne, on était resté dans le domaine de la théorie !

Nous en récoltons les fruits à Cuba. Il y a, dans cette perle des Antilles, deux éléments

* — Le grand homme d'Etat ne se doutait pas, en prononçant ces paroles, qu'il serait un jour lui-même la victime d'un fanatique et misérable assassin : les événements se sont chargés de prouver la vérité de ses réflexions et c'est lui, hélas ! qui a été la victime choisie par les anarchistes. — *(Note de l'auteur).*

qui forment le parti rebelle : l'élément blanc, très peu nombreux, composé de déclassés, avocats, médecins, professeurs, tous fruits secs ou mécontents, ambitieux insatiables qui rêvent, pour Cuba, le sort des Républiques du Centre Amérique où les révolutions succèdent aux révolutions et où les appétits des politiciens se livrent à la curée des places. Ils ont été les fauteurs des premiers troubles, les instigateurs de la révolution ; mais aujourd'hui, ils ont été presque complètement éliminés par le second élément insurrectionnel, le plus redoutable, l'élément nègre.

Les nègres à Cuba sont libres ; ils peuvent contracter des engagements, travailler ou ne pas travailler... et je crois que l'esclavage était pour eux bien préférable à cette liberté dont ils n'ont profité que pour ne rien faire et former des masses de désœuvrés. Tous ceux qui connaissent les noirs vous diront qu'à Madagascar, au Congo, comme à Cuba, ils sont paresseux, sauvages, enclins à mal faire, qu'il faut les mener avec autorité et fermeté pour en obtenir quelque chose. Ces sauvages n'ont d'autres maîtres que leurs instincts, leurs appétits primitifs. Les nègres des Etats-Unis sont bien plus civilisés que les nôtres ; ce sont des descendants de races implantées sur le sol américain depuis plusieurs générations ; ils sont relativement transformés, tandis que chez nous il y a quan-

tité de nègres venus directement d'Afrique et complètement sauvages.

Eh bien ! d'ailleurs, voyez aux Etats-Unis comment on traite les noirs; ils ont des semblants de liberté dont on leur permet d'user dans de certaines limites; dès qu'ils veulent profiter de tous leurs prétendus droits de citoyen, les blancs savent rapidement les rappeler à leur condition et les remettre à leur place.

Je crois savoir, je sais, du reste, qu'aux Etats-Unis il n'est pas un seul homme d'Etat sérieux et influent qui désire réellement l'indépendance de Cuba, car on s'y rend parfaitement compte que l'île de Cuba, indépendante, deviendrait immédiatement une nouvelle République nègre, une seconde Libéria, qu'elle rétrograderait de la civilisation à l'anarchie. Si l'armée espagnole abandonnait Cuba, ce seraient les idées sages, fécondes, libérales, progressistes de l'Europe qui abandonneraient ce pays qui a été le plus riche, le plus prospère de l'Amérique espagnole. On le sait si bien aux Etats-Unis que les esprits exaltés et chauvins, car il y en a même là-bas, qui réclament l'indépendance de Cuba, la réclament à la condition de placer immédiatement cette grande île sous le protectorat de la République des Etats-Unis, qui y exercerait une police rigoureuse... Cuba n'aurait fait que changer de maîtres !

M. Canovas s'arrête un instant, puis reprend :

— Vous me parlez de l'impatience du peuple espagnol que cette guerre de Cuba exaspère ; elle est bien compréhensible. Tous, nous désirons en finir avec cette situation. Mais l'Espagne sait attendre tranquillement ; n'allez pas la juger d'après Madrid ; à Madrid, on vit dans une anxiété fébrile, on veut des nouvelles à tout prix, on se repaît de dépêches, il en faut quand même. Lorsqu'elles sont bonnes, le patriotisme s'en réjouit ; quand elles sont mauvaises, on s'en accommode malaisément, mais on aime mieux même de mauvaises nouvelles, que rien !

Il faut, pour juger de la conduite des hostilités à Cuba, se rendre compte des difficultés de tous genres que présente une campagne à Cuba, comme d'ailleurs aux Philippines. Les bandes de nègres de Cuba, qui sont commandés par un noir, Macéo, nous font une guerre de partisans, de guérillas, d'embuscades, une guerre atroce de dévastation ; nous avons dû faire des efforts considérables pour préserver tout le pays de l'incendie et du pillage, et j'estime que c'est déjà un grand résultat d'avoir acculé l'ennemi dans une province dont il lui sera difficile de sortir, de lui avoir enlevé, comme l'a fait le général Weyler, toutes les places fortes. On dit que la saison des pluies finit à la fin d'octobre ; ça se dit dans un cabinet, au coin du feu, mais,

en réalité, c'est très variable ; la saison des pluies est à peine finie en ce moment.

Pendant la saison des pluies, toutes les opérations sont impossibles ; la vraie campagne militaire commence maintenant ; on la mènera le plus vite possible, sans répit, avec toute la vigueur et l'énergie qu'il faut. J'ai l'espoir de voir abattre, écraser l'insurrection, tout au moins de lui voir porter pendant ces six mois de campagne, d'ici à mai probablement, des coups mortels. Le danger pour nous, c'est que notre ennemi soit insaisissable : il se dérobe toujours, il fuit devant nos troupes ; pour le frapper, il faudra l'acculer...

Je ne saurais trop louer l'admirable esprit de nos troupes ! Les premiers soldats que nous avons envoyés à Cuba méritaient ce titre, ils étaient rompus au métier des armes, ils avaient trois ans de service... Et pourtant, deux ou trois ans de service, voyez-vous, ce n'est même pas assez pour faire des soldats et je crois qu'en France, en Allemagne, vous vous réservez des mécomptes avec le service de deux ou trois ans ! Mais enfin, nos troupiers de trois ans étaient plus aguerris que les derniers soldats que nous avons envoyés à Cuba et qui sont des jeunes gens à peine instruits au maniement des armes, depuis six mois sous les drapeaux. Et ces braves enfants ont été, à leur débarquement, éprouvés terriblement par les maladies ; nous avons eu

onze mille malades dans les hôpitaux. A force de quinine on est parvenu à vaincre ces deux obstacles, la fièvre jaune des côtes, l'impaludisme de l'intérieur, et aujourd'hui nos vaillants petits Espagnols sont acclimatés et leur entrain est admirable. Malgré tout, ils sont restés les soldats Espagnols d'autrefois et de toujours, des vaillants qui n'ont pas eu un seul revers et qui savent faire respecter le drapeau de Castille. Actuellement, pour vous donner une idée de l'effort que fait l'Espagne, nous avons plus de 210,000 hommes de troupes de la Péninsule valides à Cuba, sans compter au moins 60,000 volontaires indigènes qui nous aident à chasser les bandits qui désolent leur île.

L'ESPAGNE ET LES ETATS-UNIS

En somme, dans cette question de Cuba, nous avons le bon droit pour nous, nous voulons le garder. Nos rapports avec les Etats-Unis ? Mais ils sont excellents, comme avec toutes les autres puissances. Nous n'avons qu'à nous louer de la conduite de toutes les Républiques latines de l'Amérique ; aucune n'a prêté le moindre appui aux révoltés cubains ; voici une dépêche du gouvernement de Bolivie, qu'on avait présenté comme l'allié des Cubains et qui nie toutes relations avec ces derniers. Il ne faut pas attacher d'importance aux fantaisies de la

Presse des Etats-Unis ; elle publie sans contrôle des nouvelles qu'elle dément le lendemain. Elle a parlé d'une note qui nous aurait été remise par les Etats-Unis, d'un ultimatum que nous aurions adressé à leur gouvernement !... C'est fou, c'est inconcevable, ça n'a pas le moindre prétexte de raison ! Pourquoi serions-nous des provocateurs ? Pourquoi irions-nous de gaieté de cœur pousser les Américains à prendre la défense des Cubains ? Pas un homme sensé ne ferait cela !...

Oui, je n'ignore pas les envois nombreux d'argent, d'hommes, de munitions, d'armes, que les flibustiers de la Floride ont fait à Cuba. Nous les avons connus, mais jamais nous n'avons trouvé la bonne foi du gouvernement des Etats-Unis en défaut ; il lui est difficile de surveiller tout ce qui se fait dans les immenses territoires de ses Etats. Ce sont les descendants des Espagnols de la Floride qui encouragent les rebelles cubains. Pourquoi ? Des raisons de race, des relations de famille avec les Cubains, le désir de nous faire quitter le dernier coin de terre américaine... Mais le gouvernement des Etats-Unis a vis-à-vis de nous une politique très correcte.

Après tout, la grande République est fondée sur le respect de la Loi, du Droit, qu'elle n'a jusqu'à ce jour jamais méconnu ; nous espérons qu'elle respectera toujours notre droit. La

question de Cuba est pour l'Espagne une question intérieure.

Je n'attache pas plus d'importance qu'elles n'en méritent aux voix non autorisées de certains orateurs populaires aux Etats-Unis, à leurs phrases irréfléchies, faites pour flatter la populace, et j'ai la conviction que les Etats-Unis n'abandonneront pas leur politique traditionnelle, ne changeront pas du jour au lendemain leurs errements. Pour faire ce que d'aucuns leur conseillent, il leur faudrait une armée, une flotte puissante : je ne les vois pas se lancer dans cette voie pour des nègres. En tout cas, ce qu'à Dieu ne plaise, si cette grave éventualité, qui est très, très éloignée, se réalisait, si on voyait la République prendre parti pour les nègres de Cuba, nous saurions faire respecter nos droits et envisager l'avenir avec autant d'intrépidité que de sang-froid. Je crois que, sur ce point, l'Espagne est unanime : pas de concession, pas de faiblesse, aucune abdication !

Cette unité patriotique de l'Espagne vous paraît admirable ; elle ne saurait me surprendre ; je connais mon pays. Je rencontre la confiance de tout le monde, parce que tout le monde sait en Espagne que je ne suis pas ici par ambition, mais pour rendre service à mon pays : je suis prêt à me retirer, quand on voudra changer de politique. Je suis très calme, mais très résolu, pas plus porté à l'emballement qu'accessible au

découragement, d'une fermeté imperturbable et inébranlable. Je ne veux pas de conciliation, pas de demi-mesures, aucune transaction avec des rebelles. D'ailleurs, pourquoi transiger ? Avec les éléments nègres de Cuba, nous n'arriverions pas à la pacification définitive, mais à une trêve... A quoi bon une trêve ? Pour recommencer dans cinq ou dix ans ! Non. Après la guerre carliste, quand Don Carlos a eu passé la frontière, j'ai traité les carlistes comme si rien n'était survenu, j'ai oublié, je les ai considérés comme des compatriotes abusés et égarés. Je suis prêt encore à être généreux, mais je ne veux faire acte de générosité qu'en face de rebelles vaincus et soumis sans condition.

On nous fait des objections, à l'étranger, dans le monde financier ; on nous dit : « Vous faites des dépenses très grandes, des sacrifices énormes ; il vaudrait mieux employer cet argent au commerce et à l'industrie. » Je répondrai ceci : Pourquoi, vous, Français, qui êtes riches et puissants, entretenez-vous aussi une formidable armée, faites-vous des dépenses immenses qui vous sont de lourdes charges ? Pourquoi tout cela, quand il vous serait facile de renoncer définitivement à l'Alsace-Lorraine et de vivre sans la crainte d'une guerre ? Pourquoi ? Mais parce que l'honneur de la France ne peut pas admettre un seul instant le mot de renonciation. Eh bien ! mais, Cuba, pour l'Espagne, c'est

son Alsace-Lorraine: l'honneur de l'Espagne est engagé.

Notre peuple est d'ailleurs le peuple héroïque par excellence; on peut lui demander tous les sacrifices, on ne doit jamais désespérer de lui; je suis sûr qu'il m'approuve, qu'il est prêt à donner son sang et son or, tant qu'il le faudra. Certes, il est libre, libre de modifier son opinion, de changer sa volonté; le jour où il se lasserait de soutenir la lutte, à Cuba, où il voudrait abdiquer sa dignité, je ne lutterais pas pour l'en empêcher, je céderais le pouvoir à d'autres.

Mais, tant que je serai dans ce fauteuil, tant que j'aurai l'honneur de présider le conseil des ministres, ma politique se résumera ainsi: pas de forfanterie, pas de témérité; du calme et de la fermeté à l'intérieur; à l'extérieur, pas une concession, pas une reculade, pas une faiblesse devant qui que ce soit. Le bon droit est pour nous; nous avons la volonté inébranlable de le faire triompher.

A ces mots, M. Canovas del Castillo se leva et ajouta simplement:

— Voilà ma maxime... et je crois que le peuple espagnol ne me pardonnerait pas d'en avoir une autre! »

M. Fernando Soldevilla, dans son très intéressant ouvrage: *El ano politico*, où il retrace tous les faits et événements politiques impor-

tants de l'année 1893, a consacré un chapitre à reproduire les déclarations que me fit M. Canovas del Castillo et qu'on vient de lire; il ajoute, après sa citation, ces quelques mots: « Ces déclarations furent très commentées, à l'éloge de M. Canovas ».

Il suffit d'ailleurs de se reporter aux journaux de tous les pays, parus à cette époque, pour voir quelle grande et excellente impression causa dans le monde la publication des belles et éloquentes paroles de M. Canovas del Castillo.

CHAPITRE IV

Impressions produites en Espagne par le Message du Président Cleveland et la mort de Maceo.

Pendant mon séjour en Espagne, en décembre 1896, deux faits importants se produisirent : la publication du Message de M. Cleveland, et la nouvelle de la mort de Maceo, chef de l'insurrection cubaine. Le jour où parut le Message du Président des Etats-Unis, je télégraphiai au *Journal :* « Le message du président Cleveland cause ici une impression profonde ; le gouvernement n'a pas encore arrêté la ligne de conduite à suivre. M. Canovas a conféré avec les ministres de la guerre et des affaires étrangères. On ne connaît pas encore le résultat, mais il n'y a pas de complications à craindre.

J'ai eu l'honneur de causer avec l'illustre

chef du parti libéral. M. Sagasta n'approuve pas la politique suivie par le ministère et ne veut pas se solidariser avec lui. Mais il estime que pour lui le silence est un devoir ; il ne veut rien dire ni rien faire qui puisse être interprété comme de l'hostilité de sa part. Il croit la situation grave, blâme le message du président Cleveland et trouve étrange la prétention de réserver pour les seuls Etats-Unis le droit d'intervenir dans les affaires d'Amérique. Il est impossible pour l'Europe d'admettre une pareille doctrine.

M. Sagasta souhaite, espère le triomphe de l'Espagne. Son patriotisme lui commande d'attendre les événements et de ne pas entraver l'action politique de M. Canovas. Il ne désire point revenir au pouvoir pour l'instant. »

Le 1er décembre, je dus démentir par la dépêche ci-dessous des nouvelles fausses et tendancieuses :

« Les bruits que l'on a répandus, visant une crise ministérielle, sont inexacts ; ils sont même intéressés. La situation de M. Canovas est très forte. L'opinion publique soutient et approuve le ministre des finances, M. Navarro Reverter, dont le grand talent a été mis en lumière par le succès que vient d'obtenir le dernier emprunt. »

Enfin le 9 décembre, je fus le premier journaliste français qui reçut la confirmation officielle de la mort de Maceo et je télégraphiai au *Journal:*

« Le ministre de la guerre a communiqué la nouvelle officielle de la mort de Maceo, tué sur le champ de bataille, et celle du fils de Gomez, qui, accompagnant Macéo, n'a pas voulu se séparer de lui, et, ainsi que l'annonçaient les premières dépêches, s'est suicidé sur le cadavre de son chef.

Cette nouvelle est accueillie avec enthousiasme. Dans les cercles officiels, on considère la guerre comme terminée, et la mort de Macéo semble une réponse péremptoire au message de M. Cleveland. L'insurrection, privée de son chef, ne peut durer plus longtemps. »

Après que l'enthousiasme provoqué par la mort de Macéo se fut un peu calmé et lorsque Madrid ne fut plus sillonné par des manifestations bruyantes, je résumai dans un article paru le 18 décembre la situation de l'Espagne à ce moment ; je reproduis cet article qui est un document.

« Les deux grands événements de ces derniers jours, le message du président Cleveland et la mort de Macéo, ont considérablement modifié l'horizon politique.

Le message de M. Cleveland a été un instant l'objet des préoccupations de tout le monde ; les premiers résumés télégraphiques qui en sont parvenus en Espagne étaient très succincts et très imparfaits ; ils donnaient aux paroles courtoises de M. Cleveland une tournure inexacte

et une portée qui en étaient le commentaire bien plus que la traduction fidèle. Lorsque le texte exact de ce document très important a été enfin connu en Espagne, la profonde impression du début s'est dissipée et on est revenu à une saine appréciation de ce discours du chef d'une grande nation démocratique, expliquant à ses compatriotes les raisons qui l'ont empêché d'accorder la belligérance aux révoltés cubains et qui lui font désirer, en même temps que la pacification de l'île de Cuba, le maintien des bonnes relations avec la grande nation espagnole.

Le gouvernement espagnol a conservé, au sujet du message du président Cleveland, une attitude digne et silencieuse. En vérité, il n'avait rien à en dire ; je crois savoir que M. Canovas del Castillo, en homme d'Etat clairvoyant, estime que les déclarations de M. Cleveland sont une manifestation correcte de ses pensées ; il ne saurait rien reprocher à la forme de ce discours qui, étant donnée la campagne des flibustiers dans une certaine presse des Etats-Unis, ne pouvait être plus favorable à l'Espagne. Quant au fond même des déclarations de M. Cleveland, on comprend que M. Canovas tienne à réserver son opinion à ce sujet et l'on ne saurait même qu'approuver le silence de ce grand homme d'Etat qui a su donner si souvent à son pays des preuves de sa sagesse politique.

On peut affirmer d'ailleurs que le message de M. Cleveland ne pouvait en rien amener le gouvernement espagnol à modifier sa manière de voir ; la politique de M. Canovas del Castillo est toujours la même, telle qu'il me l'a indiquée avec tant d'éloquence dans notre entrevue du mois dernier : une politique digne et résolue prudente et ferme.

Si le message de M. Cleveland avait pu causer quelques inquiétudes aux amis de l'Espagne, il faut avouer que la mort soudaine et inopinée de Maceo les aurait bien vite fait évanouir. Rien de plus heureux pour l'Espagne ne pouvait survenir ; la mort du chef qui personnifiait la rébellion cubaine, n'est peut-être pas la fin immédiate d'une insurrection qui tourne au brigandage, c'est néanmoins sa fin morale et le présage de la pacification prochaine de ce malheureux pays.

Il est regrettable que la presse des Etats-Unis accepte sans contrôle les affirmations les plus extravagantes, les nouvelles les plus mensongères des révolutionnaires cubains. Les agents de ce parti, afin de faire diversion à l'impression de découragement produite par la mort de Maceo, ont d'abord nié cette mort ; ensuite, devant les déclarations formelles du médecin de Maceo, forcés de se rendre à l'évidence, ils ont répandu le bruit que Maceo avait été assassiné, empoisonné par les

Espagnols. Il est étrange de voir la presse d'un grand pays libre publier de telles calomnies et les répandre dans les masses : le soupçon d'avoir assassiné Macéo est ridicule, mais il est certes profondément outrageant pour une nation aussi noble, aussi chevaleresque que la nation espagnole, qui lutte avec des procédés humains et selon les lois de la guerre contre des rebelles nègres, à demi sauvages et dont la cruauté se révèle trop souvent par les affreux supplices infligés aux soldats faits prisonniers.

J'ai eu l'honneur de m'entretenir longuement avec S. E. don Antonio Canovas del Castillo, et je ne peux résister à la tentation de résumer ci-dessous ses importantes déclarations.

PROTESTATION INDIGNÉE

« C'est avec la plus vive, la plus profonde indignation que je proteste contre les manœuvres déloyales, les accusations infâmes des révolutionnaires cubains. Quel est l'homme sensé et honnête qui peut admettre, même une minute, que le gouvernement d'un grand pays, d'une nation qui, comme l'Espagne, a toujours brillé par sa valeur sur les champs de bataille et sa courtoisie après les combats, pourrait s'abaisser au point de faire assassiner ou empoisonner un chef de bandes tel que Macéo ? On comprendra en Europe et en Amérique ma

légitime indignation d'homme d'Etat en face d'une calomnie aussi basse, aussi vile ! Je la méprise tellement que je ne veux pas la discuter, car je suis convaincu que tous les efforts des agents des rebelles cubains ne parviendront pas à lui faire accorder la moindre créance par la grande presse des Etats-Unis, par ce grand peuple qui a su faire jusqu'à présent un si bel usage de la liberté et qui, pour la grande majorité, est composé d'esprits réfléchis et sérieux, de travailleurs et de gens pratiques.

» Mais comment peut-on, de sang-froid, insinuer que Macéo a été empoisonné, alors qu'il a été trouvé mort avec trois balles dans le corps ? Quand l'aurait-on empoisonné ? avant ou après la bataille ? C'est risible. La vérité est que sa mort est un hasard de la guerre, le fait de la Providence, et que le brave commandant Cirujeda, un soldat vaillant et énergique, ne se doutait même pas, avant la rencontre, que les balles de quelques-uns de ses soldats allaient délivrer l'Espagne de son plus grand ennemi.

» Quand un homme, courageux comme Macéo, mène des partisans au feu, il s'expose, il risque sa vie à chaque minute. Et les balles sont aveugles. Il faut rendre cette justice à Macéo, c'est que c'était un homme de valeur, de grande valeur. Je me souviens qu'après la première insurrection de Cuba, comme on faisait observer au général Martinez Campos,

qui est la bravoure et la générosité en personne, qu'il avait peut-être traité avec trop de courtoisie Macéo, le général Martinez Campos s'écria: « Mais, Messieurs, comment voulez-vous que je n'aie pas quelque respect pour un homme qui a vingt blessures sur le corps! » Macéo était un téméraire, toujours au plus fort du danger: il est mort en brave. Les journaux disent qu'on a compté quarante-cinq blessures sur son corps; c'est sans doute exagéré, mais la vérité n'en est pas moins flatteuse pour son courage. D'ailleurs, c'est ce qui rend sa perte immense pour les insurgés: Macéo était un intransigeant, un intraitable et, lui disparu, l'insurrection ne peut s'éterniser; les rebelles finiront par comprendre que leur intérêt bien compris est de se soumettre, d'en appeler à la générosité et à la justice de l'Espagne.

» Mais, pour en revenir à Macéo, nous ne l'avons pas plus assassiné que son prédécesseur et son chef Marti, qui fut la grande figure de l'insurrection cubaine et qui tomba dans une des premières rencontres. Ce qui rend odieux l'acte des agents révolutionnaires cubains, c'est de nous accuser d'assassinat, alors que nous n'avons jamais songé à reprocher aux rebelles les attaques par embuscades, la guerre sauvage qu'ils nous font. Nous aussi, nous avons eu un général tué dans une rencontre, frappé par une balle à la tête: il est mort en brave, nous l'avons

pleuré comme on pleure les braves, mais nous n'avons pas dit qu'il avait été assassiné!!... Mais quelle bonne foi, quelle équité de jugement attendre de gens déclassés, qui se sont jetés dans la révolution par haine de l'Espagne et qui sont exaspérés par la mort de leur chef, par la ruine de leurs espérances.

Les réformes a Cuba

» Ce n'est vraiment pas le moment de parler de réformes: aujourd'hui, la parole est aux militaires, au général Weyler, qui doit poursuivre activement l'écrasement ou la soumission des bandes éparpillées. On ne peut pas songer à faire des réformes dans un pays où règne le brigandage: c'est l'opinion de tous les bons esprits. A la Havane, nous avons une Assemblée des chefs de tous les partis espagnols; il y a là des autonomistes, des réformistes, des libéraux. Individuellement, ils déclarent tous qu'il est impossible de songer aux réformes en ce moment. Quand le pays se pacifiera, quand les rebelles auront fait leur soumission, ou quand la victoire de l'Espagne sera indiscutable, quand on pourra consulter le pays délivré de l'affolement, du pillage, nous serons disposés à accorder d'une manière très large les réformes; mais aujourd'hui, ce n'est certes pas encore l'instant. »

La Zafra

Je parle à M. Canovas del Castillo de la *zafra;* c'est le nom qu'on donne à la récolte des cannes à sucre, que le général Weyler a interdite jusqu'à présent.

« Je crois, me répond le président du conseil, que la zafra sera autorisée par le général Weyler; il l'a interdite jusqu'à ce jour, afin d'empêcher les propriétaires cubains de payer une dîme aux rebelles pour éviter le destruction de leurs récoltes ; en l'autorisant maintenant, les rebelles n'auraient plus le temps d'effrayer les propriétaires et la récolte pourrait se faire sans danger.

« Les nouvelles que j'ai me permettent de croire que c'est l'intention du général Weyler d'autoriser la récolte des cannes.

L'insurrection des Philippines

« Il ne faut pas prendre au pied de la lettre les nouvelles exagérées publiées par les journaux ; le général Polavieja, à peine débarqué, est en train de se mettre au courant des besoins du pays, des forces de l'insurrection et de dresser son plan de campagne. Il faut lui laisser le temps de respirer. Nous lui avons envoyé cinq mille hommes de renfort, qui sont en mer

et arriveront bientôt ; nous allons lui en envoyer encore dix mille. Peut-être les attendra-t-il, pour porter les coups décisifs à l'insurrection dans la province de Cavite : c'est là que se sont réunis tous les rebelles qui ont des fusils et c'est là que se trouve, par conséquent, le fort des insurgés. Dans le reste des Philippines, les groupes révolutionnaires se composent de sauvages, d'Indiens sans armes à feu et dont nos troupes auront raison facilement, même à vingt contre un !

« En définitive, il n'y a pas lieu de se livrer à un pessimisme qui serait déplacé ; il ne faut pas être prop pressé. Les événements suivent leur cours rationnel, normal. Les renseignements que je reçois de tous les côtés sont très encourageants et font prévoir une bonne marche des affaires. Encore un peu de temps, et tout s'arrangera, j'en suis sûr, pour le plus grand bien et la plus grande gloire de l'Espagne. »

CHAPITRE V

L'Espagne et Cuba. — L'opinion d'Emile Castelar.

Qui ne connaît Emile Castelar ? Le grand orateur est aussi célèbre en France qu'en Espagne, il est aussi populaire dans les deux Amériques que dans son propre pays. Il n'est pas d'ailleurs de physionomie plus franche et plus sympathique, il n'en est pas non plus qui porte plus fortement l'empreinte du génie : on peut dire de Castelar que son éloquence illumine son front, brille dans ses regards, anime ses gestes. Et, dès les premiers mots, on est sous le charme... pour toujours !

Emile Castelar est, en ce moment, l'homme d'Etat sur lequel tous les Espagnols fondent des espérances : si de graves événements — ce qu'à Dieu ne plaise ! – devaient jeter la noble

nation espagnole dans le tourbillon de la guerre étrangère et des révolutions intérieures, alors que tout croulerait et s'effondrerait, il serait celui que toutes les âmes patriotes d'Espagne appelleraient au pouvoir. Emile Castelar représente, aux yeux de ses compatriotes, l'homme de l'avenir, le seul dont le prestige et la grande habileté pourraient rallier toutes les opinions autour du même drapeau, afin de sauver l'Espagne.

Emile Castelar, dans sa modestie, ne se rend pas compte de toute l'importance du rôle que certains de ses admirateurs voudraient lui faire jouer : avant tout, il aime sa patrie d'un amour sans borne et il désire rester, jusqu'à la fin de son existence, retiré de la vie publique, pourvu que son pays soit heureux et prospère. Il souhaitait — il me l'a dit cent fois — que son ami don Antonio Canovas del Castillo pût surmonter, grâce à son génie politique et à sa vieille expérience d'homme d'Etat, toutes les difficultés de l'heure présente ; il ne demande toujours que le triomphe de son pays et il ne marchande pas son concours moral au gouvernement actuel ; il le lui donne constamment de même qu'il n'a cessé d'engager ses amis politiques à oublier les questions de partis et à se grouper autour de don Antonio Canovas, qui représentait si dignement l'Espagne devant le monde. Cette attitude d'Emile Castelar est son plus bel éloge.

Au cours de nos nombreuses conversations, Emile Castelar, qui veut bien m'honorer de son amitié, m'a révélé son opinion et m'a autorisé à la faire connaître ; voici les importantes déclarations qu'il m'a faites en janvier 1897 :

LE ROLE POLITIQUE D'EMILE CASTELAR

« Permettez-moi, mon cher ami, d'établir d'une manière définitive le rôle politique que j'entends jouer en Espagne ; je crois que c'est nécessaire. Tous les journaux intransigeants proclament, comme cloches fêlées, que je représenterai bientôt, à la tête d'un ministère démocratique, la dernière transition entre la monarchie et le régime démocratique. D'autres insinuent que, si à la suite de quelque éventualité le parti libéral changeait l'illustre chef qui le dirige à l'heure actuelle, je serais le chef que le parti choisirait. Il faut ignorer toute mon histoire pour imaginer de pareils contes. D'abord, je suis républicain et je pense mourir républicain. Ensuite, je ne puis présider aucun gouverment et encore moins faire partie d'aucun gouvernement qui ferait de son dévouement à la monarchie la première formule de son *credo* politique.

« Je n'accepterai aucune charge publique qui m'imposerait des relations fréquentes avec le monarque et des visites au palais, pas même la

présidence du Congrès qui, quel que soit le caractère du titulaire, oblige à soutenir les relations constitutionnelles du Parlement avec le monarque. Soyez sûr, par conséquent, que, quelles que soient les crises que puisse traverser mon pays, je ne me prêterai jamais à aucune combinaison politique qui signifierait le moindre abandon des idées que je professerai toute ma vie et qui impliquerait le moindre service personnel de ma part envers la monarchie, contre laquelle protestent ma conscience et mon passé. Ma position est analogue à celle du monarchiste Berryer sous la monarchie de Louis-Philippe et sous la République de 1848.

» Mais je fais plus que Berryer. J'avais un journal qu'on lisait : je l'ai abandonné. J'avais un parti nombreux et bien organisé : je l'ai dissous. J'étais député au Congrès : je n'y ai pas remis les pieds pendant ces six dernières années. Les électeurs de Huesca, fidèles et tenaces, comme de bons Aragonais, ont continué à me nommer ; mais, comme aujourd'hui encore je ne veux ni prêter serment ni siéger, j'espère qu'ils ne céderont plus à la tentation de me nommer et qu'ils me fortifieront dans ma résolution de me renfermer dans la vie privée, d'où je me propose seulement de me tenir en étroite relation avec le public par mes articles dans la presse nationale et étrangère, par mes livres dont j'écris chaque jour quelques pages. *Nulla*

dies sine linea! Et, comme je me suis retiré dans la vie privée, je prie mes amis, dont aucun n'est lié comme moi par ses actes à la République et à son histoire, de se joindre au parti le plus proche de ses idées parmi les partis militants. Et quel est ce parti? C'est la gauche démocratique et libérale des partis monarchistes, son facteur le plus proche de nos idées dans la forme et dans le fonds.

» L'Espagne est une république. Si nous avions la chance un jour de lui donner ce nom, nous laisserions tout en l'état et nous donnerions seulement au président quelques facultés exécutives de plus que celles du roi, car j'estime que les pouvoirs responsables et renversables ne peuvent conserver la neutralité et l'indifférence qui sont le propre des pouvoirs irresponsables et héréditaires. Mes amis ont donc fait ce que j'aurais fait moi-même à leur place, si je n'avais pas joué dans l'histoire le rôle que j'y ai joué et qui m'est exclusivement personnel : se joindre au parti le plus radical de la monarchie et servir ce parti et cette monarchie avec loyauté et honneur.

L'INSURRECTION CUBAINE

» Tous les principes démocratiques étant aujourd'hui inscrits dans notre législation, il n'y a plus qu'à les conserver. Le parti libéral a

su les établir et le parti conservateur saure nous les garder. J'aurais désiré qu'une œuvre aussi grande fût complétée par la paix, que, tout en soutenant l'armée et en la maintenant sur un bon pied, sans toucher aux dépenses nécessaires à la défense et au matériel de guerre, on augmentât les recettes disponibles et qu'on diminuât les dépenses excessives ; j'aurais voulu qu'on surveillât tous les services publics avec activité et décence, afin d'atteindre un véritable équilibre du budget, grâce auquel nous aurions vu la hausse de nos valeurs et de notre crédit sur toutes les places. Cela n'a pas été possible ; trois guerres, la guerre de Melilla, la guerre de Cuba, la guerre des Philippines, ont déjoué ces plans, et il n'y a d'autre remède que d'attendre des temps meilleurs.

» Aujourd'hui, l'Espagne est en guerre et ne songe qu'à la guerre ! Le pays s'est montré dans ces circonstances à la hauteur des espérances que faisaient concevoir au monde entier son caractère et son histoire. Fallait-il des hommes ? Et, de même que la première armée qui a mis le pied sur le sol américain fut une armée espagnole, de même la plus grande armée qui soit jamais allée des rivages de l'ancien aux rivages du nouveau monde est encore une armée espagnole ! Fallait-il de l'argent ? Nous avons couvert un emprunt, comme seuls pourraient le couvrir des peuples de premier ordre

et regorgeant de richesses. Faut-il un concours moral ? Notre gouvernement n'a à craindre aucun obstacle et les partis extrêmes ne lui susciteront pas la moindre difficulté. Et cette sollicitude envers la femme et les enfants d'un héros qui s'est affirmé spontanément, comme si tous les Espagnols ne formaient qu'une même famille ; cette réponse fière des agriculteurs de Valence refusant de vendre leurs produits à ceux qu'ils considèrent comme des ennemis de leur patrie ; tout ne dit-il pas bien haut que notre Espagne est la nation qu'elle a toujours été, qu'elle sera toujours, avec ses sentiments exaltés, son idéal éternel, son culte de cette merveilleuse épopée qui est sa propre histoire !

» Le mouvement cubain est né dans un moment inopportun. Nous avions d'abord aboli la traite qui s'était maintenue si longtemps à l'encontre des lois internationales ; nous avions ensuite aboli l'esclavage ; les affranchis, qui restaient sous un doux patronat, obtinrent leur manumission. D'abord à Porto-Rico, grâce au dernier gouvernement d'Amédée de Savoie et au premier de la République ; ensuite à Cuba, grâce aux premiers gouvernements de la Restauration, le servage disparut ; on reconnut aux nègres les libertés fondamentales et une considération sociale dont la race noire n'a jamais joui nulle part ailleurs. Des députés furent admis à représenter Cuba au Congrès

des Cortès ; on décréta à Cuba la liberté de conscience, d'enseignement, de la presse, de réunion comme en Espagne. On présenta même aux Cortès un projet de gouvernement de l'île par elle-même. On décréta une grande mesure de transition qui fut votée par tout le monde depuis les républicains extrêmes jusqu'aux plus enragés carlistes. Nous étions en pleine évolution progressiste. Un peuple qui pénètre dans ces voies, indiquées au progrès humain par la sociologie la plus avancée, a-t-il le droit de s'insurger ? Non, mille fois non ! On ne demandait aux Cubains aucun service militaire, on leur faisait payer le moins de contributions possibles ; ils avaient les mêmes droits naturels que le reste des Espagnols, ils étaient sur le point d'obtenir encore une participation plus grande dans leur propre gouvernement... et ils se soulèvent ! Une telle insurrection équivaut à un suicide !

» Il ne faut pas parler au peuple espagnol d'autre chose que de la guerre. Il veut combattre et il combattra jusqu'à son dernier maravédis et jusqu'à sa dernière goutte de sang. Rien ne pourra l'écarter de cette voie et rien ne pourra l'empêcher de rétablir par les armes sa souveraineté combattue par les armes. Les Cubains, avec tout autre peuple que nous, auraient perdu par leur révolution ce qu'ils avaient gagné par une sage évolution. Mais le

peuple espagnol est aussi résolu à être implacable pendant la guerre qu'humain et libéral après la victoire. L'illustre chef des conservateurs, don Antonio Canovas del Castillo, dont je suis personnellement l'ami et dont j'admire le génie politique, tout en continuant la lutte à outrance contre les rebelles, a jugé que les réformes votées sont incomplètes et il se proposait d'en accorder de plus larges et de plus libérales encore, quand le triomphe de notre armée aura sauvé l'honneur de notre pays. Quant aux intentions du chef des libéraux, il n'est pas utile d'en parler. Son histoire est une série de compromis avec la liberté, auxquels il n'a jamais manqué et ne manquera jamais. Les réformes nécessaires seront donc appliquées, car ces réformes s'accordent avec les sentiments d'une grande nation qui, dans tout ce siècle, a combattu, comme aucune autre, pour sa propre liberté et pour celle de tous les peuples. Il n'en coûtera aucun effort à l'Espagne, et elle ne fera ni holocauste ni sacrifice d'aucun genre, en accordant aux Cubains le droit de se gouverner par eux-mêmes et en établissant d'une nouvelle manière les relations commerciales de l'île avec tout le monde, sur une base et sous des règlements dictés par une grande et large liberté.

LES ETATS-UNIS ET L'ESPAGNE

» Je suis loin de confondre les véritables

Américains, ceux que nous pouvons nommer, non des aborigènes, car les aborigènes sont les Indiens, mais des indigènes, car ils ont apporté sur le sol de l'Amérique leur véritable caractère social avec le christianisme, la république et la démocratie, je suis loin de confondre, dis-je, les Américains avec ce ramassis de flibustiers ou écumeurs des mers qui, venus des quatre coins du globe, prétendent étouffer les Américains de pure race, comme lors de la décadence romaine les aventuriers d'origine servile submergèrent le peuple-roi, au point de l'obliger à ôter de son costume les insignes distinctifs de sa qualité et de sa race, pour qu'on ne pût constater *de visu* qu'il ne restait plus de Romains dans Rome. La constitution américaine a su, pour sa part, distinguer entre les Américains et les nouveaux-venus, car elle exige, pour être élevé à la dignité présidentielle, la condition qu'on soit né en Amérique. Et elle fait bien, car on voit aujourd'hui quelle distance il y avait entre la prudence de Cleveland et l'insanité de ceux qui le poussaient à la guerre. Aussi loin sont les têtes des démagogues de celle du président Cleveland que la tête de l'immortel Franklin de celle d'un sauvage! Aussi, ne devons-nous pas faire cas de tout le tapage mené par des pirates désireux de piller et qui contrastait avec la mesure et la prudence d'un président dont le nom honore non

seulement sa race et son pays, mais toute l'humanité et toute la terre.

» Et, de même qu'a procédé Cleveland, de même procédera Mac Kinley ! Un républicain doit même faire plus qu'un démocrate pour empêcher les belliqueux de déchaîner une guerre, dont sortiraient également épuisés et ruinés le vainqueur et le vaincu, en rompant avec fracas le nœud providentiel qui lie à travers les espaces et les âges le vieux au nouveau monde, pour le bonheur de toute l'humanité et la splendeur de toute la terre.

» Ce que j'ai trouvé de positif dans le message de Cleveland, c'est la façon dont il y défend sa résolution de ne pas reconnaître la belligérance. Du moment qu'il n'accorde pas la belligérance, à plus forte raison n'accorderait-il pas la reconnaissance de l'indépendance. Comment pourrait-il se résoudre à une intervention pacifique ? Et, si vous éloignez l'idée d'une intervention pacifique, n'est-il pas moins probable encore qu'on reconnaisse la nécessité d'une intervention armée, alors que le Président sait que son devoir en ce monde est de remplir un ministère de liberté et que la liberté traîne la paix avec elle ?

LES RÉFORMES A CUBA

» Rien ne pourrait d'ailleurs justifier une intervention des Etats-Unis à Cuba : nous som-

mes là-bas chez nous ; nous avons des difficultés intérieures avec nos sujets, nos frères ; c'est une affaire de famille que nous entendons régler en famille et où nul n'a le droit de s'immiscer. Je ne reconnaîtrais plus ma patrie si, contrairement à ma déclaration, elle ne terminait pas et ne couronnait pas ses victoires par les deux réformes nécessaires à Cuba, la réforme politique et la réforme économique, plus faciles toutes les deux à réaliser que celle très dangereuse que nous avons déjà accomplie, l'émancipation des nègres, c'est-à-dire la réforme sociale.

» Pour nous, nous continuerons l'œuvre déjà commencée, le développement successif de tout un système, inauguré par les réformes de Maura et d'Abarzuza et reconnu salutaire pour les deux Antilles par les deux chefs conservateur et libéral du groupe qui gouverne. Et, en achevant ce qui est déjà commencé, ce qui nous peut coûter le plus, c'est-à-dire en accordant aux Cubains le gouvernement par eux-mêmes, à plus forte raison pourrons-nous faire ce qui nous coûte le moins, leur donner la liberté commerciale. Chez un peuple aussi patriote que le nôtre, aucun intérêt égoïste ne peut surpasser l'intérêt général de la patrie et aucun privilège engendré par la protection ne viendra troubler la paix à laquelle nous aspirons tous, en tant que notre souveraineté sur Cuba ne décline pas et que notre honneur national ne souffre aucune

injure. Cette liberté commerciale proclamée en l'an 18 par un gouvernement absolu, peut bien être facilement accordée de nos jours par des gouvernements aussi libéraux que les nôtres, ayant à leur tête de grands hommes d'Etat, de profonds politiques imbus des idées modernes, dans le seul intérêt et pour le plus grand profit du commerce du monde.

» Bien que les Etats-Unis se distinguent par leur ardeur dans le mouvement de réaction protectionniste qui entraîne toute la terre, le peuple espagnol saura ne pas imiter les inconséquences d'autrui ; convaincu que ses Antilles en font l'intermédiaire entre les deux Amériques, il accomplira son devoir en renversant de gaieté de cœur toutes les difficultés et tous les obstacles qui gênent le commerce universel. Le président Cleveland était aussi convaincu que moi de cette vérité, lorsqu'il a écrit son message complètement favorable à l'Espagne, non seulement en disant que les rebelles cubains ne pourraient aspirer à la dignité ni à la catégorie de belligérants, mais encore en rappelant la découverte de l'Amérique par l'Espagne, ainsi que les forces latentes de cette grande nation, désignée par le ciel pour jouer un rôle providentiel en Amérique où elle a apposé le sceau espagnol, des rives du Saint-Laurent jusqu'au cap Horn. L'Espagne occupe dans l'histoire des peuples américains la place de l'ancienne Rome

dans l'histoire de l'Europe, car si Rome dans l'antiquité a fait le « vieux monde », l'Espagne, dans les temps modernes, a fait le « nouveau ».

SANS PEUR ET SANS REPROCHE

» Je ne parviens pas à comprendre la proposition insensée, si favorablement admise par la commission du Sénat des Etats-Unis, réclamant la reconnaissance impossible de l'indépendance cubaine ; mais ce serait là un soufflet retentissant au peuple espagnol et une dérogation à toutes les règles admises du droit des gens. La ligne de conduite tracée aux Etats-Unis par leurs traditions et leurs intérêts s'oppose à toute intervention dans les affaires des pays étrangers. Cette maxime, ils l'ont proclamée depuis un siècle toutes les fois qu'appel a été fait à leur appui, à leur secours par les nations mêmes qui les avaient aidés à conquérir leur indépendance. Ils n'ont pas pris parti, lors de la lutte des anciennes colonies espagnoles contre l'Espagne épuisée par quinze ans de guerre, par l'invasion de Napoléon et l'incapacité de Ferdinand VII. Ils n'ont reconnu les nouvelles républiques américaines qu'en 1820, deux ans seulement avant l'Angleterre. Et, pourtant, dès 1810 le Vénézuela et en 1812 la Nouvelle-Grenade avaient réclamé leur aide ; mais ils n'en firent aucun cas. Monroë, le célèbre Monroë, chargé

d'expliquer à la France pourquoi il ne l'avait point secourue dans ses périls, donna pour raison que la politique saxonne en Amérique se proposait de n'intervenir ni dans le nouveau monde ni dans l'ancien continent. C'est en vertu de cette théorie que les Américains n'ont pas voulu avoir recours aux Congrès continentaux que proposait le Sud, pendant la lutte du nouveau monde contre le nouveau monde ; c'est pour cette raison qu'ils ne protestèrent pas, où protestèrent très faiblement, lorsque Saint-Domingue se réincorpora à l'Espagne !

» On me dit que nous ne pourrons pas éviter un conflit avec les Etats-Unis. Dans ce cas, ce sera de leur part contre nous une agression aussi criminelle que celle de Napoléon Bonaparte en 1808. Nous ne les avons pas provoqués. Leurs menaces, nous les avons accueillies avec le dédain d'une conscience tranquille ! Nous ferons tout notre possible pour éviter cette guerre, sans nous humilier devant la force ni souiller notre histoire par la moindre indignité.

» Mais, si les Etats-Unis nous déclarent la guerre, nous soutiendrons notre bon droit envers et contre tous. Je ne crois pas à cette éventualité, ajouta Emile Castelar, d'une voix qu'une émotion profonde rendait plus chaude et plus vibrante encore qu'à l'ordinaire, je ne crois pas que l'Amérique veuille renier ses traditions t passer de peuple humain et ami du progrès

au rang de peuple conquérant et guerrier. Mais, si elle doit se produire, nous attendrons de pied ferme cette triste agression et nous n'aurons rien à nous reprocher, ayant fait tous les efforts possibles pour l'éviter, sans arrogance, mais aussi sans crainte ! »

CHAPITRE VI

Publication des réformes à Cuba

Pour bien témoigner toute la bonne volonté du Gouvernement espagnol de donner satisfaction aux sages réclamations des Cubains et leur enlever tout prétexte de continuer une insurrection, qui pour être le fait d'une infime minorité, n'en cause pas moins à cette île des misères et des épreuves continuelles, M. Canovas del Castillo a présenté le 4 février 1897 à Sa Majesté la Reine-Régente un rapport admirable de clarté, exposant la situation de Cuba et indiquant les intentions du Ministère : doter l'île d'une personnalité locale administrative répondant à la nécessité d'expérimenter à Cuba le *self-government* ; donner au pays la plus grande part dans l'administration de ses intérêts afin qu'il assume la responsabilité de ses actes ;

maintenir en même temps intacte la souveraineté de l'Espagne avec les conditions indispensables sans lesquelles elle ne saurait subsister.

Le même jour, S. M. la Reine-Régente signait un projet de loi de réformes apportant des modifications libérales à la loi du 15 mars 1895, et soumettait par décret ce projet de loi au Conseil d'Etat.

Le décret comprend quatre articles.

Le premier amplifie les réformes établies par la loi de mars 1895, conformément à dix bases ou principes qu'il énumère.

Le deuxième impose au gouvernement l'obligation de réunir en un seul corps, en les harmonisant, ces amplifications et la loi de mars 1895.

Le troisième déclare ces mesures applicables à Porto-Rico.

Le quatrième annonce que le gouvernement fixera la date de l'application des réformes à Cuba aussitôt que l'état de la guerre lepermettra.

La partie principale de ces réformes consiste dans la création d'une assemblée cubaine sous le nom de « conseil d'administration ». Cette assemblée sera composée de trente-cinq membres, dont vingt et un seront élus par le peuple et six par les différentes corporations ; d'un magistrat, d'un professeur de l'Université, d'un délégué de l'archevêque et de cinq anciens sénateurs ou députés.

Le « conseil d'administration » aura le droit de voter le budget, d'examiner les nominations d'employés et de fixer les tarifs douaniers, mais les produits espagnols jouiront de certains avantages sur le tarif général.

Le gouverneur général sera le représentant du gouvernement espagnol. Il aura le droit de nommer les employés qui devront être Cubains ou Espagnols habitant Cuba depuis deux ans. Il nommera également les hauts fonctionnaires tels que l'intendant, les magistrats et le préfet.

D'autres décrets règlent dans un sens très libéral l'organisation provinciale et municipale. Les conseils généraux et municipaux éliront leurs présidents et leurs maires. L'instruction publique dépendra exclusivement des conseils généraux et municipaux.

Suivant un autre décret, le gouvernement se réserve de prendre des mesures extraordinaires dans le cas où l'ordre public serait troublé. Cuba continuera à élire des sénateurs et des députés au Parlement espagnol.

Avant d'être définitivement approuvés, les décrets de réforme pour Cuba ont été lus par M. Canovas à M. Abarzuza, dernier ministre des colonies du cabinet Sagasta, Cubain de naissance, intime ami de M. Castelar, ainsi qu'à M. Labra, le chef éminent du parti autonomiste cubain. Tous deux en ont fait le plus grand éloge.

Ce projet de réformes à Cuba fut bien accueilli par l'opinion publique, mais donna lieu à quelques critiques de la part des hommes politiques : je résume ici les nombreuses interviews qui furent publiées à ce moment dans la presse espagnole.

MM. Castelar et Maura applaudirent.

Le dernier déclara que le projet Canovas est plus radical que celui d'Abarzuza en 1895 et le sien en 1893 ; il doit par conséquent satisfaire toute aspiration cubaine qui n'est pas insatiable.

M. Labra, chef des autonomistes cubains, applaudit la réforme à condition qu'il sera démontré qu'elle sera sincèrement appliquée ; il est indispensable d'étendre le suffrage actuel, car, s'il subsistait, le nouveau régime serait à la merci des réactionnaires cubains. M. Labra est d'avis que le succès et les résultats des réformes dépendront du changement de politique et de direction militaire. Il trouve enfin insuffisants les pouvoirs du conseil insulaire et excessifs ceux du gouverneur général et de ses délégués. Il aurait aussi préféré pour les Antilles le régime tributaire des provinces basques, payant annuellement en bloc leur quote-part d'impôts qu'ils répartissent et prélèvent ensuite selon leur propre système tributaire.

M. Romero Robledo, quoique consulté par M. Canovas avant la rédaction des réformes, se montra, comme la plupart des représentants du

parti réactionnaire cubain, fort hostile à l'autonomie.

Seul le marquis Apezteguia approuva les réformes, sans croire cependant qu'elles produisent de résultats rapides si la direction militaire et politique n'est pas confiée à des mains plus habiles et surtout plus conciliantes.

M. Moret, ancien ministre des affaires étrangères, a refusé de faire des déclarations ; il laisse, dit-il, au gouvernement, toute la responsabilité.

Ce fut aussi l'avis de M. Sagasta qui préféra laisser agir le gouvernement sans donner son opinion afin de le laisser tirer des réformes tous les résultats qu'elles pourraient donner.

M. Canovas del Castillo se borna à déclarer qu'il n'avait pas d'autre dessein en publiant le projet des réformes que de faire une œuvre nationale :

« J'ai travaillé, a-t-il ajouté, pour la patrie, par la patrie. Je suis décidé à appliquer les réformes loyalement sans aucune supercherie. Je vais avec sincérité établir l'autonomie. J'ai seulement eu soin de fermer les portes à l'indépendance.

Pour l'application des réformes, je n'attendrai pas la complète pacification de Cuba. Il suffira que la rébellion soit limitée à l'ouest de l'île. Je tâcherai de faire vite.

Je suis convaincu que la guerre est en bonne voie. Avant la période des pluies, les choses

seront très avancées, il faut l'espérer.

J'ai accompli mon devoir en laissant aux Cortès toute liberté pour intervenir.

Je suis disposé à écouter toutes les doléances, et toutes les lacunes qui me seront signalées je m'efforcerai d'y remédier en toute justice. »

Pour bien expliquer qu'elle était la situation des esprits en Espagne à cette date, on lira peut-être avec intérêt l'article suivant publié le 14 février dans la *France :*

« La situation politique ne s'est guère modifiée, mais on peut dire que les nuages qui assombrissaient l'horizon se sont légèrement évanouis et que, pour l'instant, la situation intérieure et extérieure de l'Espagne est de nature à faire concevoir de grandes espérances pour l'avenir.

Les partis politiques espagnols ne font pas d'opposition violente à M. Canovas del Castillo, dont tout le monde approuve la politique prudente et sage ; M. Sagasta a déclaré que le parti libéral approuvait les réformes décrétées pour Cuba et que, s'il avait à les appliquer, il le ferait dans un sens très large.

La publication des réformes dans la *Gazette Officielle* a été très bien accueillie par l'opinion; de primo abord, les journaux extrêmes ont déclaré que l'Espagne faisait de trop grandes concessions aux Cubains, surtout après avoir fait de si lourds sacrifices en hommes et en

argent ; mais on est vite revenu à une appréciation plus sage de l'importance et de la valeur des réformes.

A Cuba et en Espagne, tous les hommes sérieux ont applaudi à l'acte très habile et très heureux de M. Canovas del Castillo ; la générosité du gouvernement espagnol se déclarant prêt à donner aux Cubains une quasi-autonomie politique et une très grande liberté commerciale a excité l'admiration en Europe et en Amérique. Tandis que les rebelles Cubains ont accumulé ruines sur ruines en ce malheureux pays et ont obligé l'Espagne à des sacrifices qui font le plus grand honneur à son patriotisme et prouvent ses immenses ressources, le gouvernement espagnol, soucieux des seuls intérêts de Cuba, n'hésite pas à faire savoir officiellement à tous qu'il est résolu à rendre le bien pour le mal et, qu'oubliant les méfaits des rebelles et l'indignité de leur conduite envers la mère-patrie, il se prépare à couronner les victoires de ses soldats par des actes de justice et qu'il entend donner aux Cubains tous les avantages politiques et économiques qu'ils peuvent raisonnablement désirer.

M. Canovas del Castillo a montré une fois de plus quel admirable bon sens et quel génie politique il sait déployer dans la mission si délicate et si difficile qu'il a acceptée, son plus bel éloge est de dire qu'il a été à la hauteur des difficultés traversées par l'Espagne.

Il ne reste plus qu'à lui souhaiter de consolider son œuvre en pacifiant tout à fait Cuba et en achevant de mettre de l'ordre dans les affaires intérieures et extérieures de son pays. Aujourd'hui, les Etats Unis n'ont plus qu'à seconder le gouvernement espagnol dans son œuvre pacificatrice et qu'à l'aider à rendre le calme et la prospérité à l'île de Cuba désolée par des bandes de brigands qui, sous prétexte de politique, mettent au pillage la perle des Antilles. Il ne saurait donc plus y avoir aux Etats-Unis de motifs d'intervention vis-à-vis de l'Espagne.

M. Navarro Reverter, avec la grande compétence qu'on lui connaît, prépare le budget espagnol; sous la direction de l'éminent ministre des finances, on assiste a ce spectacle merveilleux d'une nation qui parvient à équilibrer ses recettes et ses dépenses, malgré une guerre si formidable. Douter des ressources de l'Espagne serait aujourd'hui ridicule; mais on peut affirmer sans crainte que ses richesses et sa vitalité sont bien supérieures encore à l'idée qu'on s'en fait généralement. »

Le projet des réformes ayant été approuvé par le Conseil d'Etat et par le Gouverneur de l'île de Cuba, le décret donnant force de lois aux réformes introduites dans la Loi du 15 mars 1895 fut signé par Sa Majesté la Reine-Régente le 29 avril 1897.

Le même jour, il fut décrété que les réformes

seraient appliquées de suite aux provinces de la Havane, Matanzas, Pinar del Rio et Santa Clara, et que la date de leur mise en vigueur dans les deux autres provinces de l'île serait fixée par le Gouvernement aussitôt que ces provinces pourraient être considérées comme pacifiées.

Ayant été forcé par les circonstances de prendre une aussi grave résolution que celle de modifier la législation de Cuba en l'absence des Cortès, le premier soin du ministère fut de demander aux Cortès, lors de la session de mai 1897, un Bill d'indemnité qui fut voté immédiatement et S. M. la Reine-Régente signa le 8 juin la loi décrétée par les Cortès et sanctionnée par Elle, déclarant exempt de toute responsabilité constitutionnelle le gouvernement actuel.

On comprendra parfaitement qu'il ne m'est pas possible dans un ouvrage de ce genre de m'étendre plus longuement sur la question des reformes de Cuba ni d'en discuter, point par point, les avantages et les inconvénients. Il est difficile d'ailleurs pour un étranger d'apprécier exactement les détails de questions qui, telles que celles qui s'agitent entre Cuba et la Métropole, sont extrêmement délicates et compliquées. Ne me croyant pas une assez grande compétence et une assez grande autorité pour formuler sur ce sujet un jugement définitif, je me suis entouré des opinions les plus hautes et les plus

autorisées. Dans le chapitre suivant, on lira les déclarations que voulut bien me faire au sujet des Philippines et des réformes à Cuba M. Canovas del Castillo : on ne pourrait avoir sur ces graves questions une opinion plus sereine et plus magistrale que celle de l'ancien Président du Conseil des Ministres, mort au champ d'honneur, avant d'avoir pu réaliser ses vastes desseins, mais dont le génie a marqué la politique générale de l'Espagne d'une empreinte ineffaçable.

CHAPITRE VII

Importantes déclarations de M. Canovas del Castillo à propos de l'insurrection des Philippines et de Cuba.

M. Canovas del Castillo a bien voulu, le 10 mars 1897, avec une amabilité charmante, m'accorder une longue entrevue dans son cabinet du Palais de la Présidence, et je suis heureux de pouvoir en donner le compte-rendu fidèle. J'ai trouvé le grand homme d'Etat en excellente santé, toujours supérieur aux plus graves difficultés de la politique, dirigeant du fond de son fauteuil toutes les affaires de son pays, connaissant tout, lisant tout, jugeant tout et accomplissant le plus écrasant labeur qu'ait jamais supporté le chef d'une grande nation. Le président du Conseil des ministres d'Espagne donnait alors au monde entier l'extraordinaire

et admirable exemple du degré de puissance auquel peut atteindre le génie politique soutenu par une volonté inébranlable.*

— Je crois, m'a dit le président du Conseil, qu'un grand changement s'est accompli depuis deux mois dans la situation politique, et que nous pouvons envisager maintenant avec confiance l'issue pacifique et la solution définitive de toutes les questions qui pouvaient auparavant nous inspirer des craintes. Je ne veux, certes, point dire que toutes les difficultés sont surmontées, principalement les difficultés financières ; mais je crois que nous avons traversé les plus mauvais pas.

Ainsi, les nouvelles que je reçois des Philippines sont plutôt encourageantes ; les troupes espagnoles, dirigées par le général Polavieja *, ont commencé brillamment l'attaque des rebelles dans la province de Cavite; et le succès n'est pas douteux. Dans quinze jours ou un mois, j'espère que la province de Cavite sera complètement reconquise et on pourra dire alors que l'insurrection des Philippines a vécu. Le reste

* — Cet article a été publié dans le *Journal* et reproduit par beaucoup de journaux en Europe et en Amérique — *Note de l'éditeur*.

* — La démission du général Polavieja ne doit être attribuée qu'à l'état déplorable de sa santé et ne pouvait avoir aucune influence sur les résultats de la campagne poursuivie par les colonnes espagnoles. — (*Note de l'auteur*).

des îles est, en effet, presque complètement calme : Cavite est le seul foyer dangereux de l'insurrection. Je ne suis vraiment pas de l'avis de M. Silvela au sujet des abus de l'administration espagnole aux Philippines : M. Silvela est très bon et il accorde du crédit à tous les racontars qu'on lui fait. J'estime, au contraire, que l'Administration aux Philippines a été, jusqu'à ce jour, très paternelle à l'égard des indigènes et qu'on a péché plutôt par un excès de confiance envers eux que par un excès de sévérité. Nulle part en Asie, ni aux Indes, ni à Java, ni dans vos colonies d'Indo-Chine, les indigènes ne jouissent d'un régime aussi doux, aussi bienveillant qu'aux Philippines. L'indigène des Philippines est placé devant la Loi sur le même pied que l'Espagnol; il y peut devenir prêtre et une grande partie du clergé des Philippines est d'origine indigène ; il peut devenir officier dans l'armée espagnole et passer avec son grade des colonies dans la métropole. On a considéré les indigènes des Philippines comme les égaux des Espagnols et, s'ils ont été égarés et lancés dans l'insurrection, il faut l'attribuer à notre attitude trop confiante et trop débonnaire qui a permis aux métis des Chinois de tramer des complots contre la souveraineté de l'Espagne. Car, chose curieuse, aux Philippines, les métis de Chinois et d'indigènes nous sont des ennemis mortels, tandis que nous

n'avons jamais eu qu'à nous louer de la conduite loyale des métis d'Espagnols et d'indigènes. Et ces métis de race chinoise sont aux Philippines les plus riches et les plus industrieux ; ils ont hérité des Chinois l'amour du lucre et le goût du négoce. Parmi les fauteurs de l'insurrection qu'on a été obligé de fusiller, il y avait des métis chinois qui étaient plusieurs fois millionnaires. C'est pour servir les desseins ambitieux et inavouables de ces métis, que les malheureux indigènes ont été poussés à la révolte.

Ce n'est pas du tout au régime despotique de l'administration et à la tyrannie des moines qu'il faut l'attribuer. La tyrannie des moines !! Cela me fait rire. Les moines remplissent avec mansuétude aux Philippines leur ministère sacré d'évangélisation et de civilisation ; ils s'efforcent d'amener à l'Eglise catholique ces indigènes idolâtres, à l'esprit borné, et leur propagande est faite de bonté et de charité. Ils ne sont pas riches de capitaux, comme on l'a dit ; ils possèdent seulement quelques grandes propriétés où ils apprennent la culture aux indigènes ; mais ils sont si peu redoutés, leur influence est si peu puissante, qu'ils ont été les premières victimes de l'insurrection et que, vivant sans défense et avec confiance au milieu des indigènes, ils ont été massacrés par les insurgés. Nous devons être reconnaissants aux moines de leurs efforts pour catéchiser ces

populations primitives qui ont besoin des lumières et des secours de la religion chrétienne ; c'est, d'ailleurs, grâce à un moine que nous avons eu connaissance du complot tramé, contre l'Espagne, par les rebelles. Mais cette insurrection qui se préparait depuis près de deux ans, dans l'ombre, n'a été dénoncée à un Père, par une enfant, que deux jours avant l'explosion : c'est la meilleure preuve de l'abandon et de la confiance absolue qu'avaient les moines, car, s'ils avaient pris des précautions dictées par la méfiance, ils auraient connu beaucoup plus tôt les menées des agitateurs.

Il ne sera pas nécessaire de faire aux Philippines des réformes comme à Cuba ; il n'y a d'ailleurs aucune comparaison possible entre Cuba et les Philippines. Il suffira d'avoir aux Philippines une Administration très vigilante et très prudente, d'éviter tous les abus et aussi toutes les faiblesses ; nous continuerons à donner aux indigènes un régime paternel et bienveillant, mais qui ne sera ni sévère, ni débonnaire.

Les réformes a Cuba

Nous parlons ensuite des réformes publiées par la *Gazette* et qui sont, on le sait, l'œuvre de M. Canovas del Castillo.

— J'ai toujours répété, me dit M. Canovas

que le triomphe de nos armes à Cuba serait suivi de l'exécution de réformes très libérales. C'est donc en poursuivant le plan que je me suis tracé dès le début et afin de ne laisser subsister aucune équivoque sur mes intentions, que j'ai publié les réformes. Elles ont été bien accueillies en Europe et aux Etats-Unis ; on y a vu la preuve de la bonne volonté du gouvernement espagnol, de son désir de donner satisfaction aux légitimes aspirations de ses sujets cubains, de leur rendre justice sans tenir compte de leurs égarements passagers. Quelques journaux des Etats-Unis ont dit que jamais Gomez n'accepterait les réformes ; mais je n'ai jamais eu la prétention de faire accepter ces réformes par les chefs de bande qui nous font à Cuba une guerre odieuse d'embuscades et de brigandages. Ce n'est pas à ces aventuriers que le gouvernement espagnol entend accorder la moindre concession ; ils ont voulu la lutte, ils seront réduits par les armes. C'est à la masse des Cubains, aux esprits sages et sérieux, à nos sujets loyaux que les réformes s'adressent, et de tous les points de Cuba je reçois des preuves de la gratitude et du contentement avec lequel on a accueilli les réformes. Ceux que cette poignée de fauteurs de désordres, qui rêve aujourd'hui l'indépendance de Cuba, a cherché à tromper, à faire sortir de leurs devoirs, de leur loyal attachement à la mère-

patrie, peuvent voir, aujourd'hui, que l'Espagne est toujours la nation généreuse, prête à faire le bien pour le mal, prête à passer l'éponge sur le passé et désireuse seulement de donner aux Cubains un régime de liberté et de bonheur, une ère de prospérité et de richesses. Tous ceux qui aiment vraiment Cuba comprendront maintenant que leur seul et unique intérêt est de se grouper autour de nous et de seconder de toutes leurs forces les efforts du gouvernement espagnol pour la pacification de la grande île.

On insinue maintenant que je reculerai indéfiniment la date de l'application des réformes, que leur publication est une simple manœuvre politique. C'est une infamie : je ne promets jamais sans tenir ; les réformes solennellement données seront appliquées le plus tôt possible, le plus libéralement possible. Il ne dépend pas de moi de fixer une date, mais, dès que le gros de l'insurrection aura été vaincu et détruit par le général Weyler — (et j'ai lieu de croire que d'ici à la saison des pluies ce sera une œuvre accomplie), — nous entrerons dans la période d'application des réformes. Si même quelques bandes isolées de brigands continuent à battre la campagne, on leur donnera la chasse sans se laisser distraire de l'application des réformes. L'important, c'est d'en finir avec l'insurrection organisée : une fois celle-ci vaincue, la destruction des dernières bandes ne sera plus qu'une

mesure de police et cinquante malandrins ne pourront faire croire à la révolution de tout un peuple.

Si, au point de vue politique, les réformes donnent aux Cubains une grande liberté, une autonomie conciliée avec le respect de la souveraineté de l'Espagne, au point de vue économique, elles leur accordent aussi de grands avantages. Ils feront eux-mêmes leur tarif des douanes, et leurs relations commerciales seront basées sur des traités de commerce spéciaux aux Antilles : la seule chose qui nous concerne, c'est une protection de 35 0[0 qui sera accordée à certains produits de l'industrie espagnole. Et j'ai la conviction qu'il sera facile, avec de la bonne volonté de part et d'autre, de concilier les intérêts de notre colonie et ceux des fabricants de Catalogne. Les réformes, au point de vue économique sont très bien accueillies à Barcelone : dernièrement encore, une commission de grands industriels catalans est venue me féliciter des réformes et me remercier ; certains vœux m'ont été soumis, mais touchant des points de détail, et, en général, les industriels sont contents des réformes. Ce chiffre de 35 0[0 de protection est même un *maximum* qui ne sera nécessaire que pour quelques articles et les membres de la commission de Catalogne me déclaraient eux-mêmes qu'ils se contenteraient pour bien des produits d'une protection

de 10 ou 15 0[0. Les intérêts des Cubains ne sont nullement, d'ailleurs, en opposition avec ceux des industriels espagnols : les Etats-Unis sont le marché naturel des produits de leur agriculture, mais les relations commerciales de Cuba et des Etats-Unis n'ont jamais été meilleures que sous le régime du fameux bill Mac-Kinley ; le traité qui réglait alors les échanges commerciaux de notre colonie avec les Etats-Unis a été dénoncé par les Etats-Unis eux-mêmes. Jusqu'à ce moment, aucune ouverture ne m'a été faite directement, ni indirectement, par le gouvernement des Etats-Unis, pour la négociation d'un nouveau traité de commerce : je ne sais pas du tout quelles sont les intentions à ce sujet de M. Mac-Kinley.

Nous verrons ; mais ce que je sais et ce que je puis vous affirmer, c'est que nous sommes, en ce moment, parfaitement d'accord avec les Etats-Unis, et que la période de tension et de craintes d'un conflit est bien loin de nous. On oublie vite les dangers passés ; mais si on compare la situation présente de l'Espagne à celle d'il y a trois mois, on ne peut que se féliciter et envisager l'avenir avec confiance. »

M. Canovas del Castillo sourit des bruits de crise ministérielle que la presse espagnole répandait à cette époque ; il n'y avait pas de dissension dans le cabinet qu'il présidait et, même dans son parti, il ne rencontrait pas d'op-

position. Une crise, si elle était survenue alors, n'aurait pu être que tout à fait partielle ; mais rien n'autorisait à la prévoir, tout au moins avant le moment où il s'agirait d'appliquer les réformes à Cuba. « Quand les journaux, me disait M. Canovas en souriant, n'ont pas de nouvelles importantes à donner aux lecteurs, ils publient des racontars, des suppositions. Ce n'est pas méchant et ça les amuse ; mais il faut prendre ces indications fantaisistes pour ce qu'elles valent. »

CHAPITRE VIII

A propos de l'autonomie de Cuba

« Je veux, disait M. Canovas, donner sincèrement l'autonomie à Cuba, mais je veux aussi fermer les portes à l'indépendance. » C'était sagement parler et les réformes décrétées et appliquées par le parti conservateur semblent de nature à réaliser ce dessein.

Le parti libéral ne s'est pourtant pas déclaré satisfait de ces réformes et a proclamé tout dernièrement un nouveau programme, réclamant une autonomie plus complète pour Cuba, programme plus libéral encore que celui de M. Labra. Il est vrai d'ajouter que, dès que M. Moret et M. Sagasta ont manifesté leur intention de donner à Cuba une entière autonomie, de graves divergences d'opinions se sont fait jour dans le parti libéral et l'autonomie absolue a rencontré de nombreux adversaires.

Le 10 mai, à l'inauguration du Cercle libéral, M. Sagasta a prononcé un discours dans lequel, après avoir annoncé qu'il se réservait de faire des déclarations plus explicites devant le Parlement, il déclara que le parti libéral avait facilité au cabinet tous les moyens possibles pour arriver à un résultat dans les guerres coloniales. Selon lui, il était nécessaire de dissiper le préjugé de ceux qui prétendaient que le parti libéral n'a point de politique coloniale. Cette politique, essentiellement réformiste, a été définie dans la loi votée avant l'insurrection ; le parti libéral eût voulu la voir appliquer malgré le soulèvement pour mieux mener de front l'action diplomatique et politique. L'armée vaincra, mais l'œuvre de la pacification ne saurait être consolidée sans la sincérité de l'autonomie. Telle était le 10 mai dernier l'opinion de M. Sagasta.

Le 14 juillet, les membres du parti républicain fédéral ont célébré à Madrid l'anniversaire de la prise de la Bastille. M. Pi y Margall, chef du parti, a dit que l'évolution de tous les partis en faveur de l'autonomie vient donner raison au parti fédéral. Il a émis ensuite l'avis que, si la question de Cuba ne peut se régler par les moyens pacifiques, il faut déclarer l'indépendance de Cuba. M. Pi y Margall estimait également qu'il faut accorder aux Philippines leur autonomie.

Dans un meeting organisé par le parti libéral à Saragosse, M. Moret, ancien ministre, a prononcé un discours très violent contre le gouvernement conservateur. Il a critiqué le système employé dans la campagne de Cuba et la solution apportée à la dernière crise. L'orateur a déclaré que les libéraux veulent proclamer l'autonomie à Cuba.

Ainsi voilà les républicains et les libéraux d'accord, semble-t-il, au sujet de l'autonomie de Cuba. Mais ce principe d'autonomie absolue rencontre des adversaires éloquents dans le sein du parti libéral. Le 14 juillet 1896, M. Maura, un des chefs les plus remarquables du parti, disait aux Cortès : « Pour moi l'autonomie n'est pas convenable pour Cuba, elle n'est pas convenable pour conserver l'intégrité de la patrie ».

Toujours désireux de laisser parler sur cette grave question de plus autorisés que moi, je trouve dans le *Héraldo de Madrid*, le grand journal si habilement dirigé par M. Canalejas, ancien ministre de la justice et un des chefs les plus influents du parti libéral, un très intéressant article que je vais résumer ci-dessous.

« En citant des textes, dit le *Héraldo*, nous avons démontré comment, à de très rares exceptions, les hommes illustres qui, depuis le commencement du siècle jusqu'à ce jour, soit à la tribune, soit au Parlement, soit sur les bar-

ricades, ont défendu pour les introduire dans notre législation les principes démocratiques, se sont toujours déclaré ennemis résolus, irréconciliables de l'*autonomie* antillane et partisans décidés, enthousiastes de l'*assimilation*, jamais du *statu-quo ; assimilation* qui, loin de les empêcher, prépare les grandes réformes économiques et politiques, celles qui ne relâchent pas, au risque de les rompre, les liens entre la nation et les Antilles.

« Il faudrait plusieurs numéros du *Héraldo* pour publier le texte de tous les discours et articles dans lesquels les principaux démocrates, monarchistes et républicains, *avant*, *pendant* et *après* la révolution de septembre, ont repoussé avec violence le dogme autonomiste. On pourra lire aussi dans les *Diarios de Sesiones* les listes des votes nombreux par lesquels *presque tous les personnages démocrates et progressistes* ont exprimé, à diverses reprises, leur opinion contraire, non seulement aux solutions, mais même aux simples tendances autonomistes.

« En 1880 les démocrates progressistes discutèrent le fameux programme-manifeste du 1er avril et, comme presque tous repoussaient l'autonomie et que seuls cinq ou six, parmi des centaines de signataires, la réclamaient, on arriva, pour sauver la situation personnelle de ces derniers, à une transaction, en affirmant

que l'*assimilation* était le programme de *tous*, et en ajoutant que, selon les uns (c'était les plus nombreux), ce système était *définitif* et que, selon quelques autres signataires, c'était la *préparation* de l'autonomie, qui, en aucun cas, ne pourrait être assez ample pour affecter l'indissoluble unité de la patrie. Ce document fut signé par Martos, Ruiz Zorilla, Montero Rios, Echegaray, Mosquera, Muro, Azcarate, Figuerola, Romero Giron, Chao, Cervera, Baselga, Lhanoy Persi, Palanca, Montemar, Gonzalo Julian... et, entre des centaines de signataires, figurent quarante personnalités très significatives aujourd'hui par leur position parlementaire dans le parti fusioniste.

« Et on ne peut pas alléguer ce jugement si réservé pour supposer que ceux qui le firent étaient des assimilistes d'occasion, car ce même parti répéta en 1883 son jugement dans les termes suivants très clairs et très catégoriques, totalement contraires à l'autonomie : « L'abolition complète et immédiate de l'esclavage et l'assimilation de nos provinces d'Outremer à celles de la Péninsule, sans hypocrisie ni mystifications, doit être la garantie que donne la République à nos frères d'au-delà les mers pour fortifier les liens qui les unissent à la mère-patrie et que jamais et pour aucun motif on ne doit rompre, à moins d'être déclaré coupable de crime de lèse-nation. »

. . . .

« Dix ans après, le 28 mars 1890, l'inoubliable démocrate M. Becerra répudiait toute solidarité entre la démocratie et l'autonomie, et un député radical en ses opinions coloniales M. Calbeton déclarait que le programme des libéraux espagnols était l'*assimilation.*

« En 1891, la minorité, dirigée par l'illustre Martos, déclare qu'elle repousse l'autonomie tout en acceptant l'extension du droit de vote, une grande décentralisation et la séparation des pouvoirs. L'éloquent republicain Carvajal s'élève avec force contre les prédications autonomistes, s'opposant à toute chambre ou députation insulaire à Cuba ou à Porto-Rico.

« Le 3 juillet, le respectable ex-ministre libéral M. Léon y Castillo se déclare ennemi d'un gouvernement autonome, parce qu'il ne *veut pas préparer l'indépendance de Cuba*, ajoutant que l'exemple improvisé et incongru de l'Angleterre ne peut influer en rien sur son esprit. En lui répondant, M. Canovas del Castillo se félicite de voir *s'élever des bancs libéraux les protestations les plus véhémentes contre l'autonomie*, régime équivoque, inadmissible, inapplicable, *préparatoire de l'indépendance.*

« Peu de jours après, la minorité possibiliste, comprenant que l'assimililation absolue etait inadmissible, repoussait les principes autono-

mistes et le général Lopez Dominguez dit ces paroles énergiques : « Je suis *assimiliste* et je demande pour Cuba l'application des lois de la Péninsule. »

» En 1892, au nom des républicains révolutionnaires, M. Ruiz Zorrilla réédita ses convictions de toujours, en consacrant des phrases d'éloge aux Cubains qui sont Espagnols sans condition.

» En 1893, plusieurs orateurs libéraux s'élevèrent contre l'autonomie et M. Romero Robledo, s'adressant avec véhémence au chef du parti libéral, lui demanda si c'était une erreur d'affirmer que la politique antillane du gouvernement, présidé par M. Sagasta, était assimiliste et M. Sagasta lui répliqua avec énergie : « Oui » !

« En 1894, en la seconde quinzaine de novembre eurent lieu de solennels débats sur les réformes présentées par M. Maura, qui affirma que son projet était de pure décentralisation administrative et le plus grand obstacle, non seulement au séparatisme, mais encore au triomphe de l'autonomie. M. Dolz, au nom du parti réformiste cubain, déclara qu'entre ces réformes et les solutions autonomistes il y a un abîme et que, si le projet avait eu quoi que ce soit d'autonomiste, ni M. Maura ne l'aurait présenté, ni le gouvernement ne l'aurait admis, car il aurait été repoussé par les *réformistes*

francs, décidés, loyaux adversaires du parti autonomiste.

« Le Ministre des Colonies, M. Abarzuza, après avoir appelé les Antilles *provinces* et non *colonies*, affirma que le parti libéral cherchait une large décentralisation administrative, mais en maintenant l'unité juridique et politique.

« A la fin de 1894, dans le débat solennel, intervinrent M. Sagasta, chef du gouvernement et du parti libéral, M. Carvajal, au nom du parti républicain et M. Marenco au nom du parti républicain révolutionnaire et on doit remarquer que, d'après les notes du *Diario de Sesiones*, la majorité libérale applaudit non seulement son chef, mais encore les orateurs républicains, *lorsqu'ils protestèrent contre l'autonomie.*

» M. Sagasta affirma que les Antilles ne *sont pas des colonies, mais des provinces espagnoles comme les autres*, que l'Espagne n'avait pas à se préoccuper de la façon d'agir de la France et de l'Angleterre avec leurs colonies, qu'il est absurde, en parlant de Cuba, de faire une comparaison avec le Canada, attendu que l'Espagne veut que les *provinces d'Outremer* fassent partie intégrante de la nation et que ce n'est pas pour préparer leur émancipation qn'elle a sacrifié tant de vies et tant de millions.

« Peu après, M. Marenco prononça avec une grande énergie les paroles suivantes : « La

République a soutenu trois guerres en envoyant à Cuba tous les renforts nécessaires pour conserver l'intégrité du territoire et l'honneur du drapeau dans cette province espagnole. Dire que nous sommes disposés à telles ou telles réformes *suena a himno de Riego* et les provinces d'Outremer doivent se défendre avec des bateaux et des soldats. La minorité républicaine progressiste, le parti républicain progressiste ne sont pas PARTISANS DE L'AUTONOMIE, *(approbation de la majorité libérale)*. Les centralistes ont mis l'autonomie dans leur programme, mais nous autres, républicains progressistes, insistons à déclarer que nous ne sommes pas autonomistes ».

« Et M. Carvajal disait ensuite : « Je suis l'ennemi des réformes qui suivent les voies de la désagrégation et même de la distinction ; je ne considère pas Cuba comme une colonie, mais comme une réunion de provinces égales à celles de la Péninsule. La chambre unique ou la députation unique est une *insanité*, un problème dangereux ».

« En 1895, à l'exception des républicains centralistes dirigé par M. Salmeron, des fédéraux et de leur chef Pi y Margall, de M. Labra et de ses amis, et par hasard de M. Moret, tous les démocrates et tous les libéraux, républicains et monarchistes, repoussèrent l'autonomie, en admettant seulement cette loi des réformes

convenue entre MM. Maura et Romero Robledo et qu'approuvèrent à l'unanimité les minorités parlementaires et les partis.

« En 1893, les démocrates, les républicains et les monarchistes maintinrent leur opposition à l'autonomie ; on discuta si les réformes devaient être appliquées pendant le cours de la guerre ou quand la guerre serait terminée et M. Canovas indiqua qu'elles devaient s'appliquer en marquant une orientation autonomiste, mais, sauf les anciens apôtres de cette solution, la majorité des forces libérales repoussa les aspirations autonomistes, déjà recommandées dans une Note du Gouvernement des Etats-Unis. On discuta beaucoup pour savoir s'il fallait combiner ou non l'action politique avec l'action militaire ; mais il n'arriva à personne de formuler la prétention exigeant que les solutions autonomistes soient des dogmes démocratiques et libéraux ».

Et l'article du *Héraldo* se terminait ainsi : Cn peut discuter si l'autonomie est un moyen efficace pour finir la guerre ou une transition préparatoire pour la liquidation du problème cubain ; on peut examiner les exigences des Etats-Unis, l'état d'esprit des masses autonomistes qui combattent dans la Manigua (c'est-à-dire la campagne, la *brousse* de Cuba), en somme, l'opportunité, des raisons de circonstances, les convenances pour notre Trésor, tout

ce qui peut et doit être discuté dans la presse pour éclairer l'opinion publique ; mais il ne faudrait pas persévérer dans la tromperie ni dans l'injustice de soutenir que l'autonomie de Cuba, qu'ont combattue pendant un demi-siècle les personnages, les groupes et les partis démocratiques et libéraux, constitue depuis trois semaines un dogme qu'on ne peut désapprouver sans mériter l'épithète de réactionnaire ».

Il semble assez difficile, après les réformes décrétées par le ministère Canovas, de faire plus encore pour les Cubains sans risque de leur donner inconsciemment ce qu'ils ont cherché par la violence, par l'insurrection, c'est-à-dire l'indépendance complète. Croire que Cuba pourrait être pour l'Espagne ce que le Canada est pour l'Angleterre est une utopie absolue. Les rebelles Cubains, qui s'entêtent à mener une vie de pillages et de brigandages dans quelques recoins de l'île, ont fait savoir que l'autonomie, quelle qu'elle soit, ne leur suffirait pas et qu'ils voulaient la liberté de se séparer de la mère-patrie et de s'ériger en République.

Quant aux partis sages de Cuba, ils ont accepté avec plaisir les réformes de M. Canovas et donnent leur concours au gouvernement espagnol : le 8 juillet, le marquis de Pinar del Rio, vice-président de l'assemblée dirigeante

du parti de l'union constitutionnelle de Cuba, envoyait un télégramme à M. Canovas, déclarant que ce parti acceptait les réformes, défendait la conduite du général Weyler et protestait contre les attaques dont il était l'objet de la part de la presse et des hommes politiques des Etats-Unis qui l'accusent à tort de cruauté et d'arbitraire...

Au milieu de toutes ces opinions différentes il est bien difficile de se résoudre à porter un jugement; l'avenir dira qui a raison ou qui a tort. Pour moi, je me bornerai à terminer ce chapitre par les déclarations suivantes faites à un de mes confrères madrilènes en juillet dernier par le marquis de Cerralbo, chef du parti carliste, qui après avoir affirmé que les carlistes étaient prêts, par raison patriotique, à observer une conduite prudente et à ne pas créer de difficultés au gouvernement afin de ne pas assumer la moindre part de responsabilité dans les malheurs de la patrie, ajoutait ces paroles significatives : « Je ne crois pas que Canovas donne l'autonomie à Cuba et ne crois pas qu'aucun autre la lui donne, parce que de la façon dont on vient d'en parler ce serait comme si l'on déclarait morte notre souveraineté sur ce territoire que nous voulons conserver à l'Espagne ; mais si quelqu'un était jamais assez malavisé pour concéder l'autonomie à Cuba, il est clair que tout le parti carliste se

léverait comme un seul homme pour protester de toutes ses forces ! »

Il est inutile d'insister sur la gravité de ces paroles du marquis de Cerralbo ; elles semblent indiquer très clairement que le parti carliste profiterait des faiblesses du gouvernement espagnol à Cuba pour se lancer dans les aventures et rouvrir sur le sol même de l'Espagne la série si désastreuse des guerres civiles.

CHAPITRE IX

Les sacrifices de l'Espagne en hommes et en argent pour conserver ses colonies

Le *Temps* a publié, au mois de mai 1897, une très intéressante étude sur ce qu'ont coûté à l'Espagne en hommes et en argent les guerres coloniales.

On a maintenant des données suffisantes pour se rendre compte de ce que l'Espagne a fait de sacrifices en hommes et en argent, pendant les deux premières années de la guerre de Cuba et pendant les six premiers mois de la lutte dans les îles Philippines. Le général Calleja, qui était gouverneur général de Cuba au moment où l'insurrection éclata, à la fin de février 1895, a affirmé que l'armée coloniale ne comptait qu'une douzaine de milliers d'hommes,

bien que sur le papier les documents officiels parlassent de 18.000 hommes. On a envoyé à Cuba, du 1er mars 1895 au 1er mars 1897, 10 généraux, 675 officiers supérieurs, 6.222 officiers, 180.345 soldats; en tout, 187.282. Dans ces deux mêmes années, on a envoyé à Porto-Rico 3 généraux, 25 officiers supérieurs, 179 officiers et 4.620 soldats; en tout, 4.827.

Du 16 septembre 1893 au 27 février 1897, on a envoyé aux îles Philippines, 6 généraux, 96 officiers supérieurs, 735 officiers et 25.784 soldats; en tout, 26.622 hommes.

Les deux guerres coloniales ont donc obligé le gouvernement à tirer des cadres de la métropole 49 généraux et 7.933 officiers.

A mesure qu'il fallut faire préparer des renforts plus considérables pour les Antilles d'abord, puis pour les Philippines, on rappela sous les drapeaux les hommes déjà instruits, qui étaient en congé, des classes 1894 et 1893, puis on appela une quinzaine de milliers d'hommes de la première réserve, et on devança de quelques mois la convocation des contingents des classes 1895 et 1896 (85.000 hommes chacune). En ce moment, on va en faire autant pour celle de 1897. La nation a vu partir tous ces jeunes conscrits de dix-neuf à vingt ans sans murmurer et les autorités n'ont eu à signaler que dans quelques provinces la désertion de plusieurs jeunes gens.

Les statistiques officielles fournissent des informations assez complètes sur les pertes subies par l'armée espagnole à Cuba. Sur les 187.282 hommes envoyés à la grande Antille et les 12.000 qui s'y trouvaient avant l'arrivée des premiers renforts, on a eu un général, 7 officiers supérieurs, 53 officiers et 1.314 soldats tués; un général, 6 officiers supérieurs, 55 officiers, 704 soldats morts, par suite de blessures, dans les hôpitaux de Cuba. Il y a eu 463 officiers et 8.164 soldats blessés. La fièvre jaune a fait succomber un général, 30 officiers supérieurs, 287 officiers et 13.004 soldats. Il y a eu 4 généraux, 25 officiers supérieurs, 96 officiers et environ 40.000 soldats qui sont morts d'autres maladies. On a dû renvoyer en Espagne plus de 20.000 blessés et malades impropres pour le service.

A leur débarquement chaque mois à la Corogne, à Santander, à Cadix, des vapeurs de la Compagnie Transatlantique espagnole, les invalides et blessés reçoivent chacun de 100 à 150 pesetas du gouvernement pour se rendre chez eux ou à l'hôpital désigné d'avance et où tout est préparé pour les soigner et les rétablir.

Somme toute, avec les morts et les rapatriés, l'armée de Cuba a été réduite de 197,282 hommes à 150,000 hommes à peu près. Sur cet effectif de 150,000 hommes, au 28 février, il y avait 16,000 malades dans les hôpitaux de l'île de Cuba,

selon les rapports réunis par l'inspecteur général des hôpitaux.

Des données également officielles fournissent les chiffres suivants sur les pertes des insurgés cubains : morts, 218 chefs, 14,114 insurgés; blessés, 41 chefs, 3,683 hommes ; prisonniers, 34 chefs, 979 hommes ; présentés à soumission, 22 chefs, 2,871 hommes. On n'a rien publié d'officiel sur les morts ou rapatriés dans l'île de Porto-Rico.

Les pertes dans les îles Philippines ont été : morts : 5 officiers supérieurs, 21 officiers, 234 soldats ; blessés : 13 officiers supérieurs, 39 officiers, 868 soldats. Ces chiffres de l'armée des Philippines ne représentent que les pertes jusqu'au 27 février; mais, depuis, les importantes opérations dans la province de Cavite ont coûté cher et l'armée a eu beaucoup de malades.

Aux îles Philippines, il n'y a pas de fièvre jaune, mais les Européens sont fort éprouvés par les fièvres paludéennes, la dysenterie, l'anémie, très fréquentes dans un pays où les troupes opèrent au milieu de terrains marécageux, de forêts épaisses, avec tous les inconvénients d'un climat presque tropical. Dans les îles Philippines comme aux Antilles, la saison des pluies et des maladies qui commence en mai paralyse naturellement les mouvements des armées européennes. Ce ne sera guère qu'après cette saison qu'on songera à envoyer

des renforts aux deux armées coloniales.

Dans l'île de Cuba, on dit que, pour le moment, le général Weyler croit avoir assez de forces. Aux Philippines, le général Polavieja, même avant que sa santé le forçât à offrir sa démission, avait dit au gouvernement qu'il se faisait fort de dominer l'insurrection dans la province de Cavite avec les troupes qu'il avait sous la main à la fin de février; seulement, qu'il estimait indispensables des renforts assez considérables pour occuper ensuite militairement tous les endroits pouvant servir de repaire et de point de ralliement nouveau aux insurgés, qui, sans cela, pourraient tenter de prolonger la lutte sous la forme d'une guerre de guerillas. Les succès si rapides qui ont couronné depuis le plan de campagne du général Polavieja, dans la province de Cavite, portent le gouvernement à espérer que son successeur pourra peut-être achever la pacification des îles Philippines sans exiger de renforts.

Les deux guerres coloniales ont causé une augmentation extraordinaire des rachats du service militaire. Les familles n'ont pas hésité à payer les 1,500 piécettes exigées pour libérer les conscrits du service en Espagne et les 2,000 piécettes nécessaires pour libérer ceux qui étaient désignés pour servir aux colonies.

Selon la *Gazette de Madrid* ces rachats du service militaire ont produit dans les huit

premiers mois des exercices avant l'insurrection cubaine de 6 à 7 1/2 millions de piécettes, puis en 1894-95, 9 millions. En 1895-96, les produits des rachats du service militaire se sont élevés à plus de 27 millions, et enfin dans les huit premiers mois de l'exercice en cours, 1896-97, à 41 millions 1/2. Ces rachats, depuis le 1er mars 1895, ont donc fait verser dans le trésor espagnol plus de 78 millions qui représentent un lourd sacrifice pour la plupart des contribuables, résignés à le faire pour exempter environ 45,000 conscrits.

Le coût total et définitif des deux guerres coloniales ne saurait être déterminé d'une façon complète dès maintenant ; mais on peut, d'ores et déjà, se faire une idée de l'usage que le gouvernement a fait des moyens mis à sa disposition par le Parlement et d'autres ressources légalement disponibles. Au moment où la guerre de Cuba éclata, en février 1895, le ministre des colonies avait en sa possession à peu près 25 millions de bons cubains 6 0/0, reliquat de l'émission de 620 millions de piécettes nominales de 1886. Il avait aussi un faible reliquat des 175 millions de bons cubains 5 0/0 émis en 1890 pour consolider la dette flottante. Ces 175 millions de piécettes en bons cubains 5 0[0 formaient partie des 875 millions de piécettes nominales en bons cubains 5 0/0 que les Cortès avaient autorisé le gouvernement

à créer en 1890, à savoir 700 millions pour convertir ce qu'il restait des bons 6 0/0 cubains de 1886, et 175 millions pour consolider la dette flottante.

Comme on n'avait pu réaliser la conversion de la dette cubaine, le ministre des colonies n'avait pas fait usage des 700 millions de bons cubains de 1890, et le gouvernement actuel se fit autoriser par les Cortès, en 1895, à tirer parti de ces 1,100,000 obligations de cinq cents piécettes nominales pour les frais de la guerre. Nanti de cette autorisation et en se servant d'autres autorisations antérieures, le ministre des colonies vendit au mieux en 1895 et 1896 nne partie des bons cubains de 1886 et de 1890, et il se servit du solde pour offrir une garantie aux banquiers étrangers et espagnols, et à la Banque d'Espagne pour des avances. A mesure que le temps passait, les prêteurs se montrèrent plus exigeants et ne se contentèrent plus de la garantie en bons ; on dut leur donner en outre la garantie du Trésor espagnol.

En 1896, au mois de juin, le gouvernement obtint des Cortès l'autorisation de faire des emprunts avec la garantie d'une des sources de revenu de la péninsule elle-même. C'est en vertu de cette autorisation que l'on fit, en novembre 1896, une émission de 800,000 obligations de cinq cents piécettes nominales rapportant 5 0/0 d'intérêt annuel, remboursables en

huit ans, et garanties par le rendement des douanes espagnoles, à concurrence de près de 61 millions de piécettes par an. L'épargne et les capitalistes du royaume répondirent si vaillamment à l'appel du gouvernement que les souscriptions dépassèrent de beaucoup le chiffre demandé, et cet emprunt fut presque entièrement libéré au second versement et produisit net, 372 millions.

Le gouvernement a rendu compte de l'usage qu'il avait fait de ces autorisations jusqu'au 31 décembre 1896. Du 1er mars 1895 au 30 juin 1896, il s'était procuré 333,808,255 francs et, sur cette somme, il y avait payé 319,268,195 pour défrayer en grande partie les frais des seize premiers mois de la guerre, qui allaient croissants avec l'arrivée des renforts et l'extension donnée aux opérations. Du 1er juillet au 31 décembre 1896, le gouvernement s'était procuré 287,375,560 francs et il appliqua, aux frais divers de la guerre de Cuba, 224.998,680 piécettes.

On voit que, du chef des voies et moyens pour les guerres coloniales, on n'a encore rien inscrit au budget ordinaire de l'Espagne, et partant, rien sollicité des contribuables. Il est cependant parfaitement entendu que l'Espagne garantit non seulement le dernier emprunt intérieur de 400 millions de piécettes, mais aussi les émissions de 620 millions de bons cubains 6 0/0 de 1886 et les 175 millions de bons cubains

5 0/0 émis en 1890, ainsi que les 700 millions de bons cubains 5 0/0 de 1890, dont on n'a fait usage que pour les frais de la guerre. Cette garantie s'entend dans le cas où l'île de Cuba ne pourrait elle-même faire face au service de ces dettes, surtout de celles de 1886 et 1890 qui sont garanties en première ligne par le rendement des douanes et à défaut par tous les revenus de la colonie et, enfin, en dernier lieu, « par la garantie générale de la nation espagnole ». Il est de toute évidence que Cuba ne saurait, même après la pacification, faire face au service de la dette déjà créée pour les frais de guerre, qui se montent à un milliard 100 millions, et de ce qui sera inévitablement créé encore avant la fin de l'insurrection, puisque les budgets de Cuba présentaient un déficit annuel moyen de 20 à 25 millions avant la guerre actuelle, alors que le Trésor de la grande Antille n'avait à pourvoir qu'aux intérêts et amortissement de ce qu'il restait des 620 millions émis en 1886 et des 175 millions émis en 1890, et au service de la dette flottante accumulée depuis 1891.

A partir du 1er janvier 1897, le ministre des colonies avait à sa disposition, pour couvrir les frais de la guerre de Cuba, d'abord le solde en caisse de l'argent qu'il s'était procuré par l'emprunt intérieur et la vente ou mise en gage des bons cubains jusqu'au 31 décembre 1896,

70.241.985 piécettes, puis 6.931.430 piécettes avancées au Trésor des Philippines, et enfin 4.221 bons cubains 6 0/0 de 1886 et 339.029 bons cubains de 1890 rentrés en sa possession à la fin de 1896, quand l'emprunt intérieur lui permit de dégager ces titres donnés en garantie à la Banque de Paris et des Pays-Bas, à la Banque d'Espagne et à d'autres banquiers. Aux cours du jour, ces bons cubains de 1886 et 1890 pouvaient produire 134.162.970 piécettes au plus. C'est avec ces ressources que le gouvernement continue à couvrir les dépenses les plus urgentes des guerres coloniales depuis le 1er janvier.

Il faut dire à l'honneur de la nation espagnole et de tous ses partis politiques, qu'ils sont plus que jamais résolus à ne reculer devant aucun sacrifice, pour arriver à maintenir la domination espagnole aux Antilles. Leurs brillants succès aux îles Philippines sous les auspices du général Polavieja les poussent à espérer que, les réformes aidant bientôt l'action militaire et diplomatique, on parviendra à pacifier les Antilles.

On n'a rien encore publié de précis sur les frais de la guerre aux Philippines, depuis le 1er septembre 1896. On sait que chaque soldat européen, et il en a été envoyé 26.000, coûte cinq piécettes par jour, que la dépense moyenne depuis le 1er décembre est de dix millions de piécettes par mois. Cela n'effraye pas les Espagnols, en raison des résultats obtenus ; d'autant

plus que les Philippines n'ont jamais eu de lourds impôts ni de tarifs très élevés. On a donc lieu de croire que, si le gouvernement s'occupe vigoureusement de la réorganisation de l'administration coloniale, les archipels seront à même de couvrir le service de leur dette.

Le premier souci de M. Navarro Reverter a été, durant son passage si remarqué à la tête des Finances de l'Espagne, de travailler à la réorganisation de l'Administration espagnole aussi bien dans la Métropole qu'aux Colonies. Il ne faisait d'ailleurs en cela que suivre les traditions et les inspirations de M. Canovas del Castillo, qui a toujours combattu les abus et puni les fraudes administratives. Il suffit de voir les résultats merveilleux obtenus par M. Navarro Reverter au point de vue du rendement des impôts pour se rendre compte des bons effets de la surveillance qu'il exerçait sur les agents de l'Administration.

CHAPITRE X

Une conversation avec M. Fr. Silvela

Le 3 décembre 1896, j'eus l'honneur de causer avec M. Fr. Silvela et je rendis compte de notre conversation dans *Le Journal*.

Voilà quatre ans que je n'avais vu M. Fr. Silvela ; et, tandis que je l'attendais, dans son grave cabinet de travail aux murs cachés par les livres, je me le figurais ayant subi quelques-uns de ces outrages que nous infligent les années en s'enfuyant et que le poète a qualifiés d'irréparables. Mais je me trompais : le chef populaire et autorisé d'une grande fraction du parti conservateur est toujours jeune, toujours actif, toujours aimable. Les fils d'argent ne sont pas plus nombreux dans sa barbe, ses yeux pétillent toujours d'esprit derrière le binocle qui chevauche son nez.

Après les compliments d'usage, M. Silvela me déclare qu'il est heureux de me revoir en Espagne ; puis, s'asseyant dans un fauteuil, il ajoute :

— Alors, vous revenez faire une enquête sur la situation économique et politique de mon pays ?... Elle est grave, très grave...

Il semble réfléchir un peu, puis il reprend :

— Mais tout est subordonné à la question de Cuba et des Philippines : il y a, aujourd'hui, une trêve complète de tous les partis politiques, une unité de vues absolue quant aux affaires coloniales, le désir du triomphe prochain et définitif de nos valeureux soldats.

— Puisque nous parlons tout d'abord de Cuba, permettez-moi de vous adresser une question que tout le monde s'est posée : quelle est la véritable raison du retour en Espagne du capitaine-général Martinez Campos, de cet illustre soldat qui avait déjà triomphé de la précédente révolution cubaine et qui semblait le seul capable de venir à bout de la révolution actuelle ?

— La ou les véritables raisons !... Je ne peux faire que des suppositions à cet égard, mais je crois que voici la vérité : le général Martinez Campos est nerveux, très impressionnable ; il s'est cru abandonné par le gouvernement et il n'a pas rencontré dans le parti espagnol de l'île les appuis qu'il espérait. Il était parti avec l'idée de conclure une pacification, un arrangement ;

il voulait faire un nouveau pacte de Zanjon et accorder toutes les concessions possibles. Je crois, pour moi, qu'il était dans le vrai; mais, le gouvernement a été inflexible, n'a pas écouté ses conseils, ne l'a pas autorisé à exécuter ses projets ; on n'a pas même appliqué à Porto-Rico les réformes votées par les Cortès et dont l'exécution à Cuba aurait placé Martinez Campos dans une situation morale plus favorable. Le vaillant soldat s'est découragé et est revenu.

— Croyez-vous que la guerre durera encore longtemps, aussi longtemps que la précédente, qui fut, je crois, de plus de dix ans ?

— Oh ! non ; d'ailleurs, cette fois, ce serait impossible, car on fait la guerre sur une trop grande échelle, avec 200,000 hommes valides ; c'est un effort qui mérite l'admiration, mais que nous serions incapables de soutenir financièrement pendant des années. Le plus grand danger pour nous vient d'ailleurs de la situation financière ; c'est notre point faible. On ne peut apprécier justement la situation financière tant que durera la guerre, car il ne saurait être question d'une reddition de comptes en ce moment. Mais, cette guerre est un gouffre !... Je crois toutefois que si on pouvait supprimer les sacrifices que nous imposent Cuba et les Philippines, la situation économique de l'Espagne proprement dite n'aurait jamais été meilleure : augmentation des exportations, diminution

légère des importations ; le change même pourrait être considéré comme favorable à notre exportation et, par le seul fait qu'il est défavorable aux importations, comme avantageux pour nos producteurs et protecteur pour nos industriels. Mais la question de Cuba bouleverse tout et nos ressources sont limitées. Néanmoins, elles sont bien supérieures à ce qu'on estime en Europe et le succès de l'emprunt intérieur l'a démontré.

Cependant, il faut à tous les points de vue que la guerre de Cuba cesse ; les nouvelles officielles reçues jusqu'à ce jour nous font espérer un prompt succès aux Philippines et une action rapide et décisive à Cuba.

— Que pensez-vous de l'élection de M. Mac-Kinley à la présidence des Etats-Unis ?

— Je crois qu'il continuera la politique officiellement neutre de M. Cleveland ; mais, il est certain que, si la révolution de Cuba n'est pas étouffée dans quelques mois M. Mac-Kinley se trouvera, comme M. Cleveland l'aurait été, en face d'un mouvement d'opinion aux Etats-Unis, qui sera sans doute irrésistible. Il faut donc que nous ayons vaincu les rebelles avant la future réunion de la Chambre des représentants aux Etats-Unis ; dans le cas contraire, nous verrions s'ouvrir pour notre pays une ère de difficultés extraordinairement graves.

Mais, il ne faudrait pas se figurer que l'Espa-

gne serait à la veille de la ruine, même si elle perdait Cuba ! La possibilité de la perte de Cuba n'est pas, du reste, de celles que l'on doit prévoir ; sur cette question de la défense du drapeau national, de la conservation de l'intégrité du territoire espagnol, il n'y a pas de dissidences, il y a unanimité d'opinion. Mais aissez-moi, toutefois, pour donner plus de force à ma pensée, envisager même cette éventualité incroyable. Eh bien ! dans ce cas, devant ce malheur national, toute l'Espagne, j'en ai la conviction, se grouperait autour de sa reine et de son roi pour faire face à la fortune adverse et, avec l'aide de Dieu, en triompher encore. Non, même la perte de Cuba n'atteindrait pas l'Espagne dans ses œuvres vives, ne parviendrait pas à la faire déchoir.

Ah ! il est évident que, si aux difficultés extérieures venaient se joindre des difficultés intérieures, si nous avions la guerre civile, nous pourrions devenir la proie de l'anarchie. Mais quel est l'Espagnol digne de ce nom qui ne préfèrerait le salut de sa patrie au triomphe de ses préférences politiques ? Pour moi, je ne crois aucun parti capable de manquer à ce point de patriotisme. Les seuls d'ailleurs qui pourraient lutter chez nous contre le principe de la monarchie constitutionnelle, ce sont les républicains et les carlistes. Les républicains sont peu nombreux, très divisés, sans direction,

sans racines dans le pays ; les carlistes sont très bien organisés, très disciplinés, mais ne représentent qu'une minorité. L'Espagne n'est ni radicale, ni absolutiste ; la grande majorité chez nous est conservatrice et libérale, amie du progrès et sincèrement loyaliste, sincèrement attachée à ses souverains. S. M. la Reine-Régente est très bien vue du peuple ; c'est une mère admirable, aimée et respectée de tous ; le petit roi a pour lui toute l'Espagne : c'est le souverain national sur lequel on fonde de grandes espérances. Nous jouissons sous la monarchie actuelle de beaucoup de libertés, de la liberté même ; nous pourrons obtenir par la suite plus de progrès, plus de réformes, mais nous les obtiendrons par le triomphe des idées saines et libérales. Ma conviction est que l'Espagne est conservatrice-libérale.

— Etes-vous toujours séparé de M. Canovas ?*

— Oui, toujours, mais pour des raisons politiques plutôt secondaires : je suis un peu plus libéral que lui. Mais, il ne saurait être question pour moi de lui faire de l'opposition en ce moment. Tant que la question de Cuba et des Philippines ne sera pas réglée, M. Canovas aura mon appui... et je ne doute pas plus que lui de l'avenir de mon pays. »

Depuis le mois de décembre 1896, M. Silvela,

* — **Cette conversation avait lieu en décembre 1896.** *(Note de l'auteur).*

**

sans avoir changé d'opinion, s'était décidé, à partir de février, à faire à M. Canovas une opposition au grand jour et, dans des discours et des articles, il fit ressortir à plusieurs reprises ses divergences d'appréciation avec l'ancien Président du Conseil, sur la politique suivie aux Antilles et aux Philippines.

M. Silvela recommande d'agir auprès des Etats-Unis par des réclamations réciproques. Il estime qu'il faut arriver à la liquidation de l'affaire de Cuba, mais il croit que l'autonomie serait inefficace.

Depuis la mort de M. Canovas del Castillo, M. Silvela a cessé de nouveau toute opposition au gouvernement conservateur ; en homme de grande valeur morale, en futur chef de gouvernement, M. Silvela donne à la Reine-Régente une nouvelle preuve de son dévouement à la cause monarchique : il saura, le moment venu, concilier bien des esprits et rendre de grands et incontestables services à son pays.

TROISIÈME PARTIE

La situation économique et financière de l'Espagne. — Progrès des Finances. — Richesses naturelles de l'Espagne — Les traditions financières de M. Ravarro Reverter. — L'emprunt intérieur de 400 millions. — Les projets budgétaires. — Le Supéravit du budget de 1896-97. — L'emprunt des Phillippines — Réformes apportées par M. Navarro Reverter dans l'Administration espagnole.

CHAPITRE I

Une conversation avec M. Navarro Reverter Ministre des Finances d'Espagne

« ... Voulez-vous des faits ? Préférez-vous l'éloquence des chiffres ? Dans ce pays, sur cette terre où fleurissent les arts du travail, malgré trois guerres intestines, malgré les charges de toutes sortes qui sont venues l'accabler, une transformation complète de nos finances a été opérée. Depuis vingt ans, les revenus de l'Etat espagnol se sont accrus de 200 millions à peu près, et dans la même période les déficits annuels de nos budgets se sont réduits de 140 millions à 25 millions. Peut-on nier, en présence de ces seuls résultats, les incontestables progrès de nos finances ? Il faut être aussi injuste que mal intentionné pour le faire. L'Espagne contemporaine a appliqué tous ses efforts à sou-

tenir le crédit national, à faire très fidèlement honneur à tous ses engagements. Je crois pouvoir vous dire aujourd'hui que le plus fort est fait et que l'Espagne ne s'arrêtera pas dans la voie entreprise avec une résolution si courageuse et dans laquelle elle a déjà parcouru tant de chemin.

» Si l'insurrection de Cuba et des Philippines n'était pas venue nous créer des charges nouvelles et énormes, nous obliger à des sacrifices très durs, mais devant lesquels le patriotisme de notre nation n'a jamais reculé, je suis convaincu que l'amélioration obtenue par nos finances nous aurait permis de réaliser, à bref délai, le grand progrès, tant souhaité, de supprimer totale ment le déficit. Il faut que la nation vive avec ses ressources naturelles, et l'on peut affirmer qu'on y a déjà réussi, en persévérant dans le propos d'augmenter prudemment les recettes et d'arrêter les dépenses, dans des bornes marquées par les nécessités nationales.

» Par une étude analytique de nos budgets, on pourrait vous démontrer que les ressources normales de la nation et les exigences de ses organismes officiels sont équilibrés depuis longtemps ; car, dans les prévisions de nos dépenses, sont non seulement comprises les dépenses ordinaires exigées pour le fonctionnement des pouvoirs publics, mais encore les dépenses qui servent à accroître le patrimoine national, puis-

qu'elles sont destinées à l'amélioration inces sante de nos moyens de défense, de nos éléments de progrès, et, en outre, à l'amortissement de notre dette publique. Au budget de 1894-95, les sommes destinées à l'amortissement étaient les suivantes :

» Dette amortissable, 34,420,000 pesetas ; annuité de l'emprunt d'Almaden, 3,750,000 pesetas ; résidu des dettes anciennes, 320,227 pesetas 50 cent. ; annuité de l'avance de la Compagnie fermière des tabacs, 9,643,252 pesetas. Au total, 48,133,479 pesetas, sans compter les centimes. Et vous voyez que cette somme de 48 millions destinée au paiement et, par conséquent, à l'extinction de la dette d'Etat, est bien supérieure au chiffre de 25 millions atteint par le déficit du même exercice.

» Mais je pourrais continuer longtemps cette démonstration ; je pourrais vous faire voir que, sur le chiffre total de notre dette publique, bien faible en comparaison de celles d'autres Etats européens, nous avons employé, en outre des sommes absorbées par nos guerres civiles, hélas ! 1,300 millions à l'amortissement ; 750 millions pour aider à la construction des 12,000 kilomètres de chemin de fer en exploitation ; 1,500 millions pour l'entretien et la réparation des 31,000 kilomètres des chaussées qui facilitent le trafic intérieur ; 225 millions pour donner au commerce maritime, dans le long périmètre des

côtes espagnoles, 98 ports d'intérêt général, 169 phares; 125 millions pour la création des canaux administrés par l'Etat; plus de 500 millions employés au renforcement des défenses du pays le long des côtes et sur les frontières, à la fourniture du matériel de guerre moderne pour l'armée; 500 millions consacrés aux escadres de combat et à nos forces navales de tous genres; 100 millions pour les services des postes et télégraphes, sans compter les millions destinés à la science, à la religion, aux arts et à la littérature.

» Cette longue énumération vous prouve que l'Espagne a su faire un bon emploi de ses finances et que, tout en tenant dignement son rang dans le monde, elle a augmenté ses ressources de tous genres au lieu de les diminuer. Ne croyez pas que les sources de la fortune publique soient taries en Espagne; c'est le contraire qui est vrai. Le bien-être, les commodités de la vie ont augmenté, et, si notre commerce extérieur a un peu baissé par suite de vos tarifs douaniers, le commerce intérieur et l'industrie nationale n'ont jamais été plus prospères. D'ailleurs, je ne voudrais pas vous en imposer sous ce rapport: allez voir nos commerçants, nos industriels, faites causer un peu tout le monde à Madrid; et quand vous aurez fait impartialement votre enquête sur l'état des affaires, revenez me voir et nous reprendrons cette conversation. »



S. E. DON JUAN NAVARRO REVERTER,
Ministre des Finances.

Ainsi me parlait, le 30 novembre 1896, dans son beau cabinet du ministère des finances, S. E. M. Navarro Reverter, toujours affable, élégant, charmeur; je ne pouvais m'empêcher de songer, en causant avec l'éminent ministre des finances, à la fontaine de Jouvence. Malgré un travail extraordinaire, malgré des nuits consacrées sans cesse au labeur le plus fatigant du monde, M. Navarro Reverter est le plus éloquent et le plus sûr manieur de chiffres que je connaisse; son esprit a gardé toute la verdeur et l'éclat de la jeunesse, en y ajoutant la force, la maturité, la grande autorité que donnent la science et l'étude opiniâtre.

J'ai suivi son conseil: je suis allé faire une enquête auprès de mes amis, les Madrilènes. La guerre de Cuba et des Philippines cause naturellement de grands dommages au commerce; mais ces dommages ne sont qu'une chose passagère et dont on attend la fin stoïquement. Quant aux affaires intérieures, les commerçants de Madrid ne songent pas à s'en plaindre; ils ne sont naturellement pas tout à fait satisfaits, car il est impossible dans le monde entier de trouver un commerçant tout à fait satisfait, mais tous affirment que les affaires suivent une marche normale, que l'argent abonde, et tous sont unanimes à se déclarer prêts à faire tous les sacrifices que le bien et la gloire de la patrie exigeront. En présence du résultat si net, si

clair de mon enquête, je suis retourné quelques jours après chez S. E. le ministre des finances et me suis empressé de lui en faire part.

« Eh ! bien, m'a-t-il dit en souriant, êtes-vous satisfait de votre enquête ? Croyez-vous les Espagnols à la veille de mourir de faim ? La vérité n'est pas pour nous déplaire ; dites-la dans la presse, dans le *Journal* surtout, ce grand quotidien français qui marche de succès en succès et que j'estime particulièrement ! Mais, ne me faites pas trop parler et contentez-vous des indiscrétions que j'ai pu faire.

» Quand il s'agit de l'honneur du drapeau espagnol et de la défense du territoire sacré que nous ont légué nos pères, il n'y a plus de luttes intestines, plus de discordes en Espagne : il n'y a plus que des Espagnols ! »

CHAPITRE II

Un pays méconnu. — Situation économique et financière.

La publication de mon entretien avec M. Navarro Reverter, ministre des finances, m'a valu une quantité de lettres des lecteurs du *Journal*. Elles peuvent presque toutes se résumer ainsi : « La lecture de votre article nous a causé une profonde surprise : jamais nous n'aurions cru que la situation économique de l'Espagne était telle que vous l'a si clairement démontrée le ministre des finances. Puisque vous nous avez cité des chiffres officiels, et par conséquent d'une exactitude scrupuleuse, ayez l'obligeance de nous fournir de nouveaux renseignements et surtout de nous expliquer pourquoi la Rente extérieure espagnole vaut beaucoup moins que la Rente italienne, alors que la situation écono-

mique de l'Espagne nous semble valoir largement celle de l'Italie ? »

Mon Dieu ! la réponse est bien facile à faire : il n'est pas en France de pays plus méconnu que l'Espagne. Nous n'en sommes pas seulement séparés par les Pyrénées, mais par une foule d'erreurs et de préjugés. Alors que tout le monde chez nous a de grandes sympathies pour nos voisins, que chacun considère cette noble et chevaleresque nation espagnole comme une amie de la nôtre, la majorité du peuple français ne connaît l'Espagne que comme le pays de Don Juan, du duc d'Albe, des courses de taureaux, des Estudiantinas et des belles Manolas. On connaît quelque peu l'Espagne pittoresque, mais on semble ignorer complètement les immenses et inépuisables ressources de ce pays qui pourrait être le plus riche du monde. On oublie que l'Espagne renferme dans ses entrailles volcaniques des mines, inexploitées, inconnues pour la plupart, et prodigieusement riches de tous les métaux ; que son sol s'élève à toutes les altitudes de l'Europe et est propre à toutes les cultures, que son versant méditerranéen est un immense verger, un jardin de végétation luxuriante qui donne des récoltes trois et quatre fois par an ; que l'Andalousie, véritable paradis terrestre, unit la flore de l'Europe à la flore de l'Asie et prodigue ses trésors sans l'aide de la charrue.

On oublie aussi que, si les fils de la molle

Andalousie se montrent souvent, suivant le mot d'un grand homme d'Etat espagnol, un peu timides au travail, s'ils préfèrent rêver, fumer et danser sous leur beau ciel toujours bleu, sur une terre qui fournit largement à tous leurs besoins, leur indolence est une exception dans la Péninsule. Les Catalans, les Aragonais, les Castillans, les Basques, les habitants de Valence et de Murcie sont des travailleurs agricoles endurcis et infatigables, des ouvriers industrieux et habiles. L'industrie se développe chaque jour davantage en Espagne et non seulement elle y trouve une main-d'œuvre abondante et bon marché, mais encore des ouvriers qui ont un sens artistique très réel. Le plus humble artisan espagnol a une conception très nette du Beau, de l'Art véritable; les artistes abondent dans le pays et, s'ils n'ont pas autant de savoir-faire, autant d'habitude de métier qu'en Italie, ils ont un sens artistique plus tourmenté, mais plus rare aussi et moins banal.

En somme, l'Espagne est tout le contraire d'un pays pauvre ; je suis bien étranger à toutes les opérations de bourse et il m'est bien indifférent que des joueurs opèrent à la hausse ou à la baisse sur l'Extérieure ; mais je ne peux admettre qu'on ne proclame pas la vérité et je demande la permission de la faire entendre dans le *Journal*, toujours indépendant et toujours prêt à défendre les bonnes causes.

Il y a énormément de fortunes en Espagne, de grandes, très grandes fortunes, et si l'on veut toute ma pensée, j'estime que c'est même la principale raison du peu de progrès que cette nation avait fait jusqu'à ces dernières années dans l'industrie. Si toutes les richesses de l'Espagne, au lieu d'être exploitées, ne sont pas mises en valeur, la faute en est au manque d'initiative des capitaux.

Les propriétaires ont de trop grandes propriétés, leurs revenus excèdent de beaucoup leurs besoins ; les exigences de l'existence sont peu nombreuses, la vie est généralement bon marché ; il en résulte que la classe qui possède en Espagne n'éprouve pas la nécessité d'accroître sa fortune et fait des économies sans travailler. Il y a une trentaine d'années seulement, qu'au lieu de laisser leur argent dans leurs armoires ou leurs bas de laine, les Espagnols se sont mis à acheter des titres de leur rente ; depuis lors, des statisticiens dignes de foi m'affirment qu'ils ont racheté à Paris et mis dans leurs caisses plus d'un milliard d'Extérieure. Le jour où les capitalistes espagnols, qui possèdent énormément de valeurs françaises et anglaises, se décideront à faire fructifier leurs capitaux dans l'industrie nationale, dans les entreprises de tous genres qui pourraient être florissantes dans la Péninsule, ce jour-là, on s'apercevra dans le monde que l'Espagne est une nation qui peut

non seulement se suffire à elle-même, mais encore approvisionner toute l'Europe.

Je ne suis pas un enthousiaste partisan de la politique protectionniste, mais je dois reconnaître qu'à l'heure actuelle elle s'impose en Espagne comme en France ; et j'ajouterai, ce qui va faire plaisir à mon excellent confrère et ami, Robert Charlie, qu'en Espagne elle a donné jusqu'à ce jour, de très bons résultats.

M. Navarro Reverter, ministre actuel des finances, que le succès de l'emprunt intérieur vient de rendre populaire, est en Espagne l'incarnation de la politique protectionniste ; inutile de dire qu'il est adoré en Catalogne ! Mais ce qui est plus remarquable, c'est que tout le monde rend justice à sa politique très nette, très catégorique, très intransigeante au point de vue économique. M. Navarro Reverter est un protectionniste absolu, il l'a toujours été, de même que M. Sigismond Moret, l'un des chefs les plus célèbres du parti libéral, est un libre-échangiste convaincu. M. Navarro Neverter estime que rien n'est pire, au point de vue économique et politique, que les opinions ondoyantes et diverses, que l'opportunisme ! Il est d'avis qu'on doit avoir une politique tracée d'avance, bien conçue et exécutée résolument.

En politique, il ne faut point de théories, il faut des faits et des actes. Il a certainement raison.

Economiquement parlant, les faits et les actes

se traduisent par les chiffres ; en voici d'inédits et qui sont instructifs : dans les neuf premiers mois de l'année, les importations se sont élevées à 543,810,141 pesetas et les exportations à 621,610,355 pesetas, accusant une différence de 77,800,214 pesetas en faveur de l'exportation. On peut donc affirmer que la situation économique de l'Espagne est excellente : la seule ombre au tableau, c'est la guerre à Cuba et aux Philippines ; mais n'est-il pas admirable que, malgré les charges énormes de ces guerres, les ressources financières de l'Espagne aillent chaque jour en augmentant ? Voici des chiffres qui le prouvent et qui sont le plus bel éloge qu'on peut faire de l'habile politique financière de M. Navarro Reverter :

Les recettes des trois premiers mois de l'exercice financier 1897-1898, c'est-à-dire les mois de juillet, août et septembre 1897, accusent le chiffre de 207,438,104 pesetas et donnent une plus-value de 34,042,556 pesetas sur les mêmes mois de 1890, de 27,389,665 sur ceux de 1894 et de 7,656,283 pesetas sur ceux de l'année dernière. C'est un résultat magnifique et d'autant plus beau qu'il donne également une plus-value, sur les évaluations budgétaires ordinaires des trois premiers mois de l'année financière en cours, de 13,056,539 pesetas.

A ceux qui insinueraient que ce sont là des résultats momentanés, je répondrai simplement

en leur donnant les chiffres des recettes du mois de septembre dernier, qui s'élèvent à 88,164,180 pesetas, contre 68,393,978 pesetas en 1895 et accusent une plus-value de 19,770,202 pesetas. On voit donc que c'est une progression constante, qui dure depuis des années et ne fait que se développer.

Le dernier emprunt intérieur, sur les résultats et les conséquences duquel j'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir, a été une preuve éclatante qu'il y avait en Espagne de l'argent et de l'épargne. On a demandé au public 250 millions de pesetas sur les 400 millions votés ; on a offert un titre portant un intérêt fixé à 5 0/0, ce qui n'est pas trop, car l'intérêt ordinaire des capitaux est 6 0/0 et l'escompte à la Banque d'Espagne est à 5 0/0 ; le prix d'émission a été de 93 pesetas pour cent qui n'était certainement pas trop bon marché, du moment que l'Extérieure, bien gagée, à 4 0/0, était cotée à 58 et 60 fr. Eh ! bien, dans ces conditions, le public a donné non seulement 250 millions, mais 600 millions effectifs, c'est-à-dire deux fois et demi l'emprunt !

Ce qui a ensuite constitué un autre succès, c'est que, le 25 novembre, lors du premier versement des 40 0/0, presque tous les souscripteurs ont versé la totalité de leur souscription ; il a été ainsi versé 94 0/0 de la totalité de l'emprunt, ce qui n'est jamais arrivé dans aucun

pays. Autre signe à noter : on cote l'emprunt intérieur avec 4 1/2 0/0 de prime.

La preuve est donc faite qu'il y a en Espagne des ressources énormes en argent monnayé, et il est certain qu'un emprunt de 800 millions aurait été couvert.

M. Navarro Reverter, qui attribue, avec trop de modestie, le seul succès de l'emprunt au patriotisme espagnol, ne se trompe donc pas en croyant que les Espagnols pourraient répondre à de nouveaux appels du crédit national.

Un des journaux les plus lus, notre excellent confrère l'*Imparcial*, a ouvert, il y a un an environ, une souscription dans ses colonnes pour venir en aide aux soldats blessés ou malades de Cuba et des Philippines : cette œuvre de charité, qui fait le plus grand honneur à la Presse espagnole, a obtenu un immense succès. La souscription a atteint déjà plus d'un million de pesetas, et les dons arrivent chaque jour plus nombreux. Voilà encore une preuve irréfutable du patriotisme et... de la richesse de la nation espagnole.

CHAPITRE III

D. Juan Navarro Reverter

Le Ministre des Finances de l'Espagne, dont le succès sans précédent du dernier emprunt intérieur et le *superavit* du budget de 1896-97 ont rendu le nom célèbre, n'était pas un inconnu pour tous ceux qui s'intéressent aux affaires du grand pays voisin. Il avait déjà maintes et maintes fois donné des preuves éclatantes de son talent d'orateur, de son habileté politique et de sa connaissance approfondie des questions financières. Il sera toutefois utile de résumer brièvement la carrière déjà longue et si bien remplie de M. Navarro Reverter.

Il est fils de Valence, ce jardin de l'Espagne, cette ville privilégiée entre toutes par la nature; il y naquit le 27 janvier 1844. Ses parents, — son père de race Aragonaise, sa mère pure Valencienne, — occupaient une belle situation

commerciale et destinaient leur fils à leur succéder; mais il avait des vues plus hautes et, forçant la volonté de ses parents, il se prépara pour devenir ingénieur des Mines, à l'Ecole industrielle établie, à Valence, au rez-de-chaussée de l'Université. Il se présenta ensuite à l'Ecole des Ingénieurs; sur 92 aspirants, alors qu'il n'y avait que 15 places vacantes, il obtint le numéro 1, sut conserver cette place pendant les cinq années d'étude et sortit de l'Ecole en 1867 avec le même premier numéro. On ne pouvait commencer plus brillamment une carrière.

De retour à Valence le nouvel ingénieur collabora à *Las Provincias*, un important journal de cette ville et ses articles, dont le premier était intitulé: *La maderada del Turia*, attirèrent l'attention par leur style correct et l'exactitude des observations. Il eut, peu de temps après, l'occasion d'employer sa prodigieuse activité en organisant la brillante Exposition régionale de la Société des Amis du Pays, dans l'antique couvent de Saint-Jean-de-Ribera.

En 1868, Navarro Reverter fut nommé professeur de l'Ecole des Mines, puis appelé à Valence par le marquis de Campo pour rétablir la fabrique de cette ville et les chemins de fer; il fallait un homme de caractère, de science et d'action, M. Navarro Reverter était donc tout désigné et il accomplit cette tâche en 1878 en dépassant toutes les espérances.

En 1873, il fut nommé juré espagnol à l'*Exposition Universelle de Vienne ;* ses relations de ce grand concours industriel, publiées dans *Las Provincias*, furent si lues et si goûtées qu'il fallut les réunir en un volume intitulé : *Del Turia al Danobio*, qui nous donne une étude complète de la situation politique, économique et sociale de l'Europe et de l'Amérique en cette année. La critique nationale et étrangère s'occupa beaucoup du livre de M. Reverter et un éminent critique M. Patucio de la Escosura écrivit que « *certains chapitres étaient des meilleurs qu'il avait lus en français, anglais et italien et que, sans hésitation, Castelar lui-même aurait pu les signer* ! » Le gouvernement, pour reconnaître les mérites de M. Reverter, le nomma commandeur de Charles III sur la proposition du ministre des Travaux Publics et sur l'avis favorable de l'Académie.

Il revint à Valence en 1874 et demeura dans sa belle ville natale jusqu'en 1882, se bornant à être l'inspirateur du Marquis de Campo dans ses innombrables entreprises. C'est à l'initiative de D. Juan Navarro Reverter que Alcoy doit sa magnifique fabrique de gaz et c'est sur ses conseils que le mesquin tramway de Carcagente à Candie devint un chemin de fer et que le tracé de cette voie fut dressé jusqu'à Denia. L'ancienne Société Valencienne de Crédit et de travaux publics doit aussi à M. Navarro Reverter

d'avoir recouvré son importance, diminuée par les désastres financiers de 1865 et 1866.

En 1878, il inaugura le Mont de Piété et la *Caja de Ahorros* (caisse d'épargne) de Valence, institution qu'avait projetée inutilement depuis longtemps la Société économique des Amis du pays et qui fut organisée et mise en activité en quatre mois par M. Reverter.

Pendant l'automne de 1879, Valence se préoccupait de la sécheresse et on perdait un temps précieux à consulter les fabriques de machines à puiser l'eau, sur les prix, les conditions, etc. M. Navarro Reverter proposa à la Société des Amis du Pays un projet d'exposition de machines, qui fut inaugurée en 1880 et qui contribua puissamment à servir les intérêts de l'agriculture de la région.

A cette époque, il couronna ses travaux par la création d'une grande Institution de Crédit, la *Banque Péninsulaire d'Outremer* dont l'inventeur fut M. Reverter et le principal bailleur de fonds le marquis de Campo ; M. Reverter en fut nommé directeur-gérant.

Pour se décharger de cette fonction, il dut venir habiter Madrid et c'est de ce jour que commença sa carrière politique.

Il fut élu député en 1886 par la province dé Castellan et il eût vite fait de se distinguer dans le Parlement par sa parole abondante, correcte, qui sait donner du charme et de l'intérêt aux

sujets les plus arides. Comme homme politique, il suivit les inspirations du général Martinez Campos et du duc de Tétuan et intervint dans la discussion du projet de loi pour la prolongation des services de la Compagnie Transatlantique, où il obtint un triomphe éclatant. Ensuite, il prit part à toutes les discussions sur les questions économiques qui eurent lieu aux Cortès et se fit surtout remarquer dans la défense du projet de loi sur les alcools de M. Lopez Puigcerver.

En même temps que ses triomphes parlementaires, il en obtenait d'autres aux Expositions universelles de Barcelone et Paris. En la première, il fut nommé *Vice-président du jury général* ; il fut aussi Vice-président du Congrès économique et Président du premier Congrès international des Ingénieurs réunis en Espagne.

Il fut délégué général d'Espagne à l'Exposition de Paris et, après avoir rempli sa charge au grand contentement de tous, il fonda l'*Association Hispano-Americana.*

Lors de l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, il fut nommé Directeur-général des Contributions indirectes et, peu de temps après, il fut élevé au poste important de Sous-secrétaire du Ministère des Finances, où il fit montre de toute son activité et de tout son talent.

M. Canovas del Castillo sut si bien apprécier les grandes qualités de M. Reverter qu'il le fit nommer en 1891, Président de la Commission

des traités de commerce, poste d'une importance capitale à ce moment. En peu de temps, M. Navarro Reverter eut négocié les traités avec la Suisse, la Hollande, la Suède et la Norwège, presque terminé les traités avec le Portugal et le Danemark et entamé d'importantes négociations avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la France. On sait quelles étaient alors les prétentions des protectionnistes français qui, dans leur ardeur de néophytes grisés par le succès, dépassaient un peu la mesure ; il fallut à M. Navarro Reverter tout son tact de diplomate, toute son éloquence et toute sa science économique pour venir lutter à Paris en 1892 avec les sommités du monde économique.

M. Navarro Reverter ne vint pas à proprement parler à Paris en juin 1892 pour négocier diplomatiquement un *modus vivendi*. Le *modus vivendi* avait été établi dès le mois de mai par M. Ribot, ministre des affaires étrangères, et le duc de Mandas, ambassadeur d'Espagne.

M. Navarro Reverter et M. Ruiz Gomez vinrent comme délégués techniques chargés de faire voir à des délégués techniques français que le tarif minimum espagnol n'excédait pas le tarif minimum français ; et, à ce point de vue, les deux délégués espagnols eurent le succès le plus complet. En effet, le régime douanier entre la France et l'Espagne consiste depuis l'accord établi par notre ministre des affaires étrangères

et l'ambassadeur espagnol à la concession réciproque des tarifs minima.

On peut donc féliciter très vivement le duc de Mandas et M. Navarro Reverter d'avoir réussi à asseoir sur des bases solides un *modus vivendi* qui se maintient encore et grâce auquel l'Espagne jouit du traité le plus favorable qu'ait accordé la France.

En cette même année 1892, j'eus l'honneur de voir à l'œuvre M. Navarro Reverter comme délégué général aux *Expositions historiques espagnoles et américaines* installées, à l'occasion du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, dans le beau palais de la Bibliothèque sur la Castellana, à Madrid. Tous les délégués des nations étrangères, ainsi que j'ai eu déjà l'occasion de le mentionner dans mon livre : *Deux mois en Andalousie et à Madrid*, crurent de leur devoir de faire honneur à M. Navarro Reverter de la plus grande part du succès de cette admirable exposition. Je n'ai jamais vu un homme capable de soutenir sans fatigue des travaux aussi divers, aussi compliqués que ceux que dût accomplir à ce moment M. Navarro Reverter : il était l'homme le plus accueillant, le plus aimable du monde et il lui fallait répondre à mille demandes journalières, s'occuper des moindres détails, écouter toutes les réclamations. Et il arrivait à ce résultat prodigieux qu'il n'y avait pas une plainte, pas une récrimination,

rien que des compliments, des éloges, des exclamations d'admiration devant la façon parfaite dont tout était ordonné, classé, arrangé, prévu !

Et, à cette même époque, alors qu'il passait ses matinées au palais des Expositions, M. Navarro Reverter consacrait ses après-midi et ses nuits au Ministère des Finances, dont il dirigeait presque toutes les affaires en qualité de Sous-secrétaire d'Etat.

On reste émerveillé devant une telle puissance de travail, une aussi grande lucidité d'esprit : en 1893, j'écrivais les lignes suivantes * : « Le lendemain de mon arrivée, je suis allé rendre visite à un des hommes les plus éminents de l'Espagne financièrement et politiquement parlant, à M. Navarro Reverter, alors Sous-secrétaire d'Etat aux finances, *et qui est certainement appelé à devenir, dans un ministère solide et homogène, le ministre auquel l'Espagne devra le relèvement de ses fonds et le rétablissement de l'équilibre de son budget.* »

Je suis heureux de voir que j'ai été bon prophète et que les événements m'ont donné raison : et pourtant jamais Ministre ne prit possession de ses fonctions dans des conditions pires que lorsque M. Canovas del Castillo appela

* *Deux mois en Andalousie et à Madrid,* 1 vol. in-8, chez H. Le Soudier, Paris ; page 85, chapitre XXV. *(Note de l'éditeur).*

M. Navarro Reverter à la tête du département des Finances d'Espagne.

Tout concourait à accroître les difficultés budgétaires, à aggraver les déficits annuels : la situation politique était tendue et grave, deux révolutions, deux guerres sanglantes obligeaient l'Espagne aux plus grands sacrifices en hommes et en argent, paralysaient le commerce de la métropole avec ses deux plus riches colonies ; les sécheresses persistantes provoquaient de mauvaises récoltes en Espagne ; le crédit public semblait compromis.

Certes l'Espagne est une grande et noble nation, digne de l'admiration et de l'estime de tous, prête à donner ses enfants et son or pour sauvegarder l'intégrité de la patrie, pour la gloire du drapeau national. Mais à une telle nation, à une race aussi généreuse, aussi fière, aussi héroïque, il fallait non seulement un grand chef, une tête puissante et forte, mais aussi des bras capables de seconder les projets de la tête, susceptibles de lui procurer les moyens d'exécuter ses plans, d'accomplir son programme. Il fallait à M. Canovas del Castillo, dont le génie est unanimement admiré, et auquel ses adversaires politiques rendront eux-mêmes hommage, rencontrer cette bonne fortune de trouver un Colbert et un Louvois. On peut affirmer, sans flatterie, sans exagération aucune, que l'histoire lui fera un grand titre de gloire d'avoir su

découvrir et protéger des hommes tels que le général Marcel Azcarraga et M. Navarro Reverter, qui tous deux, modestement, ont su, sans bruit et dans l'ombre, accomplir des tours de force prodigieux que le monde entier admire.

J'ai dit ce que le général Marcel Azcarraga a fait pour l'armée espagnole : il me reste à dire ce que M. Navarro Reverter a fait pour les finances. C'est ce que je m'efforcerai de faire ressortir dans les chapitres suivants, le plus clairement et aussi le plus succintement qu'il me sera possible.

CHAPITRE IV

Le programme financier de M. Navarro Reverter

L'œuvre immense de M. Navarro Reverter, depuis son entrée au Ministère des Finances, ne pourrait être analysée en détail que par une étude très longue et très minutieuse, que l'abondance des chiffres et des documents statistiques rendrait aride et monotone. Je n'ai que l'intention de résumer les principaux titres de M. Reverter à l'admiration des financiers et il me suffira pour cela de parler des succès obtenus par le ministre des Finances avec ses projets de budget pour 1896-97 et 1897-98, projets que tous les experts en la matière sont unanimes à considérer comme des modèles du genre et dont tous les chiffres de recettes ont été et seront dépassés par les résultats.

Dans son budget de 1896-97, M Navarro Reverter a exposé son programme sous ce titre : *Idée générale du Budget.* Je vais traduire et résumer ci-dessous cette importante étude financière qui permettra d'apprécier les vues élevées et la grande science économique du Ministre actuel des Finances :

« L'expérience démontre toujours combien il est dangereux d'altérer soudainement un budget par des nouveautés transcendantales, tant pour ce qui a rapport aux dépenses nécessaires au soutien des organismes de l'Etat, que pour ce qui se rattache aux impôts, établis depuis longtemps et payés par le contribuable.

Le budget est un reflet, en chiffres, de la vie nationale, et plus il s'y conforme, plus seront faciles la perception des impôts et le mouvement de la complexe machine de tous les services de l'Etat.

Un système sage et durable des finances publiques doit être fondé, non sur des tributs exagérés, dont la pesanteur pourrait être un obstacle pour le travail, mais sur la prospérité et sur l'accroissement des productions et des industries nationales. C'est pour cela qu'ils doivent s'accorder avec le développement successif des sources de richesse, auxquelles ils touchent, en changeant leur archaïque caractère de charge pénible en une moderne fonction d'élément actif et nécessaire au progrès public.

Ces principes financiers, si simples et si sages, pourront contredire peut-être les tendances de quelques esprits purement doctrinaux, amoureux des nouveautés théoriques ; mais ils démontrent, par contre, avec la suprême sanction de l'expérience, que les formes préférables de l'impôt ne sont pas celles qui jaillissent de la raison pure dans les abstractions de la science, mais celles qui, tout en étant empiriques, au fond, s'incarnent beaucoup mieux dans les traditions, les habitudes, les coutumes et l'histoire des peuples.

Il est évident que ces convictions du Ministre n'excluent pas toutes les réformes méditées, progressives, utiles et pratiques tendant à améliorer l'ensemble défectueux et bigarré des impôts aujourd'hui en vigueur en Espagne, et que, non sans quelque manque de respect à l'exactitude, on a accoutumé de nommer « système tributaire ».

La discrétion la plus simple exige de ne pas se livrer témérairement à l'essai des innovations nuisibles qui produisent souvent des conflits d'ordre public ; mais il n'est pas convenable non plus de rejeter par système des modifications avantageuses qui sauront corriger les défauts démontrés par une expérience souvent répétée.

Il faut, donc, s'éloigner de ces deux extrêmes, dont l'Espagne a souffert il n'y a pas longtemps ; et, tout en admettant de bon gré l'ensemble actuel des tributs avec ses défauts, sa mobilité

et son incertitude, il faut aussi tâcher d'accomplir son amélioration progressive en fondant sur des bases plus solides, sur l'expérience bien prouvée, sur le fait arithmétique, sur la statistique exacte, l'évolution rationnelle des finances espagnoles.

Toute autre méthode offrirait à vue d'œil des apparences plus séduisantes, mais elle cacherait, sans doute, de coûteuses désillusions. On ne doit pas oublier que le contribuable paie toujours, sous n'importe quelle forme, tout ce que l'Etat lui demande pour soutenir les services publics ; et si l'on prétend lui alléger quelque jour sa charge aux frais de l'équilibre entre les dépenses et les recettes, il ne tardera pas à souffrir un sacrifice beaucoup plus grand pour remplir le vide produit par une satisfaction aussi stérile que passagère.

Un exemple bien sensible de cette vérité, c'est le déplorable effet produit dans nos budgets par tant de contributions supprimées, diminuées ou faiblement administrées, qui, sans soulager le peuple, ont diminué par des chiffres considérables les revenus du Trésor, en déterminant ou en nourrissant la pernicieuse maladie des déficits perpétuels.

C'est un travail d'honneur national, ainsi que d'indiscutable utilité et encore de toute nécessité que *celui d'extirper le déficit au plus bref délai et d'une façon solide, durable et défini-*

tive. Tous les sacrifices, si grands qu'ils soient, que fera le pays pour réussir, seront bien compensés par la plus grande estimation de notre crédit, le bas prix de l'argent et l'abondance des capitaux, qui en seront la conséquence, le développement des transactions internationales, la baisse des changes et la confiance que saura inspirer la conviction que l'Espagne peut couvrir ses dépenses normales avec les recettes ordinaires et permanentes de la Nation. Fermer pour toujours et avec une vigoureuse énergie l'ère du déséquilibre des budgets, c'est donner à nos finances le caractère d'une stabilité bien ordonnée, qui aura sans cesse sa consolidation par des réformes administratives et économiques, dont les unes sont déjà commencées et les autres ont été appliquées au budget actuel, ainsi qu'aux précédents.

Voilà pourquoi le Ministre des Finances, en poursuivant l'œuvre nationale de ses éminents prédécesseurs, se croit en mesure d'affirmer que la justice possible ou l'équité vigoureuse dans la distribution des impôts, l'ordre et la sévérité dans leur perception, en même temps que le rétablissement de quelque ancien tribut dont la propre diffusion est de nature à adoucir la charge, suffiront pour annuler le déficit actuel et pour éviter les ultérieurs, dont les sédiments incessants et successifs ont abouti toujours à l'augmentation de la dette publique.

Le gouvernement, avec cette décision, remplit le premier de ses devoirs économiques, à savoir : l'équilibre sérieux du budget ; mais aussi, et, avec un égal empressement, en prévoyant des événements, que leur probabilité plus ou moins éloignée n'exclue point du possible, il s'est imposé un autre devoir : celui d'être préparé pour faire face à toutes les éventualités qui pourraient se présenter.

Il est à croire que si les Cortès, avec leur profonde sagesse, approuvent toutes les dispositions dont elles ont été saisies, et que le Gouvernement appliquera suivant les circonstances, le problème de la suppression du déficit sera, non seulement résolu d'une façon aussi satisfaisante que définitive, mais le Gouvernement de la Nation pourra disposer des éléments et des ressources nécessaires pour faire face aux événements que la Providence réserve à l'Espagne au cours de l'année économique dont le commencement s'approche.

La ferme croyance que nous avons d'arriver dans peu de temps à une situation générale calme et pacifique s'affermira beaucoup plus, si elle est accompagnée de l'abondance des prévisions qui n'est jamais de trop dans des circonstances normales et qui est absolument indispensable à tout autre occasion.

Pour réussir, on propose un vigoureux renforcement du budget des recettes, quoique en

épargnant au pays l'affliction de nouvelles charges, et on demande, de même, par une sage réserve, les moyens d'action que pourra exiger, dans des cas déterminés, la défense des intérêts les plus sacrés de la Patrie. »

Telles étaient les sages considérations qui précédaient le projet de budget de M. Navarro Reverter pour l'année fiscale 1896-97 : les Cortès ont approuvé les projets du Ministre des Finances et les résultats ont été des plus flatteurs pour le Ministre ; car, ainsi que je le montrerai plus loin, les recettes de l'année ont donné un *supéravit de dix millions de pesetas sur les dépenses ;* l'équilibre financier est donc non seulement atteint, mais dépassé.

CHAPITRE V

L'Emprunt intérieur de novembre 1896

Il faut savoir se rendre compte de l'importance réelle des faits et ne pas se payer de mots : on a écrit, proclamé et répété de tous les côtés que le succès sans précédent en Espagne de l'emprunt intérieur de quatre cents millions de pesetas était l'œuvre du patriotisme de la nation espagnole. Certes, cela est vrai dans un sens et le patriotisme de nos voisins a trouvé dans cet emprunt une magnifique occasion de s'affirmer une fois de plus aux yeux de l'Europe. Mais il faut se dire aussi que, dans les questions d'argent, le patriotisme n'est pas tout, et que, si l'administration habile de M. Reverter, si ses prévisions et ses travaux, si également la confiance des capitalistes dans le gouvernement de M. Canovas n'avaient pas préparé les esprits à

cette grande opération de crédit national, l'Emprunt intérieur n'aurait peut-être pas eu, malgré tout le patriotisme des Espagnols, l'immense succès que l'on sait.

Un des grands titres de gloire de M. Canovas del Castillo, aux yeux de la postérité, sera d'avoir été le premier homme d'Etat espagnol qui ait osé déclarer aux Cortès qu'il fallait avant tout s'occuper des Finances, faire de bonnes finances, éviter les dilapidations, réformer l'administration. Un des hommes les plus éminents de la politique espagnole, M. le duc de Mandas, me disait qu'il se souvenait d'avoir entendu un homme d'Etat espagnol illustre, un orateur de premier ordre, M. Pacheco, après avoir fait un discours merveilleux sur la politique générale, s'écrier avec dédain : Peuh ! les Finances ! Je ne m'occupe pas de ces questions de chiffres auxquelles je n'entends rien ! Avant M. Canovas del Castillo il était à la mode en Espagne de planer sur les questions politiques, mais de faire fi des questions budgétaires et économiques. On oubliait le mot d'un grand homme : Faites-moi de bonnes finances et je vous ferai de bonne politique.

M. Canovas del Castillo avait pris ces paroles pour maxime et il en a poursuivi sans cesse l'application ; le résultat en a été le suivant :

En 1848, alors que l'Espagne traversait la période la plus brillante de sa première époque

constitutionnelle, le gouvernement fit appel au pays pour un emprunt de *vingt-cinq millions de pesetas;* non seulement, il ne fut pas couvert, mais il fallut convertir cette opération en cours forcé et accepter des valeurs et des *pagares* de l'Etat pour les réquisitions de chevaux, pour les restes des dîmes et jusque pour les impôts destinés à réparer les exactions des Carlistes.

Voyons, au contraire, ce qui s'est passé sous le gouvernement de M. Canovas: en 1876, il avait commencé son œuvre de restauration des finances espagnoles et il fit un emprunt intérieur et extérieur de 580 millions de pesetas, qui fut couvert splendidement par les capitalistes ; l'année suivante, il émit pour 160 millions d'obligations des Douanes avec un égal succès.

Voilà la preuve de la confiance inspirée par la maxime gouvernementale de M. Canovas; vingt ans après, les résultats qu'il a obtenus avec le concours de M. Navarro Reverter sont admirables.

En 1876, le prix d'émission était de 81.94 0/0 avec un intérêt de 7.32 0/0.

En 1877, avec la garantie des Douanes, le prix d'émission fut de 86.90 0/0 et l'intérêt de 7.12 0/0.

En 1896, au milieu des embarras causés par les guerres coloniales, les mauvaises récoltes,

la gravité de la situation politique, le gouvernement espagnol a demandé au mois de novembre 250 millions, au prix de 93 0/0, avec intérêt nominal de 5 0/0 et effectif de 6.56 0/0 seulement, non dans un but de conversion ou de consolidation comme les précédents emprunts, mais pour faire face aux dépenses de la guerre, et *les capitalistes espagnols ont versé 600 millions*. Ces chiffres se passent de commentaires.

Et ceux qui connaissent bien les difficultés de tous genres qu'avait à surmonter M. Reverter, estiment qu'on n'a jamais déployé plus d'activité et d'habileté que lui, pendant les jours et les nuits (car il n'a pas dormi pendant une semaine) qui ont précédé l'émission de cet emprunt.

On reproche à M. Reverter de n'avoir pas réussi dans ses négociations avec les banquiers étrangers ; on oublie que les Cortès avaient repoussé les projets de loi sur les chemins de fer qui donnaient satisfaction aux intérêts des banquiers français qui ont engagé tant de capitaux en Espagne, que les libéraux avaient fait une campagne très vive contre la haute Banque française et que l'on ne pouvait attendre beaucoup de bonne volonté de ceux-là mêmes qu'on venait de bafouer et d'attaquer dans les journaux. Nul ne sait d'ailleurs ce qui s'est passé dans les pourparlers de M. Reverter avec les eprésentants de la haute Banque étrangère :

les conditions des maisons de Banque n'ont pas paru à M. Reverter convenables à l'Espagne, il n'a pas insisté et, en peu de jours, il a combiné avec les financiers espagnols cet emprunt, purement intérieur, qui a si superbement réussi.

J'étais à Madrid avant l'émission de l'emprunt; je me souviens que des Espagnols très éminents et très bons patriotes accusaient, lors de la publication du décret fixant l'émission à une date très proche, M. Reverter de présomption et prédisaient un insuccès. Ils ne pensaient pas que M. Navarro Reverter avait pu, en quelques jours, s'assurer les concours de la Finance et des capitalistes espagnols et ils ignoraient que les 250 millions demandés par modestie sur les 400 millions autorisés étaient plus que souscrits avant même l'émission publique.

Cela n'a pas empêché, d'ailleurs, la petite épargne d'apporter son obole à l'emprunt intérieur; plus de 22,000 actions ont été obtenues par d'humbles personnes qui n'ont souscrit que une ou deux ou moins de six actions.

Et lorsqu'il s'est agi de libérer les actions, en plus du 10 0/0 versé en souscrivant, nous voyons que le 30 novembre le public espagnol avait versé dans les caisses de la Banque d'Espagne 323 millions sur les 400 millions de l'emprunt, c'est-à-dire 137 millions de plus que les deux versements obligatoires.

Tous ces résultats sont magnifiques : ils

constituent un grand succès non seulement pour M. Canovas del Castillo et pour M. Navarro Reverter, mais encore pour l'Espagne entière : l'impression produite par l'emprunt intérieur dans le monde entier a été tout à fait favorable à l'Espagne, il a excité un concert unanime de louanges en faveur de ce noble pays, dont tout le monde a admiré le patriotisme et aussi les grandes ressources financières *. Et c'est là un résultat qui est inappréciable, car si personne, ne songeait à mettre en doute l'héroïsme des Espagnols, leur esprit chevaleresque et la valeur de leurs soldats, beaucoup se figuraient à tort que l'Espagne était un pays pauvre, sans ressources financières et dans l'impossibilité d'un grand effort d'argent. Les événements ont

* Le succès qu'a obtenu le nouvel emprunt intérieur, loin d'affaiblir la garantie dont la Rente Extérieure est dotée, consolide indirectement ce fonds d'Etat. En effet, sur quel gage l'emprunt intérieur est-il assis ? Sur les recettes des Douanes. Et la Banque d'Espagne, en exécution de l'article 2 du décret royal, créant les nouvelles obligations 5 0/0 amortissables en huit années, qui porteront le nom d'Obligations des Douanes, la Banque d'Espagne, disons-nous, a stipulé qu'elle sera chargée du paiement des intérêts et de l'amortissement de ces obligations et que, dans ce but, elle retiendra, chaque trimestre, sur les recettes des Douanes, dont elle fait l'encaissement, la somme nécessaire pour le service de l'emprunt. Or, quelle est la garantie que la loi espagnole du 20 mai 1882 a affectée à la Dette perpétuelle 4 0/0 intérieure et extérieure ? Les contributions directes, c'est-à-dire les meilleures recettes fiscales de l'Espagne ! Et beaucoup de porteurs de Rente Extérieure seront étonnés en apprenant que la loi espagnole du 20 mai 1882, décidant la conversion de la Dette intérieure 3 0/0 et des obligations de l'Etat pour chemins de fer, a créé la Dette perpétuelle 4 0/0 intérieure et extérieure en approbation d'une convention antérieurement

prouvé le contraire, ils ont révélé toute l'importance de l'épargne espagnole et je comprends cette belle dépêche du général Primo de Rivera à M. Navarro Reverter, en apprenant le résultat de la souscription à l'emprunt de 1896 : « Votre message téléphonique m'a causé autant d'effet que vous en causerait celui-ci si je pouvais vous l'envoyer : « Grande bataille, grande victoire remportée contre tous les ennemis de la Patrie ! » Jugez de ma satisfaction par celle que vous éprouveriez dans un pareil cas. »

Le général Primo de Rivera avait parfaitement raison : le succès de l'emprunt intérieur de novembre 1896 équivaut à une grande victoire.

---

passée entre l'Etat et les porteurs des fonds convertis. Mais que dit cette loi, qui constitue entre l'Etat espagnol et les porteurs actuels un véritable contrat bilatéral ? Que le service du paiement des intérêts de la Dette perpétuelle sera confié à la Banque d'Espagne, qui retiendra en temps utile, sur les contributions directes la somme nécessaire pour faire face à ces paiements. Et si la Banque cesse d'être chargée du recouvrement, le ou les receveurs retiendront à leur tour les fonds nécessaires selon l'état qui sera dressé, d'accord entre le ministre des finances et la Banque, pour les verser à cet établissement. Ainsi donc, anciennement comme maintenant, c'est le même principe qui a été adopté, principe qu'aucun gouvernement, même révolutionnaire, ne violera, et il est inexact de dire, comme l'ont insinué certains journaux anglais et allemands, que le gage donné au nouvel emprunt, diminue la valeur intrinsèque de l'Extérieure 4 0/0, dont les coupons, en plus, « sont exempts d'impôts », selon les déclarations formelles faites au Sénat espagnol, le 30 juin 1882, par M. Camacho, alors Ministre des Finances.

CHAPITRE VI

Le projet de Budget de 1897-98

Selon l'usage, un décret royal a annoncé que le budget de 1896-97 restera indéfiniment en vigueur durant l'exercice 1897-98, parce que les Cortès ont suspendu leurs séances sans avoir voté le projet de budget déposé par le gouvernement pour l'exercice 1897-98. On a commencé à mettre en vigueur les lois votées par les Cortès pour créer des voies et moyens pour le service des 600 millions de piécettes d'obligations garanties par les douanes espagnoles : surtaxe de 10 0/0 sur tous les impôts, sauf le foncier et la dette, impôt sur les tramways et services de voiture, et on active les préparatifs pour affermer les monopoles des explosifs et du pétrole. On a réformé les impôts sur la navigation, les passagers et les marchandises, pour créer les voies

et moyens du budget extraordinaire et dans le même but, on étudie des combinaisons pour affermer à nouveau les mines de mercure d'Almaden.

Bien que le projet de budget de M. Navarro Reverter pour 1897-98 n'ait pas été voté par les Cortès, il est intéressant de le connaître dans ses grandes lignes et je vais en donner ci-dessous le résumé :

Plan du budget pour l'année économique de 1897-98.

Il commence par une exposition aux Chambres, dans laquelle M. Reverter explique, en détail, les événements financiers et économiques qui se sont produits pendant l'interrègne parlementaire. Il indique, d'une manière succincte, les motifs qui ont empêché la réalisation de l'emprunt d'un milliard de pesetas avec les Compagnies des Chemins de fer, et le prêt sur la garantie des Mines d'Almaden, convenu avec la Maison Rothschild, il fait aussi constater les engagements précis du Trésor de la Péninsule et de celui des Colonies, pour déterminer leurs obligations respectives.

Relativement à la liquidation probable de l'exercice actuel, il expose les difficultés survenues pour sa complète réalisation, parmi lesquelles figurent le retard de son application qui n'a pu commencer qu'après le mois de

Septembre et la situation du Pays, à cause des guerres coloniales et de la perte des plus importantes récoltes. Il faut remarquer que, malgré tous ces dommages, la recette totale des revenus de l'Etat et des contributions, dans les neuf premiers mois de l'année économique, présente un excédent de 31 millions de pesetas, relativement à celle de la même période de l'année précédente. Les différences, en plus ou moins, sont analysées sur chaque revenu et, d'une manière analogue, est fait l'examen des dépenses.

Cette liquidation probable du budget actuel est établie dans les chiffres suivants :

Budget des recettes	794.523.473
Dépenses totales	785.150.078
Superavit effectif . . .	9.373.395

Ce résultat prouve que, malgré les circonstances traversées par le pays, le recouvrement probable sera plus important que celui qui a été calculé, l'excédent du budget approuvé par les Chambres n'étant que de 7.871.653 pesetas. Il faut ajouter, du reste, que pendant la durée de l'exercice, il n'a pas été nécessaire de procéder à aucune augmentation de la dette flottante du Trésor.

Budget pour 1897-98

Relativement au budget de 1897-98, il faut

remarquer que la période provisoire où se trouvent les Finances, à cause des responsabilités acquises pour les dépenses des guerres coloniales, empêche le développement d'un plan économique qui devra être proposé au moment de présenter le budget général de liquidation. Pendant ce temps-là, le Gouvernement déclare que, une fois obtenu l'équilibre du budget ordinaire de la Péninsule, il est décidé à le conserver à outrance; et, dans ce but, il tâche d'augmenter les recettes et de limiter les dépenses au plus indispensable pour la vie normale de l'Etat. Mais, en tenant compte que la loi du 10 juillet dernier prévient l'inclusion dans le budget ordinaire des dépenses de l'annuité de l'emprunt national, garanti sur le revenu des douanes, et les recettes nécessaires pour son acquit, on porte l'obligation et les moyens de son paiement à des sections additionnelles, afin que l'accomplissement de cette loi ne soit pas en désaccord avec le budget ordinaire de la Péninsule.

En calculant alors les recettes des revenus et des contributions sur le résultat de l'exercice actuel, on fixe celui de chacun des impôts en chiffres raisonnables, dont la réalisation est presque assurée. Les revenus sur les tabacs, timbre, impôts de consommation, ventes des propriétés de l'Etat et produits du Trésor, en quantité suffisante pour compenser l'inévitable

accroissement des dépenses, sont dans une période de développement.

Le besoin de couvrir les 92 millions de pesetas pour le paiement de l'annuité totale de l'emprunt garanti avec la recette des douanes, exige une combinaison permettant de demander au crédit une partie des ressources, et une autre partie à l'augmentation de certains impôts.

On calcule que le Trésor colonial livrera, pour le paiement de l'annuité et pendant l'exercice, 32 millions de pesetas. On établit une surtaxe provisoire de guerre sur les contributions et sur les impôts directs et indirects, à l'exception de la contribution sur la propriété immobilière, l'agriculture et le bétail, à cause de l'état d'affaiblissement où se trouvent ces éléments; des donations à l'Etat, à cause de leur caractère gratuit; et des intérêts et de l'amortissement de la dette, par respect au crédit public.

Les autres revenus et produits pourront être surchargés jusqu'à 10 pour 100, au *maximum*, pendant le prochain exercice, ce qui permettra d'obtenir une recette de 20 millions de pesetas. Pour arriver aux 40 millions qui restent, on établit, pendant 20 années, le monopole de l'importation, exportation, distillation et vente des pétroles; ce qui, d'après le calcul, produira environ 18 millions de pesetas annuels, grâce auxquels on étudie une opération financière s'élevant à 40 millions.

En prévision et aussi comme réserve pour le cas où le Trésor colonial ne pourrait pas payer la somme totale à sa charge, on affermera, exclusivement, la fabrication et la vente des poudres et des matières explosives, qui d'après les calculs, produiront au moins 3 millions de pesetas par an, sur lesquels il pourra être fait un autre petit emprunt.

De cette manière, et sans crainte que ces projets puissent compromettre aucun des revenus actuels, du moment que les annuités seront acquittées avec les produits de l'augmentation des nouvelles recettes, assurées par les contrats respectifs, le budget des recettes arrive à la somme de 883.278.771 pesetas.

L'augmentation des dépenses est expliquée par les obligations de la dette publique, en raison du change, les intérêts de l'emprunt de 600 millions avec la garantie de la recette douanière et celle des deux opérations complémentaires qu'on projette sur l'excédent des revenus du pétrole et des explosifs; les pensions de l'Etat, à cause de l'accroissement de ces obligations; le paiement des sommes à la charge des précédents budgets, reconnues par les divers Ministères; le besoin de satisfaire la plus grande dépense qu'exige le développement de la flotte nationale; et dans le Département des Travaux Publics, à cause de l'augmentation des services qui lui appartiennent, y compris les travaux du Canal d'Aragon.

Avec toutes ces additions, le budget des dépenses s'élève à 873.865.877 pesetas.

Le rapport entre les recettes et les dépenses présente un excédent dans les recettes de 10 millions de pesetas environ, savoir :

Budget . .	Recettes	883.278.771
	Dépenses . . .	873.865.877
	Superavit . .	9.412.895

Le résultat qui a été obtenu dans l'exercice actuel, dont l'excédent dépasse le calcul, permet de croire que les chiffres du projet pour 1897-98, produiront des effets analogues et que, en écartant l'inattendu, il faut espérer, non seulement le maintien de l'équilibre budgétaire, mais encore que, malgré les dépenses de caractère provisoire de l'année prochaine, on obtiendra un considérable excédent.

Budget extraordinaire

Sa réforme est imposée par la circonstance qu'on n'a pu réaliser, pendant l'actuel exercice, l'emprunt convenu avec la Maison-Rothschild de Paris et de Londres.

A cet effet, on propose d'autoriser le Gouvernement à faire une pareille opération, en l'adjugeant directement, ou par concours, et à organiser l'impôt de navigation, de manière à produire 12 millions de pesetas par an.

Avec ces mesures, le budget sera doté suffi-

samment pour satisfaire les obligations des Ministères de la Guerre, de la Marine et des Travaux Publics, auxquels ont été destinées ces recettes extraordinaires.

En résumé : le plan financier pour l'année prochaine, comprenait les projets de loi ci-après :

1°. Budget général de l'Etat, contenant seulement les divisions absolument nécessaires pour fixer les dépenses, les recettes et le montant de la dette flottante du Trésor.

2°. Des recettes provisoires pour les guerres, comprises dans le budget ordinaire.

3°. Du budget extraordinaire.

4°. La prorogation de la suspension des droits d'exportation sur les minérais de plomb.

CHAPITRE VII

Les résultats de l'exercice 1896-97

Grâce à la diligence de tous les employés du Ministère des Finances d'Espagne qui, sous la direction de M. Navarro Reverter, rivalisent de zèle dans l'exécution de leurs devoirs, nous possédons les résultats définitifs de l'exercice budgétaire 1896-97, c'est-à-dire les recettes de tous genres effectuées du mois de juillet 1896 au mois de juillet 1897. — (Voir le tableau de ces recettes aux annexes statistiques à la fin du volume).

Voici maintenant les recettes totales des sept dernières années fiscales :

RECETTES totales des exercices ci-dessous.

ANNÉES	PESETAS	PLUS-VALUE en 1896-97
1890-91.	694.870.018'66	96.071.463'06
1891-92.	680.584.571'77	101.356.909'95
1892-93.	724.044.162'03	66.897.319'69
1893-94.	763.900.428'90	27.041.052'82
1894-95.	754.419.055'20	36.522.426'52
1895-96.	764.493.538'78	26.447.942'94
1896-97.	790.941.481'72	»

Comparaison avec les évaluations budgétaires.

Recettes calculées pour le budget de 1896-97	769.286.261'50
Recouvrement	790.941.481'72
Plus-value dans l'exercice. . .	21.655.220'22

Ainsi l'augmentation progressive des recettes de l'Etat espagnol, que j'ai déjà eu l'occasion de constater dans mes précédents chapitres, continue de plus belle, et c'est une grande satisfaction pour moi de pouvoir attirer l'attention sur cette preuve de l'activité et du développement des affaires chez nos voisins.

On trouvera à la fin du volume cinq tableaux statistiques, qui sont de très précieux documents financiers que toutes les personnes désireuses de se rendre bien compte de la situation économique de l'Espagne auront intérêt à examiner avec soin et dont j'explique ci-dessous l'importance.

Le premier de ces tableaux annexes nous donne les résultats définitifs de l'exercice budgétaire 1896-97, ainsi que je l'ai dit plus haut ; il est expliqué, commenté pour ainsi dire, par les quatre tableaux suivants.

Le second de ces tableaux concerne les recettes réalisées durant les années 92-93 jusqu'à 96-97. La comparaison de la première de ces cinq années avec la dernière, montre, comme on peut le voir, une augmentation liquide d'environ 72 millions de pesetas comme ventes de l'Etat. Il est à noter aussi que toutes ces ventes se sont accrues sous l'administration des budgets de 1896-97, que M. Navarro Reverter a dirigés et surveillés. L'accroissement des recettes est visible dans le petit tableau qui se trouve au-dessous du tableau principal et on voit bien que le dernier exercice budgétaire prouve une somme considérable d'augmentation dans les recettes ; et cela pendant une année où l'Espagne a souffert toutes sortes de calamités : guerre très coûteuse à Cuba, guerre très lointaine aux Philippines, qui ont obligé les Espagnols à

envoyer une armée de plus de 250,000 hommes au-delà des Océans, ce qui prive le pays de sa jeunesse pour le travail des champs et de l'industrie, sans compter des sécheresses persistantes qui ont réduit des trois quarts les récoltes des céréales et de la moitié les récoltes de vin et de fruits. Tout cela fait ressortir davantage encore l'énorme rentrée des impôts qui s'est produite.

Le troisième tableau est relatif aux paiements liquides effectués la même année.

On y voit qu'en comparant les 600 millions de 1892-93 avec les 754 millions de 1896-97, il y a une augmentation de 154 millions payés par le Trésor national, sans nécessité de faire appel à aucun emprunt.

Le quatrième tableau statistique contient deux documents : le premier est le bilan du budget 1896-97 et on voit que la différence entre 780 millions de dépenses et 790 millions de recettes donne un SUPÉRAVIT effectif et réel DE DIX MILLIONS DE PESETAS. Ce résultat très brillant est si exceptionnel qu'on ne l'avait jamais obtenu depuis plus de quarante ans.

Le deuxième document — et ce n'est pas le moins intéressant, ni celui qui fait le moins d'honneur à M. Navarro Reverter — se rapporte aux calculs que le Ministre des Finances avait présentés aux Cortès il y a deux ans. Il est à remarquer que l'exactitude de tous les calculs,

qu'a faits le ministre quand il a présenté aux Cortès son projet de budget pour 1896-97, a été plus que prouvée par les résultats, puisque, entre les chiffres qui avaient été prévus dans toutes les sections du Budget et ceux qui ont été obtenus, il s'est produit des recettes beaucoup plus importantes qu'on l'aurait supposé. Les ventes des Biens de l'Etat *(du Domaine national)* ont accusé, en totalité, une augmentation de 234.000 pesetas en sus des estimations; les calculs de M. Navarro Reverter se sont encore trouvés au-dessous de la réalité pour environ *quatre millions de pesetas*, chose qui n'était jamais arrivée.

Le cinquième tableau annexe donne l'état exact des recettes et des dépenses effectuées durant les années économiques de 1892-93 à 1896-97, suivant les droits et les obligations de chaque budget et suivant les résultats des exercices clôturés. C'est, en somme, la récapitulation de tous les tableaux précédents présentés aux lecteurs d'une manière aussi claire que synthétique.

En résumé, le résultat de la gestion financière de M. Reverter ne peut être plus flatteur pour le pays tout entier, pour le gouvernement et aussi pour le Ministre des Finances; il prouve les grandes ressources de la nation et surtout les améliorations qui ont été introduites dans l'administration des Finances publiques.

Si quelqu'un cherchait à mettre en doute ce

résultat, ce que je crois impossible, je puis l'assurer que ces chiffres sont complètement officiels et que les tableaux statistiques que publie chaque semaine la Banque d'Espagne, qui est le caissier de l'Etat, confirment un par un tous les chiffres indiqués par moi.

Les *États mensuels* que publie la *Gaceta official*, les tableaux de la Dette flottante et du Trésor sont complètement d'accord avec ces chiffres, ce qui est très naturel; et il est une considération qui s'impose à tous et qui est à la portée de tout le monde; après deux ans et demi de guerres coûteuses soutenues à des millions de lieues de la Métropole, l'Espagne a supporté toutes les dépenses qu'il a fallu faire, sans avoir eu besoin de recourir à aucun emprunt étranger.

C'est une preuve irréfutable de la vitalité de l'Espagne.

L'Emprunt des Philippines

Le gouvernement espagnol avait été autorisé à créer, par l'intermédiaire du Ministère des Colonies, 400,000 obligations hypothécaires du Trésor des Philippines à 6 0/0 d'intérêt annuel, amortissables au pair en 40 ans, par tirages semestriels, avec la garantie spéciale des Douanes de l'Archipel et la garantie générale de la nation. Ces obligations sont divisées en deux séries : la première de 250,000 obligations de

500 pesetas et l'autre de 150,000 obligations de 100 pesetas.

Les premiers 250,000 titres représentent 125 millions de pesetas, soit 200,000 titres pour la souscription publique et 25 millions de pesetas ou 50,000 titres à la disposition du Ministère des Colonies.

La souscription publique, garantie par un syndicat, grâce à une commission, a été ouverte dans la Péninsule pour *200,000 obligations* et, grâce aux habiles mesures préparatoires de M. Navarro Reverter, on a souscrit 1,051,187 OBLIGATIONS, pour un capital nominal de 525,593,500 PESETAS, c'est-à-dire cinq fois plus qu'on ne demandait à l'épargne publique.

C'est encore un succès pour le Ministre des Finances et une preuve des ressources financières de l'Espagne.

CHAPITRE VIII

Les projets de M. Navarro Reverter

J'ai eu souvent l'occasion de causer longuement avec le Ministre des Finances d'Espagne et l'amitié, dont veut bien m'honorer M. Navarro Reverter, m'a permis de connaître quelques-uns des projets les plus intéressants de cet homme d'Etat. J'espère qu'il m'excusera d'avoir l'indiscrétion de dévoiler ici une partie de ses travaux et de ses pensées.

M. Navarro Reverter apporte dans le développement des Finances de son pays un admirable esprit de méthode et de précision scientifique : avant tout, il tient à procéder lentement et sûrement, avec ordre et à ne rien négliger des moindres détails de la rentrée et du rendement des impôts. Pour se rendre compte du labeur

extrême qu'a dû accomplir M. Navarrò Reverter, il suffit de compulser les quatre volumes de décrets concernant tous les services des Finances publiques qu'il a publiés depuis son entrée au ministère.

L'œuvre la plus importante de M. Navarro Reverter a été, à mon avis, de mettre de l'ordre dans les Finances et de faire la lumière la plus complète dans toutes les branches de son administration. Il a fait dresser sous le titre de : *Statistique tributaire d'Espagne*, une série de 27 cartes qui montrent de la façon la plus claire et la plus nette, quelle est la part contributive de chaque province du royaume pour chacun des impôts : je voudrais avoir assez de place pour analyser en détail ces statistiques qui sont des plus intéressantes et qui font bien voir toutes les ressources de l'Espagne et surtout l'avenir de ce grand pays. La première carte montre la répartition de la population chez nos voisins et nous pouvons constater que ce grand pays ne nourrit qu'une très faible population en proportion de son étendue : la population de l'Espagne pourrait tripler sans qu'elle soit gênée par le manque de terres propres à la culture, car la densité de la population en Espagne est de 35 habitants par kilomètre carré en moyenne, alors que la France, qui est peu peuplée en comparaison de la Belgique, a 71 habitants par kilomètre carré.

Nous voyons en Espagne que quatre provinces sur les 49 provinces du royaume ont de 14 à 16 habitants seulement par kilomètre carré. La population de l'Espagne ne peut donc, étant donné le caractère prolifique de la race, que s'accroître et l'augmentation de la population, que favorisera la division de la propriété, ne peut que contribuer à augmenter les ressources et la richesse publique de ce pays.

Par l'examen attentif de toutes les autres cartes qui suivent, nous voyons qu'en réalité l'Espagne est un des pays qui souffrent le moins du lourd poids de l'impôt. Si quelques provinces riches, où semblent s'être réfugiés le mouvement commercial et l'industrie nationale, paient une cote qui est considérable, la grande majorité des provinces paient de 35 à moins de 20 pesetas par tête de contributions de tous genres.

Les cinq provinces qui paient le plus — et où la plus lourde portion de l'impôt frappe seulement les riches et non tout le monde comme le ferait croire la division de la totalité des recettes budgétaires par chaque tête d'habitant — sont celles : de Madrid, où l'impôt donnerait une répartition (*qui n'est pas réelle*) de 155,39 pesetas par habitant ; de Barcelone où on aurait une répartition de 85,41 pesetas par habitant ; de Séville, 57,55 pesetas par habitant ; de Cadix, 56,10 pesetas par habitant ; de Valladolid, 50,21 pesetas par habitant.

Mais à côté de ces riches provinces, où la cote semble très lourde, mais où elle n'est surtout lourde que pour les riches, nous trouvons les provinces suivantes dont la cote personnelle est vraiment infime :

Les Canaries . .	18,47	pesetas	par habitant.
Cuenca	18,48	—	—
Navarra	18,64	—	—
Orense.	19,30	—	—

En somme, en moyenne, on peut affirmer que l'Espagnol ne paie pas plus de 40 pesetas 35 cent. par habitant pour tous les impôts.

Si vous voulez bien comparer avec les cotes des habitants d'autres pays d'Europe, vous apprécierez mieux encore la situation de l'Espagne.

Portugal	53,30	pesetas	par habitant.
Suède et Norwège.	54,50	—	—
Italie	55,55	—	—
Belgique	57,07	—	—
Allemagne . . .	64,06	—	—
Autriche-Hongrie .	68,80	—	—
Angleterre . . .	79,00	—	—
France.	87,57	—	—

S'il est incontestable que la France, l'Angleterre, l'Allemagne sont des pays plus riches que l'Espagne, il est aussi incontestable que le Portugal et l'Italie sont très comparables à l'Espagne : j'estime même que les ressources de

l'Espagne sont supérieures à celles de ces deux derniers pays.

En étudiant de près la part contributive de chaque province pour chacun des impôts, un esprit aussi perspicace, aussi habile que M. Navarro Reverter ne pouvait pas manquer de s'apercevoir qu'il était de toute nécessité de réformer complètement les bases de l'assiette de l'impôt. Il suffit de voyager, comme je l'ai fait, en certaines provinces du Sud de l'Espagne pour être frappé de la disproportion qui existe entre la richesse visible, extraordinaire des campagnes de ces centres privilégiés par la nature et le faible contingent d'impôts qu'elles fournissent à l'Etat.

Il y a en Espagne, en ce qui concerne la *richesse rustique* spécialement, des richesses cachées qu'il s'agit de dévoiler et auxquelles il faut appliquer l'impôt. Contrôler les déclarations des propriétaires ruraux n'avait jamais été fait d'une manière méthodique et scientifique en Espagne : on avait toujours reculé devant les colères, les rancunes, l'impopularité que semblait devoir causer cette œuvre d'honnêteté et de justice. M. Navarro Reverter a eu le courage de ne tenir aucun compte des intérêts de quelques-uns et de ne songer qu'aux intérêts généraux du pays : il a fait commencer une série de réformes que l'opinion accueillera avec enthousiasme, car

elles tendent à établir une plus juste répartition des charges publiques. Il est inadmissible que, en ce qui concerne l'impôt sur les immeubles, cultures et l'élevage, en un mot sur la richesse rurale, on puisse voir des provinces agricoles aussi merveilleusement riches que Murcie et Malaga ne payer la première que 3,35 pesetas et la seconde que 2,48 pesetas par habitant, alors que celles de Tolède, Caccrès, Ciudad Réal, Gérone, Salamanque, Séville et quelques autres, qui n'ont pas le même climat et la même fécondité du sol, paient 7 pesetas par habitant.

M. Navarro Reverter, pour procéder méthodiquement, a commencé par faire faire la révision du cadastre dans une des provinces les plus riches et qui payaient le moins, celle de Grenade et il est arrivé à des résultats qui, à des Français, vont sembler fabuleux, mais qu'expliquent l'état d'abandon et l'incurie profonde qui régnaient en Espagne en ce qui touche la rentrée des impôts.

Le cadastre de la province de Grenade accusait avant la revision: *601.353 hectares* répartis entre toutes les communes de la province. La révision faite par une commission d'ingénieurs et d'inspecteurs des Finances a prouvé une superficie de *1.203.533 hectares :* la plupart des communes ont eu une augmentation considérable de leurs cadastres, mais deux ou trois toutefois ont été diminuées de 11.132 hectares;

l'augmentation totale de la superficie de la province de Grenade, déduction faite des diminutions indiquées, s'élève à *602.180 hectares*, c'est-à-dire que la province de Grenade est en réalité DEUX FOIS PLUS GRANDE qu'on le croyait avant la révision de son cadastre. C'est inouï!

Voilà, vous le comprenez, qui va changer complètement l'assiette de l'impôt rural dans cette province et *ab uno disce omnes!* Si la révision du cadastre doit être dans toutes les provinces aussi fertile en révélations de richesses cachées, comme le pense M. Reverter, on ne peut qu'applaudir à sa décision et le louer de faire reviser en ce moment le cadastre de 11 provinces du royaume.

Le recensement des troupeaux dans la même province de Grenade a amené une autre découverte intéressante, à savoir que le chiffre des bestiaux déclarés était de 42 0/0 inférieur à la réalité. Le recensement des troupeaux a été ordonné dans onze autres provinces du royaume.

En somme, l'assiette de l'impôt rural, qui était établie dans la province de Grenade sur une estimation de la richesse foncière de *16,381,480 pesetas*, va être établie dorénavant sur une estimation exacte de *28,924,460 pesetas* : il y avait donc une richesse cachée de 12,542,980 pesetas que M. Reverter a mis au grand jour.

M. Navarro Reverter espère, à juste titre, que lorsque toutes les richesses cachées, actuellement

improductives pour l'impôt de l'Espagne, seront connues, on aura non seulement une répartition beaucoup plus équitable des charges publiques, mais encore la possibilité de réduire le taux de l'impôt rural et de venir ainsi en aide à l'agriculture.

M. Navarro Reverter, en ministre prévoyant et habile, apporte toute sa sollicitude à l'agriculture, à l'étude des moyens propres à l'encourager et à l'aider ; sans cesse il envoie des instructions dans ce dessein à ses fonctionnaires et il voudrait voir l'élevage se multiplier un peu partout. Ancien ingénieur des Monts, c'est-à-dire connaissant à fond les montagnes, les forêts et leur grande valeur économique, il s'occupe du reboisement des si nombreuses forêts de l'Espagne. L'influence cosmologique des forêts sur le régime des eaux, leur importance capitale aux abords des sources des rivières dont elles régularisent le débit et le cours, donnent à cette œuvre du reboisement une valeur exceptionnelle.

Mais M. Navarro Reverter a trouvé aussi dans les forêts une source énorme de recettes extraordinaires pour le budget de l'Etat : il a nommé une Commission d'ingénieurs en chefs et d'inspecteurs généraux qui fonctionne nuit et jour et dont les travaux sont gigantesques. Cette Commission a recensé les terres et forêts domaniales, c'est-à-dire appartenant à l'Etat

espagnol ; il a été compté près de 18,000 forêts appartenant à l'Etat et aux municipalités, dont 10,000 sont presque toutes inférieures à 100 hectares de superficie.

Il y a cinq millions d'hectares de propriétés inaliénables, riches en pins, hêtres, chênes, et autres essences, que M. Reverter désire conserver, exploiter scientifiquement et dont il veut assurer le reboisement et l'entretien partout où ce sera nécessaire.

Il reste, en sus, deux millions d'hectares de forêts dont la possession par l'Etat est inutile et improductive, qui contiennent de riches essences et que l'agriculture et l'industrie nationales réclament : M. Navarro Reverter est décidé à opérer la vente de ces deux millions d'hectares au fur et à mesure des besoins du Trésor, sans se presser, dans un délai de cinq années. En étant très pessimiste et en calculant l'hectare de forêt à 100 pesetas, ce qui est au-dessous de la valeur réelle, on voit que l'Etat espagnol retirera, du seul fait de l'aliénation méthodique de ces deux millions d'hectares de forêts, une somme de *deux cents millions de pesetas*.

Il me reste enfin à dire un mot d'un grand projet de M. Navarro Reverter qui ne peut manquer d'avoir une grande influence sur les variations du change qui sont si défavorables au commerce international et à la production espagnole ; je veux parler de la création d'une

succursale de la Banque d'Espagne à Paris. Cette idée a trouvé dans la Péninsule un accueil enthousiaste de la part du monde des affaires, du haut négoce et de l'industrie : il est à souhaiter que bientôt tous les obstacles que pourrait rencontrer l'exécution de ce projet excellent soient renversés et que M. Navarro Reverter puisse trouver dans la Banque d'Espagne, cette grande Institution de Crédit qui fait de si brillantes affaires avec le Gouvernement espagnol, l'aide et le concours qui lui sont nécessaires pour donner au Crédit et aux Finances de son pays toute la sécurité et toute la solidité qu'ils doivent avoir.

M. Navarro Reverter est un homme d'Etat qui n'a pas dit son dernier mot, et dont l'Espagne peut encore espérer de grandes choses et beaucoup de bien : sa seule ambition est d'ailleurs d'être utile à l'Espagne ; il y parviendra en continuant à faire régner l'honnêteté, l'ordre et la clarté dans l'Administration des Finances.

POST-SCRIPTUM

Le nouveau cabinet Sagasta

Paris, le 5 Octobre 1897.

Ce livre était à moitié imprimé, lorsqu'est survenue la crise ministérielle soudaine dont je donne les raisons dans ma conclusion.

Je ne peux livrer ces pages au public, sans indiquer ici la constitution du nouveau ministère et sa composition. Je le ferai en peu de lignes : les noms des nouveaux ministres ont été connus hier soir ; les voici :

Présidence du conseil : M. Sagasta.
Affaires étrangères : M. Pio Gullon.
Justice : M. Groizard.
Guerre : Général Correa.
Marine : Contre-amiral Bermejo.
Finances : M. Puigcerver.
Intérieur : M. Capdebon.
Travaux publics : Comte Xiquena.
Colonies : M. Sigismond Moret.

C'est au dernier moment que M. Groizard a été choisi par M. Sagasta pour le portefeuille de la justice, qui avait été tout d'abord attribué à M. Romero Giron.

A cinq heures, les ministres ont prêté serment entre les mains de la reine-régente. Ils se sont ensuite réunis en conseil et ont procédé aux nominations de M. Amos Salvador, comme directeur de la Banque d'Espagne, de M. Aguilera, comme préfet de Madrid, et du comte Romanonès comme maire de Madrid.

On parle des maréchaux Blanco pour le commandement de Cuba, Lopez Dominguez pour les Philippines, et du général Polavieja, comme capitaine général à Madrid.

M. Vega de Armigo et Montero Rios sont désignés pour présider le Sénat et la Chambre des députés. A M. Léon y Castillo est réservée l'ambassade de Paris.

M. Groizard est un ancien ambassadeur auprès du Saint-Siège, déjà plusieurs fois ministre. Il est membre de la droite du parti libéral, ainsi que le comte Xiquena, ministre des travaux publics, et membre très populaire de son parti. Le général Correa a été sous-secrétaire d'Etat à la guerre. L'amiral Bermejo est très estimé dans la marine ; c'est un homme énergique et un bon administrateur.

Les trois principales figures du cabinet, MM. Moret, Puigcerver et Capdepon, qui sont à la

tête des colonies, des finances et de l'intérieur, sont d'anciens collaborateurs de M. Sagasta, jouissant d'une grande autorité dans le parti libéral. M. Moret est considéré comme la cheville ouvrière de la politique gouvernementale à Cuba et aux îles Philippines et dans les relations avec les Etats-Unis.

Le ministre des affaires étrangères, M. Gullon, est un homme froid, modeste, ancien ministre, ex-gouverneur de la Banque d'Espagne et ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

J'ai eu l'honneur de faire la connaissance de M. Pio Gullon, en 1892 ; j'ai trouvé en lui un homme des plus aimables et des plus modestes, cachant beaucoup de savoir sous une grande réserve et qui sera très capable de faire excellente figure au ministère des affaires étrangères.

J'ai dit, au chapitre que je lui ai consacré, tout le bien que je pense de Don Praxedès Matéo Sagasta : je n'ai fait que rendre justice à ses grandes qualités, à son génie d'homme d'Etat, à son dévouement aux intérêts de l'Espagne.

Il sera certainement secondé puissamment par M. Sigismond Moret, ancien ministre des affaires étrangères, qui a eu le courage d'accepter le poste périlleux de ministre des colonies. M. Moret est un homme politique de grande valeur, orateur de premier ordre, très libéral

et très ami du progrès ; j'ai eu l'honneur de causer avec lui et j'ai apprécié la hauteur de ses vues.

Que fera-t-il ? Que va faire le ministère Sagasta ? Je l'ignore et les ministres actuels sont en train eux-mêmes de préparer leur programme et de dresser leur plan de campagne.

On les jugera à leurs actes ! Attendons les à l'œuvre, mais rendons-leur d'avance cette justice qu'ils sont tous d'excellents patriotes, désireux de travailler pour le plus grand bien et la plus grande gloire de leur pays. Ils arrivent avec des intentions que nous ne connaissons pas encore : personne en Espagne ne les gênera ni ne cherchera à les empêcher de développer leurs idées et d'appliquer leur politique. Nous souhaitons à l'Espagne d'en obtenir d'excellents résultats.

M. de Léon y Castillo, qui est désigné comme ambassadeur d'Espagne à Paris, est un ancien ministre et un des chefs les plus respectés du parti libéral : il a déjà occupé à plusieurs reprises le poste d'ambassadeur à Paris et ne compte chez nous que des amis. Il saura continuer les traditions du duc de Mandas et travailler comme lui à l'union amicale de nos deux pays.

CONCLUSION

Paris, le 6 Octobre 1897.

Maintenant que nous avons étudié en détails la situation intérieure de l'Espagne, les questions de Cuba et des Philippines, que nous avons démontré les ressources financières et la richesse de nos voisins, il importe de tirer de tout ce qui précède une conclusion impartiale.

Je m'efforcerai de le faire d'une façon aussi claire que brève.

On a pu remarquer que je me suis fait un devoir d'invoquer et de citer en toutes occasions les opinions très autorisées et irrécusables des hommes d'Etat les plus célèbres et les plus en vedette de l'Espagne ; agir autrement aurait été de ma part une erreur sans excuse.

Certes s'il est permis à un sincère ami de l'Espagne, qui connaît ce grand pays depuis

nombre d'années, qui y a séjourné longuement à plusieurs reprises, d'avoir une opinion très nette et très personnelle sur les questions politiques qui passionnent les Espagnols, il n'est pas moins vrai que, pour établir sur des bases irréfutables et solides un jugement sage et digne de foi, il est indispensable de fournir tout d'abord aux lecteurs les documents les plus propres à l'éclairer et à lui indiquer les sources où ont été puisés tous les renseignements qu'on lui donne.

Je puis dire, sans me flatter, qu'il n'est pas dans ce livre un fait qui n'ait été contrôlé par moi et qui ne m'ait été affirmé par les personnages les plus haut placés, les plus capables par leur grande situation de connaître tous les dessous de la politique et tous les détails des plus importantes affaires. C'est à eux que cet ouvrage, qui n'a d'autre prétention que d'être écrit avec clarté et bon sens, ainsi qu'avec une réelle et profonde affection pour cette noble nation espagnole, doit toute sa valeur et tout son intérêt.

⁂

Vous croyez peut-être, en lisant les dépêches des journaux, que l'Espagne traverse à tous les instants des crises terribles, qui menacent sa tranquillité et jettent le trouble dans les esprits.

Je puis affirmer qu'il n'en est rien et que les crises ministérielles, qui depuis trois mois se succèdent, n'ont produit aucune perturbation dans la masse du peuple espagnol. Le seul fait qui ait eu un grand, un immense retentissement, a été le lâche assassinat de D. Antonio Canovas del Castillo ; l'explosion de la douleur et de l'indignation publiques a été formidable : tout le monde a senti en Espagne — et ce sentiment a été partagé par l'opinion publique de toute l'Europe — que ce pays venait de faire une perte irréparable, qu'un grand patriote, un grand ministre, un homme d'Etat clairvoyant venait de disparaître.

M. Canovas del Castillo a succombé sous les balles d'un assassin au lendemain même d'un triomphe politique, alors que S. M. la Reine-Régente venait de lui confirmer sa confiance et de le prier de conserver le pouvoir à la tête du parti conservateur. Cette mort, inattendue et soudaine, causa un instant d'affolement et d'hésitation : Qu'allait-on faire ? Qu'allait-on devenir ? Le chef, le *doyen* emportait dans sa tombe son don magnifique de diriger les esprits par ses conseils, d'imposer ses vues et ses desseins en forçant l'admiration de tous par son éloquence et sa sagesse.

Mais il fallait pourvoir au plus pressé : parce qu'un misérable fanatique avait tué M. Canovas, fallait-il interrompre brusquement l'exécution

de sa politique ? Les événements commandaient de ne pas ouvrir une crise ministérielle le lendemain de l'assassinat du Président du Conseil ; la Reine-Régente confia la place de M. Canovas au général Azcarraga, qui, aussi modeste qu'admirable soldat, accepta l'accomplissement de ce devoir et prit les rênes de l'Etat. On peut dire qu'il a donné pendant son court passage à la Présidence du Conseil des preuves nombreuses de son tact, de sa clairvoyance d'homme politique et que lui et ses collègues ont rendu de réels services à l'Espagne. Mais les difficultés étaient nombreuses et, dès le lendemain de la mort de M. Canovas, les ministres se trouvèrent en but aux attaques injustifiées d'une partie de la presse espagnole, impatiente d'arriver à une prompte solution de la question cubaine.

Une agitation toute superficielle des esprits en Espagne n'était cependant qu'une chose de minime importance ; les Espagnols, avec leur tempérament ardent, se livrent avec une égale *furia* au découragement ou à l'espérance. Déconcertés par les longueurs de la campagne de Cuba, ils ont crié : haro ! sur le général Weyler dont ils avaient acclamé le départ.

Ils avaient de même, salué de leurs vivats l'embarquement de Martinez Campos pour Cuba et, en février 1896, ils obligeaient le gouvernement de M. Canovas del Castillo à rappeler le

maréchal Martinez Campos dont la politique leur semblait trop conciliante ; il n'y eut qu'un cri alors en Espagne : envoyez Weyler, c'est l'homme énergique qu'il nous faut !

Le général Weyler était capitaine-général à Barcelone ; sa réputation de courage militaire, d'habileté stratégique et d'énergie lui valaient les éloges de toute la presse espagnole, des journaux mêmes qui sont les plus ardents à le combattre depuis plusieurs mois. Le grand tort qu'eut le public espagnol au moment du départ de Weyler pour la Havane, ce fut de croire qu'il suffirait au général Weyler de débarquer à Cuba pour étouffer la révolution, faire cesser les hostilités et pacifier ce pays. Le peuple espagnol, — j'entends la masse des habitants du pays — tomba dans la même erreur qu'au moment de l'embarquement du capitaine-général Martinez Campos pour Cuba : il conçut de telles espérances d'une prompte solution de la question cubaine, qu'il ne tarda pas à être énervé par les lenteurs de la répression de la rebellion, lenteurs qu'expliquent la configuration et l'étendue de l'île de Cuba et aussi la dispersion des rebelles en une quantité de bandes de nègres sans cohésion, fuyant sans cesse, se dérobant et se cachant devant les colonnes espagnoles.

Au moment de quitter l'Espagne, le général Weyler ne se faisait aucune illusion sur les

obstacles qu'il lui faudrait renverser : « Je demande deux ans, déclara-t-il aux journaux, deux ans pour pacifier Cuba. »

Et, sans écouter les clameurs des impatients, il se mit à l'œuvre froidement, énergiquement, implacablement. Les flibustiers, les partisans des rebelles cubains ont accusé le général Weyler de cruauté sanguinaire ; c'est une accusation absolument exagérée ; le général Weyler s'est contenté d'exécuter son devoir en toutes les circonstances et de n'admettre aucune dérogation aux lois de la guerre. Il a été *implacable* envers tous ceux qui se sont rendus coupables d'espionnage, de trahison et du délit capital de fournir des armes et des munitions aux rebelles ; il a agi envers les rebelles nègres de Cuba comme le général Galliéni envers les noirs de Madagascar.

En prenant possession de ses fonctions de gouverneur de Cuba, le général Weyler avait fait des déclarations officielles qui résumaient sa politique et dont il ne s'est jamais écarté :

« Au nom de S. M. la Reine-Régente et de Son Auguste fils le Roi D. Alphonse XIII, je prends possession du gouvernement de l'île de Cuba. Je viens ici animé des desseins généreux de l'Espagne. Je serai tolérant, mais autant que la tolérance sera compatible avec mes devoirs. Je viens pour maintenir le renom de la patrie et

terminer la guerre dans les campagnes et dans les villes.

« Les péninsulaires, tout comme les insulaires, doivent sans trêve et sans faiblesse montrer leur amour à l'Espagne, en se sacrifiant pour elle.

« Tous, les uns aussi bien que les autres, ont donné des preuves de leur patriotisme, et je me me rappelle avec orgueil, en ma qualité d'Espagnol, la loyauté avec laquelle dans la dernière guerre les fils de Cuba formèrent des colonnes qui rendirent de grands services à l'Espagne.

« J'espère que ces services seront aujourd'hui aussi généreux et importants qu'ils le furent lors de l'insurrection passée.

« Pendant la guerre, je n'admettrai aucune divergence de politique; je condamne toute politique qui n'est pas la politique espagnole. Je n'admettrai aucune *camarilla* à mes côtés; il n'existe à mes yeux que des Espagnols et des séparatistes. Ma mission à ce point de vue sera de diviser les camps et de faire une séparation complète entre ceux qui aiment l'Espagne et ceux qui luttent contre elle.

« J'accueillerai avec bienveillance toutes les justes requêtes qu'on me présentera et tous mes actes seront inspirés par la plus stricte justice. »

Les débuts du général Weyler à Cuba furent accueillis avec faveur par l'opinion en Espagne; les rebelles, qui avaient obtenu quelques sem

blants de succès avant l'arrivée de Weyler, furent continuellement vaincus, obligés de battre en retraite, de fuir aux extrémités de l'île. Macéo, acculé, essaya de franchir la Trocha en décembre 1896 et fut tué par le commandant Cirujeda. Décapitée par la mort de son meilleur chef, l'insurrection cubaine est aujourd'hui acculée dans les deux provinces orientales, où elle ne peut subsister que grâce aux secours de tous genres, vivres, munitions, armes, volon taires mêmes, que les flibustiers des Etats-Unis lui font parvenir en profitant de la proximité des côtes de la Floride.

C'est l'avis de tous ceux qui reviennent de Cuba que de grands résultats ont été obténus par le général Weyler; ces résultats ne sont pas définitifs, mais on ne peut pas dire que le général n'a pas tenu sa parole; il avait demandé deux ans pour pacifier Cuba, il y a dix-huit mois seulement qu'il y est et il est parvenu à faire régner l'ordre public dans quatre provinces sur six.

Le colonel marquis de Mendigorria, ancien attaché militaire à l'ambassade d'Espagne à Paris, est revenu au mois d'août de Cuba après y avoir séjourné deux années à la tête d'un régiment.

Il a rendu compte de la situation dans l'île à la Régente et au général Azcarraga.

Il a affirmé de la manière la plus catégorique

que non seulement l'insurrection est presque complètement dominée dans l'île entière, mais que, dans quatre des six provinces, elle n'existe réellement plus. Il ne reste que quelques groupes, sans relations régulières entre eux, qui parfois tirent des coups de revolver ou tâchent de faire sauter un train. Cependant, même la circulation en chemin de fer est à peu prés normale.

Une personne très au courant de ce qui passe à Cuba écrivait le 14 septembre, lorsque tout le monde se préoccupait de la nouvelle de la prise de la ville de Las Tunas * par les insurgés, les lignes suivantes qui sont très justes et donnent un aperçu exact de la situation à Cuba.

« Comme la question cubaine domine en ce moment toute la politique espagnole, il m'a paru intéressant d'étudier l'état actuel de cette campagne cubaine en dehors de tout esprit de parti, et sans me laisser influencer par les notes officielles, ni par les avis non moins intéressés que font circuler, avec une activité digne d'éloges, mais un peu suspecte, les Comités cubains.

« La ville de Las Tunas est située dans la province la plus orientale, celle de Santiago, tout près de la province de Puerto Principe. Ces deux provinces sont celles que le général Weyler

---

* Le général Luque a repris quelques jours après la ville de Victoria de La Tunas sur les rebelles sans éprouver la moindre résistance. — (*Note de l'auteur*).

s'est promis de pacifier dès qu'aura cessé la saison des pluies, c'est-à-dire en octobre prochain, mais elles n'ont pas été, comme les quatre provinces occidentales, parcourues en tous sens par les colonnes espagnoles. La province de Santiago a toujours été le dernier refuge des révoltés, lors des insurrections antérieures. L'année dernière, quand les forces rebelles occupaient encore une grande partie des riches provinces de l'Ouest, elles avaient presque complètement abandonné cette région, au point que les récoltes s'y faisaient en toute sécurité, d'après la correspondance de plusieurs propriétaires qui se félicitaient de ce résultat, d'autant plus que, la récolte ayant manqué presque partout ailleurs, les produits avaient acquis des cours élevés.

« Bien qu'avec la mobilité qui caractérise les forces insurgées, on puisse toujours craindre une surprise, le seul fait que leurs efforts, naguère encore concentrés vers Pinar del Rio, sous les ordres du célèbre chef Macéo, se manifestent, aujourd'hui, tout à fait à l'Est, démontre que le gros des rebelles s'est déplacé, qu'il a reculé d'un bout à l'autre de l'île. Il est évident que cette retraite n'est ni spontanée, ni volontaire, et qu'elle est due aux opérations du général Weyler.

« Notons en passant que la prise de deux villes par les insurgés dans la province de Pinar

del Rio, nouvelle qui nous arrive d'Amérique, est un simple canard, destiné sans doute à prolonger l'émotion soulevée par la prise de Las Tunas.

« Bien entendu, cette dernière constitue un échec sensible pour les Espagnols. Mais on aurait tort de lui attribuer une importance décisive ; déjà, les rebelles eux-mêmes annoncent leur intention d'évacuer la ville, où ils ne se sentent pas en sûreté. C'est, pour eux, un succès, mais on doit prévoir qu'il avancera de quelques semaines l'heure des opérations vigoureuses projetées contre la province, et cette victoire pourrait avoir pour eux un triste lendemain.

« En somme, il semble avéré que les quatre provinces de l'Ouest sont effectivement débarrassées du gros des forces insurgées, que celles-ci, après leur dernier retour offensif, ont été refoulées a l'extrémité orientale de l'île.

« Il paraît également certain que les bandes ainsi refoulées disposent encore de ressources notables et que la campagne d'automne sera très active.

« Mais le déplacement visible des opérations démontre le changement survenu depuis une année dans la position respective des combattants, et c'est certainement à ce résultat que le général Weyler doit d'avoir conservé la confiance du gouvernement. La prise de Las Tunas

n'est qu'un incident et n'a pu modifier les vues du général Azcarraga. Tout au plus, à notre sens, motivera-t-elle quelques instructions spéciales destinées à prévenir le retour d'un évènement analogue. »

J'ai déjà parlé plusieurs fois de la façon dont les rebelles font la guerre aux espagnols : C'est une guerre de sauvages, d'embuscades, de coups de mains, de guets-à-pens. Ce qu'on appelle les forces insurgées avec une emphase ridicule, ce sont tout simplement des bandes de nègres pillards et bandits, qui dévastent tout sur leur passage, vivent de vols et de rapines. Les nègres, affranchis à Cuba, sont d'incorrigibles paresseux et le métier d'insurgés qui consiste à courir les monts et les plaines avec un fusil, à ne rien faire que suivre ses penchants vicieux, à donner libre-carrière à ses appétits de meurtre, de rapt sous le couvert d'un faux drapeau politique, ne peut que présenter des appâts très séduisants à ces noirs et les rendre les adversaires les plus difficiles à faire rentrer dans le devoir. Les soldats espagnols ne parviennent que rarement à les joindre et même à les forcer d'accepter la bataille ; les nègres fuient toujours, refusent le combat et il faut les acculer pour leur infliger des défaites.

La meilleure preuve en est fournie par cette même ville de Las Tunas, dont les rebelles cubains ont annoncé la prise sur les espagnols

à grand tapage : quand le général, envoyé pour reprendre la ville, s'est présenté devant ses portes, il n'a plus trouvé personne ; les rebelles s'étaient prudemment enfuis. Cet acte de guerre n'était en somme qu'un acte de brigandage, un coup de main heureux : après avoir détruit, volé, brûlé, assassiné, les nègres se sont éclipsés. Franchement, quel est l'homme de bons sens qui peut assimiler de pareilles bandes de malfaiteurs à des forces régulières, qui peut songer à donner le nom de belligérants à des émules de Mandrin ?

S'il est donc évidemment très regrettable qu'on n'aît pu arriver aussi promptement que tout le monde le désirait à la pacification complète de Cuba, il ne faut pas se dissimuler que la situation n'est pas plus défavorable aux Espagnols, bien au contraire. Certes le commerce et l'agriculture souffrent de cet état de guerre, le pays est dévasté par les bandes rebelles, par les incursions que tentent de temps en temps quelques partisans plus hardis, mais le danger est moins grand que jamais d'un succès militaire des rebelles, l'insurrection est localisée dans deux provinces et, dès que la saison des pluies aura pris fin, les opérations militaires conduites avec énergie et méthode permettront aux troupes espagnoles de refouler, de détruire et de jeter finalement à la mer les dernières bandes rebelles.

Je ne comprends donc pas le pessimisme exagéré de beaucoup de gens qui n'envisagent pas exactement la situation et accordent trop de créance aux racontars des flibustiers cubains. Ces rebelles sont, en vérité, très encombrants et très bruyants aux Etats-Unis et en France même : au lieu de faire des parodies de gouvernement à New-York et à Paris, de se donner des titres et des fonctions imaginaires, que ne vont-ils s'installer à Cuba, puisqu'ils y sont, à les entendre, si forts et si nombreux ! Qu'ils aillent donc établir leur gouvernement, leur président de la République avec ses nombreux ministres et généraux dans une ville de Cuba et qu'ils fassent bien constater qu'ils gouvernent effectivement une seule partie de Cuba, si petite qu'elle soit !

Mais ils se gardent bien de pareille chose, ils auraient trop peur d'être pris et fusillés; ils aiment mieux jouer la comédie à Paris et à New-York et exciter, du coin de leur feu ou après un bon dîner, les malheureux nègres à mettre Cuba à feu et à sang. Leur ambition n'est pas de faire triompher une cause quelconque, elle est de ruiner, de transformer la plus belle et la plus riche colonie du monde en un monceau de cendres fumantes.

Et ces gens-là se disent des patriotes ! L'Espagne a raison de les empêcher de réaliser leurs desseins, d'exécuter les inspirations de

ceux qui les poussent avec leurs conseils et leur argent dans cette voie néfaste.

L'île de Cuba, à cause de son énorme population nègre, doit être sous la domination espagnole ou sous la domination américaine : elle ne pourrait pas être indépendante sans tomber dans l'anarchie et la guerre civile ! Que tous ceux, qui veulent le bien de Cuba, réfléchissent : ils conviendront tous avec moi que l'Espagne seule peut assurer le bonheur et la prospérité des Cubains, en leur accordant sous sa protection toutes les libertés possibles, toute l'autonomie administrative compatible avec le respect de la souveraineté espagnole !

*
* *

Donc l'insurrection cubaine suivait son cours normal et, malgré l'impatience légitime du peuple espagnol, aucun fait d'une gravité exceptionnelle ne pouvait occasionner une crise ministérielle.

Du côté des Philippines, la répression des derniers vestiges de l'insurrection se faisait régulièrement et les nouvelles reçues du capitaine-général Primo de Rivera constatent une amélioration chaque jour plus grande de la situation du pays. On peut considérer cette insurrection comme presque terminée.

Néanmoins des résolutions décisives, promptes

et viriles s'imposaient; le gouvernement dirigé par le général Azcarraga était prêt à les prendre, il était sûr de surmonter toutes les difficultés, mais, avant d'apporter à sa politique les les modifications qu'exigeaient les événements, il avait besoin de demander à S. M. la Reine-Régente la confirmation officielle et éclatante de sa confiance. Dès la rentrée de la Cour à Madrid, au premier conseil des ministres tenu en présence de Sa Majesté :

« C'est la première fois, dit le président, le général Azcarraga, depuis la mort de M. Canovas, qui a décapité le parti conservateur, que le conseil des ministres se trouve réuni au complet.

« Dans ces conditions et en présence de la situation politique du royaume, je pense que le conseil doit demander à la couronne si le cabinet, privé de son chef, a encore sa confiance et à cet effet nous avons l'obligation d'offrir notre démission à la Reine-Régente. »

Le duc de Tétuan déclara qu'il partageait cette opinion, bien qu'aucun incident grave ne soit survenu depuis la mort de M. Canovas. Les autres ministres exprimèrent aussi le même avis.

La crise était ouverte; on sait le reste. La Reine-Régente, après avoir appelé et consulté tous les hommes politiques, s'est rendu compte que le parti conservateur était actuellement

trop divisé pour pouvoir garder le pouvoir. Sa Majesté a appelé M. Sagasta, qui a formé un ministère composé des anciens ministres libéraux qui ont déjà fait leurs preuves d'habileté et sont dignes de former un ministère solide. Les destinées de l'Espagne sont en bonnes mains.

Mais il faut faire bien remarquer que, selon l'avis exprimé d'après les journaux par le duc de Tétuan, aucun fait grave ne motivait la retraite du parti conservateur. Cette retraite a été tout à fait volontaire : le parti conservateur a besoin de se reconstituer dans l'opposition, de se grouper de nouveau autour d'un chef et de reprendre ces habitudes de discipline et de cohésion qui ont fait sa force.

Le général Marcel Azcarraga, qui est actuellement le général le plus populaire de l'Espagne et qui jouira toujours de la confiance complète de Sa Majesté la Reine-Régente, semble absolument avoir compris que le ministère qu'il présidait ressemblait à un orchestre d'excellents musiciens, mais où personne ne suivait plus la mesure. Continuer à gouverner dans ces conditions et au milieu des circonstances présentes aurait donc été fort difficile.

Cette retraite du parti conservateur a le grand avantage de permettre aux chefs du parti libéral de prendre les rênes du pouvoir dans un moment où ce seul changement de

personnalités politiques à la tête du pays suffira pour calmer toutes les impatiences : la tâche des libéraux sera toutefois ardue et compliquée, mais il ne faut jamais désespérer d'un chef d'Etat tel que M. Sagasta secondé par MM. Sigismond Moret, Montero Rios, Léon y Castillo, Maura, Puigcerver, Vega de Armijo.

Mais le parti conservateur, en se retirant, obéit aux sages conseils du général Martinez Campos et il sera dans l'opposition plus fort que jamais ; sa réorganisation sera moins laborieuse et plus rapide dans l'opposition qu'au pouvoir.

*
* *

Il est une légende aussi que l'on voudrait répandre dans le public, c'est celle de l'ingérence de S. M. la Reine-régente dans les affaires politiques de son pays. On dit que Sa Majesté a demandé au général Azcarraga la démission de son cabinet. Il suffit de connaître ce qui se passe en Espagne, la discrétion voulue, le tact et le grand esprit politique de S. M. la Reine pour hausser les épaules en entendant une pareille histoire, La Reine-Régente n'a jamais eu plus de sympathies pour M. Sagasta que pour M. Canovas ou pour M. Canovas que pour M. Sagasta : elle avait la même affection sincère pour ces deux grands hommes. Elle ne fait preuve aujourd'hui d'aucune préférence pour le



parti libéral ou pour le parti conservateur. Elle se renferme dans son rôle constitutionnel et Elle ne cherche qu'à répondre aux aspirations de son peuple : plus que personne autre, Elle entend conserver à l'Espagne sa plus belle colonie ; et, si Elle prend sa part des épreuves supportées si héroïquement par le peuple sur lequel Elle règne, Elle entend rester toujours, impartiale et sereine, au-dessus des luttes des partis, vouant un égal amour à tous ses sujets, désirant seulement leur bien-être, leur prospérité et mettant au-dessus de tout le triomphe de l'Espagne et la gloire de son drapeau.

La retraite du parti conservateur n'est donc nullement son œuvre ; c'est un acte d'habile politique qui a été voulu et concertépar les chefs du parti conservateur en dehors de toute influence.

J'ai démontré que la situation de Cuba ne nécessitait pas la démission du cabinet conservateur ; la situation intérieure en Espagne ne l'exigeait pas davantage.

S'il existait un peu de gêne dans les esprits, un peu d'inquiétude dans l'opinion publique, elle provenait seulement de la nervosité des Espagnols, dans leur impatience, dans leur espoir déçu de terminer une guerre que chacun maudit. On attendait anxieusement que le parti conservateur fît preuve d'union, rédigeât un programme et que le cabinet prît les mesures

que comportait la situation. L'entente n'ayant pu se faire entre les chefs du parti conservateur, ils ont préféré passer la main aux libéraux qui vont présenter un programme et le défendre et chercher à l'exécuter.

Quant aux mouvements des Carlistes, à l'effet de l'excommunication prononcée contre M. Navarro Reverter pour avoir exécuté strictement son devoir, tout cela, c'est de l'exagération pure. En aucun cas, la situation intérieure n'était de nature à provoquer une crise. Mais le parti conservateur préférant se retirer, cette crise n'est pas défavorable aux intérêts espagnols, car elle permet aux impatient de se calmer et aux esprits de se ressaisir.

*
* *

Quelle sera maintenant la politique de M. Sagasta, je l'ignore, mais, je puis affirmer qu'elle sera prudente et modérée, et j'ajouterai qu'elle sera ferme aussi, car c'est une condition indispensable de succès.

Je ne suis pas espagnol, je ne suis aucunement mêlé aux luttes des partis, je ne défends ni le parti conservateur ni le parti libéral; je me contente d'aimer l'Espagne, de souhaiter le triomphe de ce pays. Je crois n'avoir que des amis en Espagne dans tous les partis. Qu'on

général Blanco, qui est un officier du plus grand mérite, saura faire tout son devoir, s'il est chargé de réduire les rebelles.

La grosse difficulté sera pour le Ministère libéral, comme elle l'était pour le Ministère conservateur, la question des relations avec les Etats-Unis.

*
* *

Les Etats-Unis n'ont jamais cessé de soutenir occultement et moralement les révoltés Cubains; le gouvernement des Etats-Unis a toujours fait preuve d'une grande correction apparente, a donné autant que possible satisfaction à l'Espagne en gardant une neutralité stricte, mais il faut avouer que les sympathies privées de la presse et du peuple des Etats-Unis sont allées aux Cubains rebelles, les ont encouragés et excités.

L'insurrection de Cuba ne vit que grâce aux subsides, aux secours en vivres, munitions et même en volontaires qu'elle reçoit encore des flibustiers américains.

M. Canovas avait vis-à-vis des Etats-Unis une politique très franche et très ferme; il ne les craignait pas et il ne voulait pas entendre parler de leur intervention. M. Sagasta fera de même et tout chef du gouvernement en Espagne ferait de même.

L'opinion publique en Espagne ne supportera pas qu'une puissance étrangère vienne se mêler

des affaires de l'Espagne avec ses colonies et elle aura parfaitement raison.

J'aime beaucoup les Américains, et les Etats-Unis nous sont en France très sympathiques; c'est un peuple que nous avons aidé à conquérir sa liberté et qui jusqu'à ce jour en a fait un noble usage. Mais vraiment nous ne pouvons admettre ses prétentions de dominer toute l'Amérique et de faire la loi aux puissances européennes qui ont des colonies américaines : c'est inadmissible et, si l'on en juge par les interviews de quelques-uns de ses hommes d'Etat, il faut croire que les Etats-Unis comptent dans leur sein quelques fanfarons, car ils ne parlent de rien moins que de chasser les Anglais du Canada, les Français de leurs possessions, les Espagnols de Cuba, etc. Tout cela est certainement une pure exagération et les hommes de bons sens sont trop nombreux aux Etats-Unis pour donner dans de pareilles rêveries, dans des fanfaronnades qui font sourire.

Avant tout, les Etats-Unis sont un peuple d'hommes pratiques et sérieux, de *business men :* eh! bien, qu'ils s'entendent amicalement avec l'Espagne qui leur accordera un bon tarif douanier avec Cuba et qu'en échange ils donnent tout leur concours, mais un concours effectif et non illusoire, à l'Espagne, en empêchant les expéditions flibustières de se former sur leur territoire et de s'embarquer pour Cuba.

général Blanco, qui est un officier du plus grand mérite, saura faire tout son devoir, s'il est chargé de réduire les rebelles.

La grosse difficulté sera pour le Ministère libéral, comme elle l'était pour le Ministère conservateur, la question des relations avec les Etats-Unis.

*
* *

Les Etats-Unis n'ont jamais cessé de soutenir occultement et moralement les révoltés Cubains; le gouvernement des Etats-Unis a toujours fait preuve d'une grande correction apparente, a donné autant que possible satisfaction à l'Espagne en gardant une neutralité stricte, mais il faut avouer que les sympathies privées de la presse et du peuple des Etats-Unis sont allées aux Cubains rebelles, les ont encouragés et excités.

L'insurrection de Cuba ne vit que grâce aux subsides, aux secours en vivres, munitions et même en volontaires qu'elle reçoit encore des flibustiers américains.

M. Canovas avait vis-à-vis des Etats-Unis une politique très franche et très ferme; il ne les craignait pas et il ne voulait pas entendre parler de leur intervention. M. Sagasta fera de même et tout chef du gouvernement en Espagne ferait de même.

L'opinion publique en Espagne ne supportera pas qu'une puissance étrangère vienne se mêler

des affaires de l'Espagne avec ses colonies et elle aura parfaitement raison.

J'aime beaucoup les Américains, et les Etats-Unis nous sont en France très sympathiques; c'est un peuple que nous avons aidé à conquérir sa liberté et qui jusqu'à ce jour en a fait un noble usage. Mais vraiment nous ne pouvons admettre ses prétentions de dominer toute l'Amérique et de faire la loi aux puissances européennes qui ont des colonies américaines : c'est inadmissible et, si l'on en juge par les interviews de quelques-uns de ses hommes d'Etat, il faut croire que les Etats-Unis comptent dans leur sein quelques fanfarons, car ils ne parlent de rien moins que de chasser les Anglais du Canada, les Français de leurs possessions, les Espagnols de Cuba, etc. Tout cela est certainement une pure exagération et les hommes de bons sens sont trop nombreux aux Etats-Unis pour donner dans de pareilles rêveries, dans des fanfaronnades qui font sourire.

Avant tout, les Etats-Unis sont un peuple d'hommes pratiques et sérieux, de *business men :* eh! bien, qu'ils s'entendent amicalement avec l'Espagne qui leur accordera un bon tarif douanier avec Cuba et qu'en échange ils donnent tout leur concours, mais un concours effectif et non illusoire, à l'Espagne, en empêchant les expéditions flibustières de se former sur leur territoire et de s'embarquer pour Cuba.

Si les Etats-Unis veulent sérieusement s'en donner la peine, l'insurrection de Cuba aura vécu dans six mois.

Quant à la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, je n'y crois pas une minute. Jamais vous ne me persuaderez que des gens positifs comme les Américains iraient, de gaieté de cœur, se lancer dans une telle aventure. La guerre avec l'Espagne, mais ce serait la ruine pendant huit ou dix mois du commerce maritime des Etats-Unis. L'Espagne a une excellente marine, elle pourrait donner des lettres de marque à ses nombreux petits armateurs de la Méditerranée et de l'Océan et inonder les mers de corsaires qui ruineraient le commerce américain. Quant à Porto Rico et à Cuba, il faudrait que les Etats-Unis mobilisent quatre cent mille hommes pour y tenter un débarquement qui serait infructueux. Il y a près de 150,000 hommes valides à Cuba, la Havane est fortifiée de manière à être imprenable ; ce n'est pas seulement pour faire peur aux bandes de nègres révoltés. On fera bien de se le dire aux Etats-Unis.

Et ce qu'on fera bien de se dire aussi et de méditer dans tous les pays, c'est qu'une déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Espagne, ce serait le signal d'une explosion formidable du patriotisme espagnol. Ah ! certes, non, mes amis, ils ne reculeraient pas les Espagnols, ils ne ne reculeraient pas nos braves voisins : d'un bout à

l'autre de la péninsule, ce serait un même cri : Vive l'Espagne ! Et tous apporteraient leur or, leur argent, leur sang à la mère patrie. Croyez-moi, il ne faut pas jouer avec le feu, il ne faut pas jouer avec l'Espagne.

Et la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, que pourrait-elle rapporter aux Etats-Unis, même si après des efforts surhumains, des sacrifices de milliards d'argent et de milliers d'hommes, ils étaient victorieux ? Ce qu'elle leur rapporterait : rien !

Ils prendraient Cuba, direz-vous. Prendre Cuba, c'est facile à dire, mais après ? Cuba serait un monceau de décombres fumants ; en échange de milliards, ils auraient Cuba qui ne vaudrait plus rien... et ils auraient l'Espagne qui leur ferait encore la guerre, l'Espagne qui ne voudrait jamais leur pardonner ! Iraient-ils prendre Madrid ? Recommenceraient-ils la folie de Napoléon Ier ? Mais les Etats-Unis sont à douze jours de l'Espagne et, s'ils parvenaient à envoyer quelques centaines de mille hommes sur les côtes espagnoles, je crois que le nombre de ceux qui reverraient leur pays, ne serait pas grand.

Donc, pour me résumer, tout cela est ridicule, ce sont des hypothèses chimériques et que, seuls, les fous peuvent envisager aux Etats-Unis. La grande République américaine ne fera pas la guerre à l'Espagne.

L'Espagne a le bon droit pour elle ; elle entend rester maîtresse chez elle, qu'elle y reste ! Les Etats-Unis doivent l'aider amicalement, mais ne pas parler d'une intervention inadmissible.

*
* *

Et maintenant encore quelques mots. Je suis outré d'entendre de bons esprits en France me dire quelquefois avec un grand sérieux : mais l'Espagne est insensée, mais l'Espagne est au bout de son rouleau financièrement et militairement parlant !

En vérité, je ne sais s'il faut en rire ou en pleurer ; un tel raisonnement dénote une telle ignorance de l'Espagne actuelle, de ses ressources de tout genres qu'on est stupéfait.

Mais, messieurs, croyez-vous qu'un peuple, qui du jour au lendemain accomplit l'effort militaire de l'Espagne, est au bout de son rouleau, qu'un peuple, qui trouve des centaines de millions chez lui, est un peuple à la veille de la ruine ! Allez en Espagne et voyez, mais regardez attentivement, regardez bien. Vous reviendrez de ce voyage, réconforté et plein de confiance dans l'Espagne, sa vitalité et sa puissance.

Il ne faut pas seulement aimer les Espagnols en France, parce qu'ils nous ressemblent, qu'ils sont de la même race que nous, que leurs caractères nous inspirent de la sympathie; il faut les

aimer aussi, parce qu'ils forment un grand et puissant peuple qui se souvient du bien qu'on lui fait, des services qu'on lui rend, qui n'oublie jamais ses amis et saura reprendre tôt ou tard sa place dans le monde.

Nous sommes les amis de l'Espagne, devenons-le plus encore, s'il est possible. Tout nous y convie, nos intérêts financiers, commerciaux, économiques et, qui sait ? peut-être aussi nos intérêts politiques.

Et félicitons-les, nos frères latins, de leur entêtement à ne jamais renoncer à un pouce du territoire que leur ont légué leurs pères; ils s'obstinent à garder Cuba, ils veulent conserver Cuba malgré tout, envers et contre tous. Ils ont raison.

Mais, direz-vous, ils y dépensent des millions par centaines, des hommes par milliers, ils sont héroïques, nobles, admirables, mais ils sont fous. Je vous répondrai ces mot : ils sont sages.

Un peuple qui renonce est un peuple qui abdique, un peuple qui déchoit; il signe lui-même son arrêt de mort, il se déclare caduc.

Une nation ne doit jamais renoncer... et, croyez-vous, lecteurs français, mes amis et com patriotes, croyez-vous que nous qui, suivant le précepte de notre grand orateur : *y pensons toujours et n'en parlons jamais !* croyez-vous que nous renonçons ?

Quel est celui d'entre nous qui oserait pronon-



L'Espagne a le bon droit pour elle ; elle entend rester maîtresse chez elle, qu'elle y reste ! Les Etats-Unis doivent l'aider amicalement, mais ne pas parler d'une intervention inadmissible.

*
* *

Et maintenant encore quelques mots. Je suis outré d'entendre de bons esprits en France me dire quelquefois avec un grand sérieux : mais l'Espagne est insensée, mais l'Espagne est au bout de son rouleau financièrement et militairement parlant !

En vérité, je ne sais s'il faut en rire ou en pleurer ; un tel raisonnement dénote une telle ignorance de l'Espagne actuelle, de ses ressources de tout genres qu'on est stupéfait.

Mais, messieurs, croyez-vous qu'un peuple, qui du jour au lendemain accomplit l'effort militaire de l'Espagne, est au bout de son rouleau, qu'un peuple, qui trouve des centaines de millions chez lui, est un peuple à la veille de la ruine ! Allez en Espagne et voyez, mais regardez attentivement, regardez bien. Vous reviendrez de ce voyage, réconforté et plein de confiance dans l'Espagne, sa vitalité et sa puissance.

Il ne faut pas seulement aimer les Espagnols en France, parce qu'ils nous ressemblent, qu'ils sont de la même race que nous, que leurs caractères nous inspirent de la sympathie ; il faut les

aimer aussi, parce qu'ils forment un grand et puissant peuple qui se souvient du bien qu'on lui fait, des services qu'on lui rend, qui n'oublie jamais ses amis et saura reprendre tôt ou tard sa place dans le monde.

Nous sommes les amis de l'Espagne, devenons-le plus encore, s'il est possible. Tout nous y convie, nos intérêts financiers, commerciaux, économiques et, qui sait ? peut-être aussi nos intérêts politiques.

Et félicitons-les, nos frères latins, de leur entêtement à ne jamais renoncer à un pouce du territoire que leur ont légué leurs pères ; ils s'obstinent à garder Cuba, ils veulent conserver Cuba malgré tout, envers et contre tous. Ils ont raison.

Mais, direz-vous, ils y dépensent des millions par centaines, des hommes par milliers, ils sont héroïques, nobles, admirables, mais ils sont fous. Je vous répondrai ces mot : ils sont sages.

Un peuple qui renonce est un peuple qui abdique, un peuple qui déchoit ; il signe lui-même son arrêt de mort, il se déclare caduc.

Une nation ne doit jamais renoncer... et, croyez-vous, lecteurs français, mes amis et com patriotes, croyez-vous que nous qui, suivant le précepte de notre grand orateur : *y pensons toujours et n'en parlons jamais !* croyez-vous que nous renonçons ?

Quel est celui d'entre nous qui oserait pronon-

cer une pareille parole. Ce ne serait pas un vrai Français de France !

Il est donc bon pour nous aussi de nous arrêter en face du spectacle grandiose que nous donne aujourd'hui le patriotisme espagnol ; leur sang,leur fortune, leurs enfants, tout pour le drapeau, tout pour la patrie, tout pour garder intact le patrimoine glorieux de leur histoire, tout, ils donneront tout, ils feront tout pour être dignes de leurs ancêtres, pour que leur présent soit comparable à leur passé !

Quel merveilleux et sublime exemple ! C'est de l'épopée contemporaine, une épopée que couronnera la victoire.

Ne critiquons donc pas les Espagnols ; ils font ce que nous devrions faire à leur place.

Leur bravoure, leur amour de la patrie, leur culte de Dieu méritent notre respect et notre admiration.

Et, devant les grandes choses, un acte s'impose que nous saurons tous accomplir : chapeau bas, messieurs, et salut à l'Espagne !

FIN

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

TROISIÈME PARTIE

TABLE DES GRAVURES HORS TEXTE

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

Achevé d'imprimer le 8 Octobre 1897 dans les Ateliers de M. MARCEL POULLIN, Imprimeur, 84, rue Saint-Fursy et rue Mollerue, 41, à Péronne, (Somme).

STIQUE (ANNEXE I)

Rec squ'au 30 Juin 1897

	exercice 96-97 — ETAS	Des exercices antérieurs — PESETAS	TOTAL — PESETAS
Contribution foncièr	16.367'35	15.605.165'07	154.221.532'42
— sur l'in	33.397'86	5.840.716'90	43.374.114'26
Enregistrement. .	03.810'49	867.701'75	32.971.412'24
Impôt personnel. .	53.814'89	592.060'45	7.245.875'34
— sur les traiten	54.712'80	1.702.867'68	26.857.580'48
— sur les paieme	44.099'03	500.673'61	5.944.772'64
— sur les voiture	74.634'69	25.285'86	499.920'55
Contributions des pr	03.434'53	182.016'67	6.485.451'20
Impôt sur les intérêt	72.816'76	552.835 »	3.925.651'76
Douanes	89.955'91	5.255.852'96	126.245.808'87
Produit des chancelle	94.708'85	»	1.394.708'85
Octroi.	74.337'04	5.512.887'42	79.387.224'46
Impôt sur les alcools	27.125'85	191.504'53	1.918.630'38
— les sucres	45.736'30	1.076.218'28	13.222.054'58
— spécial su	22.321'99	423.464'67	10.545.786'66
— les tarifs	18.088'74	1.136.380'60	12.754.469'34
Timbre.	58.740'85	189.956'81	45.748.697'66
Poudres et explosifs.	01.324'49	983'21	1.102.307'70
Tabacs.	99.083'34	4.508.641'49	99.507.724'83
Allumettes. . . .	48.914'10	»	4.248.914'10
Loteries. . . .	20.499'75	»	22.720.499'75
Mines. . . { d'Alm	51.298'41	5.010.493'40	5.061.791'81
Mines. . . { de Li	65.124'08	»	1.065.124'08
Produit des canaux	40.480'45	5.559'21	1.246.039'66
Taxe du service milit	03.500 »	»	42.103.500 »
Divers.	83.655'66	5.133.557'67	42.017.213'33
	01.983'71	54.314.823'24	791.816.806'95



'IQUE (ANNEXE II).

Recette 892-93 à 1896-97

SECTION	96	1896-97	DIFFÉRENCES en 1896-97 par rapport à 1892-93
1° Dons et Contributions di	33 74	261.104.930 98	+18.553.613 87
2° Contributions indirectes	01 05	277.657.014 79	+ 5.679.786 30
3° Monopoles et services l'Administration	50 54	131.284.176 35	+ 6.667.380 05
4° Propriétés et droits de l'E	95 29	12.811.044 91	+ 2.443.592 77
	31 36	2.070.056 65	+ 127.675 56
5° Ressources du Trésor. .	92 98	51.669.434 80	+38.276.999 08
To	04 96	736.626.658 48	+71.749.056 63
Résultats des exercices clôt	33 82	54.314.823 24	— 4.851.736 94
	38 78	790.941.481 72	+66.897.319 69

es

çues 97
9 69
2 82
6 52
4 92



IQUE (ANNEXE II).

Recette 892-93 à 1896-97

SECTION	-96	1896-97	DIFFÉRENCES en 1896-97 par rapport à 1892-93
1° Dons et Contributions di	33 74	261.104.930 98	+18.553.613 87
2° Contributions indirectes	01 05	277.657.014 79	+ 5.679.786 30
3° Monopoles et services l'Administration	50 54	131.284.176 35	+ 6.667.380 05
4° Propriétés et droits de l'	95 29	12.811.044 91	+ 2.443.592 77
	31 36	2.070.056 65	+ 127.675 56
5° Ressources du Trésor. .	92 98	51.669.434 80	+38.276.999 08
T	04 96	736.626.658 48	+71.749.056 63
Résultats des exercices clôt	33 82	54.314.823 24	— 4.851.730 94
	38 78	790.941.481 72	+66.897.319 69

es

çues
97
9 69
2 82
6 52
4 92

TIQUE (ANNEXE III).

Paiements liq de 1892-93 à 1896-97

SECTIONS	S EXERCICES DE		DIFFÉRENCES en 1896-97 par rapport à 1892-93
	95-96	1896-97	
Dette publique	42.262 36	316.613.809 65	+123.619.829 34
Autres obligations générales de l'E	29.371 13	71.232.211 21	+ 9.447.652 34
	71.633 49	387.846.020 86	+133.067.481 68
Obligations des Minis			
Présidence du Conseil des Minist	70.114 72	975.054 95	— 1.371.592 20
Ministère d'Etat (Affaires étrangèr	82.599 90	4.190.254 38	+ 2.970.438 05
Ministère de Gracia y Justicia { Obli	66.576 81	13.338.944 96	+ 683.977 90
{ Obli	51.962 55	40.698.987 26	+ 2.493.623 81
Ministère de la Guerre. . .	69.375 93	134.740.628 77	+ 2.386.994 87
Id. de la Marine. . .	70,841 14	20.033.946 64	— 15.472.140 84
Id. de la Gobernacion (In	67.284 51	26.736.684 19	+ 3.011.302 55
Id. de Fomento (Travaux P	35.343 89	77.801.373 35	+ 17.179.504 40
Id. de Hacienda (Finances)	25.353 64	17.265.757 43	+ 2.223.638 66
Frais des contributions et rente	55.642 29	29.620.860 90	+ 3.506.074 60
Colonie de Fernando Poo . .	55.000 »»	838.333 32	+ 237.916 69
	21.728 87	754.086.847 01	+150.917.220 17
Résultats des exercices antérieur	14.918 10	26.276.170 52	—140.336.333 73
	36.646 97	780.363.017 53	+ 10.580.886 44

QUATRI

RÉSULTATS offe
par les recettes

De l'exercice . . .
Des résultats des exerci
De l'exercice . . .
Des résultats des exerci

COMPARAISON e
probable du Budg
et celles qui ont

SECTION
Contributions directes.
Idem indirectes
Monopoles. . . . . .
Propriétés { Rentes. .
Propriétés { Ventes. .
Ressources ordinaires du
Total.
Résultats des exercices cl
Total gén

ABLEAU

pendant les

(ANNEXE V)

	…6-97
Co…	…).548 14
	…7.325 86
Mo… t…	…4.176 35
	…1.044 91
Pr…	…0.056 65
Re…	…9.434 80
	…1.586 71
Ré…	…5.220 24
	…6.806 95
Di… 1…	»
	…6.806 95

…PENSES	…894-95	1895-96	1896-97
Mai…	….324.999 80	9.237.500 »»	9.133.333 31
Cor…	….651.085 »»	1.638.085 »»	1.638.085 »»
Det…	….951.691 24	339.841.862 15	316.819.171 18
Cha…	….440.060 84	1.494.744 93	1.358.341 90
Pas…	….538.999 18	57.259.250 14	59.102.490 »»
Pré…	866.210 03	870.114 72	975.054 95
Min…	….080.115 95	4.582.599 90	4.190.254 38
	….022.727 94	12.970.539 61	13.338.810 96
Id…	….170.641 88	40.247.998 90	40.699.120 66
	….338.807 10	115.035.927 97	134.739.520 50
Id…	….815.425 71	21.374.841 14	20.033.946 64
Id…	….285.339 »»	46.908.035 »»	26.736.684 19
Id…	….870.195 39	85.235.343 89	77.801.373 35
Id…	….898.837 99	16.432.555 29	17.269.347 31
Id…	….098.017 25	28.791.031 97	30.494.318 68
Fra… Col…	654.999 96	655.000 »»	838.333 32
	….008.154 26	782.575.430 61	755.108.186 33
Rés…	….234.219 18	20.873.320 86	26.070.159 14
	….242.373 44	803.448.751 47	781.178.345 47
Diff… I…	»	»	10.637.461 48
	….242.373 44	803.448.751 47	791.816.806 95

